

**LA SITUATION MONDIALE
DE L'ALIMENTATION
ET DE L'AGRICULTURE 1960**

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1960

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1960



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

ROME 1960

Les renseignements statistiques figurant dans cette publication sont basés sur les données dont disposait la FAO jusqu'au 30 juin 1960.

Les désignations utilisées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	I
I. Résumé	3
II. Situation et perspectives mondiales	13
PRODUCTION AGRICOLE	13
Production et population	14
Structure de la production agricole	17
Production agricole régionale en 1959/60	19
Production des pêches	23
Production forestière	23
Perspectives de la production agricole pour 1960/61	24
Variabilité de la production agricole	25
Tendances de la production, de la superficie et du rendement des cultures	28
VARIATIONS DES STOCKS	36
L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LA DEMANDE DE PRODUITS AGRICOLES	39
Perspectives à court terme	41
DISPONIBILITÉS ET CONSOMMATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	42
COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES	43
Tendances régionales	46
Variations du niveau des prix des produits agricoles entrant dans le commerce international	52
Exportations à des conditions spéciales	54
Commerce agricole de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S.	55
PRIX ET REVENUS AGRICOLES	58
PRIX ET VENTES AU NIVEAU DU DÉTAIL	61

POLITIQUES AGRICOLES ET PLANS DE DÉVELOPPEMENT	63
Amérique du Nord	65
Australie et Nouvelle-Zélande	66
Europe occidentale	66
Europe orientale et U.R.S.S.	68
Amérique latine	70
Extrême-Orient	72
Proche-Orient	75
Afrique	77
Politiques en matière de pêches	79
Politiques forestières	80
 SITUATION ET PERSPECTIVES PAR PRODUIT	83
Blé	84
Céréales secondaires	85
Riz	86
Sucre	87
Viande	89
Œufs	90
Produits laitiers	90
Produits des pêches	92
Matières grasses et graines oléagineuses	93
Fruits frais	95
Fruits secs et vin	96
Cacao	97
Café	98
Thé	100
Tabac	100
Coton	101
Laine	103
Jute	104
Fibres dures	105
Caoutchouc	106
Produits forestiers	108
 III. Les programmes de développement agricole.....	113
PORTÉE, OBJECTIFS ET PROBLÈMES SPÉCIAUX DE LA PLANIFICATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE	115
Objectifs généraux des plans et politiques agricoles	117
Problèmes spéciaux de la planification agricole	122
Organisation en vue de la planification	124
 L'ÉTABLISSMENT D'OBJECTIFS EN AGRICULTURE.....	127
Les projections de la demande et leurs limites	129
Objectifs de production agricole	134
Problèmes de l'estimation des ressources disponibles pour le développement agricole.	137

LE CHOIX DES MOYENS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE PRODUCTION.....	141
Conception générale des politiques d'exécution	142
De l'importance de bien connaître les problèmes quotidiens des agriculteurs en vue de la planification agricole.....	143
Le régime foncier et le choix des méthodes de développement agricole	146
Utilisation plus complète de la main-d'œuvre.....	149
Mise en œuvre des programmes	152
 CHOIX POSSIBLES	 158
Investissements et dépenses	161
La concentration des ressources	165
 BIBLIOGRAPHIE CHOISIE SUR LA PRÉPARATION DES PROGRAMMES AGRICOLES	 167

Tableaux annexes

1A. Indices du volume de la production agricole, par région et pays.....	173
1B. Indices de la production alimentaire par habitant, par région et pays.....	174
2A. Production mondiale des principaux produits.....	175
2B. Exportations mondiales des principaux produits	176
3A. Europe occidentale: Production des principaux produits	177
3B. Europe occidentale: Exportations et importations des principaux produits	178
4A. Europe orientale et U.R.S.S.: Production des principaux produits	179
4B. Europe orientale et U.R.S.S.: Exportations et importations des principaux produits	180
4C. U.R.S.S.: Production et exportations de produits forestiers.....	180
5A. Amérique du Nord: Production des principaux produits	181
5B. Amérique du Nord: Exportations et importations des principaux produits ...	182
6A. Océanie: Production des principaux produits	183
6B. Océanie: Exportations et importations des principaux produits	183
7A. Amérique latine: Production des principaux produits	184
7B. Amérique latine: Exportations et importations des principaux produits	185
8A. Extrême-Orient (non compris la Chine continentale): Production des principaux produits	186
8B. Extrême-Orient (non compris la Chine continentale): Exportations et importations des principaux produits	187
9A. Proche-Orient: Production des principaux produits	188
9B. Proche-Orient: Exportations et importations des principaux produits	188
10A. Afrique: Production des principaux produits	189
10B. Afrique: Exportations et importations des principaux produits	190
11. Quantités totales (poids vif) de poissons, crustacés, mollusques, etc., pêchées par certains pays	191
12. Variabilité de la production et des rendements de certains produits, par région, 1948/49-1959/60	193

13.	Opérations de la Commodity Credit Corporation des Etats-Unis: Quantités en stocks et montant des investissements.....	194
14A.	Dénrées alimentaires disponibles pour la consommation humaine dans certains pays	195
14B.	Teneur en calories et en protéines des disponibilités alimentaires moyennes de certains pays	198
15.	Commerce interrégional de denrées alimentaires, produits pour boissons et tabac.	201
16.	Valeurs unitaires moyennes à l'exportation des produits agricoles	202
17.	Valeurs unitaires moyennes des exportations et des importations de produits agricoles de l'U.R.S.S., et comparaison avec les moyennes mondiales.....	203

Liste des graphiques

1.	Tendances de la production agricole régionale par rapport à l'accroissement démographique, 1948/49-1959/60.....	14
2.	Répartition de la population et de la production agricole mondiales entre les différentes régions, moyenne 1957-59.....	16
3.	Tendances de la production régionale pour les principaux groupes de produits, 1948/49-1959/60	18
4.	Variabilité de la production et des rendements de blé dans certains pays, 1948/49-1959/60	27
5.	Tendances régionales de la production, de la superficie et du rendement des principales cultures, 1948/49-1959/60	30-31
6A.	Tendances des rendements de blé dans certains pays, 1948/49-1959/60.....	34
6B.	Niveaux des rendements de blé dans certains pays, moyenne 1948/49-1959/60..	35
7.	Estimation des disponibilités par habitant par région.....	42
8.	Indices du volume et de la valeur des exportations agricoles par principaux groupes de produits	45
9.	Volume et valeur des importations agricoles dans des pays développés et des pays peu développés	48
10.	Importations brutes et exportations brutes, par région, de denrées alimentaires et de produits agricoles non alimentaires.....	50
11.	Valeurs unitaires moyennes à l'exportation (prix moyens) de certains produits agricoles dans le commerce mondial.....	51
12.	Importations brutes de l'U.R.S.S. en provenance de régions peu développées, par rapport aux importations totales	56
13.	Indices des prix reçus et des prix payés par les producteurs, et rapports entre eux (certains pays)	59
14.	Production mondiale de margarine, de graisse culinaire (« shortening ») et de savon.	94
15.	Prix des fèves de cacao et quantités broyées dans le monde	98

AVANT-PROPOS

Bien qu'en 1959/60 la production agricole mondiale n'ait pas progressé autant qu'en 1958/59, année où l'expansion avait été exceptionnellement forte, le gain d'environ 2 pour cent qu'elle a réalisé a dépassé légèrement le taux annuel de l'accroissement démographique. Le commerce international des produits agricoles a récupéré, en 1959 et durant le début de 1960, le terrain perdu par suite du ralentissement survenu en 1957/58 dans l'activité économique des pays industrialisés. On ne saurait cependant parler d'une reprise complète, car si les échanges ont atteint un nouveau record en volume, leur valeur est demeurée sensiblement inférieure à celle de 1957 à cause de la baisse des prix des produits agricoles considérés dans leur ensemble.

Un aspect réconfortant de la situation récente réside dans le fait que la production a recommencé à s'accroître de façon soutenue en Extrême-Orient, région qui, avec une population représentant plus de 40 pour cent de l'humanité, a été de tout temps le principal foyer de misère et de malnutrition dans le monde. En 1948-52 encore, la production alimentaire par habitant était inférieure d'environ 15 pour cent à celle de l'avant-guerre; actuellement, on estime que ce retard n'est plus que de 3 pour cent, tandis que les disponibilités par habitant dépassent légèrement le niveau d'avant les hostilités à cause de l'accroissement des importations et de la baisse des exportations de produits alimentaires.

Quant aux autres régions insuffisamment développées, les disponibilités par habitant en Afrique se maintiennent depuis la fin de la guerre au voisinage de leur niveau d'avant-guerre. En Amérique latine et au Proche-Orient, elles se sont légèrement améliorées par rapport à cette même époque, ce qui est dû en partie à la baisse des exportations nettes de produits alimentaires, spécialement au Proche-Orient. Dans ces régions, le rythme d'accroissement de la production alimentaire a été assez rapide, encore qu'il se soit légèrement ralenti en 1959/60.

Alimentation et population sont deux des facteurs essentiels qui commandent l'avenir de l'humanité. Mais pour libérer les pays insuffisamment développés de la hantise de la faim, il ne suffit pas que la production et la consommation par habitant remontent ou se maintiennent à leur niveau d'avant-guerre, car pour la plupart des peuples de ces pays ces niveaux étaient très insuffisants, qu'il s'agisse de la quantité ou de la qualité de l'alimentation. Il n'y aura de victoire véritable sur la faim et sur la malnutrition que si la production alimentaire de ces régions augmente dans une mesure infiniment plus forte. En outre, cette expansion doit aller de pair avec le progrès économique général, de manière que les consommateurs soient en mesure d'acheter plus d'aliments de meilleure qualité. De fait, si les revenus ne s'améliorent pas, il est fort improbable que soit jamais réalisée cette production alimentaire accrue.

D'après une analyse préliminaire, il ressort que, de manière générale, c'est surtout en Amérique du Nord, en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande que les progrès sensationnels des sciences agricoles au cours du siècle ont eu le plus d'effet sur la production. Les rendements et la productivité s'y sont élevés rapidement depuis la guerre, déterminant même l'apparition d'excédents dans certains pays. Dans les régions insuffisamment développées, par contre, les gains de production réalisés jusqu'à présent proviennent principalement de l'expansion des superficies cultivées et, pour la plupart des produits, les possibilités qu'offre l'amélioration des rendements et de la productivité demeurent encore à peu près inexploitées. Mettre en œuvre ces immenses possibilités, telle est la tâche principale non seulement de la FAO, mais également des ministères de l'agriculture de chacun des pays en question.

Dans le rapport de l'année dernière, un chapitre spécial examinait certaines des conditions indispensables au progrès de l'agriculture, en considérant principalement la situation des agriculteurs des pays insuffisamment développés. On y soulignait que, trop souvent, l'extrême pauvreté des populations rurales et l'impossibilité d'obtenir du crédit, sauf à des taux usuraires,

interdisaient à la grande majorité des cultivateurs l'adoption de méthodes plus modernes, à supposer même qu'ils en fussent au courant. L'insécurité des conditions d'occupation des terres ne les encourage guère à améliorer leurs exploitations et, dans bien des cas, les baux ruraux sont tels que le producteur ne peut compter bénéficier que d'une toute petite partie d'un accroissement éventuel de sa production. En plus, l'existence d'un système de commercialisation insuffisant et parfois inéquitable, ainsi que l'incertitude et la forte instabilité des prix agricoles font que toute tentative pour accroître la production destinée au marché comporte des risques considérables pour les agriculteurs. Tant que ces défauts n'auront pas été sinon corrigés, du moins atténués, il est clair que les efforts des services de recherche et de vulgarisation agricole demeureront en grande partie stériles et que les investissements affectés par les gouvernements à l'amélioration de l'agriculture produiront rarement tous les fruits que l'on peut en attendre.

Le dernier chapitre du rapport de cette année, intitulé « Les programmes de développement agricole » reprend ce thème, mais en considérant cette fois l'action des gouvernements. Depuis la guerre, la technique de planification du développement de l'agriculture et de l'économie en général s'est étendue à toutes les parties du monde, et en particulier aux régions insuffisamment développées. Dans ce chapitre, on examine les progrès réalisés durant l'après-guerre, en s'appuyant en grande partie sur l'expérience qu'a acquise la FAO au cours des efforts qu'elle a déployés pour aider ses Etats Membres à établir et à exécuter des programmes de développement agricole.

Mais la planification agricole n'est guère qu'un exercice académique si l'on ne peut raisonnablement escompter que les plans pourront être réalisés à peu près dans la période prévue. Certes, il est indispensable d'établir des objectifs, de répartir les ressources d'investissement et même de dresser des plans détaillés concernant la restauration des terres, l'irrigation ou l'accroissement des disponibilités de semences améliorées, d'engrais et d'autres biens nécessaires au relèvement de la production, mais cela ne suffit pas. Tous ces efforts ne produiront que des résultats partiels si l'on ne parvient pas à s'assurer la coopération de milliers, voire de millions de producteurs. Ceci suppose la mise sur pied d'un appareil administratif efficace, aussi bien officiel que non officiel, qui soit capable d'atteindre les producteurs eux-mêmes et d'assurer la mise en œuvre rationnelle de projets intéressant la vulgarisation, le crédit agricole, la commercialisation, etc. Ceci suppose également que de nombreux pays insuffisamment développés prendront les mesures économiques et sociales nécessaires pour que les agriculteurs soient incités davantage à accroître la production alimentaire destinée au marché. Cette activité millénaire qu'est l'agriculture se trouve, peut-être plus encore que toute autre des principales activités humaines, paralysée par des coutumes et des traditions désormais dépassées.

Si l'on n'accorde pas l'attention voulue aux aspects structurels et institutionnels et si l'on ne tient pas pleinement compte des problèmes qui se posent quotidiennement aux agriculteurs en raison du cadre dans lequel ils vivent et travaillent, il est probable que l'agriculture ne progressera que lentement, quel que soit le nombre de programmes mis sur pied. A une époque où l'accroissement démographique s'accélère et où les peuples réclament avec toujours plus d'insistance de meilleures conditions de vie, aucun pays ne peut plus se contenter d'un pareil rythme de progrès.



B. R. SEN
Directeur général

Chapitre I - RÉSUMÉ

Chapitre II - Situation et perspectives mondiales

PRODUCTION AGRICOLE

D'après des estimations préliminaires, l'accroissement de 5 pour cent qu'avait réalisé en 1958/59 la production agricole dans le monde (non compris la Chine continentale) a été suivi en 1959/60 par un nouveau progrès d'environ 2 pour cent, c'est-à-dire légèrement supérieur à l'accroissement démographique annuel, qui est évalué à 1,6 pour cent. Les indications disponibles à fin juin 1960 font entrevoir pour 1960/61 une production mondiale accrue de la plupart des produits.

Les gains les plus importants de la production agricole en 1959/60 ont été enregistrés en Europe occidentale et en Extrême-Orient. On note des progrès moindres en Europe orientale et en U.R.S.S., en Amérique du Nord et en Amérique latine, mais en Océanie et au Proche-Orient la production s'est établie à peu près au même niveau qu'en 1958/59, tandis qu'une légère baisse semble être survenue en Afrique. A la différence de la production agricole totale, la production alimentaire a été inférieure à celle de 1958/59 en Océanie, en Amérique latine et au Proche-Orient, ainsi qu'en Afrique. En Chine continentale, on signale en 1959/60 une autre hausse substantielle de la production agricole.

Les quantités de poisson pêchées dans le monde ont augmenté de manière importante en 1959, du fait principalement que la production des pêches a continué de se développer rapidement au Pérou et en Chine continentale. Les effets de la reprise économique sur la demande de produits forestiers se sont accentués en 1959 et l'on estime que la production totale de bois rond industriel s'est accrue d'environ 4 pour cent.

La production alimentaire par habitant en Extrême-Orient (non compris la Chine conti-

nentale) semble s'être améliorée au point qu'actuellement elle n'est plus inférieure que de 3 pour cent à son niveau d'avant-guerre, alors qu'en 1957/58 encore le déficit atteignait 7 pour cent. En Amérique latine, par contre, où les chiffres révisés indiquent qu'au cours des trois années précédentes cette production avait à peu près retrouvé son niveau d'avant-guerre, elle a diminué en 1959/60. Elle semble également avoir baissé cette même année au Proche-Orient et en Afrique. En ce qui concerne les 48 pays pour lesquels la FAO calcule des nombres-indices de la production agricole, la courbe production/population entre 1952-53 et 1957-58 s'est déroulée comme suit: dans 15, la production n'a pas suivi la population; dans 14 autres, la production a augmenté comme la population ou l'a dépassée dans une proportion qui a pu atteindre 0,9 pour cent par an; dans 14 autres encore, l'avance de la production s'est établie entre 1,0 et 3,9 pour cent; dans 5, enfin, cette avance a représenté de 4 à 6 pour cent par an en moyenne.

D'après les tendances de la production au cours des 12 dernières campagnes, il ressort que, dans les pays développés, la production animale s'est accrue de manière sensiblement plus rapide que la production végétale, à cause du renforcement de la demande de produits d'origine animale à des niveaux élevés de revenus. Dans les pays insuffisamment développés, c'est l'inverse qui s'est produit, mais il faut observer que dans un grand nombre de ces pays, les statistiques concernant l'élevage sont encore très rudimentaires. Si l'on compare les taux de progression entre cultures, on voit que la production des principales cultures alimentaires (céréales et racines féculentes) a eu tendance à s'accroître moins vite que les autres cultures. En particulier dans les régions insuffisamment développées, ce dernier groupe comprend de nombreuses productions destinées principalement à l'exporta-

tion, ainsi que des plantes telles que la canne à sucre et les oléagineux, dont les produits sont parmi les premiers pour lesquels la demande augmente avec le revenu.

On a effectué une analyse préliminaire de l'ampleur des variations annuelles de la production agricole. Les conditions atmosphériques peuvent en affecter sérieusement le niveau, et il semble que des chutes de 5 à 10 pour cent en une seule année soient chose tout à fait courante dans beaucoup de pays. Il peut survenir des fluctuations plus amples, avec des chutes de production atteignant parfois 20 pour cent dans l'année – principalement dans quelques régions de pluviométrie particulièrement incertaine, y compris l'Afrique nord-occidentale, certaines parties du Proche-Orient et divers pays rizicoles de l'Asie du Sud-Est.

C'est en grande partie dans les régions déjà développées que le progrès des techniques agricoles a contribué le plus à l'expansion de la production agricole depuis la guerre. Ces régions ont, en effet, relevé sensiblement le rendement de la plupart de leurs cultures principales alors que les superficies augmentaient dans une moindre mesure et, dans bien des cas, la production s'est accrue malgré une contraction des superficies cultivées. Dans les pays insuffisamment développés, la majorité des cultivateurs n'ont pas encore les moyens d'adopter les méthodes améliorées qui leur permettraient de relever leurs rendements. Certes, ceux-ci se sont légèrement améliorés, mais la plus grande partie des gains récents qu'a réalisés la production de ces régions résulte d'une expansion des superficies cultivées.

Si l'on examine les rendements du blé, on constate que leur niveau moyen et leur taux d'accroissement diffèrent considérablement d'un pays à l'autre et dans chaque pays. On pourrait penser qu'ils vont s'améliorer le plus vite lorsqu'ils sont le plus faibles; or, il semble au contraire que les progrès les plus rapides aient eu lieu dans les pays où ils étaient déjà assez élevés. Lorsqu'ils sont vraiment très élevés, comme c'est le cas dans certains pays d'Europe nord-occidentale, le taux de la progression commence à faiblir. Aux Etats-Unis, toutefois, où ces rendements sont bien inférieurs à ceux de la plupart des pays d'Europe, leur progression demeure très vigoureuse. C'est ce qui explique en grande partie que des excédents se soient constitués dans ce pays et aussi que l'on n'ait pas encore réussi à enrayer cette accumulation en limitant les emblavures.

VARIATIONS DES STOCKS

Durant 1959/60, il semble que seuls les stocks mondiaux de céréales et de café aient encore augmenté de façon importante. Les stocks de coton ont enregistré une nouvelle réduction; ceux de blé n'ont guère varié et, pour la plupart des autres grands produits agricoles, il semble également que le gonflement se soit arrêté, au moins temporairement. Cependant, les stocks restent à un niveau élevé, en particulier ceux de céréales, qui représentent actuellement dans les principaux pays exportateurs 126 millions de tonnes, c'est-à-dire le quadruple de 1952, année d'après-guerre qui marque à peu près le début de l'accumulation des excédents. Les stocks de lait écrémé en poudre du gouvernement des Etats-Unis, qui ont été très précieux pour les programmes de distribution de lait, avaient été épuisés en septembre 1959, mais dès avril 1960 ils s'étaient reconstitués et les opérations d'écoulement avaient repris.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LA DEMANDE DE PRODUITS AGRICOLES

La reprise économique des pays industrialisés, après le ralentissement de 1957-58, s'est transformée en un mouvement d'expansion en 1959/60. Les pays exportateurs de produits agricoles ont commencé à en ressentir les effets favorables, mais seulement dans une mesure limitée et avec le délai habituel.

Dans l'ensemble, le niveau de l'activité économique des pays industrialisés devrait demeurer élevé, au moins durant le reste de 1960. Cependant, le ralentissement récent du taux d'expansion aux Etats-Unis et dans certains pays d'Europe a atténué les espérances d'un boom et a même suscité quelque incertitude concernant la situation en 1961. On s'attend à voir s'atténuer le déficit qu'accuse depuis quelque temps la balance des paiements des Etats-Unis, mais les préoccupations que fait naître la situation du dollar sur les marchés internationaux continuent d'influencer la politique commerciale américaine. Bien que la prospérité des affaires dans les pays industrialisés ait déjà quelque peu stimulé la demande de produits agricoles exportés par les pays insuffisamment développés, spécialement le caoutchouc et les fibres, il se peut que les progrès ultérieurs soient limités. L'offre de nombreuses denrées alimentaires et de quelques matières pre-

nières d'origine agricole demeure plus qu'abondante et il ne faut donc pas s'attendre à ce que l'intensification de l'activité économique détermine une forte amélioration des prix d'exportation.

DISPONIBILITÉS ET CONSOMMATION ALIMENTAIRES

Les nombres-indices de la consommation alimentaire par habitant qui ont été cités plus haut ne donnent qu'une idée approximative de l'évolution des disponibilités par rapport à la population, car ils ne tiennent pas compte des profondes modifications qu'ont subies les importations et les exportations de certaines régions. Particulièrement pour les pays insuffisamment développés, on n'a guère de renseignements exacts sur la tendance des disponibilités alimentaires et des niveaux effectifs de consommation, mais il est cependant possible de tirer certaines conclusions générales d'estimations approximatives des disponibilités alimentaires par habitant dans les principales régions.

Il ressort de ces chiffres qu'en Extrême-Orient (non compris la Chine continentale) les disponibilités alimentaires par habitant, à la différence de la production alimentaire par habitant, ont à peu près retrouvé leur niveau d'avant-guerre depuis quelques années. En Afrique, ces disponibilités semblent s'être maintenues au voisinage de ce niveau durant tout l'après-guerre; en Amérique latine et spécialement au Proche-Orient, elles lui ont été légèrement supérieures. Il s'est produit depuis 1948-52 une lente amélioration des disponibilités par habitant dans les régions insuffisamment développées, sauf en Afrique, toutefois, où elles semblent s'être légèrement réduites depuis quelques années.

Dans l'ensemble, l'écart entre les disponibilités alimentaires des régions développées et celles des régions insuffisamment développées a eu tendance à se creuser plutôt qu'à se combler au cours des années récentes. Il apparaît également que les disponibilités de produits d'origine animale par habitant dans les régions insuffisamment développées n'ont généralement pas augmenté et qu'elles se sont réduites dans certains cas, et il est donc probable qu'à l'heure actuelle elles représentent dans la consommation totale de ces régions un élément plus faible encore qu'avant la guerre. Ces tendances générales sont confirmées par les bilans des disponibilités alimentaires, qui indiquent les niveaux moyens de la consommation alimentaire réelle dans chaque pays.

COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS AGRICOLES

En volume et, dans une moindre mesure, en valeur, le commerce international des produits agricoles a récupéré en 1959 le terrain qu'il avait perdu à cause du ralentissement de l'activité économique de 1957-58. Le volume des exportations mondiales de ces produits a augmenté de 6 pour cent par rapport à l'année précédente, contre 7 pour cent pour les exportations de produits manufacturés. Cependant, les cours moyens mondiaux pour l'ensemble des produits agricoles ayant continué de fléchir, la valeur des exportations ne s'est accrue que de 3 pour cent et elle est restée bien inférieure au chiffre de 1957.

Les matières premières d'origine agricole, qui avaient été le plus touchées par la récession, ont également connu la reprise la plus vigoureuse. Les quantités exportées en 1959 ont été supérieures de 11 pour cent à celles de l'année précédente (particulièrement à cause de l'amélioration des exportations de laine et de caoutchouc) et le gain en valeur a atteint 10 pour cent. L'amélioration des prix du caoutchouc et du sisal a été annulée par la baisse persistante des cours de la plupart des autres produits, notamment le coton. Les produits forestiers se sont encore mieux comportés et, tant en volume qu'en valeur, leurs exportations de 1959 ont presque retrouvé le niveau de 1957. En ce qui concerne les produits pour boissons et le tabac, toutefois, une augmentation de 8 pour cent du volume des exportations s'est accompagnée d'une baisse de 7 pour cent dans leur valeur par rapport à 1958, à cause des cours généralement plus faibles. Les exportations de produits pour l'alimentation humaine et animale ont continué leur lente progression en volume, mais, parmi les principaux groupes, seuls les oléagineux et les huiles végétales, la viande et les produits laitiers ont été exportés en 1959 pour des valeurs supérieures à celles de 1957.

La plus forte augmentation des recettes fournies par les exportations de produits agricoles en 1959 (24 pour cent) a été enregistrée en Océanie, après les résultats particulièrement mauvais de 1958, tandis que des améliorations moindres étaient réalisées en Extrême-Orient et au Proche-Orient. Pour toutes les autres régions, ces recettes ont baissé par rapport à l'année précédente: en Europe occidentale, par suite d'une contraction du volume du commerce; en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Afrique, à cause de la baisse des prix.

L'accroissement du volume des exportations a

été absorbé par l'Europe occidentale pour sensiblement plus de 40 pour cent, mais il y a eu également une augmentation substantielle des importations de l'Amérique du Nord, qui ont atteint un niveau record. Ces améliorations, toutefois, ne se sont répercutées que dans une mesure limitée sur la valeur des échanges.

Après un ralentissement en 1958, les importations de produits agricoles de la part des régions insuffisamment développées se sont remises en 1959 à s'accroître plus rapidement que celles des régions plus développées, dont elles ne représentent encore cependant que le tiers environ. En ce qui concerne les exportations de produits agricoles au cours des années récentes, par contre, ce sont celles des régions développées qui se sont accrues le plus rapidement, en particulier à cause des opérations d'écoulement d'excédents. En 1959, les exportations nettes de produits alimentaires de la part des régions insuffisamment développées prises ensemble étaient tombées au quart environ de leur volume d'avant-guerre. Cependant, les exportations nettes de produits agricoles non alimentaires s'étaient sensiblement accrues.

En 1959, les prix (valeurs unitaires moyennes) de l'ensemble des exportations de produits agricoles dans le commerce international ont été en moyenne inférieurs de 2 pour cent à ceux de l'année précédente, le fléchissement étant intervenu presque entièrement sur le groupe produits pour boissons et tabac. Les prix se sont stabilisés et ont même légèrement repris durant la dernière partie de 1959 mais, d'après certaines indications préliminaires, ils ont recommencé à fléchir au début de 1960. Ont fait exception les matières premières d'origine agricole, le caoutchouc en particulier continuant à monter. Les céréales sont restées relativement stables durant les premiers mois de 1960 et la viande de bœuf et de mouton a continué à monter, mais les produits laitiers et certains oléagineux ont subi de fortes chutes. Le café a été légèrement plus ferme, tandis que le cacao baissait de manière notable.

Les opérations d'écoulement d'excédents, effectuées principalement par les Etats-Unis, sont demeurées importantes en 1959, tout en s'établissant à un niveau sensiblement au-dessous du record de 1956-57. Les exportations au titre de programmes gouvernementaux ont représenté 34 pour cent de toutes les exportations américaines de produits agricoles en 1958/59 et 26 pour cent durant le deuxième semestre de 1959, contre 42 pour cent en 1956/57. L'accord le plus important conclu dans le

cadre de la *Public Law 480* a été signé en mai 1960: il prévoit la livraison à l'Inde de 16 millions de tonnes de blé et de 1 million de tonnes de riz sur quatre ans.

Les échanges de produits agricoles de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S. avec le reste du monde ont continué de se développer, tout en restant relativement faibles par rapport au commerce total de ces pays. En 1958, les échanges de l'U.R.S.S. avec les autres membres du bloc considéré représentaient environ 80 pour cent des exportations soviétiques de produits agricoles et plus de 50 pour cent des importations de produits agricoles. Les achats de ce groupe aux régions insuffisamment développées ont fortement augmenté, en particulier ceux de caoutchouc (principalement à la Fédération de Malaisie) et de coton (principalement à la République arabe unie). Les importations de produits pour boissons, d'épices et autres denrées sont également en progrès, bien que le volume total du commerce demeure réduit. Par contraste avec la tendance générale, les importations de sucre et d'oléagineux ont diminué, en raison des progrès considérables de la production nationale.

PRIX ET REVENUS AGRICOLES

Dans la plupart du nombre relativement faible de pays pour lesquels on dispose de renseignements sur la tendance des prix payés et des prix reçus par les agriculteurs, il apparaît que les rapports de prix ont légèrement évolué en faveur de ces derniers en 1959. Les exceptions les plus notables sont les Etats-Unis et le Canada, où le revenu agricole net a également fléchi fortement (16 et 7 pour cent respectivement), malgré une augmentation de la production. Aux Etats-Unis, ce fléchissement est dû en partie à la réduction des paiements gouvernementaux au titre (par exemple) du programme de mise en réserve des superficies. Les revenus agricoles se sont fortement relevés en Australie et en Nouvelle-Zélande en 1959/60, principalement à cause des prix plus favorables de la laine et des produits laitiers. En Europe, la tendance a été irrégulière. Les revenus agricoles se sont améliorés en 1959 au Royaume-Uni, au Danemark, aux Pays-Bas et en Norvège, mais dans d'autres pays, parmi lesquels l'Allemagne occidentale, la France et l'Italie, ils n'ont guère progressé ou ont même diminué, ce qui s'explique dans certains cas par la sécheresse généralisée de 1959.

PRIX ET VENTES AU DÉTAIL

Dans certains pays, l'existence d'excédents et la tendance à la baisse des cours mondiaux des produits agricoles semblent finalement avoir exercé quelque influence sur les prix de détail. Si la tendance est restée à la hausse dans la majorité des pays sur lesquels on dispose de renseignements, cette hausse a été moins généralisée qu'au cours des quelques dernières années. En Amérique du Nord et en Amérique centrale, ainsi que dans certaines parties de l'Europe, les prix alimentaires de détail ont manifesté une stabilité considérable en 1959, tandis qu'ils semblent être devenus plus stables en 1959/60 dans certains pays qui connaissaient de puissantes poussées inflationnistes en 1958 et au début de 1959. Dans les quelques pays où il existe des statistiques des ventes de produits alimentaires au détail, le ralentissement de l'activité économique de 1957-58 n'a guère affecté la progression soutenue de ces ventes, et le phénomène s'est poursuivi en 1959, bien que son rythme ait été en général plus lent que l'amélioration du revenu national.

POLITIQUES ET PLANS DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLES

Les politiques agricoles continuent à refléter la différence considérable qui existe entre pays industrialisés et régions insuffisamment développées, en ce qui concerne la situation de la demande et de l'offre des produits agricoles. Les premiers, qui disposent en abondance de connaissances techniques et de capital, peuvent en général augmenter de manière relativement rapide les disponibilités, mais étant donné les niveaux élevés de leur consommation alimentaire, la demande résultant de l'accroissement des revenus s'oriente principalement vers les produits non agricoles. Dans les seconds, au contraire, il est plus difficile d'augmenter très vite la production, alors que la demande se renforce rapidement à cause du taux d'accroissement démographique supérieur, de sorte que toute amélioration du revenu est utilisée en grande partie pour des dépenses d'alimentation. En outre, ces situations opposées réagissent l'une sur l'autre. Les marchés que les pays industrialisés offrent à la plupart des exportations agricoles provenant des régions insuffisamment développées ne s'élargissent qu'avec une certaine lenteur. En même temps, des excédents de certains produits se sont accumulés, principalement dans les régions développées, et ils ne peuvent être

vendus, aux conditions commerciales, aux régions insuffisamment développées.

Les objectifs principaux des politiques agricoles appliquées dans les régions développées sont d'harmoniser le volume et la structure de la production agricole avec la demande effective du marché intérieur et du marché d'exportation et de réduire l'écart des revenus entre l'agriculture et les autres secteurs. Étant donné que dans bien des cas les soutiens des prix, qui sont en général très coûteux, n'ont pas permis d'atteindre ces objectifs, on constate depuis quelque temps en Europe occidentale une tendance à rechercher de plus en plus l'amélioration des revenus agricoles par des mesures propres à accroître l'efficacité et à améliorer la structure de l'agriculture. C'est là l'origine des modifications que certains pays ont apportées à leurs politiques de soutien en 1959/60, et qui ont parfois rencontré une vive opposition chez les agriculteurs, ainsi que des propositions formulées par la Commission de la Communauté européenne économique en matière de politique agricole.

Au Japon, également, il est possible que l'on abandonne les coûteux soutiens des prix du blé et de l'orge pour leur substituer graduellement des mesures tendant à relever la qualité et l'efficacité de la production agricole. L'Australie et la Nouvelle-Zélande font une place encore accrue aux mesures tendant à améliorer la productivité, et le Canada a récemment limité les garanties accordées à deux produits en instaurant un système de paiements de compensation dont la nouveauté réside dans le plafond relativement bas fixé aux paiements que peut recevoir un exploitant. Aux États-Unis, où le problème des excédents est le plus aigu, l'effet des restrictions de superficies a été en grande partie annulé par le progrès des rendements. On a proposé de multiples solutions à ces problèmes, mais aucune mesure nouvelle n'a encore été adoptée.

La plupart des pays insuffisamment développés n'ont pas les moyens de soutenir les prix à un niveau élevé et leur politique de prix agricoles vise donc principalement à protéger le consommateur et à éviter l'inflation. Certains de ces pays, toutefois, accordent une attention accrue à la formule qui consiste à garantir aux exploitants un prix « stimulant » et quelques nouveaux systèmes ont été mis en application pour certains produits en 1959/60, particulièrement en Extrême-Orient. Dans la majorité de ces pays, le plan de développement économique demeure la principale expression de la politique agricole et l'année 1959/60 a été marquée par

l'adoption d'un grand nombre de plans nouveaux et de modifications aux plans existants. Parmi ceux qui sont actuellement en préparation figure le troisième plan quinquennal indien, qui commencera en avril 1961 et dont un avant-projet a déjà été publié.

Les mesures visant à relever la productivité en agriculture prennent également une place croissante dans les politiques agricoles de certains pays insuffisamment développés. Par exemple, la tendance générale vers une intensification des efforts visant à améliorer le cadre institutionnel de l'agriculture semble s'être maintenue en 1959/60, spécialement dans certains pays du Proche-Orient. La plupart des pays exportateurs de produits agricoles, y compris ceux des régions industrialisées, s'attachent davantage aux mesures capables de stimuler les exportations et d'élargir les marchés de ces produits. Les pays d'Amérique latine ont continué en 1959/60 d'abandonner graduellement les systèmes de taux de change multiples, tout en appliquant des mesures de stabilisation intérieure destinées à lutter contre l'inflation.

Parmi les pays où l'économie est planifiée à l'échelon central, l'U.R.S.S. a poursuivi la modification de la structure des fermes collectives. Des modifications analogues ont été introduites dans plusieurs pays d'Europe orientale, où la collectivisation s'est encore accélérée à la fin de 1959 et au début de 1960. La Chine continentale a réorganisé dans une certaine mesure le système des communes rurales en août 1959.

La tendance à la coordination régionale a représenté encore une fois une caractéristique notable de l'année considérée. En Europe occidentale, les propositions de la Commission de la Communauté économique européenne tendant à l'instauration d'une politique agricole commune ont été publiées et sept pays ont constitué l'Association européenne de libre échange. En Amérique latine, sept pays sont devenus membres d'une association analogue, et trois pays d'Amérique centrale ont également établi une association économique.

En ce qui concerne les politiques des pêches, les événements récents indiquent que l'on est encore loin d'un accord international sur leurs principaux aspects, bien que l'on reconnaisse de plus en plus l'urgence qu'il y aurait à organiser une action coordonnée. En matière de politiques forestières, on note une conscience plus claire des problèmes et ceci a abouti en 1959/60 à une orientation plus concrète de ces politiques et des programmes de production qui s'y rattachent dans certains pays.

SITUATION ET PERSPECTIVES DES PRODUITS

La section finale du chapitre est consacrée, comme à l'ordinaire, à de brèves notes sur la situation et les perspectives de chacun des principaux produits de l'agriculture, des pêches et des forêts. Ces notes, déjà très condensées, ne peuvent se résumer davantage.

Chapitre III - Les programmes de développement agricole

On étudie les procédures et les méthodes qu'ont appliquées les gouvernements au cours de ces dernières années pour préparer leurs plans de développement agricole, en s'attachant spécialement aux pays insuffisamment développés. Dans un grand nombre de ces pays, en effet, l'insuffisance des progrès de la production agricole et spécialement de la production alimentaire a freiné le développement économique général. On souligne la nécessité d'intégrer étroitement les plans de développement agricole et ceux qui intéressent l'ensemble de l'économie.

Ce chapitre fait largement appel à l'expérience qu'a acquise la FAO au cours des efforts qu'elle a accomplis dans de nombreuses parties du monde

pour aider ses Etats Membres à préparer et à réaliser leurs programmes de développement agricole. L'idée générale est que la planification agricole demeure un exercice académique, sauf si l'on peut raisonnablement escompter que les objectifs fixés seront atteints. C'est pourquoi une grande partie du chapitre est consacrée au choix de mesures et de projets destinés à mettre en œuvre les programmes de développement agricole, ainsi qu'aux conditions économiques et institutionnelles qui conditionnent le succès de ces programmes.

Etablir un programme, fait-on ressortir, ne consiste pas simplement à fixer des objectifs concernant la production, l'emploi des « entrées » et

la consommation, à affecter des fonds publics aux investissements ou à organiser des projets de restauration et de colonisation des terres, d'irrigation, ou de développement de l'utilisation des engrais, du matériel végétal amélioré et autres auxiliaires de la production. Pour importants que soient ces aspects en eux-mêmes, ils suffisent rarement à conférer la certitude que les accroissements de production prévus seront réalisés.

Dans une très grande mesure, le succès d'un programme de développement exige la coopération des milliers et même des millions d'exploitants dont la décision individuelle déterminera en grande partie la mesure dans laquelle les gains de production recherchés seront effectivement réalisés. Comme les autres opérateurs économiques, il est improbable que les exploitants agricoles consentent à fournir le surcroît d'effort ou à s'exposer aux risques supplémentaires que nécessite un accroissement de la production pour le marché s'ils ne peuvent pas compter en bénéficier. Dans de nombreux pays insuffisamment développés, les systèmes de commercialisation, de régime foncier, de crédit agricole, etc., ne sont pas de nature à inciter fortement les agriculteurs à développer leur production commerciale, lorsqu'ils n'interdisent pas tout progrès substantiel. L'amélioration de ces structures est souvent indispensable si l'on veut que les investissements produisent des résultats correspondant à peu près à ce que l'on peut en attendre.

Dans tout le chapitre, on souligne qu'il importe, en établissant des programmes de développement agricole, de tenir pleinement compte du cadre économique, social et institutionnel dans lequel vivent et travaillent les agriculteurs. On souligne également la nécessité de choisir des projets et des mesures de développement susceptibles d'être mis en œuvre avec les structures existantes, ou avec celles qui pourraient être mises sur pied dans les délais disponibles. Ceci s'applique spécialement aux organisations locales qui sont en contact quotidien avec les agriculteurs.

PORTÉE, OBJECTIFS ET PROBLÈMES SPÉCIAUX DE LA PLANIFICATION EN VUE DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Dans cette section, on examine brièvement l'expansion récente des plans de développement agricole et la nature des plans et des politiques dans des pays ayant atteint des niveaux différents de développement économique. Les pays développés

s'attachent de plus en plus à réduire l'écart entre revenus ruraux et revenus urbains, notamment en relevant la productivité agricole, et il est donc rare que l'accroissement de production y représente un objectif primordial. Pour les pays insuffisamment développés, par contre, le but principal est d'ordonner d'accroître la production afin de répondre à une demande urbaine qui se renforce rapidement et de relever les niveaux de nutrition. Un autre objectif majeur dans la plupart de ces pays est d'améliorer la balance des paiements avec l'étranger en réduisant les importations ou en augmentant les exportations de produits agricoles.

On examine certains problèmes spéciaux qui se posent avec plus de force dans la planification agricole que dans celle des autres secteurs. Vient enfin une brève étude des divers types d'organisation qui ont été mis sur pied en vue de la préparation de programmes agricoles. On souligne la nécessité d'une étroite coordination avec les plans intéressant les autres secteurs économiques, ainsi qu'entre les organismes chargés respectivement de préparer et de réaliser les programmes agricoles.

ETABLISSEMENT D'OBJECTIFS EN AGRICULTURE

Au cours de la planification agricole, on utilise une large gamme d'objectifs d'une complexité et d'une portée plus ou moins grandes et le chapitre en examine la valeur et les limites. On passe en revue les méthodes qui peuvent être appliquées pour établir des projections des besoins de produits alimentaires et autres produits agricoles, en considérant tant l'utilité intrinsèque de ces projections que leur intérêt comme moyen de fixer des objectifs de production. Sont également examinées d'autres formules fondées sur les ressources techniques, les possibilités locales et les disponibilités de facteurs de production, y compris des méthodes convenant aux pays où la documentation statistique est économique et peu abondante et où l'expérience en matière de planification est limitée. On souligne qu'il est bon de faire appel à plusieurs formules et d'éliminer graduellement, au cours de la planification, toutes incompatibilités qui viendraient à se manifester entre ces formules. Etant donné les problèmes spéciaux de la planification en agriculture et l'importance qu'il y a, spécialement dans les pays insuffisamment développés, à ajuster aussi étroitement que possible la production aux besoins, on fait valoir qu'en règle générale, il vaut mieux procéder à

partir d'estimations de la production nécessaire. En dernière analyse, toutefois, il faudra estimer les investissements et les facteurs de production à mettre en jeu et aligner les objectifs de production sur les ressources disponibles. On examine certaines des difficultés qu'il y a à calculer le rapport entrées/sorties en agriculture.

CHOIX DES MOYENS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE PRODUCTION

En gros, les gouvernements disposent de trois moyens pour agir sur le rythme et sur la direction du développement agricole: investissements directs, consacrés par exemple à de grands projets d'irrigation ou de colonisation des terres; mesures et politiques tendant à stimuler encore l'effort de production des agriculteurs: stabilisation des prix, amélioration de la structure agraire ou organisation du crédit agricole; troisièmement, amélioration des services agricoles, y compris ceux qui s'occupent de la recherche, de la vulgarisation et de la protection des animaux et des cultures. Le choix de ces mesures ou de la combinaison qui en sera faite dépendra, entre autres facteurs, des objectifs que l'on se propose, des ressources financières et autres qui sont disponibles, du degré de compétence technique des cultivateurs, du cadre économique, social et institutionnel dans lequel ils travaillent, enfin, de l'équilibre à ménager entre les intérêts des consommateurs et ceux des producteurs. Il est difficile de proposer des critères objectifs pouvant guider le choix entre les divers moyens possibles de réalisation du développement agricole.

Si l'on conçoit le développement agricole essentiellement sous l'angle des investissements et du rapport prix de revient/bénéfices, on risque de donner un peu trop de place à de nouveaux projets dont il est facile de calculer le coût en termes monétaires, sans s'attacher suffisamment à utiliser pleinement et à conserver les moyens qui existent déjà, ou encore sans accorder l'attention qu'ils méritent à des projets plus difficilement mesurables, intéressant par exemple l'enseignement et la vulgarisation agricoles, l'octroi de stimulants économiques ou l'atténuation des obstacles institutionnels qui retardent le développement.

On souligne combien il importe, pour l'établissement des plans de développement agricole, d'obtenir des renseignements objectifs sur les problèmes quotidiens des agriculteurs, par exemple

les prix réels qu'ils reçoivent et qu'ils paient, le degré de leur endettement, les possibilités de crédit qui leur sont offertes et les taux véritables d'intérêt, les conditions d'occupation des terres, y compris les loyers, et la gravité du sous-emploi rural. Il est fait état de certaines situations typiques des pays insuffisamment développés, qui n'encouragent guère les agriculteurs à accroître leur production, ainsi que de programmes qui ont permis d'améliorer ces situations.

Pour terminer, on souligne la nécessité de mettre sur pied des organisations officielles et non officielles qui soient capables d'atteindre les cultivateurs. L'insuffisance sur le plan de l'organisation, spécialement au niveau local, est souvent une des principales raisons pour lesquelles les projets ou mesures de développement agricole ne donnent qu'une partie des fruits escomptés. Ceci s'applique spécialement en ce qui concerne l'amélioration des services de vulgarisation, du crédit agricole, de la stabilisation des prix et de la commercialisation, l'utilisation intégrale des moyens d'irrigation et la distribution d'engrais, de matériel végétal amélioré et d'autres biens nécessaires au relèvement de la production.

CHOIX POSSIBLES

Dans la dernière section du chapitre, on examine le rapport entre, d'une part, les investissements gouvernementaux directs et, de l'autre, les stimulants économiques et l'amélioration des services s'adressant aux agriculteurs. Ces dernières mesures ne rendent pas moins nécessaires les investissements si l'on veut accroître la production: en réalité, elles peuvent aboutir à accroître très fortement les investissements privés en agriculture, et notamment les investissements non monétaires que représente le travail non rémunéré fourni par les cultivateurs sur leurs propres exploitations. Ainsi, elles peuvent relever substantiellement le montant total de l'investissement agricole. De plus, s'ils ne sont pas assortis de stimulants et de mesures d'amélioration des services agricoles, les investissements gouvernementaux directs risquent de ne produire qu'une partie de leurs fruits.

Dans ces conditions, les divers types de mesures sont essentiellement complémentaires. En même temps, ils se font mutuellement concurrence car ils se disputent les fonds limités d'investissement qui sont disponibles et les crédits du budget courant, ainsi que les ressources nationales sur le plan de

l'administration et de l'organisation, qui sont en général restreintes.

On présente quelques suggestions qui devraient permettre de ménager un équilibre convenable entre les divers projets et mesures. Dans certains cas, on pourra réaliser des progrès plus rapides en concentrant une grande partie des ressources sur une zone limitée, ou encore sur certaines productions-clé. Ceci permet d'appliquer au problème du développement une formule plus intégrée qu'il ne sera possible si l'on disperse les ressources sur l'ensemble du secteur agricole. C'est également un

moyen de tester à petite échelle des mesures qui pourront ensuite être appliquées plus largement si elles ont réussi.

Le chapitre ne propose aucune recette-type garantissant une expansion agricole rapide et sans à-coups, car autant de pays, autant de situations. On espère toutefois que l'analyse des problèmes qui se posent et des rapports qui existent entre eux offrira un cadre plus large et suggérera certaines solutions nouvelles aux responsables de la tâche lourde et complexe qui consiste à planifier le développement agricole national.

Chapitre II - SITUATION ET PERSPECTIVES MONDIALES

Production agricole

Après avoir connu en 1958/59 une vigoureuse expansion qui lui avait permis de dépasser de plus de 5 pour cent le volume de chacune des deux campagnes précédentes, la production agricole mondiale a progressé plus lentement en 1959/60. D'après des estimations préliminaires touchant l'ensemble du monde (à l'exclusion de la Chine continentale), l'augmentation serait de l'ordre de 2 pour cent. Ce taux, bien qu'un peu inférieur à la moyenne des années récentes, dépasse légèrement le taux de l'ac-

croissement démographique annuel, estimé à 1,6 pour cent.

C'est en Europe occidentale et en Extrême-Orient que les progrès les plus considérables ont été enregistrés en 1959/60 (tableau 1). En Extrême-Orient (Chine continentale non comprise), la production a maintenant augmenté de plus de 3 pour cent pendant deux campagnes successives. Parmi les régions où l'expansion avait été particulièrement marquée en 1958/59, on a enregistré de nouvelles

TABLEAU 1. — INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	Moyenne d'avant guerre	Moyenne 1948/49- 1952/53	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
..... Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100									
TOUS PRODUITS AGRICOLES									
Europe occidentale	82	87	100	101	103	103	107	109	113
Europe orientale et U.R.S.S.	82	86	95	95	104	115	118	129	131
Amérique du Nord	70	93	99	97	101	103	98	106	109
Océanie	78	90	98	98	104	105	102	116	116
Amérique latine	73	89	96	100	102	106	112	115	117
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	86	87	98	100	104	107	105	109	113
Proche-Orient	72	84	100	97	100	109	112	116	116
Afrique	70	88	98	100	102	106	103	107	106
TOTAL, RÉGIONS CI-DESSUS	77	88	98	98	103	107	107	113	115
PRODUITS ALIMENTAIRES SEULEMENT									
Europe occidentale	82	86	100	101	103	103	107	109	113
Europe orientale et U.R.S.S.	83	86	95	95	104	115	119	130	131
Amérique du Nord	68	92	98	97	101	104	102	110	111
Océanie	83	93	100	99	104	99	98	115	111
Amérique latine	70	88	96	101	101	108	111	114	112
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	85	86	99	100	103	107	105	109	113
Proche-Orient	72	84	101	97	100	109	112	115	114
Afrique	73	89	99	100	101	105	102	105	103
TOTAL, RÉGIONS CI-DESSUS	77	88	98	98	102	107	108	114	115

NOTE: Ces indices ont été calculés en appliquant des coefficients de pondération régionaux, basés sur les rapports des prix agricoles de 1952-56, aux chiffres de la production ajustés pour tenir compte des quantités utilisées comme semences et pour l'alimentation animale. Aucune estimation n'a été comprise pour la Chine continentale en attendant que des données plus complètes soient disponibles. Le café, le thé, le tabac, les oléagineux non comestibles, les fibres animales et végétales et le caoutchouc ne sont pas compris dans les indices des produits alimentaires.

avances modestes en Amérique du Nord, en Europe orientale et en U.R.S.S., tandis qu'en Océanie la production s'est tout juste maintenue en 1959/60 à son niveau élevé de la campagne précédente. La production a continué de se développer de façon régulière en Amérique latine, où les progrès ont cependant été plus lents que dans la plupart des années récentes. La sécheresse, qui a de nouveau sévi dans certains pays du Proche-Orient, a empêché la production de dépasser son volume de l'année précédente, et un léger fléchissement semble avoir eu lieu dans la région africaine. En Chine continentale, dont les données ne sont pas comprises dans l'indice global, une nouvelle augmentation substantielle de la production a été annoncée pour 1959/60, bien que de nombreuses zones aient, dit-on, souffert de la sécheresse.

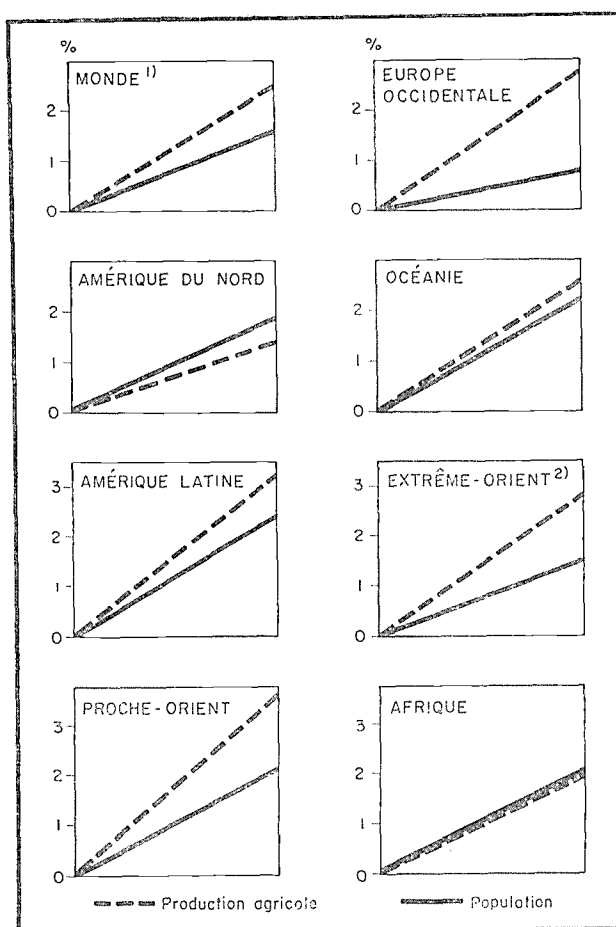
Des mouvements divergents des indices de la production alimentaire et de la production agricole totale ont été enregistrés en 1959/60 dans certaines régions. Sauf en Océanie, où la laine tient une place considérable dans la production totale, ces deux indices évoluent généralement de façon analogue. En 1959/60, cependant, la production totale a été plus faible que l'année précédente dans une région du monde, tandis que la production alimentaire a baissé dans pas moins de quatre régions. En Afrique, la production alimentaire a diminué davantage que la production totale. La production alimentaire a en outre diminué en Amérique latine, où la production totale a marqué un léger progrès, ainsi qu'au Proche-Orient et en Océanie, où la production totale est restée stationnaire. En Amérique du Nord, les deux indices ont connu, durant les trois ou quatre dernières campagnes, des mouvements divergents, plutôt erratiques, mais ceci s'explique sans doute principalement par les modifications apportées aux divers systèmes de contrôle de la production aux Etats-Unis.

PRODUCTION ET POPULATION

Le graphique 1 permet de comparer les taux annuels d'accroissement de la production agricole et de la population durant les douze années qui vont de 1948/49 à 1959/60. On estime que durant cette période la production mondiale (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale) s'est accrue à un taux moyen qui dépasse de près de 1 pour cent celui de l'accroissement démographique. Dans les régions insuffisamment

GRAPHIQUE 1. - TENDANCES DE LA PRODUCTION AGRICOLE RÉGIONALE PAR RAPPORT A L'ACCROISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE, 1948/49-1959/60

(La valeur de l'accroissement annuel moyen est reportée sur la ligne représentant la tendance en pourcentage de la production et de la population moyennes)



¹ Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale. -

² Non compris la Chine continentale.

développées, on estime que l'écart annuel moyen en faveur de la production a été plutôt supérieur à 1 pour cent au Proche-Orient et en Extrême-Orient (non compris la Chine continentale), et légèrement inférieur à 1 pour cent en Amérique latine, où l'accroissement démographique est particulièrement rapide. En Afrique, par contre, la production agricole semble avoir tout juste suivi le rythme de l'accroissement démographique depuis 1948/49. Dans les régions plus développées, le rapport entre la tendance de la production et celle de la population est principalement influencé par le faible accroissement démographique en Europe occidentale, par l'augmentation rapide de la population, déterminée en partie par l'immigration, en Océanie, et enfin, en Amérique du Nord, par les efforts du gouverne-

TABLEAU 2. — INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE PAR HABITANT

	Moyenne d'avant guerre	Moyenne 1948/49- 1952/53	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
..... Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100									
Tous produits agricoles									
Europe occidentale	93	89	101	101	102	102	105	105	109
Europe orientale et U.R.S.S.	84	91	97	95	103	111	113	122	122
Amérique du Nord	89	100	101	97	99	100	93	99	99
Océanie	104	99	100	98	101	100	95	106	104
Amérique latine	108	98	98	100	100	101	104	105	104
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	110	92	99	100	102	104	101	103	105
Proche-Orient	95	92	102	97	98	104	105	106	104
Afrique	93	95	100	100	100	102	97	98	95
TOTAL, RÉGIONS CI-DESSUS	96	94	99	98	101	103	102	106	106
Produits alimentaires seulement									
Europe occidentale	93	89	101	101	102	102	105	106	109
Europe orientale et U.R.S.S.	85	91	97	95	103	112	114	123	122
Amérique du Nord	87	99	100	97	99	101	96	102	101
Océanie	110	102	103	99	101	95	92	105	99
Amérique latine	103	97	99	101	99	103	103	103	100
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	108	92	100	100	102	104	100	103	105
Proche-Orient	95	91	103	97	98	105	105	105	103
Afrique	96	96	101	100	99	101	96	96	92
TOTAL, RÉGIONS CI-DESSUS	95	94	100	98	101	104	103	107	107

NOTE: Voir note explicative au bas du tableau 1.

ment des Etats-Unis tendant à restreindre l'expansion de la production afin d'empêcher l'accumulation de stocks excédentaires.

La production agricole mondiale par habitant n'a pas progressé de façon significative en 1959/60 (tableau 2). Le niveau atteint en 1958/59 marquait cependant une avance considérable et l'on pouvait difficilement s'attendre à ce que l'expansion continue à ce rythme. Le fait qu'en 1959/60, contrairement à ce qui s'était passé dans certaines années récentes, une grande partie de l'accroissement de la production mondiale ait été réalisée dans une région à population dense comme l'Extrême-Orient, où les niveaux de nutrition sont probablement plus bas que partout ailleurs, constitue un phénomène encourageant. La production alimentaire par habitant en Extrême-Orient (Chine continentale non comprise) semble maintenant ne plus être inférieure que d'environ 3 pour cent à son niveau d'avant-guerre. Celui-ci était, il est vrai, très bas (à peu près de moitié inférieur à la moyenne mondiale déjà faible), mais 1959/60 marque une nette amélioration sur 1957/58, époque où le déficit

était d'environ 7 pour cent par rapport à l'avant-guerre, tandis qu'aucun accroissement durable de la production alimentaire par habitant n'avait été enregistré depuis 1953/54.

En Amérique latine, par contre, où des données révisées indiquent que la production alimentaire par habitant avait à peu près retrouvé son niveau d'avant-guerre pendant les trois années précédentes, la production par habitant a subi un recul marqué en 1959/60 avec la contraction de la production alimentaire totale. Parmi les autres régions insuffisamment développées, la production alimentaire totale et par habitant a également diminué en 1959/60 au Proche-Orient, ainsi qu'en Afrique, où le recul continu de la production alimentaire par habitant l'a probablement fait tomber au-dessous de son niveau d'avant-guerre pour la première fois depuis les années immédiatement postérieures aux hostilités. Le rythme de l'accroissement de la production agricole s'est beaucoup ralenti récemment dans ces deux régions.

Ainsi, alors que l'expansion agricole semble maintenant avoir retrouvé en Extrême-Orient un

peu de la vigueur qu'elle avait connue dans la période de relèvement immédiatement après la guerre, le phénomène inverse se manifeste temporairement au Proche-Orient et en Afrique. Cela ne signifie pas que le centre de gravité du problème alimentaire mondial se soit réellement déplacé, mais la récente détérioration de la situation au Proche-Orient et en Afrique serait certes de nature à justifier quelque inquiétude si ce phénomène ne devait pas rapidement prendre fin. Le graphique 2 montre combien est faible la part de l'Extrême-Orient dans la production agricole mondiale, comparée à la forte proportion de la population mondiale qui s'y trouve. Le taux de l'accroissement démographique dans cette région, estimé à 1,4 pour cent par an, est relativement bas, mais appliqué à une population aussi considérable, il représente un gain absolu de quelque 11 millions d'individus par an (Chine continentale non comprise). Inutile de souligner ce que signifie une augmentation aussi massive de la population du point de vue des besoins en produits alimentaires et agricoles.

Les indices de la production alimentaire par habitant ne donnent évidemment qu'une idée approximative de l'évolution des disponibilités par rapport à la population. Du fait qu'ils ne tiennent pas compte des importants changements qui sont intervenus dans les importations et les exportations de certaines régions, ils ne sauraient présenter une image fidèle de l'évolution des niveaux réels de consommation alimentaire. Il est difficile d'obtenir des données précises sur les disponibilités et

la consommation alimentaires, mais on s'efforcera, dans une section ultérieure du présent chapitre, d'analyser certaines modifications récentes de la situation.

Les indices régionaux dont il a été question jusqu'ici atténuent et dissimulent aussi les différences entre les pays. La situation par pays avait brièvement été évoquée dans le rapport de l'an dernier, mais il semble utile d'y revenir car les indices FAO par pays de la production agricole ont maintenant été recalculés sur la même base que les indices régionaux et mis à jour; ils ne sont cependant pas encore disponibles pour 1959/60.

Le tableau 3 permet de comparer les taux récents d'accroissement de la production agricole et de la population dans les pays pour lesquels la FAO publie des indices. Les indices sur lesquels est basé le tableau figurent eux-mêmes dans le tableau annexe 1. Il apparaît clairement que les pays ont connu des fortunes très diverses dans leurs efforts pour accroître leur production agricole.

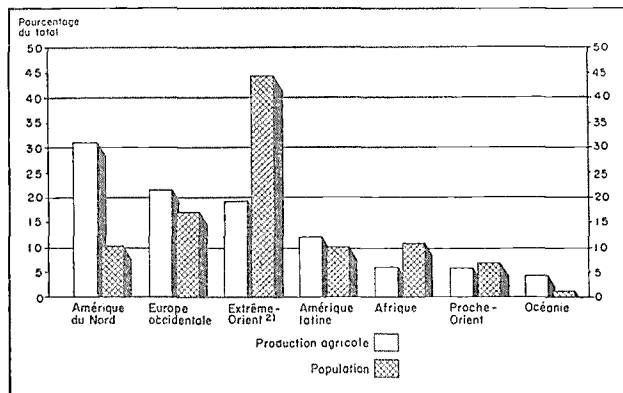
Dans 15 pays pour lesquels on dispose de données, soit près du tiers, on estime que la production n'a pas réussi à augmenter au même rythme que la population entre 1952-53 et 1957-58. La plupart de ces pays sont situés dans les régions insuffisamment développées, où, durant cette période, les efforts tendant à accroître la production agricole ont été au premier plan des préoccupations gouvernementales. Parmi ces pays, seuls Ceylan, le Chili et la Turquie semblent avoir des taux d'accroissement démographique particulièrement élevés; dans les autres pays insuffisamment développés de ce groupe, le déficit est imputable au fait que les tentatives d'expansion agricole n'ont pas abouti.

Dans 14 des pays étudiés, le taux de l'accroissement de la production a égalé celui de l'accroissement démographique, ou l'a dépassé dans une mesure allant jusqu'à 0,9 pour cent par an. Dans 14 autres pays, la marge a été de 1 à 3,9 pour cent. Ce groupe comprend, parmi les pays insuffisamment développés, le Brésil, la Région égyptienne de la République arabe unie et l'Iran, où les progrès de la production agricole, face à un accroissement démographique extrêmement rapide, méritent d'être notés.

Enfin, dans 5 pays - Grèce, Israël, Japon, Mexique et Yougoslavie - l'accroissement de la production a dépassé de 4 à 6 pour cent par an en moyenne celui de la population. Bien que l'accroissement démographique soit assez modéré dans ces pays, Israël et Mexique exceptés, la production

GRAPHIQUE 2. - RÉPARTITION DE LA POPULATION ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE MONDIALES¹ ENTRE LES DIFFÉRENTES RÉGIONS, MOYENNE 1957-59

(Les données relatives à la production sont fondées sur des agrégats pondérés en fonction des prix)



¹ Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale. -

² Non compris la Chine continentale.

TABLEAU 3. — ACCROISSEMENT ANNUEL MOYEN DE LA PRODUCTION AGRICOLE PAR RAPPORT A LA POPULATION, PAR RÉGION ET POUR CERTAINS PAYS, MOYENNE 1952-53 A MOYENNE 1957-58

	Production	Population		Production	Population
	Pourcentage			Pourcentage	
EUROPE OCCIDENTALE	2.3	0.8	Chili	2.4	2.5
Yougoslavie	7.3	1.3	Colombie	2.4	2.2
Grèce	6.4	0.9	Argentine	1.9	1.9
Autriche	3.6	0.2	Pérou	— 0.2	2.5
Belgique-Luxembourg	2.6	0.6	Uruguay	— 1.0	1.3
Irlande	2.5	— 0.6			
Espagne	2.2	0.8	EXTRÊME-ORIENT (non compris la Chine		
Royaume-Uni	2.0	0.4	continentale)	2.4	1.4
Danemark	1.9	0.7			
Allemagne occidentale	1.9	1.1	Japon	5.2	1.1
Italie	1.9	0.5	Taiwan	3.8	3.6
France	1.7	1.0	Philippines	3.1	2.5
Pays-Bas	1.5	1.3	Fédération de Malaisie	3.0	2.7
Suisse	1.3	1.2	Corée du Sud	2.5	1.0
Finlande	1.2	1.1	Ceylan	2.4	2.5
Portugal	1.1	0.8	Inde	1.9	² 1.3
Norvège	0.8	1.0	Indonésie	1.8	1.9
Suède	— 1.3	0.7	Pakistan	0.7	1.3
			Thaïlande	0.3	1.9
AMÉRIQUE DU NORD	0.6	1.8	Birmanie	— 0.1	1.0
Etats-Unis	1.0	1.7			
Canada	— 2.3	2.8	PROCHE-ORIENT	3.3	2.2
Océanie	2.3	¹ 2.4	Israël	8.5	3.9
Australie	2.3	2.2	République arabe unie: Région égyptienne	4.0	2.4
Nouvelle-Zélande	2.3	2.2	Iran	3.9	2.4
			Turquie	1.7	2.7
AMÉRIQUE LATINE	3.5	2.4			
Mexique	7.3	2.9	AFRIQUE	1.7	2.2
Brésil	4.7	2.4			
Cuba	3.1	2.1	Tunisie	2.9	1.2
			Union sud-africaine	2.9	1.8
			Algérie	0.1	1.8
			Maroc (ancienne zone française)	— 1.1	1.8

¹ Comprend, outre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, des territoires du Pacifique. — ² Pour les années plus récentes, le taux estimatif de l'accroissement démographique est plus élevé et a été porté à 1,9 pour cent.

agricole s'y est développée à un rythme si soutenu que les mesures auxquelles ils ont eu recours pour encourager et promouvoir cette expansion mériteraient peut-être un examen attentif de la part d'autres pays présentant des conditions analogues.

STRUCTURE DE LA PRODUCTION AGRICOLE

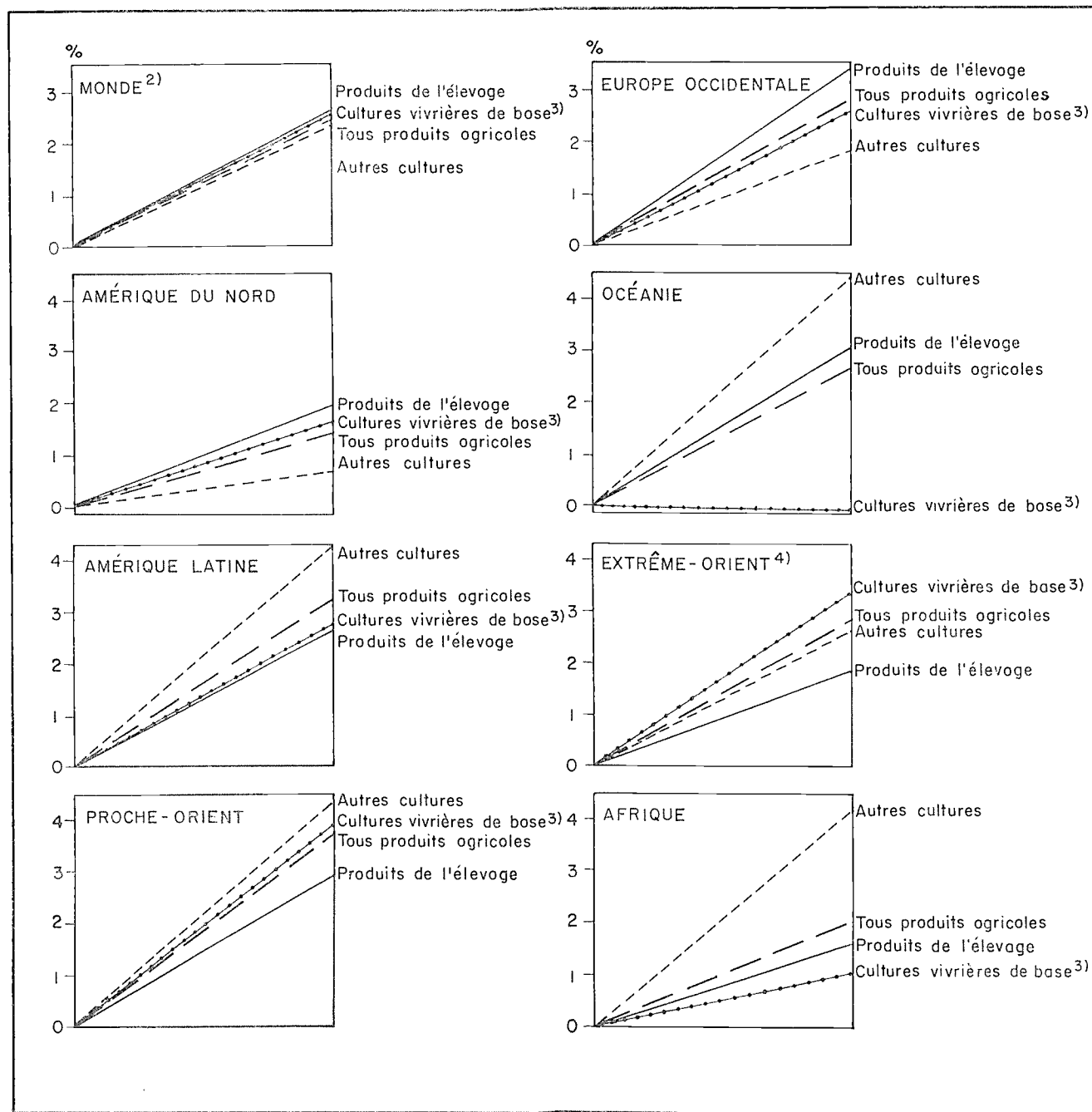
Les modifications récentes de la production mondiale sont résumées dans le tableau annexe 2 en ce qui concerne les principaux produits agricoles. La situation de chaque produit est également analysée, comme à l'ordinaire, à la fin du présent chapitre. Il est intéressant de comparer en outre les tendances de la production pour les principaux groupes de produits agricoles (graphique 3).

Sur le plan mondial, il apparaît que le taux d'accroissement n'a pas présenté de différence très significative au cours des 12 dernières campagnes en ce qui concerne les principaux groupes de produits; il semble pourtant que la production se soit développée un peu plus rapidement dans le secteur de l'élevage que dans les autres secteurs. D'amples fluctuations ont en revanche été enregistrées au sein des différentes régions, spécialement en ce qui concerne les produits de l'élevage.

L'accroissement mondial légèrement plus rapide de la production animale semble entièrement imputable à l'Europe occidentale, à l'Amérique du Nord et à l'Océanie où, contrairement à ce qui se passe dans les régions moins développées, l'élevage occupe une grande place dans la production agricole totale. Dans les régions évoluées, l'augmen-

GRAPHIQUE 3. - TENDANCES DE LA PRODUCTION RÉGIONALE¹ POUR LES PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS, 1948/49-1959/60

(La valeur de l'accroissement annuel moyen est reportée sur la ligne représentant la tendance en pourcentage de la production moyenne)



¹ Production brute. - ² Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale. - ³ Céréales et racines féculentes. - ⁴ Non compris la Chine continentale.

tation de la demande résultant de l'élévation des revenus intéresse surtout les produits d'origine animale les plus coûteux, dont la production s'est développée plus rapidement, dans chacune des régions susmentionnées, que la production agricole totale. En revanche, dans les régions insuffisamment

développées, où, bien qu'il soit particulièrement urgent, du point de vue nutritionnel, d'accroître la consommation de produits animaux, le pouvoir d'achat est insuffisant pour que la demande effective puisse atteindre un niveau élevé, la production animale a augmenté plus lentement que la produc-

tion totale. Les statistiques de la production animale dans ces régions sont cependant trop incomplètes et trop peu sûres pour qu'il soit possible de formuler des conclusions très nettes.

Tant en Extrême-Orient qu'au Proche-Orient, la production des principales céréales et racines féculentes qui, dans la plupart des pays insuffisamment développés, occupent une grande place dans la production totale, a augmenté plus rapidement que cette dernière. Elle s'est accrue plus lentement que la production totale en Amérique latine ainsi qu'en Afrique, mais il est à noter que les statistiques relatives aux cultures alimentaires de base sont particulièrement pauvres dans cette dernière région. En Europe occidentale et en Amérique du Nord, les cultures alimentaires de base ont évolué à peu près parallèlement à la production totale, tandis qu'en Océanie elles sont restées stationnaires. Dans les pays à revenus relativement élevés, il semble que, d'une manière générale, la demande par habitant de denrées alimentaires de base à haute valeur énergétique ait atteint son point de saturation, ou qu'elle soit même en train de décliner. Une grande partie de la production est utilisée dans ces pays pour l'alimentation animale et, lorsqu'elle a augmenté, une grande partie du supplément obtenu est allée grossir les stocks excédentaires.

Les éléments qui composent la rubrique « autres produits » dans le graphique 3 (sucre, légumineuses, oléagineux, fruits, légumes, produits pour boissons, tabac, fibres) varient considérablement selon les régions et l'on ne saurait tirer des conclusions vraiment utiles des tendances observées pour l'ensemble. Il est intéressant cependant de noter que l'augmentation de la production a été plus rapide pour ce groupe de produits que pour tous les autres en Océanie, en Amérique latine, au Proche-Orient et plus encore en Afrique. Dans les trois dernières régions, ce groupe comprend une forte proportion de produits cultivés principalement pour l'exportation.

De nombreux pays, spécialement dans les régions insuffisamment développées, s'efforcent de diversifier davantage leur production agricole, à la fois pour rendre leur économie moins tributaire d'une gamme restreinte de produits d'exportation et pour améliorer la qualité nutritionnelle du régime alimentaire des populations. Il n'est évidemment pas possible d'apprécier les progrès de ce processus de diversification sans se livrer à un examen détaillé des données par produit et par pays. L'analyse qui précède donne cependant à penser que la

forme la plus urgente de diversification – celle qui aurait pour effet d'accroître la part des produits animaux dans la production et la consommation – n'est pas encore réalisée dans les régions insuffisamment développées. En fait, la tendance paraît être à restreindre plutôt qu'à accroître la diversité, bien que cette conclusion ne puisse être avancée sans réserve en raison des insuffisances statistiques déjà signalées.

PRODUCTION AGRICOLE RÉGIONALE EN 1959/60

On trouvera ci-dessous de brèves notes relatives aux changements intervenus en 1959/60 dans la production agricole des diverses régions du monde. Les tableaux annexes 3 à 10 donnent, pour les principaux produits, des renseignements plus détaillés sur la production régionale.

Europe occidentale

Après avoir connu, de 1953/54 à 1956/57, une période de relative stabilité, la production agricole s'est substantiellement développée en Europe occidentale au cours des trois dernières campagnes. L'augmentation, qui a été de l'ordre de 4 pour cent en 1959/60, est plus forte que dans toute autre région et doit être attribuée principalement à d'abondantes récoltes de blé, d'orge, de maïs et de pommes de terre.

Dans les parties septentrionales et centrales de l'Europe occidentale, la production de betteraves sucrières, de racines fourragères et de foin a presque partout souffert durant l'été d'une grave sécheresse, mais les conditions atmosphériques y ont en revanche été favorables aux céréales, et les récoltes de blé et d'orge ont été nettement plus abondantes. Dans le sud, les conditions atmosphériques ont généralement été satisfaisantes et la production de maïs a augmenté d'environ 30 pour cent. La production a atteint un niveau record en Yougoslavie, où les récoltes de maïs ont augmenté dans la proportion considérable des trois quarts et celle de blé des deux tiers par rapport à la campagne précédente. En Italie, en revanche, la superficie consacrée au blé a diminué et de fortes pluies ont réduit les rendements. Après les récoltes massives de 1958/59, la production de pommes et de poires est brusquement retombée à des niveaux plus normaux, par suite des gelées de fin de printemps et de la sécheresse en été. La

production d'oranges a continué d'augmenter en Italie et en Espagne.

Le rythme de l'accroissement de la production laitière a été freiné dans maints pays par l'été sec de 1959, mais l'expansion a repris dans les premiers mois de 1960. L'effectif des bovins a augmenté dans la plupart des pays et spécialement au Danemark, en Irlande et aux Pays-Bas. Le nombre des porcins a aussi substantiellement augmenté dans les principaux pays exportateurs; la production de viande de porc s'est accrue au Danemark, qui est le premier exportateur, mais a connu un mouvement cyclique de baisse dans plusieurs autres pays. La production d'œufs et de viande de volaille a continué de se développer. La production spécialisée de poulets à griller a poursuivi sa rapide progression, spécialement au Royaume-Uni.

Europe orientale et U.R.S.S.

En 1958/59, malgré les échecs essuyés par certains pays d'Europe orientale, la production de cette région avait augmenté de 9 pour cent grâce à des récoltes exceptionnellement abondantes en U.R.S.S. Des estimations préliminaires indiquent une nouvelle augmentation d'environ 1 pour cent en 1959/60. Les cultures ont souffert de la sécheresse dans certaines parties de l'U.R.S.S. et dans plusieurs pays d'Europe orientale, mais, à quelques exceptions près, la campagne a généralement été favorable pour la production animale, en U.R.S.S. spécialement.

On signale que la production céréalière totale de l'U.R.S.S. a diminué de 11 pour cent par rapport à son niveau record de 1958/59 (141 millions de tonnes), mais le report de ladite campagne a permis de compenser la diminution des quantités livrées cette année à l'Etat. La sécheresse a été la cause principale du recul de la production en Ukraine, dans le nord du Caucase, dans la plaine de la Volga et dans l'Oural, tandis qu'au Kazakhstan 1 million d'hectares n'avaient pas été moissonnés quand les neiges ont commencé de tomber. La production de betteraves à sucre a diminué d'environ 20 pour cent en raison de la sécheresse, malgré une augmentation de 20 pour cent de la superficie consacrée à cette culture. La production de légumes et de graines de tournesol s'est aussi contractée; en revanche, la production cotonnière a augmenté de 7 pour cent, atteignant le volume record de 4,7 millions de tonnes (coton non égrené). Le cheptel a

continué de se développer rapidement, surtout dans le secteur socialisé, et les récoltes de 1958/59 ayant fourni d'abondantes quantités d'aliments pour les animaux, la production de viande, de lait, d'œufs et de laine a augmenté dans des proportions allant de 6 à 16 pour cent.

La production céréalière a été plus forte qu'en 1958/59 dans tous les pays d'Europe orientale à l'exception de l'Allemagne orientale, mais l'augmentation n'a été prononcée que dans les pays danubiens, où les rendements avaient été très faibles l'année précédente. La production de maïs s'est accrue d'environ 70 pour cent en Bulgarie, de 25 pour cent en Hongrie et de plus de 50 pour cent en Roumanie; la production de blé a augmenté de 28 pour cent en Hongrie et de 40 pour cent environ en Roumanie. Les récoltes de betteraves à sucre et de graines de tournesol ont également été abondantes dans ces pays, tandis qu'en Tchécoslovaquie, en Allemagne orientale et en Pologne la production de céréales, de fourrage vert et de betteraves à sucre a souffert de la sécheresse. La production animale a augmenté en 1959 dans la plupart des pays de l'Europe orientale, mais la partie septentrionale de la région a souffert d'une pénurie de fourrage déterminée par la sécheresse. La production de viande de porc a connu une crise sérieuse dans certains pays; la Pologne a dû importer de la viande, en interdire la consommation certains jours de la semaine, et élever considérablement les prix.

Amérique du Nord

D'après des estimations revisées, il apparaît qu'en 1958/59 la production a augmenté de 8 pour cent en Amérique du Nord, par rapport à son faible niveau de l'année précédente. La campagne 1959/60 a marqué un nouveau record, avec une augmentation estimée à plus de 2 pour cent, et principalement imputable aux produits de l'élevage, au maïs et au coton.

Bien que des rendements plus faibles que ceux obtenus au cours de la campagne record 1958/59 se soient traduits par une diminution de quelque 25 pour cent de la récolte de blé, la production agricole totale des Etats-Unis pour l'année civile 1959 a légèrement dépassé son niveau record de l'année précédente. A la suite de modifications apportées aux politiques de soutien du maïs et du coton, la superficie consacrée à ces deux cultures a sensiblement augmenté, de même que le volume

de la production. Des progrès ont aussi été enregistrés en ce qui concerne la viande de porc, la viande de volaille et les œufs; la production de viande de bœuf également a recommencé d'augmenter en 1959.

Au Canada, la production de blé a augmenté de plus de 10 pour cent par rapport à son niveau médiocre de 1958/59, tout en restant inférieure à la moyenne de 1951-59. Le volume de la production de céréales secondaires a été approximativement le même qu'en 1958/59; le recul de la production d'orge a été largement compensé par une plus forte production de maïs, de mélanges de céréales et d'avoine. Sauf en ce qui concerne les graines de tournesol et les pois secs, presque toutes les autres cultures ont fourni de plus faibles quantités en 1959/60. Les ventes de porcins ont considérablement augmenté, de sorte que la production de produits d'origine animale a augmenté en 1959, malgré le recul marqué des ventes de bovins.

Océanie

La production agricole de l'Océanie, qui avait connu en 1958/59 une très forte augmentation, maintenant estimée à 14 pour cent, semble s'être à peu près maintenue à ce niveau élevé en 1959/60. Une grande partie de l'expansion réalisée en 1958/59 était due à la production céréalière, mais celle-ci est retombée à des niveaux plus normaux en 1959/60.

La production de blé a diminué d'environ 10 pour cent en Australie par rapport à son volume élevé de 1958/59, et le recul a été encore plus accentué dans le cas de l'orge et de l'avoine. La production de sucre a légèrement fléchi en Australie, mais a augmenté aux îles Fidji; la production de coprah a encore diminué dans les îles du Pacifique. En revanche, la production de laine, qui représente presque 40 pour cent de la production agricole totale de la région, a de nouveau considérablement progressé en Australie et en Nouvelle-Zélande. La production de viande de mouton et d'agneau également a marqué des progrès substantiels, tandis qu'en 1959/60 la production de viande de bœuf a diminué de plus de 10 pour cent en Australie.

Amérique latine

Des données revisées montrent que les fortes augmentations de la production agricole enregistrées

en Amérique latine dans la période 1956/57-1958/59 ont permis à la production alimentaire par habitant (mais non à la production agricole totale) de retrouver à peu près son niveau d'avant-guerre au cours de chacune des trois campagnes considérées. Les renseignements préliminaires dont on dispose à l'heure actuelle au sujet de 1959/60 donnent à penser que si la production agricole totale a augmenté de 1 pour cent, la production alimentaire a diminué à peu près dans la même proportion, de sorte que la production alimentaire par habitant est de nouveau inférieure à son niveau d'avant-guerre.

Le mauvais temps a, dans plusieurs pays, fait baisser la production céréalière en 1959/60. La production de viande de bœuf a également diminué, ce qui est dû surtout au recul enregistré en Argentine. Bien que la production de riz et d'arachides ait augmenté de 7 à 8 pour cent et la production de graines de tournesol de 70 pour cent, cela n'a pas suffi à provoquer une amélioration du volume de la production alimentaire totale. De nouvelles augmentations de la production de graines de lin (18 pour cent) et de café (36 pour cent) ont cependant contribué à une légère avance de la production agricole totale.

Le nombre de pays dont les récoltes ont été affectées par le mauvais temps a été particulièrement élevé en 1959/60; parmi ces pays figurent l'Argentine, le Brésil, le Costa Rica, le Guatemala, le Mexique et l'Uruguay. En Argentine, les récoltes de blé et de maïs ont diminué de près de 20 pour cent et un recul marqué a également été enregistré en ce qui concerne le coton; la récolte de graines de lin, en revanche, a augmenté de 25 pour cent. La production de viande de bœuf a fortement diminué en raison à la fois de la réduction de l'effectif des bovins et des mesures prises pour reconstituer les troupeaux. La production agricole s'est accrue de près de 7 pour cent au Brésil, mais ceci a été dû principalement à de fortes augmentations de la production de café et d'arachides, car la sécheresse et les inondations ont provoqué une pénurie de haricots, de pommes de terre et d'autres aliments de base. La production agricole du Mexique n'a sans doute que peu augmenté en 1959/60; il y a eu des progrès substantiels en ce qui concerne le sucre et le maïs, mais la production cotonnière a sérieusement diminué. La production agricole de l'Uruguay a beaucoup souffert des inondations de 1959; la production de blé, d'avoine, de graines de lin et de viande a considérablement diminué et il a fallu importer du blé et de la viande.

Extrême-Orient

L'un des aspects les plus encourageants de la situation agricole en 1959/60 a été que la production de l'Extrême-Orient (non compris la Chine continentale) a augmenté de plus de 3 pour cent pour la deuxième année consécutive. On a déjà vu que la production alimentaire par habitant ne semble maintenant plus être que de 3 pour cent environ inférieure à son niveau d'avant-guerre. D'après des estimations préliminaires, la production de céréales a augmenté de 5 pour cent en 1959/60 et les progrès ont été particulièrement importants en ce qui concerne le blé. La production de légumineuses a aussi marqué une avance considérable, tandis que la production d'arachides a diminué, de même que celle de jute, et que la production de coprah ne s'est pas entièrement relevée. Le lent développement de la production animale semble s'être poursuivi.

La majeure partie de la région a bénéficié en 1959/60 de conditions atmosphériques favorables bien que la production ait souffert du mauvais temps dans quelques pays. Au Ceylan, le rendement des rizières a été maintenu, en dépit du fait qu'une partie de la récolte a été détruite par des inondations juste avant la moisson. Les cultures céréalières ont souffert de la sécheresse et des inondations dans certaines parties de l'Inde, mais les rendements ayant été bons dans d'autres zones, le recul de la production céréalière totale a probablement été limité. La production indienne de coton et de jute a diminué, en partie parce que les céréales alimentaires leur ont disputé le terrain; la production d'arachides a également été plus faible. En Indonésie, la production céréalière s'est accrue; la production de caoutchouc a également marqué une avance sensible dans ce pays et elle continue à se développer régulièrement en Fédération de Malaisie. Le Pakistan a eu une récolte record de riz, dépassant de près du quart son faible volume de l'année précédente, tandis que sa production de jute a légèrement diminué. Aux Philippines, la production de coprah ne s'est pas encore remise de la sécheresse de 1958. Les récoltes de riz ont été abondantes au Japon et en Corée du Sud, mais ont diminué dans le Sud Viet-Nam et à Taïwan.

En Chine continentale, où pourtant le tiers de la superficie agricole a, dit-on, gravement souffert de la sécheresse en 1959, la production agricole est officiellement donnée comme ayant encore augmenté de 17 pour cent. Les estimations de la production de 1958, année du « grand bond en avant »,

ont été ramenées à un chiffre substantiellement inférieur en août 1959. La production « céréalière » totale de 1958 (y compris l'équivalent céréaliier des pommes de terre, des patates et des légumineuses), primitivement estimée à 375 millions de tonnes, est maintenant évaluée à 250 millions de tonnes. D'après la première estimation officielle pour 1959, la production aurait atteint 270 millions de tonnes, soit une augmentation de 8 pour cent (2 pour cent de moins que l'objectif fixé pour l'année), mais les chiffres relatifs aux différentes cultures céréalières n'ont pas encore été publiés. La production de coton, au sujet de laquelle les estimations officielles avaient été ramencées de 3,4 à 2,1 millions de tonnes pour 1958, est donnée à 2,4 millions de tonnes en 1959. D'intenses efforts ont été accomplis pour développer les élevages de porcins et l'on signale que l'effectif est passé de 160 millions de têtes en 1958 (les premières estimations étaient de 250 millions) à 180 millions en 1959. Les difficultés de transport semblent avoir persisté, empêchant les disponibilités d'atteindre les zones urbaines en quantité suffisante pour améliorer la situation alimentaire difficile.

Proche-Orient

Après avoir augmenté de plus de 3 pour cent en 1958/59, la production agricole semble être restée à peu près au même niveau en 1959/60. La production alimentaire a cependant légèrement diminué. La production de céréales, déjà faible en 1958/59, s'est encore réduite de 860 000 tonnes et les progrès enregistrés pour d'autres cultures ont juste suffi à compenser ce recul.

De même qu'en 1958/59, l'Irak, la Jordanie et la Région syrienne de la République arabe unie ont souffert de la sécheresse, et le volume global de leur production de blé et d'orge en 1959/60 a de nouveau été inférieur de moitié environ à celui de 1957/58. En Turquie, la production de riz a baissé de 20 pour cent et celle de blé et d'orge de près de 10 pour cent en 1959/60 par rapport à 1958/59. La récolte de riz s'est cependant améliorée dans la Région égyptienne de la République arabe unie, et la production céréalière totale a aussi augmenté substantiellement en Iran. La production de tabac s'est relevée en Turquie où, en outre, la production de sucre a de nouveau augmenté dans une proportion considérable, dépassant 40 pour cent. La production cotonnière s'est développée dans la plupart des pays en 1959/60. Dans le secteur de

TABLEAU 4. — ESTIMATION DES QUANTITÉS DE POISSONS, DE CRUSTACÉS ET DE MOLLUSQUES PÊCHÉES DANS LE MONDE

	1938	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
..... Millions de tonnes, poids vif									
Europe occidentale	5,44	6,19	6,77	7,24	7,35	7,77	7,33	7,18	7,5
Europe orientale et U.R.S.S.	1,70	1,99	2,28	2,58	2,84	2,99	2,94	3,04	3,2
Amérique du Nord	3,15	3,60	3,62	3,83	3,78	4,12	3,79	3,75	4,0
Océanie	0,09	0,09	0,11	0,11	0,11	0,12	0,13	0,13	0,1
Amérique latine	0,24	0,50	0,73	0,80	0,97	1,08	1,33	1,83	3,0
Extrême-Orient	9,10	7,42	9,78	10,46	11,29	11,70	13,17	13,93	15,5
Proche-Orient	0,33	0,38	0,43	0,43	0,41	0,44	0,42	0,43	0,4
Afrique	0,45	1,03	1,52	1,56	1,60	1,71	1,79	1,81	1,9
TOTAL MONDIAL	20,50	21,20	25,24	27,01	28,35	29,85	30,83	32,10	35,6

l'élevage, on estime que le volume de la production a été à peu près le même que l'année précédente.

Afrique

La production agricole africaine, qui avait réussi à dépasser de plus de 3 pour cent en 1958/59 son bas niveau de 1957/58, a de nouveau légèrement fléchi en 1959/60. La contraction a été un peu plus marquée en ce qui concerne la production alimentaire, et l'on estime que la production alimentaire par habitant est tombée au-dessous de son niveau d'avant-guerre pour la première fois depuis les années immédiatement postérieures aux hostilités. Le cacao et le café ont pratiquement été les seuls produits pour lesquels des augmentations substantielles ont été enregistrées en 1959/60 (environ 10 pour cent).

La production céréalière a diminué de 1,3 million de tonnes par rapport à 1958/59. Les modestes progrès de la production de blé en Algérie et en Union sud-africaine ont été largement annulés par de plus faibles récoltes au Maroc et en Tunisie. La production régionale d'orge a diminué de près de 25 pour cent; pour le seul Maroc, la baisse a été de 500 000 tonnes ou d'environ 30 pour cent. La production de maïs a diminué en Union sud-africaine. La production de sucre a été forte dans les îles Maurice et de la Réunion, mais elle a décliné en Union sud-africaine. La production d'arachides a encore baissé en Nigeria et au Sénégal. En revanche, le Ghana et la Nigeria ont eu des récoltes record de cacao, tandis que la production de café a augmenté dans tous les grands pays producteurs, à l'exception de l'Ethiopie et de Madagascar. Dans le secteur de l'élevage, la faible production régionale semble être restée stationnaire.

PRODUCTION DES PÊCHES

La production mondiale des pêches a encore fortement augmenté en 1959 et, d'après des données préliminaires, elle aurait dépassé 35 millions de tonnes (tableau 4 et tableau annexe 11). Ce résultat est dû surtout à une nouvelle et vigoureuse expansion de l'industrie des pêches au Pérou et en Chine continentale. Le Pérou a maintenant conquis la cinquième place parmi les pays producteurs de poisson, grâce à une exploitation plus intense de ses pêcheries d'anchois. On signale que la production de la Chine continentale a dépassé 5 millions de tonnes en 1959, ce qui ferait de ce pays le deuxième producteur de poisson du monde.

La production a également augmenté dans la plupart des autres grands pays producteurs; les quantités débarquées se sont accrues de 5 à 10 pour cent au Japon, aux Etats-Unis, au Canada et en U.R.S.S. Dans certains de ces pays, cependant, la valeur de la production a diminué par suite d'une sensible réduction des quantités pêchées en ce qui concerne certaines espèces importantes et plus cotées. Aux Etats-Unis, par exemple, les espèces peu coûteuses destinées à l'industrie ont, pour la première fois, fourni une plus grosse proportion de la production totale que les poissons comestibles.

PRODUCTION FORESTIÈRE

Les effets du relèvement économique sur la demande de produits forestiers ont commencé à se faire davantage sentir en 1959, et l'on estime que les quantités enlevées de bois rond pour l'industrie ont augmenté au total de près de 4 pour cent

TABLEAU 5. — ESTIMATION DES QUANTITÉS ENLEVÉES DE BOIS RONDS INDUSTRIELS

	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de mètres cubes</i>								
Europe	172,6	176,0	188,4	197,7	197,2	196,9	194,2	192
U.R.S.S.	162,8	179,9	205,8	212,1	222,0	237,9	252,0	265
Amérique du Nord	302,1	306,2	329,3	352,2	359,3	332,2	322,1	335
Océanie	10,5	12,6	13,7	14,1	14,4	14,0	14,5	14,6
Amérique latine	23,2	25,9	26,4	29,1	28,7	28,1	28,1	28,5
Afrique	7,4	9,3	10,4	11,1	9,7	10,6	11,0	11,9
Asie	50,6	62,1	63,6	70,6	97,5	99,9	105,2	115
TOTAL MONDIAL	729,2	772,0	837,1	886,9	928,8	919,6	927,1	962,0

(tableau 5). En revanche, les quantités totales enlevées de bois de feu ont diminué à peu près dans la même proportion.

En Amérique du Nord, le volume total de la production de bois rond a dépassé de près de 5 pour cent celui de 1958, tout en restant encore inférieur de 4 pour cent au volume de 1956 qui représentait un record pour l'après-guerre. La production des grumes de sciage, de déroulage et de tranchage, ainsi que de bois de pâte, a augmenté en 1959 dans une proportion qui atteint aux Etats-Unis 16 pour cent pour les grumes de résineux destinées au déroulage et 8 pour cent pour le bois de pâte. En Europe, cependant, la tendance décroissante de la production de bois pour l'industrie, qui se manifeste depuis 1955, ne s'est pas modifiée en 1959 en dépit du niveau généralement élevé de l'activité économique. La diminution des stocks, la fermeté du marché des sciages et parfois aussi la hausse des prix ont provoqué une expansion de la production de grumes de sciage de résineux dans de nombreux pays d'Europe occidentale; dans certains pays d'Europe orientale, par contre, des programmes d'abatage plus limités, adoptés dans le cadre de politiques forestières à longue échéance, ont temporairement restreint la production de grumes de résineux. La tendance décroissante de la production européenne de bois de mine ne s'est pas modifiée, du fait des difficultés que rencontrent la plupart des industries houillères. En revanche, sous l'effet d'une forte demande de contre-plaqué, la production de grumes destinées à cet usage a augmenté, tandis que l'amélioration du marché des produits de la pâte et du papier a favorisé la production de bois de pâte dans la plupart des pays européens. En U.R.S.S., la production de bois a continué de se développer régulièrement en 1959

et les quantités enlevées de bois industriel ont augmenté de 6 pour cent.

En Amérique latine, la production de bois rond n'a que légèrement dépassé son volume de 1958; la production de sciages a diminué et celle de bois de pâte a augmenté. Au Proche-Orient, le phénomène le plus net en 1959 a été la tendance à accroître les abattages dans les plantations de peupliers et d'eucalyptus hors forêt, où la production de bois industriel est relativement élevée. En Extrême-Orient, la conjoncture économique généralement plus favorable, ainsi que les mesures prises pour améliorer la situation du logement, ont encouragé à accroître la production de bois ronds (grumes en particulier), et la production totale de bois industriel a augmenté de près de 10 pour cent. Des taux de fret modérés, des conditions climatiques favorables et un marché local satisfaisant ont favorisé l'expansion de la production de bois rond en Afrique également.

PERSPECTIVES DE LA PRODUCTION AGRICOLE POUR 1960/61

D'après les indications disponibles à la fin de juin 1960, la production mondiale s'annonce plus forte en 1960/61 en ce qui concerne la plupart des produits. Les perspectives peuvent cependant toujours se modifier au cours de la campagne sous l'effet des variations atmosphériques.

En Europe occidentale, les récoltes céréalières risquent de diminuer quelque peu par rapport à leur niveau élevé de 1959/60. D'un autre côté, il semble probable que les récoltes de pommes et de poires, qui étaient faibles, marqueront une reprise. Dans le secteur de l'élevage, on s'attend à

ce que la production continue de se développer. L'effectif des bovins augmente dans un certain nombre de pays, tandis que le début de l'année 1960 a coïncidé dans certains pays avec la phase ascendante du cycle de la production porcine. La production de viande de volaille et de lait devrait continuer de s'accroître, tandis qu'un certain recul de la production de viande de mouton et d'agneau est probable au Royaume-Uni.

En U.R.S.S., le gel et les tempêtes de poussière ont gravement endommagé au début du printemps les semis de blé d'hiver de l'Ukraine et du nord du Caucase; une partie des emblavures a été perdue et il a fallu réensemencer. Les rapports signalent donc une augmentation des superficies ensemencées en céréales de printemps dans les régions orientales, qui est destinée à compenser les pertes. Les tempêtes de poussière et les gelées de printemps ont également endommagé les cultures dans certaines parties de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie.

En Amérique du Nord, la production agricole sera probablement égale ou même supérieure à son volume record de 1959/60. Aux Etats-Unis, on prévoit que la récolte de blé d'hiver augmentera d'environ 10 pour cent, et, comme on estime que la récolte de blé de printemps augmentera de 23 pour cent, la production totale de blé pourrait dépasser son volume réduit de 1959/60 dans la proportion de 13 pour cent. Au Canada, où les conditions d'humidité du sol sont satisfaisantes, les perspectives sont favorables à la production de blé. Les superficies consacrées aux quatre principales céréales secondaires aux Etats-Unis sont légèrement inférieures à celles de 1959/60. On s'attend à ce que la production de viande de porc diminue aux Etats-Unis, mais le nombre des bovins a augmenté et il est probable que les ventes se développeront. Au Canada également, on s'attend à ce que les quantités de viande de porc mises sur le marché diminuent en 1960, tandis que les ventes de viande de bœuf augmenteront sous l'effet de l'accroissement du cheptel bovin enregistré en 1959.

Dans des conditions normales, on peut s'attendre à ce que la production agricole de l'Océanie recommence à se développer en 1960/61. Celle de l'Amérique latine semble aussi devoir continuer à augmenter régulièrement. En Argentine, les agriculteurs planteront probablement plus de blé, et des prix plus favorables pourraient les pousser à accroître les superficies consacrées aux céréales secondaires, tandis que l'augmentation du nombre

des bovins fait prévoir une expansion de la production de viande de bœuf. D'un autre côté, le Mexique et le Nicaragua ont cessé d'appliquer des politiques tendant à encourager la production cotonnière, tandis qu'au Brésil la production de café, qui a souffert du mauvais temps à la fin de 1959, pourrait diminuer sensiblement par rapport à son volume record de 1959/60.

En Extrême-Orient, l'abondance des récoltes céréalières de ces deux dernières campagnes a été due, en partie tout au moins, à des conditions atmosphériques particulièrement favorables et il n'est donc pas exclu qu'un certain ralentissement se produise en 1960/61. On s'attend à ce que la sécheresse qui a sévi au début de 1960 dans de vastes régions de l'Inde septentrionale se traduise par une diminution du rendement des cultures de blé et de légumineuses. Aux Philippines, la production de coprah, qui était tombée à des niveaux très bas en 1958 et en 1959 par suite de la sécheresse, s'améliore. La Chine continentale se propose d'accroître les emblavures et de continuer à développer l'industrie de l'élevage, en faisant une place encore plus grande que l'an dernier à l'exploitation porcine.

Au Proche-Orient, les premières évaluations relatives aux récoltes d'hiver de la campagne 1960/61 indiquent que l'Irak, la Jordanie, la Région syrienne de la République arabe unie, ainsi qu'Israël et le Liban ont souffert de la sécheresse pour la troisième année consécutive. Les superficies consacrées au coton et au riz ont été réduites dans la Région égyptienne. On signale cependant des conditions atmosphériques favorables en Turquie, et le Soudan prévoit une récolte record de millet et de sorgho.

En Afrique du Nord, les pluies ont été plus satisfaisantes qu'en 1959, et l'on s'attend à ce que les récoltes de blé et d'orge dépassent leur faible niveau de 1959/60. En Rhodésie du Sud et dans le Sud-Ouest africain, une période de sécheresse au début de 1960 a eu des conséquences défavorables pour l'élevage et, dans une certaine mesure, pour la production végétale. Dans les îles Maurice et de la Réunion, les dommages provoqués par le cyclone du début de 1960 réduiront d'environ 25 pour cent la production de sucre de 1960/61.

VARIABILITÉ DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Ce que nous venons de dire des perspectives actuelles de récolte fait ressortir une fois de plus

la dépendance de la production agricole à l'égard de la météorologie. Les gouvernements se sont efforcés de plus en plus d'influer sur la production agricole au cours de l'après-guerre, mais leurs politiques et leurs mesures, ainsi que les modifications de la demande et des prix, ont surtout des effets sur l'évolution à long terme de la production. Même si un minimum ou un maximum de superficie est fixé pour une culture particulière, les éléments qui, en fin de compte, déterminent le niveau de la production au cours d'une campagne donnée sont la météorologie et les autres facteurs naturels. Les améliorations techniques – par exemple l'irrigation, l'introduction de semences améliorées et la mécanisation des cultures (qui permettent d'utiliser au mieux les précipitations naturelles), les mesures de prévention des inondations, l'action contre les maladies et les parasites – peuvent atténuer les effets de certains des facteurs naturels mais non pas les supprimer entièrement. En tout état de cause, la majorité des agriculteurs mondiaux ne bénéficient pas encore de ces améliorations et sont toujours abandonnés à la merci du temps.

Lorsque des conditions météorologiques défavorables prévalent sur des aires étendues, la production peut être sérieusement affectée dans toute une région du monde, comme ce fut le cas en Extrême-Orient en 1957/58, au Proche-Orient en 1954/55 et en Afrique en 1957/58 et 1959/60. Dans un pays donné, la baisse de production peut être beaucoup plus grave encore. Les indices de production publiés dans le tableau annexe 1 montrent que des fléchissements de 5 à 10 pour cent dans une campagne sont chose très courante. Les fluctuations plus amples semblent localisées principalement dans un petit nombre de zones où les précipitations sont particulièrement incertaines, par exemple l'Afrique du Nord-Est, certaines parties du Proche-Orient et certains pays rizicoles de l'Asie du Sud-Est. L'on estime que la production a fléchi en Algérie de 10 pour cent environ en 1955/56 et en 1957/58, au Maroc de 15 pour cent en 1957/58, en Tunisie de 21 pour cent en 1955/56 et de 13 pour cent en 1957/58. En Turquie, la production a baissé de près de 20 pour cent en 1954/55, et il est probable que des fluctuations plus amples encore se sont produites dans le « croissant fertile » de l'Irak, de la Jordanie, du Liban et de la Région syrienne de la République arabe unie, où, comme on l'a dit plus haut, la sécheresse vient de faire échouer les cultures au cours de deux campagnes successives et semble devoir faire la même chose en 1960/61.

Dans l'Asie du Sud-Est, la défaillance de la mousson a fait baisser de 14 pour cent la production birmane en 1957/58 et de 20 pour cent environ la production thaïlandaise en 1954/55 et en 1957/58.

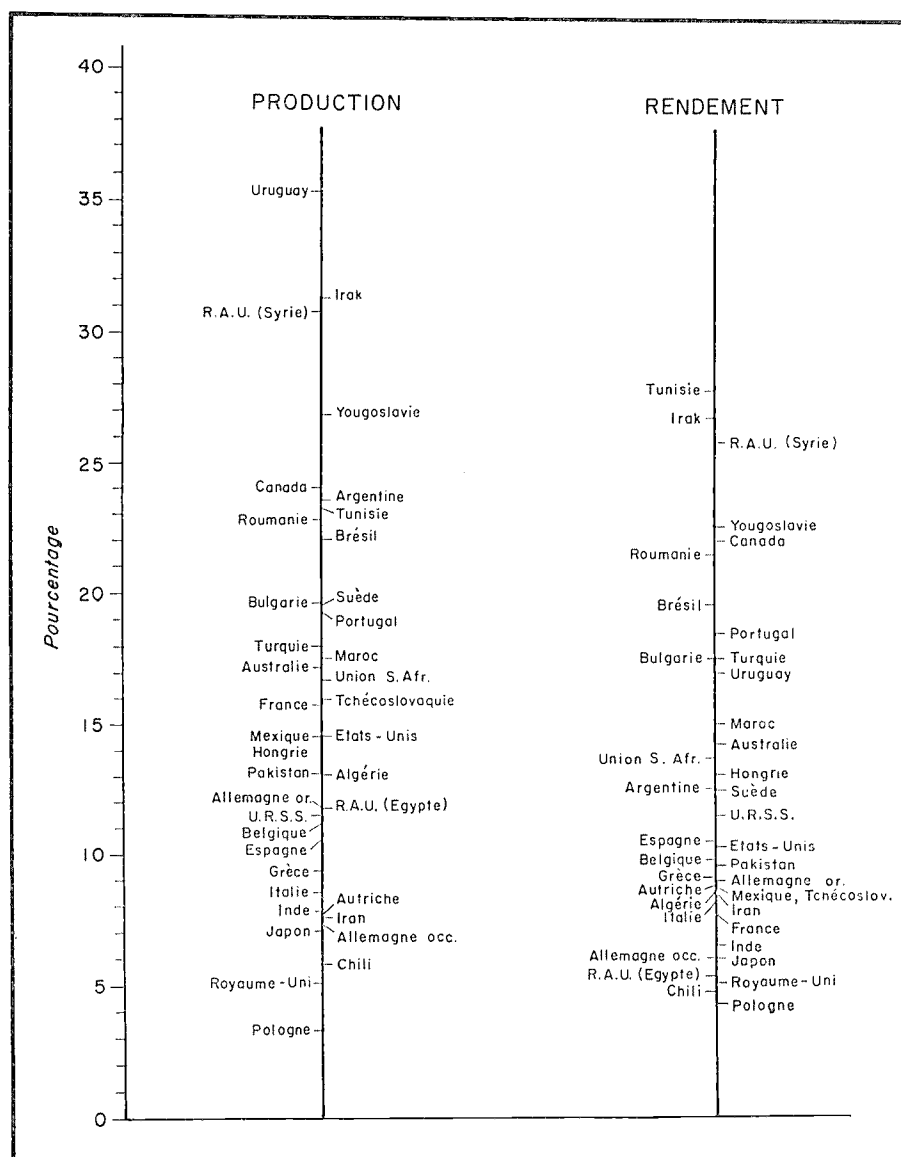
Hors de ces zones particulièrement vulnérables, de fortes baisses de production ont été causées par le mauvais temps au Canada, au Japon et en Yougoslavie au cours de quelques années récentes. Certaines zones, particulièrement les îles des Antilles, de l'océan Indien et de l'océan Pacifique, sont particulièrement exposées aux cyclones et aux ouragans. Il existe aussi, dans bien des pays, des régions où les sécheresses et les inondations sont très fréquentes. Des échecs de culture, se produisent presque chaque année dans certaines zones de l'Inde ou de la Chine continentale. On peut citer également le « polygone de la sécheresse » au nord-est du Brésil et certaines localités des Andes en Bolivie, en Equateur et au Pérou. En Afrique occidentale, la production est assez stable dans la zone forestière où les aliments de base sont les racines et les tubercules, mais dans les zones arides bordant le Sahara, les rendements des millets et des sorghos dont se nourrissent les populations sont sujets à de fortes fluctuations, et il se produit parfois une période de disette avant la récolte.

Les fluctuations de telle ou telle culture sont naturellement plus fortes que celles de l'ensemble de la production agricole. En fait, il faut noter que dans les pays où la production totale tend à subir les fluctuations les plus amples, une ou deux cultures jouent souvent un rôle prépondérant. C'est le cas du blé et de l'orge dans l'Afrique du Nord-Est et dans le « croissant fertile », du riz dans l'Asie du Sud-Est. L'existence d'une industrie animale de quelque importance tend souvent, en revanche, à stabiliser le niveau de la production agricole totale; tel peut être le cas même dans les pays arides, où la production de viande tend à augmenter au cours des années sèches en raison des abattages forcés.

Le graphique 4 montre la variabilité annuelle moyenne de la production de blé et du rendement de blé à l'hectare dans les principaux pays producteurs. Il apparaît que la variabilité de la production résulte principalement des fluctuations de rendement, encore que dans la plupart des cas la production ait fluctué légèrement plus que les rendements du fait que les conditions météorologiques influent également sur la superficie qui peut être ensemencée ou récoltée dans un petit nombre de pays. Les variations de la production ont été beau-

GRAPHIQUE 4. - VARIABILITÉ DE LA PRODUCTION ET DES RENDEMENTS DE BLÉ DANS CERTAINS PAYS, 1948/49-1959/60

(Ecart annuel moyen par rapport à la ligne de la tendance en pourcentage de la production ou du rendement annuel moyen)



coup plus grandes que celles des rendements; dans certains de ces pays, notamment l'Argentine, la Région égyptienne de la République arabe unie, la France et les Etats-Unis, cela est dû probablement au fait que la superficie ensemencée est influencée non seulement par la météorologie, mais aussi par l'évolution des politiques de prix et des autres mesures tendant à stimuler ou réglementer la production.

Les rendements de blé semblent avoir subi des fluctuations minimums en Europe et aussi au Chili, dans la Région égyptienne de la République arabe unie, où la culture est entièrement irriguée, en Inde, où la moitié environ des cultures de blé

sont irriguées, et au Japon. La variabilité maximum a été constatée dans les pays vulnérables du nord-ouest de l'Afrique et du Proche-Orient dont on a déjà parlé, dans certains pays d'Europe méridionale et aussi au Canada. Dans les trois autres grands exportateurs de blé – Argentine, Australie et Etats-Unis – les rendements ont été plus stables qu'au Canada, mais ont présenté néanmoins des fluctuations considérables.

Le tableau 6 montre que même sur une base régionale la production de blé a subi d'amples fluctuations, notamment en Océanie, en Amérique latine et en Amérique du Nord. La variabilité la plus faible a été notée en Europe occidentale et en

TABLEAU 6. — VARIABILITÉ DES SUPERFICIES, DES RENDEMENTS ET DE LA PRODUCTION DE BLÉ, PAR RÉGION, 1948/49-1959/60

	Superficie récoltée	Rendement	Production
	..... Pourcentage ¹		
Europe occidentale	2,8	3,5	5,5
Amérique du Nord	8,0	7,8	12,6
Océanie	12,2	16,1	17,2
Amérique latine	9,2	8,8	15,3
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	4,5	4,2	5,9
Proche-Orient	3,8	7,5	3,3
Afrique	5,3	7,9	8,6

¹ Déviation annuelle moyenne (erreur-type des estimations) par rapport à la ligne de tendance, exprimée en pourcentage des chiffres annuels moyens de superficie, de rendement et de production.

Extrême-Orient, où les fluctuations sont relativement faibles dans la plupart des pays, tandis que les tendances différentes constatées dans les nombreux pays producteurs tendent à stabiliser le total régional. En comparant les fluctuations des superficies, des rendements et de la production, on a l'impression que les variations de la superficie doivent souvent avoir été en sens inverse des variations des rendements. Un accroissement des superficies peut entraîner souvent une baisse des rendements et *vice versa*.

La place nous manque pour consacrer une analyse semblable à d'autres produits, mais des données régionales sur certaines des principales cultures sont récapitulées dans le tableau annexe 12. En général, les fluctuations du rendement des autres cultures paraissent avoir été plus faibles que pour le blé. Parmi les produits animaux, au sujet desquels aucune donnée n'est présentée, les rendements du lait et de la laine subissent souvent des fluctuations accentuées sous l'effet des conditions météorologiques, spécialement en Océanie. La pénurie de fourrage et d'eau potable dans les années de sécheresse ainsi que les épizooties peuvent provoquer une diminution sévère du cheptel, bien que dans la plupart des pays la fluctuation des effectifs soit due principalement à d'autres facteurs, tels que les variations de prix.

Ces exemples suffisent à montrer la gravité des problèmes qui peuvent se poser à un pays au cours d'une campagne où sa production agricole est compromise par le mauvais temps. Les fluctuations de ce genre ont été autrefois la cause principale des famines signalées depuis les temps bibliques. En 1943 encore, il s'est produit au Bengale une grande

famine qui a causé la mort d'un million et demi de personnes. Cependant, l'amélioration des moyens de stockage et surtout des transports a grandement contribué à éviter le retour de désastres aussi immenses. Les famines qui se sont produites plus récemment n'ont éprouvé d'ordinaire que certaines zones d'un pays et on les a rapidement vaincues en faisant affluer des vivres d'autres régions du pays ou de l'étranger. La possibilité de recourir à des stocks excédentaires d'aliments cédés gratuitement ou à des conditions spéciales constitue un atout nouveau et important dans la prévention des famines.

Bien qu'il soit beaucoup plus facile qu'autrefois d'éviter les grandes famines, les échecs de cultures peuvent néanmoins avoir une incidence grave sur les niveaux de la consommation alimentaire, notamment chez les paysans qui produisent pour assurer leur propre subsistance et dans les groupes les plus pauvres de la population urbaine. La pénurie des produits alimentaires de base provoque une hausse en flèche des prix de détail. Les exportations, elles aussi, sont souvent très atteintes et, alors que les recettes de l'exportation fléchissent, il est nécessaire d'augmenter les importations de produits alimentaires, au détriment de la balance des paiements et au détriment de l'importation des biens d'équipement nécessaires à l'exécution des plans de développement économique.

TENDANCES DE LA PRODUCTION, DE LA SUPERFICIE ET DU RENDEMENT DES CULTURES

Bien qu'au cours d'une année donnée les conditions météorologiques puissent contrarier les plans et tentatives d'expansion ou même réduire la production d'une culture donnée, la tendance de la production sur une période de plusieurs années dépend davantage de la réaction des producteurs aux prix et à la demande ainsi que des mesures gouvernementales destinées à encourager ou à décourager la production. Ce sont là les principaux facteurs qui déterminent la tendance à long terme, par rapport à laquelle les conditions météorologiques peuvent provoquer, au cours d'une année donnée, les déviations indiquées plus haut. Les agriculteurs peuvent agir sur le niveau de la production en faisant varier soit la superficie plantée, soit le taux d'application de facteurs de production tels que la main-d'œuvre, les machines, les semences, les engrais, les produits antiparasitaires et l'eau d'irrigation, qui influent sur le rendement. Il est

donc intéressant d'examiner la contribution relative que les accroissements de superficie et les augmentations de rendement ont apportée au développement de la production agricole au cours de l'après-guerre.

Le graphique 5 fait ressortir le contraste saisissant qui existe à cet égard entre les régions du monde les plus développées et les autres. Dans les régions insuffisamment développées, les rendements ont bien marqué au cours de la période 1948/49-1959/60 certains accroissements limités, mais l'accroissement de la production des principales cultures a été dû manifestement pour la plus grande part à l'expansion de la superficie cultivée (compte tenu des doubles récoltes). En Europe occidentale, en Amérique du Nord et en Océanie, au contraire, l'augmentation des rendements a été beaucoup plus marquée. Les superficies cultivées ont augmenté plus lentement et, dans bien des cas, la production a progressé malgré une diminution des superficies.

Cette règle générale souffre naturellement des exceptions. Quelques accroissements notables de rendement se sont produits dans des régions sous-développées. Sauf en Amérique latine, on estime que les rendements riziers ont augmenté plus vite que la superficie cultivée dans chacune de ces régions, et notamment en Extrême-Orient où le riz est la culture prédominante. Parmi les autres grandes cultures figurant dans le graphique 5, l'augmentation des rendements a dépassé également celle des superficies pour ce qui est du coton en Amérique latine, des pommes de terre en Extrême-Orient et du maïs en Afrique. On note aussi des accroissements considérables de la production dans le cas du sucre et des cultures arbustives tropicales, telles que cacao, café et thé. Les données statistiques sont généralement trop peu précises pour montrer l'influence respective des plantations nouvelles et des rendements améliorés, mais dans beaucoup de pays les plantations nouvelles et les travaux de replantation ont été faits principalement avec des variétés beaucoup plus productives. La lutte contre les maladies et les parasites a fait également de grands progrès et l'on tend bien souvent à soigner davantage ces cultures d'exportation, surtout dans les grandes plantations, que les cultures vivrières de base.

Néanmoins, pour la plupart des cultures, l'accroissement de production dans les pays sous-développés est dû surtout à l'expansion de la superficie cultivée. En fait, l'expansion de la superficie con-

sacrée au riz en Amérique latine, au coton et au tabac au Proche-Orient et au blé en Afrique paraît s'être accompagnée d'une baisse des rendements à l'hectare, en partie sans doute parce que la culture s'est étendue sur des terres moins favorables.

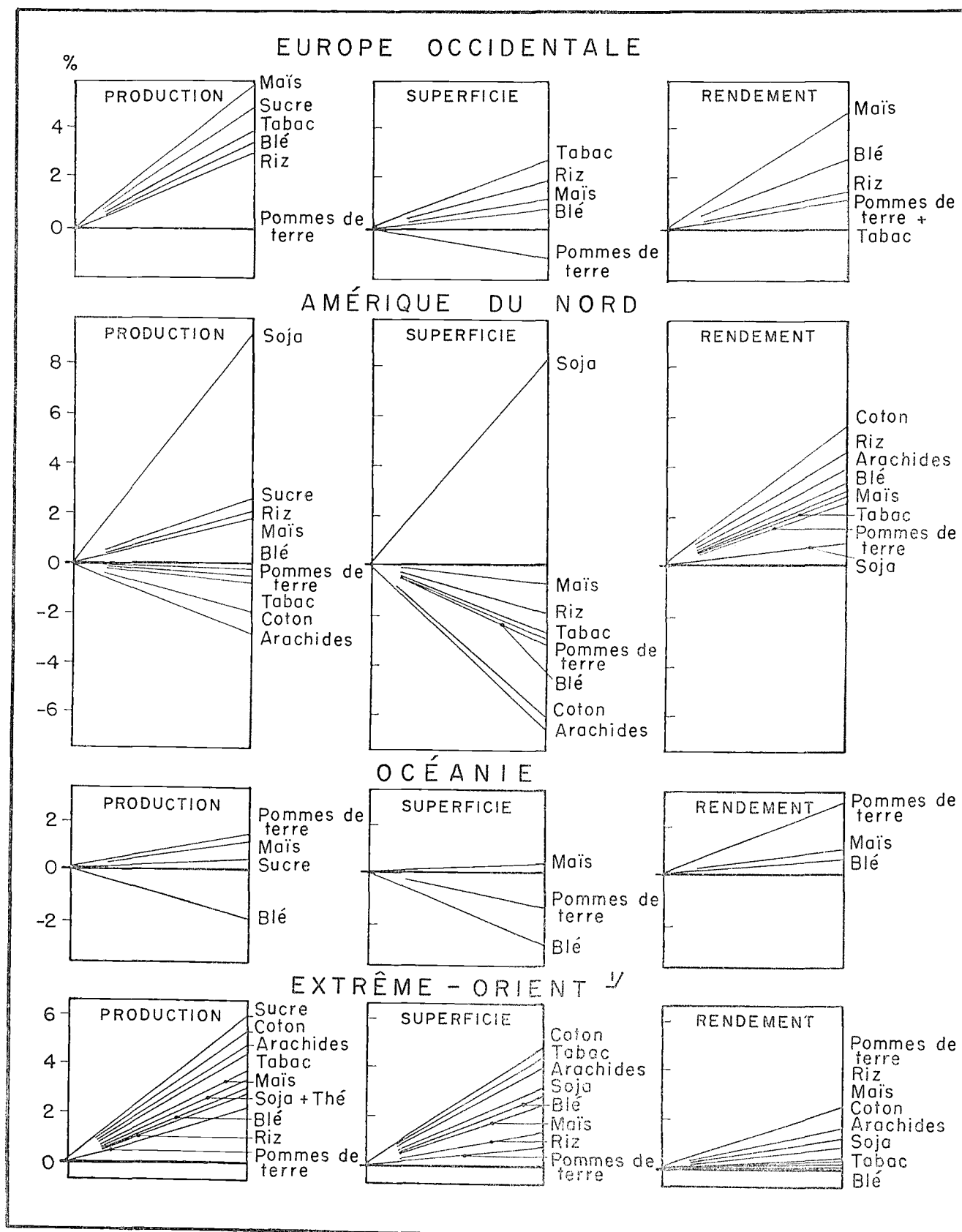
Dans les régions développées, au contraire, des gains moyens de rendements allant de 2 à 5 pour cent par an ont été obtenus pour presque toutes les cultures principales au cours des 12 dernières campagnes. En Europe occidentale, l'accroissement des superficies a été inférieur à celui des rendements pour chacune des cultures principales, à l'exception du tabac; dans le cas des pommes de terre, la superficie tend même à diminuer. Les rendements du maïs en Europe occidentale ont augmenté particulièrement vite grâce à l'utilisation croissante des variétés hybrides. En Amérique du Nord, la superficie consacrée à presque toutes les cultures principales a fortement diminué. Fait exception le soja, dont la superficie a augmenté de 8 pour cent par an en moyenne sans aucune variation appréciable des rendements. En Océanie, les superficies consacrées au blé et à la pomme de terre ont diminué l'une et l'autre.

Les agriculteurs des pays développés sont généralement beaucoup mieux placés que ceux des pays sous-développés pour adopter les pratiques perfectionnées qui consentent des rendements plus élevés. En outre, les politiques agricoles suivies dans la plupart des pays développés tendent depuis quelques temps à encourager un relèvement de la productivité par hectare et par homme. Lorsque la superficie consacrée à une culture a sensiblement augmenté dans des pays développés, cela s'est fréquemment accompagné d'une réduction des superficies consacrées à une autre culture, en réponse à l'évolution de la demande et des rapports de prix.

La tendance des superficies et des rendements en Amérique du Nord est influencée par la politique du gouvernement des Etats-Unis, qui s'efforce d'enrayer l'accumulation de stocks excédentaires de certains produits tels que le blé, les céréales secondaires, le coton et le tabac. Les mesures que la Banque du sol a prises pour soustraire provisoirement à la culture d'importantes superficies, les modifications apportées au soutien des prix, les restrictions de superficies et les autres mesures de réglementation portant sur des produits particuliers ont amené une diminution appréciable des surfaces en culture, notamment dans le cas du coton et des arachides. La production a néanmoins continué à s'accroître ou bien a diminué dans des proportions

GRAPHIQUE 5. - TENDANCES RÉGIONALES DE LA PRODUCTION, DE LA SUPERFICIE ET DU RENDEMENT DES PRINCIPALES CULTURES, 1948/49-1959/60

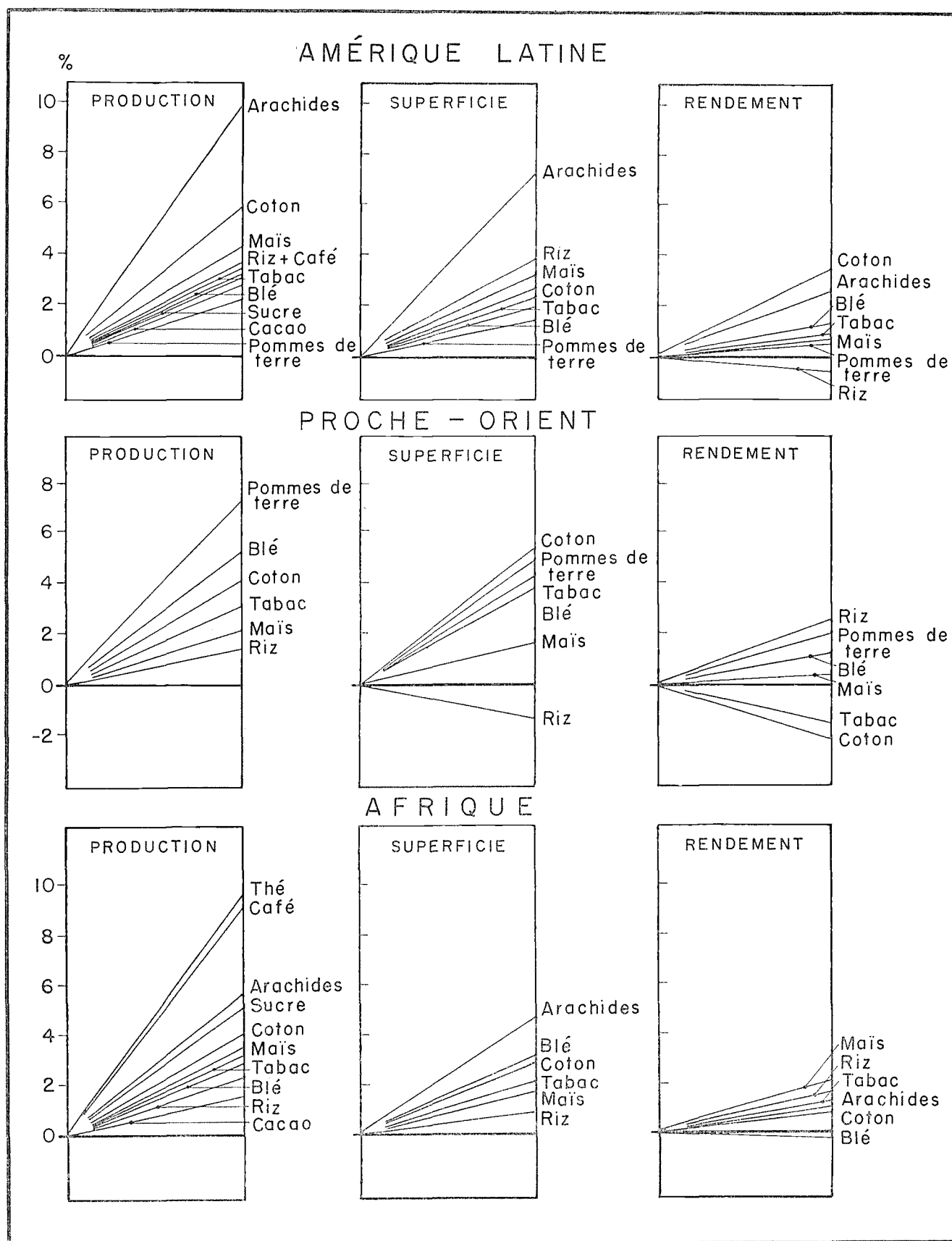
(La valeur de l'accroissement annuel est reportée sur la ligne représentant la tendance en pourcentage de la production, de la superficie et du rendement moyens)



¹ Non compris la Chine continentale.

GRAPHIQUE 5. - TENDANCES RÉGIONALES DE LA PRODUCTION, DE LA SUPERFICIE ET DU RENDEMENT DES PRINCIPALES CULTURES, 1948/49-1959/60 (fin)

(La valeur de l'accroissement annuel est reportée sur la ligne représentant la tendance en pourcentage de la production, de la superficie et du rendement moyens)



bien moins considérables que les superficies, parce que la culture s'est concentrée sur les meilleures terres et parce que, sur une superficie restreinte, l'exploitation s'est intensifiée. D'autre part, une partie des terres ont été converties au soja et autres cultures non limitées.

En ce qui concerne le blé, dont on a souligné plus haut la variabilité des rendements, on examinera en plus grand détail certains aspects de l'évolution des rendements. Dans le graphique 6A, tous les pays sur lesquels on possède des données et où la production moyenne de blé dépasse 20 000 tonnes par an sont classés selon la variation annuelle moyenne des rendements de blé au cours de la période 1948/49-1959/60¹. Dans 25 de ces pays, les rendements ont marqué des augmentations de 0,1 à 2 pour cent par an. Dans 29 pays, l'accroissement a dépassé 2 pour cent et, dans 9 pays, les rendements ont diminué. Les pays où les accroissements se situent entre 2,1 et 3 pour cent comprennent plusieurs pays d'Europe, l'Iran, le Japon et le Liban. En dehors de l'Europe, on relève des accroissements de 3,1 à 4 pour cent en Colombie, en Equateur, dans la Région égyptienne de la République arabe unie, aux Etats-Unis et en U.R.S.S. Les accroissements de plus de 4 pour cent par an s'observent surtout dans les pays signalés plus haut dans ce chapitre comme ayant connu une expansion exceptionnellement rapide de la production agricole totale. A l'autre extrême, les pays qui ont suivi une tendance déclinante comprennent la Jordanie, la Région syrienne de la République arabe unie et la Tunisie (zones où une récente succession de mauvaises campagnes a sans doute influé considérablement sur la tendance des 12 ans), ainsi que le Brésil et le Pakistan, parmi les grands producteurs.

La tendance des rendements a subi également de fortes variations à l'échelon du pays. En Argentine, par exemple, l'accroissement annuel moyen des rendements en blé s'est échelonné entre 0,9 pour cent dans la province de Santa Fé à 6,2 pour cent dans La Pampa; en Inde, la gamme a été de 0,4 pour cent à Bombay à 4,9 pour cent au Rajasthan; en Italie, les chiffres vont de 0,3 pour cent en Sicile à 4,6 pour cent dans le Latium et en Toscane; aux Etats-Unis, les extrêmes sont de

2,1 pour cent pour le Colorado et de 5,8 pour cent pour le Texas. En U.R.S.S., l'accroissement moyen annuel a été de 2,9 pour cent au Kazakhstan, où les superficies emblavées ont beaucoup augmenté, et de 5,9 pour cent en Ukraine où la superficie a diminué.

Le niveau absolu des rendements est aussi très variable. Le graphique 6B compare les rendements moyens de blé obtenus en 1948/49-1959/60 dans les pays qui figurent sur la carte illustrant la tendance des rendements. Les extrêmes sont de 4,7 quintaux par hectare pour la Tunisie et de 37,8 quintaux (soit 8 fois plus) pour le Danemark. La moyenne mondiale pour la même période s'inscrit au voisinage de 10 quintaux à l'hectare et la grande majorité des pays obtiennent de 5 à 15 quintaux. La plupart des pays insuffisamment développés, et de même le Portugal, l'Espagne et l'U.R.S.S., ont des rendements de 5 à 10 quintaux. Les rendements sont de 10 à 15 quintaux dans les quatre principaux pays d'exportation, dans les pays de l'Europe du Sud-Est et dans un petit nombre de pays peu développés parmi lesquels le Kenya (où le blé est cultivé surtout par des exploitants européens sur de hautes terres à climat tempéré), le Mexique, Taïwan et la Turquie. C'est l'Europe qui obtient de loin les rendements les plus élevés. En dehors de ce continent, on ne rencontre des rendements supérieurs à 15 quintaux par hectare que dans la Région égyptienne de la République arabe unie, où la production est entièrement irriguée, au Japon et en Nouvelle-Zélande.

En Europe, l'influence du climat sur le niveau des rendements de blé est très apparente. Les rendements ne dépassent 25 quintaux que dans un groupe de pays limitrophes de l'Europe du Nord-Ouest. Ils sont de 20 à 25 quintaux en Norvège, en Suède et également en France. Ils tombent à 15-20 quintaux dans une zone allant de la Tchécoslovaquie, au nord, à l'Italie, au sud, et également en Finlande. Une vaste zone où les rendements moyens se situent entre 10 et 15 quintaux part de la Pologne, traverse tous les pays du sud-est de l'Europe et atteint la Turquie. Au Portugal et en Espagne, les rendements sont presque aussi faibles qu'en Algérie et au Maroc, de l'autre côté de la Méditerranée.

Comme on l'a déjà fait observer à propos de la tendance des rendements, les niveaux moyens des rendements varient largement eux aussi à l'intérieur des pays. En Argentine, par exemple, pour la période 1948/49-1959/60, ils vont de 8,2

¹ Il faut noter cependant que ces données sont basées sur une ligne de tendance de 12 ans. Cette ligne est sujette à une marge d'erreur très importante pour les pays où les rendements ont subi des fluctuations marquées d'une année à l'autre.

quintaux par hectare dans La Pampa à 14,2 quintaux dans la province de Santa Fé, en Inde de 4,8 quintaux dans la province de Bombay à 10,3 quintaux au Pendjab, aux Etats-Unis de 8,3 quintaux dans le Dakota du Sud et le Texas à 20,2 quintaux dans l'état de Washington. En U.R.S.S., les rendements sont en moyenne de 7,2 quintaux dans le Kazakhstan qui est une zone de production nouvelle, contre 13,6 quintaux en Ukraine, zone de production traditionnelle. Même dans des pays plus petits, les différences peuvent être considérables. C'est le cas en Italie, où les rendements s'échelonnent entre 10,6 quintaux en Sicile et 29,6 quintaux en Lombardie.

Le rapprochement des deux cartes fait apparaître des relations significatives. On pourrait croire que les rendements en blé augmentent le plus vite là où leurs niveaux absolus sont les plus faibles, mais la réalité paraît bien différente. En fait, les rendements semblent avoir augmenté le plus vite dans des pays où ils sont déjà assez élevés. Cette relation paraît valable aussi à l'échelon de la région (tableau 7) et pour les diverses zones d'un même pays, par exemple l'Inde, l'Italie, l'U.R.S.S. Les rendements de blé n'ont présenté une tendance à la baisse que dans des pays où ils sont inférieurs à la moyenne mondiale. Il est encore plus significatif de constater que dans presque tous les pays où les rendements en blé ont fléchi, les superficies consacrées à cette culture se sont fortement accrues, sans doute par empiétement sur des zones où le climat et le sol sont moins favorables.

Il est manifeste que le climat et le sol exercent une influence très importante non seulement sur les niveaux actuels des rendements mais aussi sur

l'augmentation qu'il est possible de réaliser, notamment dans le cas d'une culture comme celle du blé, qui est pratiquée dans de si nombreuses régions du monde. Il semble probable néanmoins que le taux d'augmentation des rendements est lié également, dans une certaine mesure, au niveau du développement économique du pays ou d'une zone du pays. Facteurs climatiques et physiques mis à part, il est possible qu'un certain seuil doive être atteint dans le développement de l'ensemble de l'économie avant que les rendements ne puissent faire des progrès soutenus et appréciables. Ce seuil est vraisemblablement associé de façon étroite à des facteurs tels que la présence de capitaux suffisants et d'organisations capables de fournir un crédit agricole aisément accessible, l'existence de services de vulgarisation et d'éducation en mesure de répandre la connaissance des méthodes perfectionnées et la disponibilité d'engrais et autres éléments de production à des prix favorables par rapport aux prix obtenus pour les produits agricoles; ces derniers à leur tour dépendent en grande partie de l'état des services de commercialisation, et souvent de la nature du régime foncier. Une fois ce point atteint, la cadence d'accroissement des rendements s'accélérera sans doute par la vertu de l'exemple.

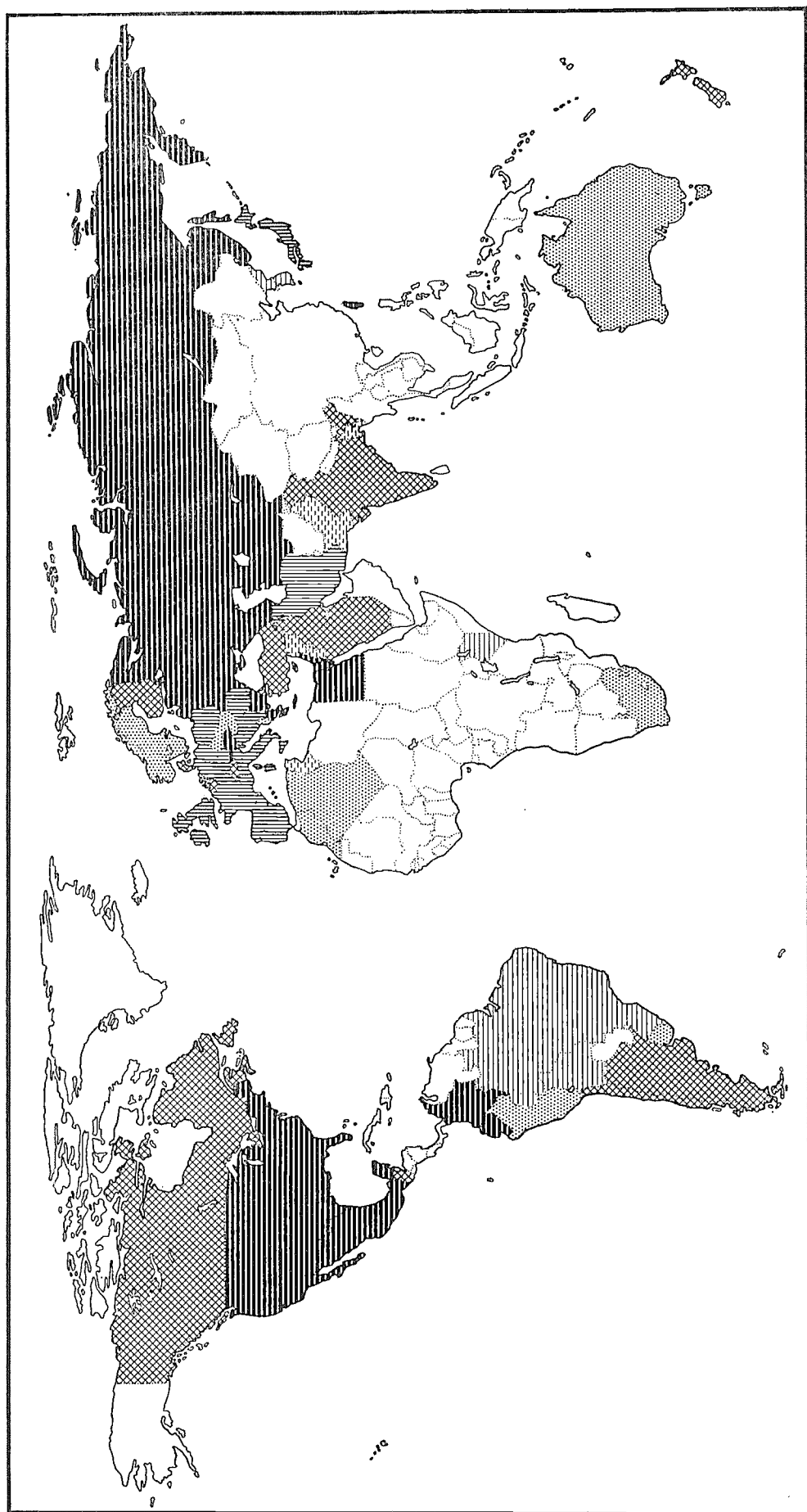
Comme il a été indiqué plus haut, les variations de la superficie cultivée peuvent également avoir une influence importante sur la tendance des rendements à l'hectare. Le tableau 7 semble montrer que les augmentations importantes des emblavures qui se sont produites dans les régions sous-développées, en partie par extension sur des terres moins favorables, ont retardé la progression des rendements

TABLEAU 7. — BLÉ: TENDANCE ET NIVEAUX DES SUPERFICIES, DES RENDEMENTS ET DE LA PRODUCTION, PAR RÉGION, 1948/49-1959/60

	Superficie récoltée		Rendement par hectare		Production	
	Milliers d'hectares ¹	Pourcentage de variation annuel moyen ²	100 kg/ha ¹	Pourcentage de variation annuel moyen	Milliers de tonnes ¹	Pourcentage de variation annuel moyen
Europe occidentale	20 285	+0,8	17,0	+2,6	34 545	+3,4
Amérique du Nord	33 897	—3,4	12,9	+3,1	43 201	—0,3
Océanie	4 455	—2,8	11,2	+0,6	4 956	—1,9
Amérique latine	8 216	+2,1	11,3	+1,4	9 391	+3,3
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)	16 071	+2,9	7,9	+0,02	12 716	+3,0
Proche-Orient	14 147	+4,0	9,6	+1,3	13 675	+5,2
Afrique	5 885	+3,1	6,2	—0,2	3 619	+2,9

¹ Moyenne 1948/49-1959/60. — ² Variation annuelle moyenne en pourcentage de la moyenne 1948/49-1959/60.

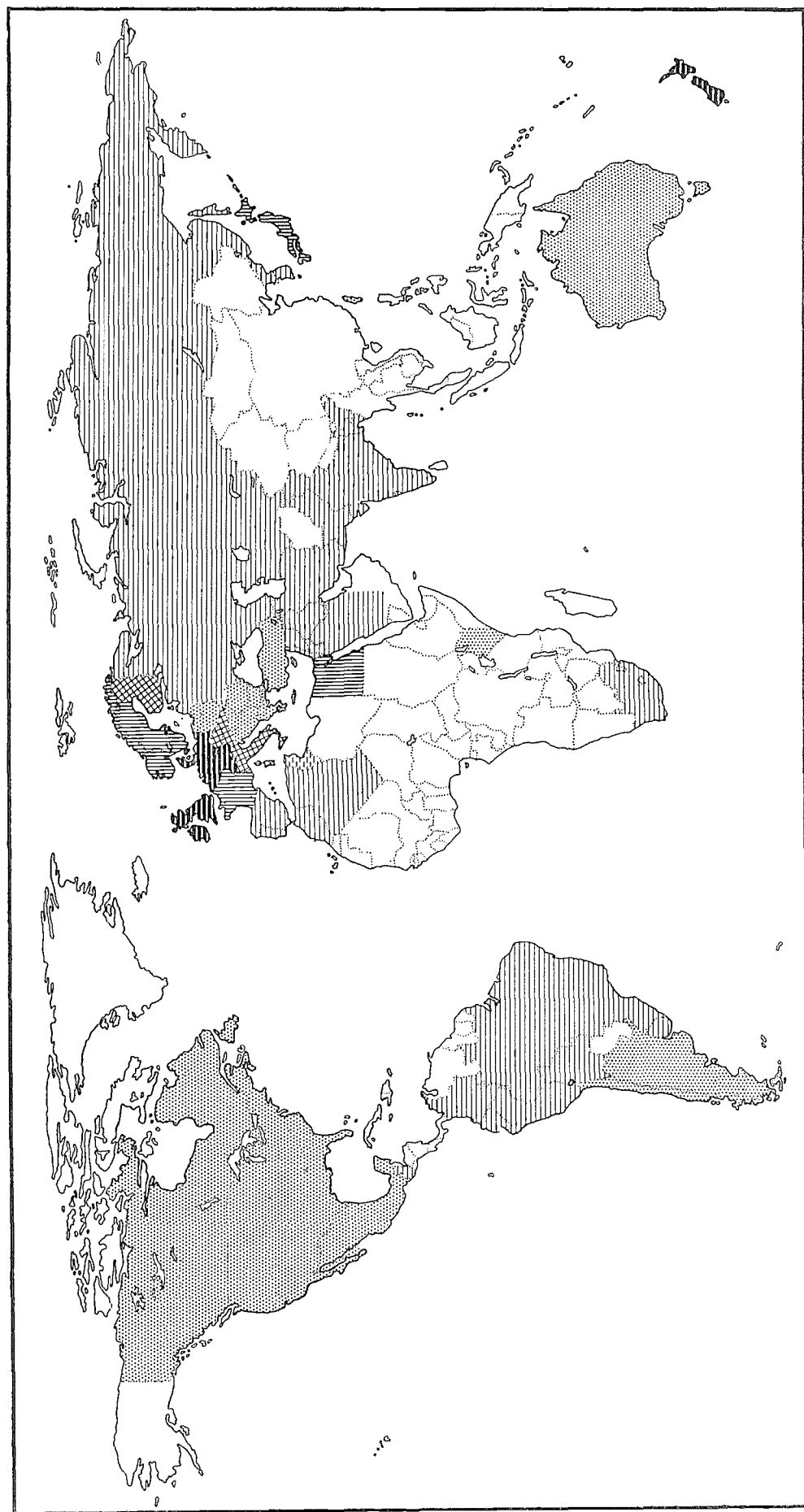
GRAPHIQUE 6A. - TENDANCES DES RENDEMENTS DE BLÉ DANS CERTAINS PAYS, 1948/49-1959/60



Variation annuelle moyenne des rendements de blé, en pourcentage de la production annuelle moyenne



GRAPHIQUE 6B. - NIVEAUX DES RENDEMENTS DE BLÉ DANS CERTAINS PAYS, MOYENNE 1948/49-1959/60



Rendements moyens de blé (quintaux à l'hectare)



D'autre part, là où la superficie emblavée a diminué, comme par exemple en Amérique du Nord, la concentration de la production sur les bonnes terres a contribué à l'augmentation des rendements.

Il apparaît également, comme l'on pouvait s'y attendre, que, là où les rendements atteignent un niveau très élevé, le taux d'accroissement tend vers un palier². Cela ne veut pas dire que l'on approche d'une limite d'ordre physique, mais cela résulte du fait que les dépenses de production supplémentaires donnent un profit décroissant. Jusqu'à présent, toutefois, cet effet n'est vraiment sensible, par rapport au rendement moyen de l'ensemble du pays, que dans certains pays de l'Europe du Nord-Ouest. Aux Etats-Unis, par exemple, où les rendements en blé sont beaucoup plus faibles que dans la plupart des pays européens, ils conti-

nent d'augmenter sans aucun signe de relâchement. C'est en grande partie à cette circonstance qu'est due la formation d'excédents agricoles dans ce pays et c'est surtout à cause d'elle, comme on l'a fait remarquer plus haut, qu'il a été jusqu'ici impossible d'arrêter l'expansion des stocks par une réduction des superficies. Au cours de la période 1948/49-1959/60, la diminution de 4 pour cent en moyenne constatée chaque année dans la superficie emblavée aux Etats-Unis a été presque exactement contrebalancée par l'augmentation annuelle moyenne des rendements, de sorte que la tendance de la production n'a été que légèrement fléchissante. Les soutiens des prix ont dû contribuer fortement à encourager cette hausse des rendements, puisqu'au Canada, où le niveau des rendements est à peu près le même qu'aux Etats-Unis, leur cadence d'accroissement a été beaucoup moins rapide.

Variations des stocks

En 1959/60, le niveau général des stocks ne semble avoir marqué de nouvelles augmentations importantes que dans le cas des céréales secondaires et du café. Les stocks de coton ont encore diminué, ceux de blé ont peu varié, et l'expansion des stocks de sucre et de la plupart des autres grands produits agricoles paraît également s'être interrompue au moins temporairement (tableau 8).

Bien que la production ait baissé de près de 25 pour cent, les stocks de blé des Etats-Unis ont augmenté légèrement en 1959/60, ce qui a compensé en partie les diminutions survenues en Argentine et au Canada. Les stocks de céréales secondaires ont diminué au Canada, mais aux Etats-Unis, où la récolte de maïs a été une fois de plus très abondante, ils ont continué à s'accroître très rapidement (de 8 millions de tonnes).

Les stocks totaux de céréales des principaux pays exportateurs, y compris les reports normaux, atteignent maintenant le chiffre sans précédent de 126 millions de tonnes, environ quatre fois supérieur à celui de 1952, lorsqu'ont commencé à apparaître les premiers stocks excédentaires au cours

de l'après-guerre. Comparés au niveau courant de la production mondiale (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale), ces stocks représentent 40 pour cent environ de la récolte totale dans le cas du blé et 25 pour cent dans le cas des céréales secondaires. Comparés au niveau des exportations commerciales, les stocks correspondent à près de deux années d'exportations mondiales de blé et à près de quatre années d'exportations de céréales secondaires, une proportion beaucoup plus faible de ces produits entrant dans le commerce mondial.

Les stocks de café de l'Amérique latine, eux aussi, ont très fortement augmenté au cours des dernières années. Il est probable que les stocks de café brésilien se seront encore accrus des trois quarts d'ici la fin de juin 1960. A 2,6 millions de tonnes, ils égaleraient à peu près la récolte brésilienne record de 1959/60 et seraient sensiblement supérieurs aux exportations annuelles totales (à l'exclusion de celles à destination de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale) que peuvent effectuer les pays adhérant au nouvel Accord international du café.

Les stocks de sucre cubain, qui s'étaient fortement gonflés en 1959, auront sans doute augmenté de plus de 30 pour cent d'ici la fin de 1960, encore que le total mondial doive probablement demeurer

² Ce ralentissement est moins marqué en termes absolus car un taux d'augmentation de 4 pour cent sur un rendement de 10 quintaux équivaut à un accroissement de 3 pour cent seulement sur un rendement de 30 quintaux.

TABLEAU 8. — STOCKS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS (ESTIMATIONS)

	Mois	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
		..... Millions de tonnes								
Blé										
Etats-Unis	1 ^{er} juil.	7.0	16.5	25.4	28.2	28.1	24.7	24.0	34.9	35.8
Canada	1 ^{er} août	5.9	10.4	16.8	14.6	15.8	19.9	17.4	14.9	13.8
Argentine	1 ^{er} déc.	0.1	2.0	1.6	2.4	1.2	1.6	1.5	1.6	1.1
Australie	1 ^{er} déc.	0.5	1.0	2.6	2.6	2.4	1.1	0.4	1.8	2.0
Total, 4 principaux exportateurs		13.5	29.9	46.4	47.8	47.5	47.3	43.3	53.2	52.7
Riz (équivalent riz usiné)										
Pays exportateurs asiati- ques ¹	31 déc.	0.7	1.4	1.3	0.5	0.5	0.4	0.3	0.4	...
Etats-Unis	31 juil.	0.1	—	0.4	1.4	1.0	0.6	0.6	0.5	0.4
Total		0.8	1.4	1.7	1.9	1.5	1.0	0.9	0.9	...
CÉRÉALES SECONDAIRES ²										
Etats-Unis	1 ^{er} juil. ³	18.5	24.7	29.4	37.3	39.3	44.4	53.5	61.4	69.5
Canada	1 ^{er} août	3.6	5.1	5.6	3.7	4.3	6.6	5.0	6.5	4.2
Total, 2 principaux exportateurs		22.1	29.8	35.0	41.0	43.6	51.0	58.5	67.9	73.7
BEURRE										
Etats-Unis		0.03	0.13	0.17	0.07	0.01	0.04	0.03	0.01	...
Canada		0.02	0.03	0.04	0.05	0.04	0.03	0.04	0.05	...
Pays européens ⁴		0.04	0.06	0.05	0.04	0.09	0.09	0.06	0.05	...
Australie et Nouvelle- Zélande		0.05	0.05	0.06	0.06	0.05	0.06	0.06	0.05	...
Total	31 déc.	0.14	0.27	0.32	0.22	0.19	0.22	0.19	0.16	...
FROMAGE										
Etats-Unis	31 déc.	0.11	0.20	0.25	0.24	0.20	0.19	0.13	0.14	...
LAIT CONDENSÉ ET ÉVAPORÉ										
Etats-Unis	31 déc.	0.18	0.12	0.10	0.10	0.11	0.10	0.09	0.10	...
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUDRE										
Etats-Unis	31 déc.	0.06	0.03	0.02	0.04	0.03	0.04	0.04	0.04	...
GRAINES ET HUILE DE LIN (en équivalent d'huile)										
Etats-Unis	1 ^{er} juil.	0.41	0.37	0.28	0.16	0.10	0.22	0.12	0.17	...
Argentine	1 ^{er} déc.	0.30	0.23	0.08	0.03	0.06	0.06	0.07	...	...
Total		0.71	0.60	0.36	0.19	0.16	0.28	0.19	...	...
HUILES VÉGÉTALES LIQUIDES COMESTIBLES ET GRAINES OLÉAGINEUSES (en équi- valent d'huile)										
Etats-Unis ⁵	1 ^{er} oct.	0.24	0.58	0.56	0.34	0.29	0.28	0.34	0.57	0.55
SUCRE (équivalent sucre brut)										
Etats-Unis	31 août	0.8	0.9	1.0	0.9	0.9	0.9	0.8	1.0	...
Cuba	31 déc.	2.2	1.5	1.9	1.6	0.7	0.7	0.5	1.2	1.6
TOTAL MONDIAL	31 août	10.9	10.3	11.8	11.4	10.4	10.3	10.1	12.2	12.0
CAFÉ										
Brésil		0.18	9.20	0.20	0.20	0.63	0.44	0.84	1.44	2.64
dont stocks gouverne- mentaux		(—)	(—)	(—)	(—)	(0.22)	(0.22)	(0.72)	(1.26)	(2.46)
Etats-Unis		0.22	0.21	0.21	0.08	0.17	0.16	0.15	0.14	0.17
Total	30 juin	0.40	0.41	0.41	0.28	0.80	0.60	0.99	1.58	2.81

(Suite à la page 38)

TABLEAU 8. — STOCKS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS (ESTIMATIONS) (fin)

	Mois	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960 (prov.)
		..... Millions de tonnes								
TABAC (poids à la production)										
Etats-Unis	1 ^{er} oct. ⁶	1,56	1,66	1,69	1,83	1,89	2,00	1,89	1,81	1,80
COTON (fibre)										
Etats-Unis		0,60	1,22	2,11	2,43	3,14	2,47	1,89	1,93	1,71
Autres exportateurs nets		1,00	1,08	0,78	0,80	0,56	0,65	0,84	0,73	0,63
Importateurs		1,34	1,21	1,26	1,26	1,08	1,30	1,32	1,13	1,24
TOTAL MONDIAL ⁷	31 juil.	2,94	3,51	4,15	4,49	4,78	4,42	4,05	3,79	3,58
CAOUTCHOUC NATUREL										
TOTAL MONDIAL ⁸	31 déc.	0,73	0,72	0,73	0,76	0,74	0,76	0,75	0,69	...
PAPIER JOURNAL										
Amérique du Nord ⁹	31 déc.	0,89	0,80	0,77	0,69	0,92	0,92	0,99	0,98	...
SCIAGES RÉSINEUX										
Importateurs européens ¹⁰	31 déc.	5,74	6,19	5,56	6,12	5,27	5,65	5,41	5,00	...
Exportateurs européens ¹¹	31 déc.	4,31	3,63	4,05	4,50	4,06	3,79	4,41	3,90	...
Amérique du Nord	31 déc.	14,25	16,05	14,60	14,84	16,96	16,70	15,66	16,28	...
SCIAGES FEUILLUS										
Importateurs européens ¹²	31 déc.	1,29	1,15	1,06	1,22	1,21	1,20	1,25	1,17	...
Exportateurs européens ¹³	31 déc.	0,31	0,28	0,27	0,32	0,47	0,45	0,41	0,39	...
Amérique du Nord	31 déc.	7,90	7,90	9,54	7,86	8,74	8,66	8,53	9,21	...

NOTE: Les quantités indiquées comprennent les stocks de report normaux.

¹ Non compris la Chine continentale. — ² Orge, avoine, maïs, sorgho. — ³ Maïs et sorgho, 1^{er} octobre. — ⁴ Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, Finlande, Irlande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse. — ⁵ Graines de coton, 1^{er} août. — ⁶ Types *flue-cured*, 1^{er} juillet. — ⁷ Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale; y compris des estimations du coton en transit. — ⁸ Y compris des estimations du caoutchouc en transit, mais non compris les stocks stratégiques. — ⁹ Usines des Etats-Unis et du Canada et consommateurs des Etats-Unis. — ¹⁰ Allemagne occidentale, Belgique-Luxembourg, Danemark, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse. — ¹¹ Autriche, Norvège, Suède, Yougoslavie. — ¹² Allemagne occidentale, Belgique-Luxembourg, Royaume-Uni. — ¹³ Autriche et Yougoslavie.

presque inchangé. Les stocks de coton ont poursuivi le fléchissement progressif amorcé en 1956/57 et l'on s'attend à ce qu'ils diminuent encore de 10 pour cent environ aux Etats-Unis. Les stocks mondiaux de coton (exclusion faite de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale) ont diminué d'un quart depuis 1956, mais ils représentent encore la moitié environ de la production annuelle totale.

Les stocks de la plupart des autres produits agricoles semblent avoir peu varié en 1959/60, malgré les renversements frappants de la situation du lait écrémé en poudre. Pour ce produit, les stocks du gouvernement américain étaient épuisés en septembre 1959 et les Etats-Unis cessaient de prendre de nouveaux engagements de livraison. Cette situation n'a pas laissé d'inquiéter les pays qui ont besoin de ces stocks pour leurs programmes de distribution de lait. Cependant, les stocks étaient regarnis dès avril 1960 et les opérations d'écoulement ont recommencé.

Sous l'influence de l'amélioration de la demande, les stocks de la plupart des produits forestiers se trouvaient en légère diminution vers la fin de 1959. Les principales exceptions concernaient les sciages de résineux et de feuillus d'Amérique du Nord. Le gonflement des stocks de ces produits paraît dû principalement au fait que la demande de matériaux de construction aux Etats-Unis n'a pas augmenté autant qu'on l'avait prévu au début de la reprise. Il faut noter toutefois que les stocks nord-américains de sciages n'atteignaient pas, en 1959, les niveaux record de l'après-guerre, tandis que les stocks de tous les produits forestiers sont beaucoup moins importants qu'avant la guerre.

L'indice pondéré par les prix de tous les stocks (sauf les produits forestiers) qui figure au tableau 8 montre que les stocks totaux ont encore augmenté quelque peu en 1959/60. Les stocks totaux se sont accrus de deux tiers entre 1952/53 et 1954/55, mais l'expansion s'est beaucoup ralentie par la suite

et un léger fléchissement a eu lieu en 1957/58. En 1958/59, ils ont recommencé à augmenter de 10 pour cent environ, et ce mouvement semble avoir été suivi par une progression de 4 pour cent environ en 1959/60, qui est due principalement à l'accroissement très marqué des stocks de céréales secondaires et de café. Trois quarts environ des

stocks totaux se concentrent maintenant en Amérique du Nord. Après avoir diminué légèrement au cours des deux années précédentes, la valeur totale des stocks détenus par la Commodity Credit Corporation des Etats-Unis a augmenté de plus de 20 pour cent en 1958/59 et est restée à peu près au même niveau en 1959/60 (tableau annexe 13).

L'activité économique et la demande de produits agricoles

Le mouvement de reprise amorcé dans les pays industrialisés à la suite de la récession économique de 1957-58 a abouti à un renouveau d'expansion en 1959/60, bien que dans certains pays la cadence de la progression se soit ralentie récemment. Les pays exportateurs agricoles n'ont commencé à bénéficier de cette reprise qu'avec le retard habituel. Si la plupart d'entre eux ont pu augmenter le volume de leurs exportations en 1959, la remontée des prix a généralement été lente et, dans le cas de certains produits, les cours ont continué à baisser. Les disponibilités, abondantes pour la plupart des produits, ont continué à exercer une pression sur les marchés mondiaux. Les ventes au détail des produits alimentaires dans les pays industrialisés, qui avaient été peu atteintes par la récession, ont continué à se développer.

La production industrielle aux Etats-Unis a recommencé à augmenter en novembre 1959, après une diminution de trois mois provoquée par la grève des aciéries. La situation de l'emploi s'est améliorée bien que, pendant le premier semestre de 1960, le chômage ait touché encore 5 pour cent environ de la main-d'œuvre. Le produit national brut à prix constants a augmenté de près de 7 pour cent en 1959, et une hausse de plus de 6 pour cent sur le total des dépenses de consommation des particuliers aux prix courants s'est traduite par une hausse de 3 pour cent sur les dépenses d'alimentation. Malgré la baisse des prix de détail, les dépenses alimentaires par habitant ont augmenté également de 3 pour cent environ; mais, comme il arrive dans la plupart des pays à revenus élevés, cette augmentation est due probablement en grande partie au fait que la consommation s'oriente vers des articles plus coûteux et à l'importance croissante de l'emballage et d'autres aspects de la commercialisation. Au Canada également, la production industrielle et le revenu national ont fortement augmenté en

1959, mais le chômage affectait encore 9 pour cent environ de la main-d'œuvre totale au début de 1960. Les dépenses des consommateurs se sont accrues et la demande intérieure de produits agricoles est restée forte.

En 1959, les Etats-Unis ont éprouvé des inquiétudes croissantes devant le déficit de la balance des paiements, qui a augmenté de 9 pour cent et atteint 3 700 millions de dollars, bien que les investissements privés outre-mer aient diminué, que les dons et crédits du gouvernement aient été réduits, que les investissements de l'étranger aux Etats-Unis aient augmenté et que le remboursement des prêts de l'Etat ait été accéléré. Au Canada, le déficit du commerce extérieur a presque triplé en 1959, les importations augmentant beaucoup plus vite que les exportations.

En Europe occidentale, l'accroissement de la production industrielle au cours de l'année 1959 est allé de 4 pour cent dans un certain nombre de pays à 11 pour cent en Italie. De nouvelles améliorations des balances commerciales et des balances des paiements, ainsi que l'absence de fortes hausses de prix, ont concouru à l'expansion globale de l'activité économique et à l'accroissement des revenus des consommateurs, spécialement dans les pays de la Communauté économique européenne. Le produit national brut à prix constants s'est élevé de 9,7 pour cent en Allemagne occidentale, de 6,6 pour cent en Italie, de 5,6 pour cent aux Pays-Bas, de 4,3 pour cent en France, et de 2,8 pour cent au Royaume-Uni. La demande de produits agricoles est ainsi restée élevée, et la demande d'importation de certains produits a augmenté appréciablement à cause de l'influence que la sécheresse de l'été de 1959 a exercée sur les disponibilités nationales. La libération progressive des importations en provenance de zones à monnaie forte a provoqué également une augmentation des achats aux pays

de la zone dollar. Les dépenses alimentaires des consommateurs, à prix courants, se sont élevées de 0,9 pour cent en France, de 2,7 pour cent au Royaume-Uni et de 2,5 pour cent (boissons et tabac compris) aux Pays-Bas.

Le relèvement de l'activité économique a été la plus forte au Japon, où la production industrielle (mines comprises) a augmenté de plus d'un quart entre 1958 et 1959. Le produit national brut à prix constants s'est élevé de 15 pour cent. La production agricole s'étant accrue de 5 pour cent environ, les importations de produits alimentaires et de boissons (principalement riz, orge et sucre) ont diminué de 7 pour cent, encore que les importations de matières premières agricoles aient augmenté de 40 pour cent. L'excédent de la balance commerciale a été plus faible en 1959, mais l'afflux persistant de capitaux a provoqué une nouvelle augmentation très sensible des réserves de devises.

Parmi les pays exportateurs agricoles les plus développés, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union sud-africaine ont vu leur situation économique s'améliorer en 1959 et au début de 1960. Avec la Fédération de Malaisie, ces pays semblent être les principaux responsables de l'accroissement des avoirs en sterling outre-mer; ceux-ci ont augmenté de plus de 300 millions de livres entre mars 1959 et mars 1960. En Australie, le volume des exportations s'est accru, les prix d'exportation se sont améliorés et l'emploi industriel a progressé régulièrement. La hausse des prix, cependant, a rendu nécessaire une série de mesures anti-inflationnistes. En dépit de la libération presque complète des importations, une forte hausse des prix d'exportation a changé le déficit commercial de 1958/59 en un excédent appréciable pour 1959/60. De même, en Nouvelle-Zélande, la production industrielle s'est presque complètement relevée en 1959, le volume du commerce d'exportation s'est maintenu et les prix ont augmenté, tandis que les réserves d'or et de devises se gonflaient fortement. En Union sud-africaine, la valeur des exportations et le montant des réserves de devises ont également marqué une augmentation appréciable en 1959, encore que ces réserves aient de nouveau diminué au cours des derniers mois.

Dans les régions peu développées, l'amélioration de la situation économique constatée en Amérique latine n'a été due qu'en partie à la reprise d'activité des pays industrialisés et est imputable principalement aux programmes intérieurs de stabilisation.

Les mesures de stabilisation ont donné certains résultats en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Colombie, au Paraguay et au Pérou. Cependant, au Brésil, où le financement des déficits a été largement pratiqué, il s'est produit une nouvelle hausse inflationniste d'environ 45 pour cent dans les prix alimentaires de détail en 1959. En Argentine, la demande intérieure a reculé sous la pression de mesures d'austérité adoptées pour arrêter l'inflation.

Il semble également que les conditions économiques générales se soient améliorées dans la plupart des autres pays peu développés en 1959. En Inde, par exemple, la production industrielle a augmenté de 8 pour cent environ et ce fait, joint à l'expansion de la production agricole, a contribué à déterminer une augmentation de 7 pour cent environ dans le revenu national de 1958/59. Les réserves de devises du Pakistan ont beaucoup augmenté et, sous l'effet de la diminution des dépenses gouvernementales et de la contraction de la masse monétaire, les tendances inflationnistes se sont atténuées en 1959, quoique les hausses de prix se soient accélérées à une date plus récente et que l'on prépare actuellement de nouvelles mesures destinées à stabiliser les marchés intérieurs. La Fédération de Malaisie a beaucoup profité du boom du caoutchouc.

Au total, cependant, l'amélioration de la situation économique des pays industrialisés semble n'avoir exercé qu'un effet limité sur les pays exportateurs de produits agricoles. Outre le délai de réaction mentionné plus haut, il faut chercher l'explication de ceci dans le fait qu'une grande partie des importations agricoles de l'Europe occidentale provient de l'Amérique du Nord plutôt que des régions sous-développées. Bien que le volume total des importations des pays industrialisés ait augmenté de 10 pour cent en 1959, il semble que les importations de biens d'équipement dans les pays exportateurs de produits agricoles aient marqué encore une légère diminution.

Dans les économies à planification centrale, les principales modifications dans la situation de la demande semblent s'être produites en Chine continentale où l'on a rétabli les salaires liés à la productivité, tandis que les céréales alimentaires sont distribuées aux habitants des communes selon un système de rations individuelles. Ceci donne à penser que, malgré les augmentations importantes signalées dans la production agricole, il existe pour les produits alimentaires une demande latente considérable,

que l'on doit restreindre pour ne pas pressurer excessivement les disponibilités.

PERSPECTIVES A COURT TERME

En général, le niveau de l'activité économique demeurera probablement élevé dans les pays industrialisés, au moins pendant le reste de l'année 1960. Le ralentissement récent de la cadence d'expansion dans certains pays oblige cependant à revoir les prévisions antérieures, qui tablaient sur un boom, et rend assez incertaines les perspectives pour 1961.

Aux Etats-Unis, les prévisions officielles pour le reste de l'année 1960 demeurent optimistes, bien que l'on n'ait pas vu se réaliser le climat de suractivité économique attendu après la conclusion de la grève des aciéries et que la production industrielle se situe, en mai 1960, à un niveau à peu près identique à celui d'il y a un an. L'on pense que le produit national brut augmentera de plus de 6 pour cent à prix constants en 1960/61. L'accroissement des exportations, le ralentissement de la progression des importations, l'augmentation des recettes du tourisme et de l'investissement à l'étranger devraient, selon les prévisions, réduire de plus de 20 pour cent le déficit de la balance des paiements. Néanmoins, les préoccupations qu'inspire la position du dollar sur les marchés internationaux continuent à influencer sur la politique commerciale du pays. Au Canada également, on compte que la situation plus favorable de 1959 et du début de 1960 va persister, à condition que les coûts et les prix restent relativement stables comme ils l'ont été au cours des derniers temps. Cependant, il n'est pas impossible que l'on voit diminuer l'afflux de capitaux étrangers, qui jusqu'à présent a plus que compensé le déficit du commerce extérieur.

Les renseignements officiels dont on dispose pour les pays d'Europe occidentale prévoient également que l'activité économique continuera à suivre une tendance ascendante pendant le reste de l'année 1960. L'on s'attend en Allemagne occidentale, en France et aux Pays-Bas à ce que le revenu national augmente de 6 à 8 pour cent. Au Royaume-Uni, cependant, par crainte de « forcer » le boom, on a institué en janvier 1960 de nouvelles restrictions au crédit et d'autres mesures monétaires tendant à réduire la cadence de l'expansion économique. Des mesures analogues ont aussi été adoptées par l'Allemagne occidentale et le Japon.

Comme par le passé, néanmoins, l'augmentation rapide du revenu national dans les pays industrialisés n'exercera qu'un faible effet sur la demande de produits alimentaires dans ces pays. Aux Pays-Bas, par exemple, l'augmentation prévue pour le produit national net (5,6 pour cent) est associée dans les prévisions à un accroissement de 3 pour cent pour les dépenses consacrées aux produits alimentaires (y compris les boissons et le tabac).

De même, l'expérience récente donne à croire que la demande d'importations de matière premières agricoles augmentera sans doute beaucoup plus lentement que l'activité industrielle dans ces pays. Les facteurs influençant cette relation ont été étudiés dans plusieurs des rapports précédents sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture. Ils comprennent l'accroissement de la production intérieure dans les pays industrialisés, la mise au point de produits de remplacement et l'économie dans l'utilisation des matières premières au stade industriel.

Si donc les conditions favorables aux affaires dans les pays industriels doivent probablement provoquer une certaine augmentation de la demande des produits agricoles exportés par les pays peu développés, il est possible que l'ordre de grandeur de cet accroissement soit limité. Sur une période de 12 à 18 mois, la demande peut également être influencée d'une façon décisive par les politiques de stockage des pays importateurs; les mesures gouvernementales qui visent à restreindre les forces expansionnistes de manière à éviter l'inflation ou des répercussions défavorables sur la balance des paiements peuvent restreindre les achats de matières premières agricoles, notamment pour la constitution de stocks. L'offre reste très abondante dans le cas de nombreux produits alimentaires et de quelques matières premières; il ne faut donc pas s'attendre à une amélioration sensible des prix d'exportation.

La demande interne des pays peu développés continuera à se renforcer à mesure qu'augmentent la population et le revenu. Cette demande pourra se faire sentir plus vigoureusement à l'avenir et il se peut qu'elle réduise les disponibilités exportables de produits agricoles. Il est probable que les pays peu développés continueront d'avoir besoin d'une assistance étrangère considérable, mais une proportion de cette assistance plus importante que par le passé devra venir probablement de pays industrialisés autres que les Etats-Unis.

Disponibilités et consommation de produits alimentaires

L'on possède peu de données précises, surtout pour les pays insuffisamment développés, au sujet des tendances qu'ont subies les disponibilités alimentaires et les niveaux de consommation. Ainsi qu'il a été noté plus haut, les indices de la production alimentaire par habitant peuvent induire en erreur car ils ne tiennent pas compte des changements, souvent fort importants, qui ont eu lieu dans les importations et les exportations de produits alimentaires.

Le calcul d'indices des disponibilités présente maintes difficultés, notamment celle de faire coïncider les campagnes de production et les années commerciales, de déduire les quantités utilisées pour l'alimentation animale ou pour l'ensemencement et de suivre les variations des stocks. On résout certaines de ces difficultés en étudiant les moyennes de périodes de plusieurs années, comme on l'a fait pour évaluer approximativement les disponibilités de produits alimentaires par habitant dans les principales régions représentées dans le graphique 7. Ces indices sont fondés sur des chiffres de production (d'où l'on a déduit les produits d'alimentation animale, les semences et les pertes ou déchets); ils sont ajustés pour tenir compte des importations et des exportations et sont pondérés par les coefficients régionaux de prix utilisés pour la construction des indices de production figurant dans les tableaux 1 et 2 du début de ce chapitre. Il n'a été possible de tenir compte des importations de produits d'alimentation animale que pour l'Europe occidentale et des variations de stocks que dans le cas de l'Amérique du Nord, mais ces facteurs ont une importance relativement secondaire dans les autres régions.

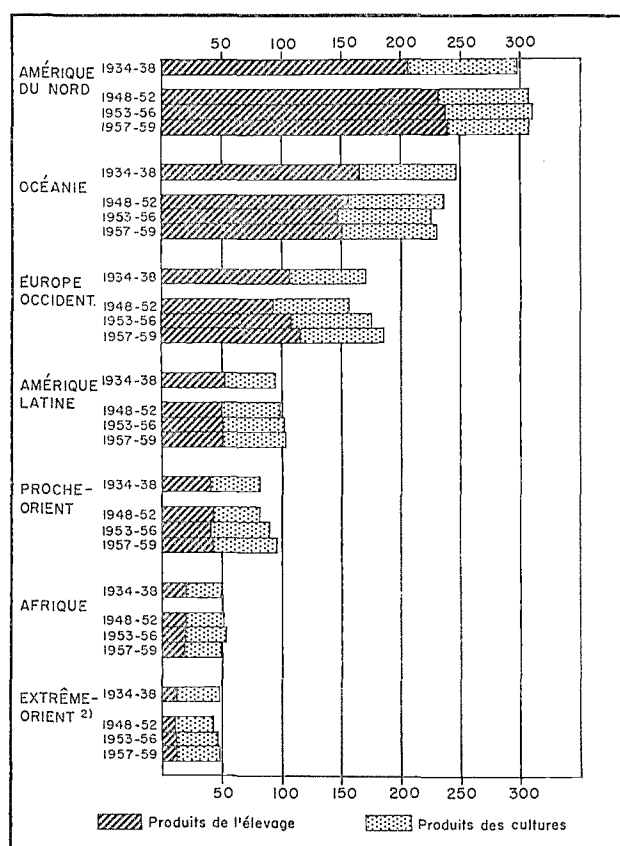
Les estimations souffrent également des défauts inhérents aux statistiques de base des produits végétaux et animaux, notamment dans les pays peu développés. Elles devraient cependant indiquer, avec le maximum d'exactitude actuellement permis, les grandes modifications qui se sont produites dans les disponibilités alimentaires globales de chaque région. Il apparaît qu'en Extrême-Orient (à l'exclusion de la Chine continentale) les disponibilités alimentaires par habitant ont, depuis quelques années, à peu près retrouvé ou même légèrement dépassé le niveau d'avant-guerre. En Afrique, elles semblent être demeurées voisines de ce niveau pendant toute la période postérieure à la guerre. En Amérique latine, et plus encore au Proche-Orient, elles ont dépassé un peu le niveau d'avant-

guerre. Les disponibilités par habitant ont progressé depuis 1948-52 dans toutes les régions sous-développées, sauf l'Afrique, où elles semblent maintenant légèrement en retrait par rapport au niveau de 1953-56. En Extrême-Orient, et au Proche-Orient surtout, les variations des échanges et l'accroissement de la production ont exercé une influence importante sur la tendance des disponibilités alimentaires. Ces deux régions étaient exportatrices nettes de denrées alimentaires avant la guerre, mais au cours de l'après-guerre leurs importations nettes ont rapidement augmenté. En Amérique latine, les exportations nettes de produits alimentaires ont diminué dans la première partie de l'après-guerre mais se sont un peu relevées depuis.

Les comparaisons faites sur la base de ces données et portant sur le niveau des disponibilités

GRAPHIQUE 7. - ESTIMATION DES DISPONIBILITÉS PAR HABITANT, PAR RÉGION

(Indices pondérés en fonction des prix, moyenne mondiale ¹ pour tous produits alimentaires, moyenne 1948-52 = 100)



¹ Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale. -

² Non compris la Chine continentale.

dans les différentes régions sont probablement moins valables que des comparaisons dans le temps pour une région unique. Néanmoins, il semble bien qu'au total l'écart entre les disponibilités alimentaires des régions développées et celles des autres régions a tendu à s'élargir plutôt qu'à se rétrécir au cours des années récentes. Il apparaît également que dans les régions sous-développées les disponibilités de produits animaux par habitant n'ont généralement pas augmenté et dans certains cas ont diminué; la part de ces produits dans la consommation totale de ces régions est probablement encore plus faible aujourd'hui qu'avant-guerre. Cependant, dans ces régions, les statistiques relatives à la production animale sont généralement moins exactes que celles qui se rapportent aux récoltes.

La différence constatée entre les régions développées et les autres résulte en grande partie du fait que, dans le premier groupe, les disponibilités en produits animaux et autres aliments coûteux sont abondantes. Ceci apparaît très nettement dans les indices pondérés par les prix, dont on a fait usage dans le graphique 7. Les différences régionales seraient beaucoup plus faibles si les comparaisons se faisaient en calories, reflétant uniquement la quantité du régime alimentaire et ne tenant pas compte de sa qualité. Bien qu'ils ne se fondent pas sur des facteurs nutritionnels, les indices pondérés par les prix donnent néanmoins une idée approximative de la qualité de ce régime, du fait que les produits animaux, les fruits et légumes et d'autres aliments importants pour la santé figurent, dans bien des cas, parmi les plus onéreux. Ces indices donnent également une certaine idée des ressources agricoles sur lesquelles repose le régime alimentaire des différentes régions, étant donné que les produits animaux, pour ne citer que ceux-là,

absorbent beaucoup plus de ressources agricoles que les céréales ou autres cultures de base ayant la même valeur calorique.

Les tendances indiquées par ces données sont confirmées par les bilans alimentaires, qui montrent les niveaux effectifs moyens de consommation alimentaire dans divers pays. Le tableau annexe 14 fait apparaître les quantités d'aliments disponibles pour la consommation humaine ainsi que leur teneur en calories et en protéines dans les pays pour lesquels il est possible d'établir des bilans de ce genre. Dans les pays développés, la consommation de calories et de protéines animales a augmenté assez régulièrement. Dans les pays peu développés, l'accroissement de la consommation de calories a été plus limité, tandis que les améliorations qualitatives au régime ont été peu importantes si tant est qu'il y en ait eu. En fait, dans beaucoup de ces pays, la consommation moyenne de protéines animales atteint à peine le niveau d'avant-guerre.

Les moyennes régionales et même nationales ne décrivent cependant pas exactement la situation alimentaire et nutritionnelle. Dans la plupart des pays sous-développés, l'écart entre la consommation de calories et les besoins a diminué au cours des quelques dernières années, mais cela ne signifie pas nécessairement que certains groupes de la population ne souffrent pas de malnutrition. Même dans des pays où les niveaux moyens de consommation dépassent les besoins estimés, la consommation alimentaire de certains des groupes les plus pauvres de la population est parfois très inférieure aux besoins minimums. Il est très rare que l'on possède des données sur la situation nutritionnelle de tous les groupes de la population et il faudra entreprendre de nouvelles enquêtes sur la consommation et les dépenses alimentaires des ménages pour recueillir les renseignements nécessaires.

Commerce international des produits agricoles

Les échanges internationaux de produits agricoles, qui avaient subi le contrecoup de la récession de 1957-58, se sont quelque peu améliorés en 1959, tant en volume qu'en valeur. Le volume global des exportations de produits agricoles a augmenté d'environ 6 pour cent par rapport à 1958, atteignant un chiffre sans précédent. Dans le secteur des articles manufacturés, l'accroissement du volume des

échanges a été de 7 pour cent. En revanche, la valeur unitaire moyenne de l'ensemble des exportations agricoles a continué de baisser, d'environ 3 pour cent cette fois, de sorte que la valeur totale des exportations agricoles n'a augmenté que de 3 pour cent (tableau 9). Comme l'indice Nations Unies de la valeur unitaire des exportations des articles manufacturés ne s'est pas modifié entre

TABLEAU 9. — INDICES DU VOLUME ET DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS ¹ DE PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
Indices, moyenne 1952-53 = 100									
PRODUITS POUR L'ALIMENTATION HUMAINE ET ANIMALE									
Volume	97	93	102	103	111	124	127	128	132
Valeur ²	33	94	100	96	99	110	116	111	115
CÉRÉALES									
Volume	102	94	97	94	100	124	120	120	124
Valeur ²	27	94	96	79	79	94	90	88	87
SUCRE									
Volume	82	89	110	99	111	112	122	118	109
Valeur ²	30	93	103	93	101	104	139	113	100
FRUITS (frais et séchés)									
Volume	91	83	105	107	116	106	120	120	131
Valeur ²	42	87	104	111	118	121	143	138	136
HUILES ET OLÉAGINEUX COMESTIBLES									
Volume	110	97	103	117	128	142	145	145	157
Valeur ²	31	106	104	113	111	131	133	129	142
VIANDE									
Volume	103	95	105	116	120	126	139	143	144
Valeur ²	43	84	105	117	121	124	136	148	156
PRODUITS LAITIERS									
Volume	90	95	102	104	113	120	122	126	136
Valeur ²	40	95	101	99	107	115	111	100	124
PRODUITS POUR BOISSONS ET TABAC									
Volume	86	95	104	97	106	115	114	112	121
Valeur ²	25	81	106	120	111	112	113	111	104
MATIÈRES PREMIÈRES D'ORIGINE AGRICOLE									
Volume	109	99	102	104	106	114	119	110	121
Valeur ²	35	105	94	95	101	103	111	87	96
PRODUITS FORESTIERS ³									
Volume	92	91	102	117	131	128	128	123	127
Valeur ² .....	...	85	95	109	123	122	120	111	119
TOUS PRODUITS AGRICOLES									
Volume	98	95	102	102	109	119	122	119	126
Valeur ²	31	95	100	101	102	109	114	104	107
Valeur (réelle) ⁴	63	98	102	105	105	108	109	99	102
Valeur unitaire moyenne ²	32	100	97	99	94	92	94	87	85
Valeur unitaire moyenne (réelle) ⁴ ...	64	104	99	103	97	91	89	83	81

¹ Non compris (sauf pour les produits forestiers) les exportations de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale. — ² Aux prix courants. —

³ Non compris dans l'indice général des produits agricoles. — ⁴ Ajustée par l'indice Nations Unies de la valeur unitaire moyenne des produits manufacturés entrant dans le commerce mondial.

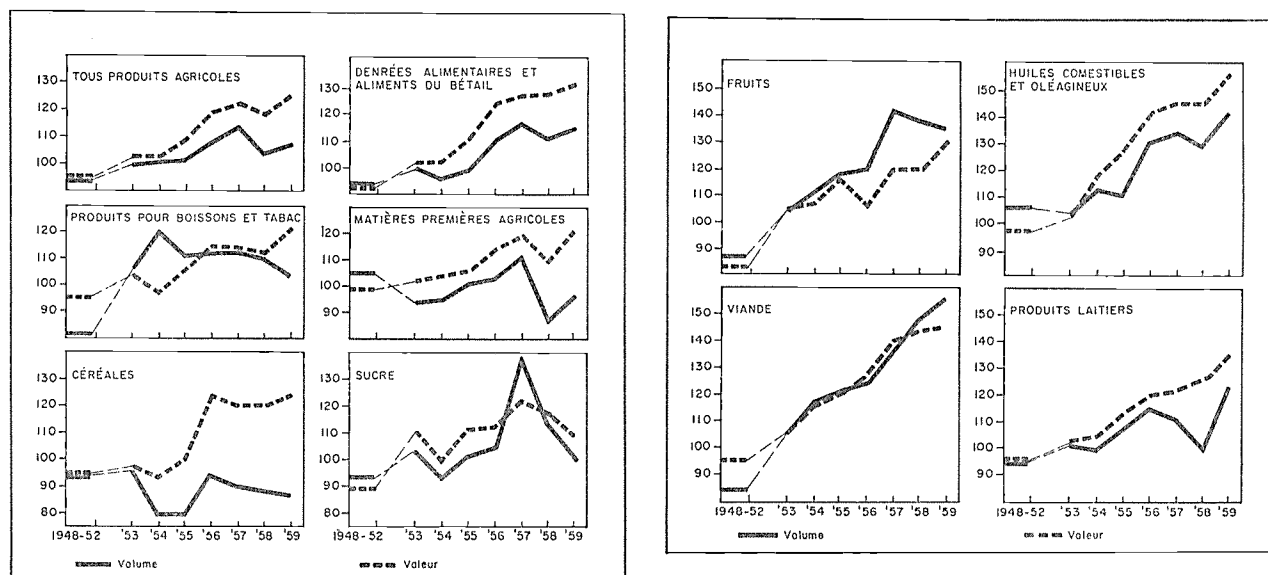
1958 et 1959, ce chiffre de 3 pour cent correspond sans doute assez exactement à l'accroissement du pouvoir d'achat réel des recettes tirées des exportations agricoles, sauf dans la mesure où elles peuvent avoir été influencées par l'amélioration des taux de fret maritime.

Le groupe des matières premières agricoles, qui avait été le plus gravement touché par la récession

de 1957-58, est aussi celui qui a marqué les progrès les plus vigoureux en 1959 (tableau 9 et graphique 8). Grâce surtout à l'augmentation des tonnages de laine et de caoutchouc, le volume des exportations s'est accru de 10 pour cent par rapport à 1958 et il a dépassé de 2 pour cent le record de 1957. Les valeurs unitaires moyennes à l'exportation du caoutchouc et du sisal ont été sensiblement

GRAPHIQUE 8. - INDICES DU VOLUME ET DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS AGRICOLES PAR PRINCIPAUX GROUPES DE PRODUITS¹

(Indices, moyenne 1952-53 = 100)



¹ Non compris l'Europe orientale, la Chine continentale et l'U.R.S.S.

plus élevées en 1959 qu'en 1958, tandis que celle de la plupart des autres matières premières – coton notamment – ont diminué, encore qu'un certain progrès ait été enregistré vers la fin de l'année. Pour l'ensemble du groupe, les valeurs unitaires moyennes n'ont pratiquement pas varié, de sorte que la valeur totale des exportations mondiales de matières premières agricoles a également augmenté d'environ 10 pour cent en 1959 par rapport à 1958, tout en restant inférieure d'environ 14 pour cent au chiffre de 1957.

On a également enregistré en 1959, par rapport à l'année précédente, une expansion marquée du volume des exportations en ce qui concerne le groupe des produits pour boissons et du tabac; ces exportations ont augmenté de quelque 8 pour cent, atteignant un nouveau record. L'accroissement du volume des échanges de café (16 pour cent) et de cacao (14 pour cent), résultant d'abondantes récoltes en Amérique latine et en Afrique occidentale, a compensé une certaine diminution des exportations de thé, de vin et de tabac. Les prix du cacao ont cependant perdu une partie du terrain regagné en 1958, tandis que la valeur moyenne à l'exportation du café a continué de décliner. En conséquence, pour l'ensemble du groupe, la valeur des exportations a baissé d'environ 7 pour cent par rapport à 1958, malgré le volume plus élevé des échanges.

Le volume des exportations de produits pour l'alimentation humaine et animale a continué d'augmenter lentement, tandis qu'en valeur ces exportations ont presque retrouvé leur niveau de 1957. Au sein de ce groupe, cependant, il y a eu des différences marquées entre les produits. Le volume et la valeur des exportations de céréales n'ont guère varié par rapport à ces dernières années, tandis que les exportations de sucre ont encore baissé en volume et en valeur par rapport à leur niveau record de 1957, à Cuba tout particulièrement. Les exportations d'huiles comestibles et d'oléagineux, de produits laitiers, de fruits et, dans une moindre mesure, de viande, ont en revanche continué de s'accroître en volume. En ce qui concerne les deux premiers groupes de produits, la valeur des exportations, qui avait baissé en 1958, s'est très sensiblement améliorée, tandis que la valeur des exportations de viande, qui n'avait pas été affectée par la récession de 1958, a continué d'augmenter. La valeur des exportations de fruits a légèrement diminué en 1959, pourtant les fruits et la viande sont les seuls grands produits dont les exportations se sont développées plus rapidement en valeur qu'en volume durant ces cinq ou six dernières années.

Le volume total des échanges de poisson frais et congelé n'a guère varié entre 1958 et 1959; les Etats-Unis, où les quantités pêchées ont été

faibles en ce qui concerne certaines espèces, ont toutefois accru leurs importations en provenance de l'Islande. Les exportations de poisson salé à destination de l'Amérique latine ont continué de décliner. Les exportations péruviennes de farine de poisson ont été deux à trois fois plus importantes en 1959 que l'année précédente et, ceci ayant coïncidé avec une expansion de la production en Europe et en Amérique du Nord, les prix ont baissé vers la fin de l'année.

A la faveur de l'amélioration de la demande, le volume et la valeur du commerce mondial des produits forestiers se sont relevés en 1959, tout en restant légèrement inférieurs à ce qu'ils étaient en 1957. Tous les grands groupes de produits forestiers ont participé à l'expansion des échanges mondiaux. On a enregistré une augmentation des exportations en ce qui concerne la plupart des catégories de bois rond, spécialement en provenance de l'Amérique du Nord et de l'U.R.S.S.; les quantités de bois de mine exportées par l'Europe occidentale ont cependant encore beaucoup baissé, en conséquence des difficultés rencontrées par l'industrie houillère. L'expansion des exportations de sciages de résineux en provenance de l'Europe, de l'Amérique du Nord et de l'U.R.S.S. a été particulièrement marquée en 1959. Les échanges de pâte de bois, de contreplaqués, de papier journal et d'autres papiers et cartons ont également augmenté, bien que les exportations de papier journal soient restées inférieures à leur volume record de 1956.

La valeur unitaire moyenne à l'exportation des produits forestiers a retrouvé son niveau de 1957. Les prix de la plupart des produits ont été stables ou ont augmenté; quelques mouvements de baisse ont cependant été enregistrés en 1959 en ce qui concerne le bois de mine et certains feuillus des régions tempérées. Le mouvement général de reprise du commerce des produits forestiers, lequel s'est développé en volume et en valeur, semble avoir persisté en 1960.

TENDANCES RÉGIONALES

Trois régions seulement ont enregistré en 1959 une certaine augmentation des recettes tirées des exportations agricoles (tableau 10). Les progrès les plus sensibles ont été réalisés en Océanie, région qui a ainsi redressé sa position défavorable de 1958. L'augmentation des recettes d'exportations, principalement due à l'essor considérable des exporta-

tions de laine, de viande, de produits laitiers et de céréales, a été de 24 pour cent; même ainsi, cependant, elles n'ont pas retrouvé leur niveau de 1957. Les recettes d'exportation ont aussi substantiellement augmenté en 1959 en Extrême-Orient (de 14 pour cent environ), bien que dans ce cas les progrès aient été dus dans une grande mesure à l'amélioration des prix à l'exportation (du caoutchouc en particulier), car le volume des exportations ne s'est accru que de quelque 3 pour cent. La valeur des exportations du Proche-Orient a aussi augmenté d'environ 7 pour cent, grâce au fait que leur volume s'est accru d'à peu près 20 pour cent. Une forte baisse des prix du coton, principal produit agricole d'exportation de la région, a été largement compensée par le volume record des expéditions, qui a dépassé de 40 pour cent celui de 1958. Dans toutes les autres régions figurant au tableau 10, les recettes provenant des exportations agricoles ont été plus faibles en 1959 que l'année précédente. En Europe occidentale, ce phénomène a été dû à la contraction du volume des exportations, dont la valeur moyenne a cependant légèrement augmenté. En Amérique du Nord, en Amérique latine et en Afrique, la baisse de valeur des exportations agricoles a par contre été déterminée par le recul des prix des principaux produits d'exportation, tandis que le volume des exportations agricoles de chacune de ces régions a substantiellement augmenté. Les estimations relatives à l'Amérique du Nord tiennent compte de la valeur des exportations effectuées à des conditions spéciales.

En Amérique du Nord, le redressement opéré par rapport à 1958 n'a pas été suffisant pour permettre aux exportations de retrouver leur niveau élevé de 1957. Le volume des exportations a substantiellement augmenté en ce qui concerne les huiles et les oléagineux, les graisses animales et les céréales (de 29, 42 et 7 pour cent respectivement), tandis qu'il a diminué de quelque 20 pour cent en ce qui concerne le coton. Les exportations de l'Amérique latine ont atteint un volume record, grâce surtout aux très forts tonnages de café, de coton, de laine et de céréales, qui ont compensé le recul des exportations de sucre (8 pour cent) et de viande (13 pour cent). En Afrique, les exportations de cacao, de café, de vin, de coton et de laine se sont développées, tandis que les tonnages de céréales (maïs et blé spécialement), de sucre et de bananes ont diminué. Les tableaux annexes 3 à 10 contiennent des renseignements plus détaillés sur les exportations régionales par produit.

TABLEAU 10. — INDICES DU VOLUME ET DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS AGRICOLES, PAR RÉGION

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
..... Indices, moyenne 1952-53 = 100									
EXPORTATIONS BRUTES									
Europe occidentale									
Volume	106	81	103	114	125	126	138	142	138
Valeur ¹	44	84	100	106	115	119	133	126	124
Amérique du Nord									
Volume	61	101	92	89	91	126	137	123	128
Valeur ¹	24	102	90	84	83	110	117	104	102
Océanie									
Volume	79	97	103	93	105	111	113	104	126
Valeur ¹	29	95	107	93	93	102	113	87	108
Amérique latine									
Volume	105	100	109	103	103	117	110	116	125
Valeur ¹	25	92	108	110	102	105	104	98	95
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)									
Volume	160	96	100	102	112	112	112	108	111
Valeur ¹	48	103	94	96	113	106	105	96	110
Proche-Orient									
Volume	83	87	114	108	104	103	113	106	127
Valeur ¹	30	97	102	104	98	103	116	98	104
Afrique									
Volume	76	90	103	113	121	127	129	130	137
Valeur ¹	23	85	100	117	113	113	117	121	116
IMPORTATIONS BRUTES									
Europe occidentale									
Volume	113	95	104	106	112	122	126	122	129
Valeur ¹	42	96	100	102	107	115	122	109	110
Amérique du Nord									
Volume	80	100	99	86	94	97	97	97	109
Valeur ¹	24	91	96	94	94	94	93	88	96
Océanie									
Volume	66	99	104	122	127	123	129	137	130
Valeur ¹	24	102	98	124	136	116	126	118	121
Amérique latine									
Volume	58	91	102	106	106	102	120	119	110
Valeur ¹	18	88	99	100	97	83	103	97	90
Extrême-Orient (non compris la Chine continentale)									
Volume	106	81	99	98	99	119	128	122	128
Valeur ¹	28	81	95	87	85	99	108	97	95
Proche-Orient									
Volume	50	91	99	95	116	132	142	145	162
Valeur ¹	15	90	94	87	100	107	123	110	119
Afrique									
Volume	66	86	103	108	118	130	134	128	143
Valeur ¹	22	86	98	106	111	117	123	116	113

¹ Aux prix courants.

Des quantités supplémentaires exportées en 1959, plus de 40 pour cent sont allées à l'Europe occidentale et plus de 30 pour cent à l'Amérique du Nord, où le volume des importations agricoles a,

pour la première fois, dépassé la moyenne de la période 1948-52, durant laquelle il était sous l'influence des opérations de stockage. Pour le reste, l'augmentation a été déterminée par de plus fortes

livraisons aux régions insuffisamment développées, y compris les livraisons effectuées à des conditions spéciales et, dans une moindre mesure, au développement des exportations à destination de l'Europe orientale, de l'U.R.S.S. et de la Chine continentale. Notons toutefois que les statistiques officielles des importations effectuées par ce dernier groupe de pays en 1959 sont très incomplètes.

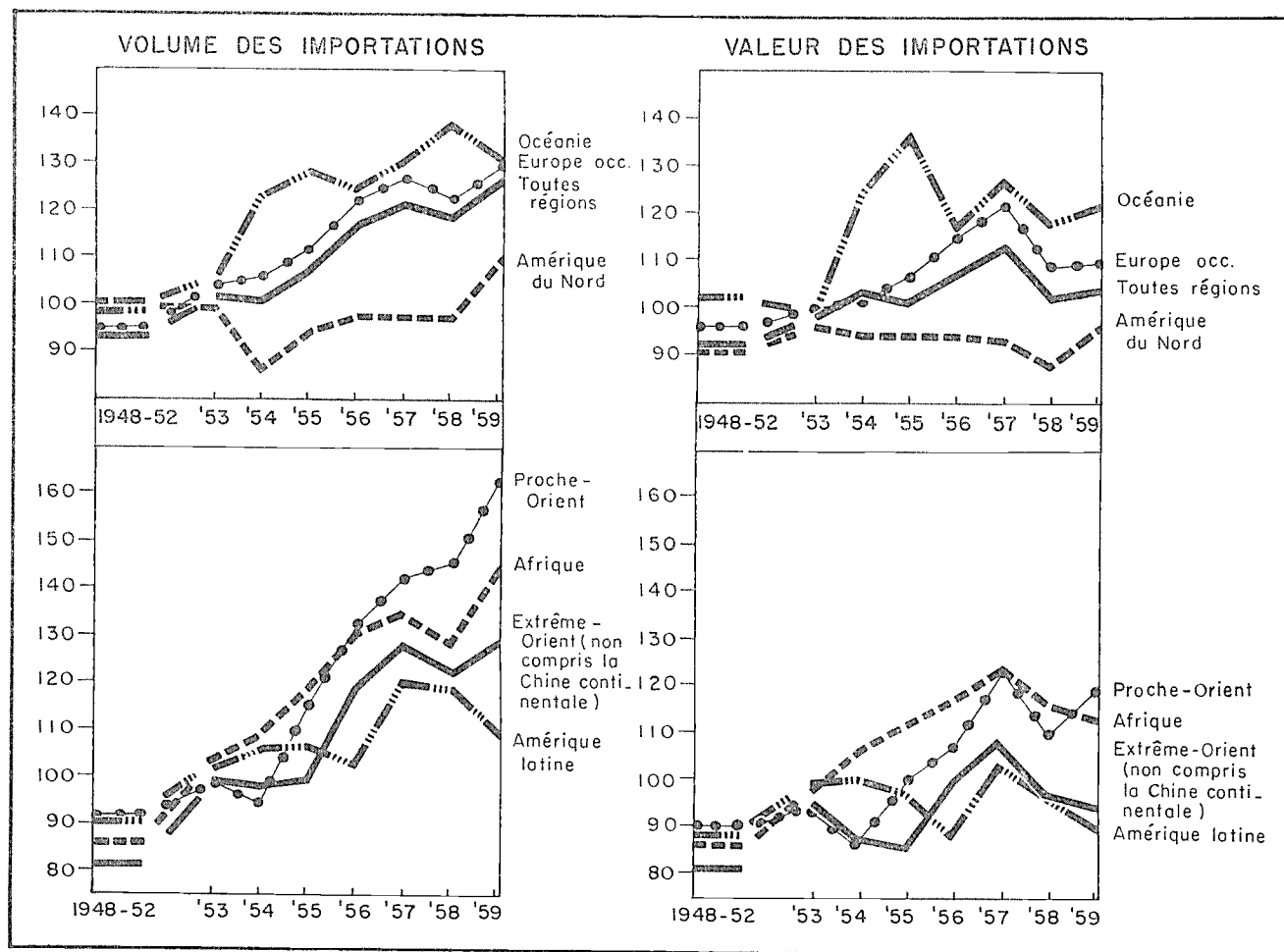
De 1958 à 1959, la valeur et le volume des importations agricoles par région n'ont pas évolué parallèlement. Les importations de l'Europe occidentale, par exemple, ont augmenté d'environ 5 pour cent en volume mais de 1 pour cent seulement en valeur, tandis que leur valeur totale est restée inférieure de quelque 10 pour cent à ce qu'elle était en 1957. La composition des importations agricoles de l'Amérique du Nord étant différente, leur augmentation en volume s'est davantage reflétée dans la valeur de ces importations, bien que par

rapport à 1957 elles se soient accrues de 13 pour cent en volume et de 2 pour cent seulement en valeur. La même tendance s'est manifestée dans les régions insuffisamment développées. Au total, les importations de ces régions en 1959 ont augmenté de 4 pour cent en volume mais ont diminué de 2 pour cent en valeur; par rapport à 1957, leur volume ne s'est pratiquement pas modifié tandis que leur valeur a diminué de 10 pour cent environ.

Au cours de ces dix dernières années, les importations de produits agricoles des régions économiquement moins développées se sont accrues plus rapidement que celles des régions évoluées, ce qui tient en partie au fait que les premières ont reçu des livraisons à des conditions spéciales (graphique 9). La récession de 1958 a provoqué un certain fléchissement des importations agricoles dans toutes les régions insuffisamment développées à l'exception du Proche-Orient, où la production céréalière a

GRAPHIQUE 9. - VOLUME ET VALEUR DES IMPORTATIONS AGRICOLES DANS DES PAYS DÉVELOPPÉS ET DES PAYS PEU DÉVELOPPÉS

(Indices, moyenne 1952-53 = 100)



souffert de la sécheresse; les importations ont toutefois recommencé d'augmenter en 1959 dans chacune de ces régions, Amérique latine exceptée. En volume, l'augmentation des importations agricoles dans l'ensemble des régions insuffisamment développées a été de 55 pour cent en 1959 par rapport à la moyenne de 1948-52, contre 28 pour cent seulement dans les régions plus évoluées. Même ainsi, cependant, les importations effectuées en 1959 par les régions insuffisamment développées ne représentent que le tiers environ de celles des régions plus évoluées.

En revanche, le volume des exportations agricoles a eu tendance à s'accroître plus rapidement dans les régions évoluées. Vers 1959, le volume des exportations de tous produits agricoles avait augmenté de quelque 38 pour cent par rapport à la moyenne 1948-52 dans les régions évoluées et de 29 pour cent seulement dans les régions insuffisamment développées. La différence était encore plus sensible pour les produits destinés à l'alimentation humaine et animale, leurs exportations, au cours de la même période, ayant augmenté de 50 pour cent dans les régions évoluées et de 30 pour cent dans les régions insuffisamment développées. En 1959, ces dernières ont fourni environ 56 pour cent des exportations mondiales totales de produits agricoles (non compris les exportations de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale), mais 38 pour cent seulement des exportations mondiales de produits destinés à l'alimentation humaine et animale.

La tendance signalée dans les précédents rapports s'est donc maintenue. Les exportations de produits agricoles des régions insuffisamment développées, et en particulier leurs exportations de denrées alimentaires, tendent à se laisser distancer par celles

des régions évoluées, tandis que leurs importations augmentent plus rapidement. En conséquence, les exportations nettes de denrées alimentaires ont fortement baissé dans les régions insuffisamment développées, tandis que leurs exportations nettes globales de produits agricoles n'ont guère fait plus que se maintenir, bien qu'il y ait eu quelque progrès en 1959 (tableau II). Les produits pour l'alimentation humaine et animale représentaient 37 pour cent environ des exportations nettes de l'ensemble des régions insuffisamment développées en 1934-38, mais seulement 16 pour cent en 1948-52 et 13 pour cent en 1958-59. Cela signifie que dans ces régions la production alimentaire n'a pas réussi à se développer assez vite pour répondre à la demande croissante. Si la contraction des exportations nettes de denrées alimentaires a rendu possible une certaine amélioration des niveaux nutritionnels, elle n'a pas permis aux pays insuffisamment développés d'accroître comme cela leur est nécessaire leurs recettes en devises étrangères.

Les indices des tableaux 10 et 11 et du graphique 9 ne donnent évidemment aucune indication sur l'ampleur relative du commerce des régions et groupes de régions différentes. C'est cet aspect qu'illustre le graphique 10, lequel permet de comparer (en dollars U.S., aux prix de 1952-53) l'augmentation des exportations et des importations dans chacune des régions évoluées et dans l'ensemble des régions insuffisamment développées. La différence entre chaque paire de colonnes représente, selon le cas, les exportations nettes ou les importations nettes de la région. Les produits alimentaires et non alimentaires sont indiqués séparément de manière à faire ressortir leurs tendances respectives. Le graphique met en évidence la place prépondérante qu'occupe encore l'Europe

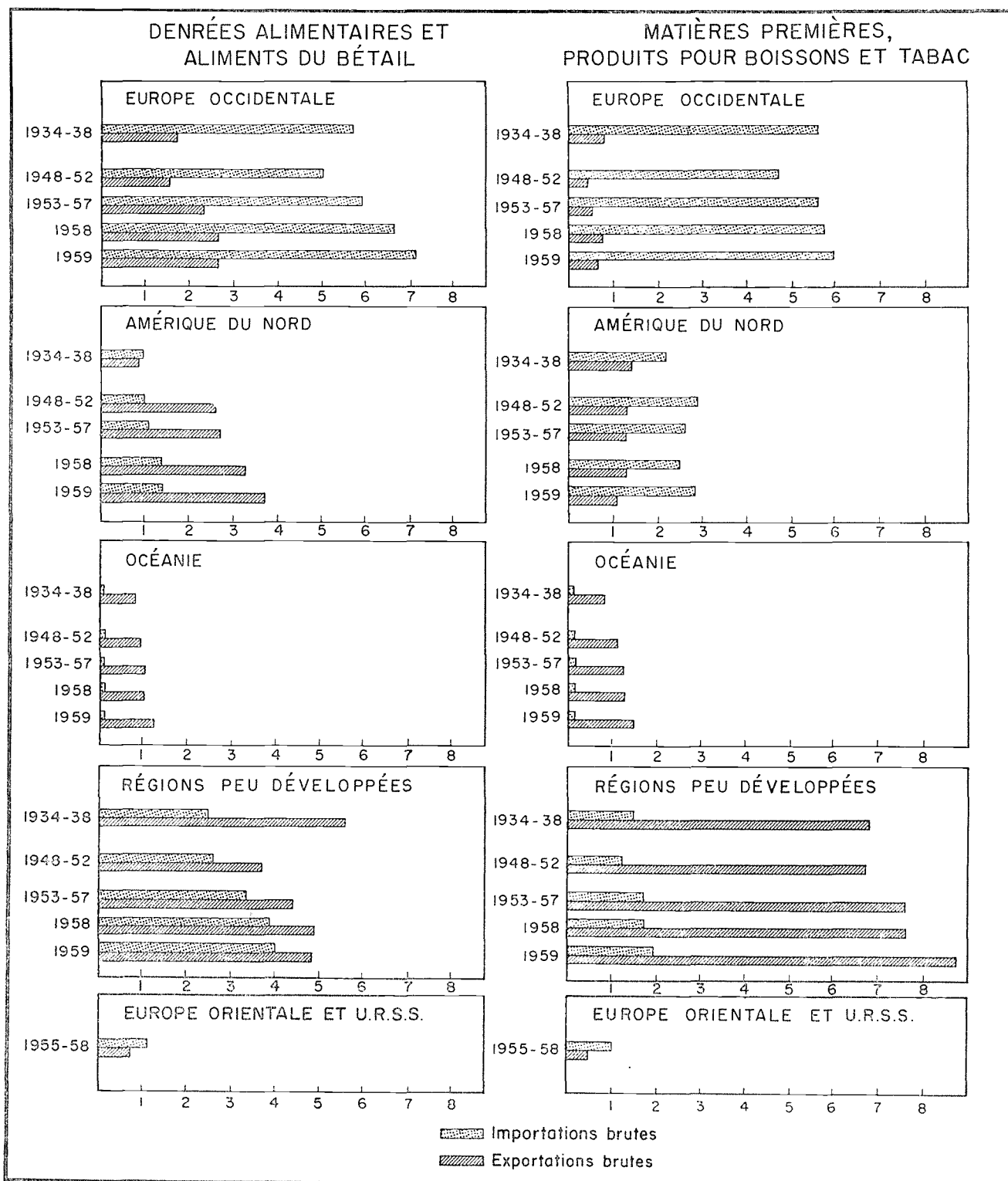
TABLEAU II. — INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS NETTES DE PRODUITS AGRICOLES DANS L'ENSEMBLE DES RÉGIONS INSUFFISAMMENT DÉVELOPPÉES ¹

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
..... Indices, moyenne 1952-53 = 100									
Tous produits agricoles	132	104	110	109	117	115	105	110	119
Produits pour l'alimentation humaine et animale	488	168	137	204	195	172	141	161	123
Produits pour boissons et tabac	87	95	104	95	104	114	113	109	123
Matières premières agricoles	99	99	110	102	116	101	85	97	112

¹ Amérique latine, Extrême-Orient (non compris la Chine continentale), Proche-Orient, Afrique.

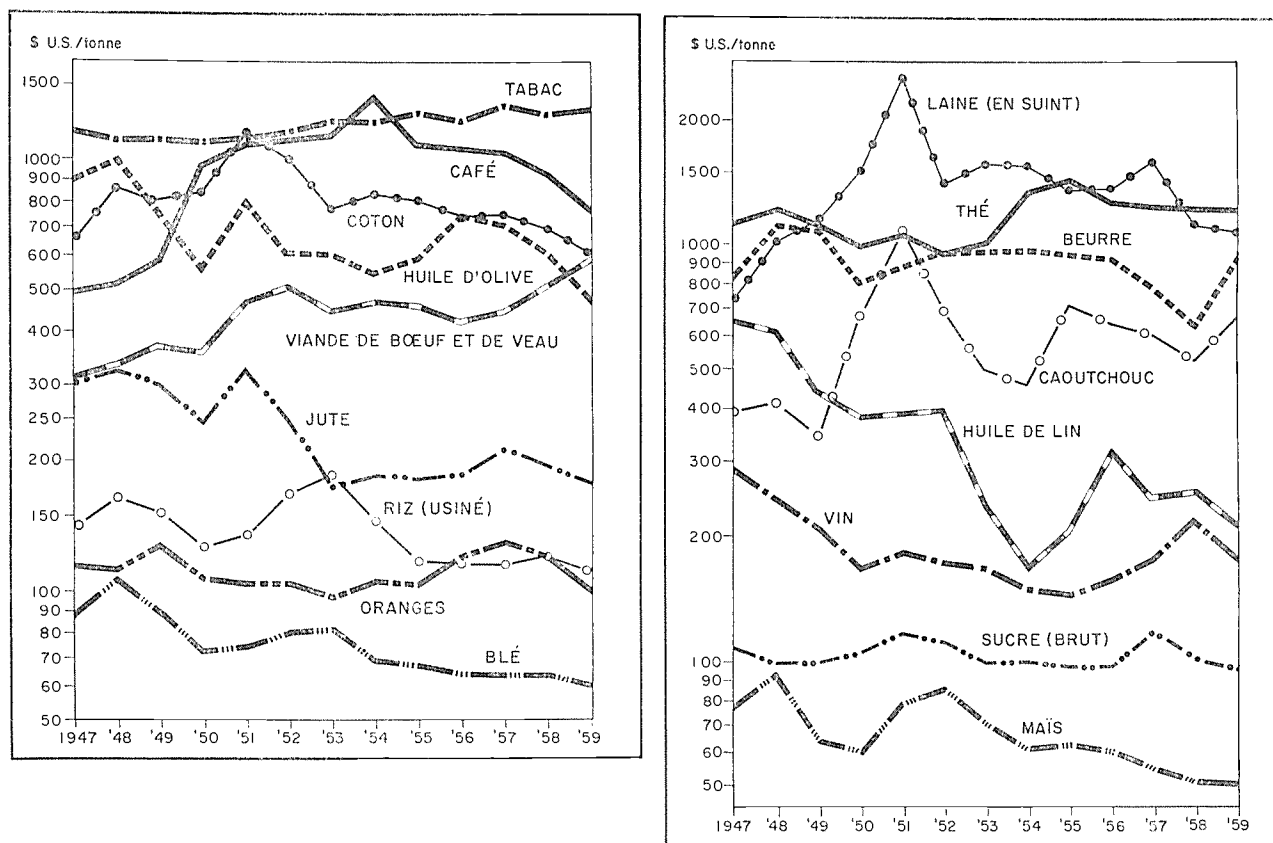
GRAPHIQUE 10. - IMPORTATIONS BRUTES ET EXPORTATIONS BRUTES, PAR RÉGION, DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET DE PRODUITS AGRICOLES NON ALIMENTAIRES

(Milliards de dollars U.S. aux prix de 1952-53)



GRAPHIQUE II. - VALEURS UNITAIRES MOYENNES A L'EXPORTATION (PRIX MOYENS) DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES DANS LE COMMERCE MONDIAL

(Echelle semilogarithmique)



occidentale en tant que marché pour les produits agricoles d'exportation, alimentaires ou non alimentaires. D'une manière générale, les importations de l'Europe occidentale, dans le secteur alimentaire spécialement, semblent avoir manifesté une capacité d'expansion beaucoup plus considérable que celles de l'Amérique du Nord, qui est l'autre grand débouché.

On a également fait figurer dans le graphique 10 des estimations des exportations et des importations de produits agricoles de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S., y compris les échanges entre les pays de ce groupe, pour la période 1955-58; ceci donne une idée de l'ordre de grandeur approximatif de ce commerce par rapport au commerce agricole d'autres régions. Semblables données ne sont pas encore disponibles pour d'autres périodes et ne peuvent donc être comprises dans les indices qui figurent ailleurs dans le présent rapport. On reviendra plus loin sur l'expansion récente du commerce des produits agricoles en Europe orientale et en U.R.S.S.

Le tableau annexe 15, qui contient des renseignements statistiques sur le commerce inter-régional des deux années 1953 et 1958, donne de nouvelles indications au sujet de l'évolution de la structure du commerce des produits agricoles entre les différentes régions du monde. Les chiffres de ce tableau, qui sont basés sur des statistiques des Nations Unies, ne comprennent cependant pas les matières premières agricoles; en outre, il n'a pas été possible d'y inclure toutes les régions telles qu'elles figurent habituellement dans les statistiques de la FAO, la portée géographique des données originales n'étant pas identique. L'un des éléments qui retiennent l'attention dans ce tableau est l'expansion rapide, entre ces deux années, des importations agricoles de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S. en provenance du reste du monde. Un autre phénomène remarquable est la place considérable qu'occupent dans l'ensemble du commerce mondial des produits agricoles les échanges entre les régions évoluées. En 1953 comme en 1958, le tiers environ des importations des pays de l'Amérique du Nord

a été fourni par cette région elle-même ou par l'Europe occidentale. Le commerce intrarégional a fourni à peu près le tiers des importations agricoles de l'Europe occidentale, environ 40 pour cent seulement de ces importations provenant des régions insuffisamment développées. Toutefois ce dernier pourcentage augmenterait sensiblement si les matières premières agricoles étaient comprises dans les calculs. Les échanges au sein des régions insuffisamment développées semblent s'être réduits durant cette période. Entre 1953 et 1958, le commerce intrarégional a diminué de 24 pour cent en Amérique latine et d'environ 17 pour cent en Extrême-Orient, par exemple. Il faut cependant tenir compte du fait que les statistiques du commerce pour des années isolées peuvent être considérablement influencées par des fluctuations à court terme: c'est ainsi que la valeur des exportations latino-américaines, à destination de l'Amérique du Nord spécialement, se ressent fortement de la baisse marquée des prix du café entre 1953 et 1958.

VARIATIONS DU NIVEAU DES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES ENTRANT DANS LE COMMERCE INTERNATIONAL

On a déjà vu que le niveau général des prix des produits agricoles a encore décliné en 1959, bien que la situation ait naturellement évolué de façon très différente selon les produits. Le graphique 11 illustre la tendance des prix de certains

grands produits d'exportation, tandis que le tableau annexe 16 présente des données plus détaillées, y compris des estimations trimestrielles, pour les deux dernières années civiles. A première vue, il semble que les prix à l'exportation (valeurs unitaires moyennes) des produits agricoles dans leur ensemble et de chacun des principaux groupes de produits, à l'exception des produits pour boissons et du tabac, ont marqué une légère tendance à la hausse au cours des deux derniers trimestres de 1959; cependant, le même phénomène ayant été enregistré en ce qui concerne les articles manufacturés, les progrès pourraient être plus apparents que réels. L'avance a été plus nette pour les produits forestiers en 1959 et les cours ont à peu près retrouvé leur niveau de 1957.

La comparaison des valeurs unitaires moyennes à l'exportation des produits agricoles avec celles des produits manufacturés, ou termes de l'échange des exportations agricoles, fournit quelque indication sur les niveaux réels des prix et sur le pouvoir d'achat réel des exportations agricoles. Les prix agricoles ayant encore baissé en 1959, ces termes de l'échange sont tombés à leur point le plus bas depuis la guerre (tableau 12). Ces estimations d'ensemble des termes de l'échange pour la totalité des produits agricoles, ou pour de grands groupes de produits, donnent une idée de la situation générale de l'agriculture. Elles ne correspondent pas nécessairement de façon rigoureuse à la situation des divers pays exportateurs de produits agricoles. Les tendances des prix de différents produits agricoles divergent considé-

TABLEAU 12. - VALEUR UNITAIRE MOYENNE DES EXPORTATIONS ET TERMES DE L'ÉCHANGE DES PRODUITS AGRICOLES ET FORESTIERS

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
VALEURS UNITAIRES MOYENNES DES EXPORTATIONS (aux prix courants)	Indices, moyenne 1952-53 = 100											
Tous produits agricoles	99	90	93	117	103	97	99	94	92	94	87	85
Produits pour l'alimentation humaine et animale	116	101	90	102	101	99	93	88	89	91	87	87
Produits pour boissons et tabac	76	73	89	99	99	101	124	106	98	99	100	88
Matières premières agricoles	87	83	102	157	109	91	91	95	91	94	79	79
Produits forestiers ¹	93	81	72	114	107	93	93	94	95	94	90	94
Articles manufacturés ²	101	95	84	101	102	98	96	97	101	105	105	105
TERMES DE L'ÉCHANGE ³												
Tous produits agricoles	98	94	111	116	101	99	103	97	91	89	83	81
Produits pour l'alimentation humaine et animale	115	106	107	101	99	101	97	91	88	87	83	83
Produits pour boissons et tabac	76	77	105	98	97	103	129	109	97	94	95	84
Matières premières agricoles	86	87	120	155	107	93	95	98	90	90	76	75
Produits forestiers ¹	92	85	85	113	105	95	97	97	94	90	86	90

¹ Non compris dans la rubrique « Tous produits agricoles ». - ² Indice Nations Unies de la valeur unitaire moyenne des articles manufacturés, ajusté sur la base 1952-53. - ³ Indice des valeurs unitaires moyennes des exportations aux prix courants, ajusté par l'indice des valeurs unitaires moyennes des articles manufacturés.

blement, comme le montre le graphique 11, de sorte que la composition des exportations nationales joue un rôle très important. En outre, si les articles manufacturés constituent généralement une forte proportion des importations des pays exportateurs de produits agricoles, ils n'en sont pas les seuls éléments: on a déjà vu que les matières premières, et spécialement les produits destinés à l'alimentation humaine, y occupent une place croissante. Pour apprécier l'influence des mouvements des prix agricoles sur la balance extérieure des paiements d'un pays donné, il est donc nécessaire de tenir compte de la composition effective de ses exportations et de ses importations.

Tendances des prix au début de 1960

Il n'est pas encore possible de pousser au delà de fin 1959 les indices des valeurs unitaires moyennes figurant dans le tableau annexe 16; encore les chiffres relatifs à ladite année sont-ils provisoires et sujets à révision. Les premières indications, basées sur les cotations de prix et sur les statistiques commerciales d'un petit nombre de pays, donnent cependant à penser que le léger mouvement de hausse des prix mondiaux, observé à la fin de 1959, s'est ralenti et peut même avoir fait place à un mouvement contraire durant le premier semestre de 1960; les indices usuels des prix ne donnent cependant

pas tous exactement le même résultat sur ce dernier point.

L'indice FAO des cotations de prix les plus courantes, pondéré de manière à correspondre aux indices des valeurs unitaires moyennes d'exportation pour l'ensemble des produits agricoles figurant au tableau 12, est tombé d'environ 3 pour cent entre décembre 1959 et mars 1960; au début de juin, cependant, il avait repris la moitié environ du terrain perdu. En ce qui concerne le groupe des produits pour l'alimentation humaine et animale compris dans l'indice, ainsi que le groupe des produits pour boissons et tabac, le mouvement de baisse, assez irrégulier, a été d'environ 4 pour cent durant le premier semestre de 1960. En revanche, pour les matières premières d'origine agricole, il y a eu une hausse de quelque 5 pour cent, principalement déterminée par l'augmentation continue des prix du caoutchouc et, dans une moindre mesure, du jute et du sisal. Dans le cas des produits destinés à l'alimentation humaine et animale, la baisse a été due surtout à une assez forte contraction des prix du beurre et du fromage par rapport à leur niveau élevé de fin 1959 et, dans le groupe des huiles et oléagineux, au recul des prix du coprah, de l'huile de coco, des palmistes et de l'huile de palme (les prix des arachides, par contre, ont quelque peu augmenté). Les prix des céréales, à l'exception du riz, ainsi que du sucre, sont restés fermes, tandis que les valeurs à l'exportation de la

TABLEAU 13. — EXPORTATIONS AGRICOLES EFFECTUÉES PAR LES ETATS-UNIS DANS LE CADRE DE PROGRAMMES FINANÇÉS PAR LE GOUVERNEMENT, COMPARÉES A LEURS EXPORTATIONS AGRICOLES TOTALES

	Exportations totales au titre de la <i>Public Law 480</i> et des <i>Mutual Security Programs</i> ¹						Exportations au titre de programmes spéciaux, en pourcentage des exportations agricoles totales des Etats-Unis					
	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959 Juil-déc.	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959 Juil-déc.
	..... Millions de dollars ² .....						..... Pourcentage de la valeur totale					
Blé et farine de blé	323	426	657	475	554	249	66	72	69	66	72	70
Céréales secondaires	67	235	237	119	126	79	29	61	66	37	22	26
Riz	4	45	136	45	36	29	7	52	73	47	36	52
Produits laitiers	138	204	177	159	95	35	71	75	81	79	72	54
Matières grasses	66	134	167	102	113	64	23	37	40	34	39	42
Coton	221	212	455	288	260	57	32	55	41	34	63	22
Tabac	15	57	36	26	34	36	5	15	11	8	10	15
Autres produits agricoles	32	54	93	38	42	11	4	5	8	3	4	1
TOTAL	866	1 367	1 958	1 252	1 260	560	28	39	41	31	34	26

SOURCE: Statistiques officielles des Etats-Unis.

¹ Les chiffres excluent les livraisons à crédit financées par le gouvernement, certaines ventes des produits détenus par le gouvernement qui ont lieu à des prix plus bas que ceux du marché, et les versements en espèces ou en nature aux exportateurs. — ² Aux prix du marché d'exportation (y compris les expéditions au titre de la *Public Law 480*, Titre II, coût à la Commodity Credit Corporation).

viande de bœuf et de mouton ont continué d'augmenter; les prix du bacon, par contre, ont fléchi. Dans le groupe des produits pour boissons, les prix du café ont manifesté un peu plus de fermeté durant le premier semestre de 1960, mais il y a eu une baisse saisonnière des prix du thé, et les prix du cacao ont sensiblement fléchi. Les perspectives seront analysées à la fin du présent chapitre dans la section consacrée aux différents produits.

EXPORTATIONS A DES CONDITIONS SPÉCIALES

Plusieurs pays exportent des produits agricoles à des conditions spéciales. L'Australie et le Canada, par exemple, ont exporté du blé dans le cadre du Plan de Colombo et de l'UNRWA, bien qu'au total les quantités qu'ils ont livrées à ces divers titres durant la période 1954/55-1958/59 n'aient pas dépassé 900 000 tonnes. En outre, le Canada – comme aussi, dans une moindre mesure, les Etats-Unis – a accordé des crédits à long terme à un certain nombre de pays pour leur permettre d'acheter du blé, et il en a exporté de cette manière environ 1,9 million de tonnes durant la même période.

Les Etats-Unis sont, cependant, de loin les principaux détenteurs d'excédents agricoles, et les opérations spéciales d'écoulement ont, en majeure partie, été effectuées par ce pays, notamment au titre de la *Public Law 480*. Depuis l'entrée en vigueur de cette loi en 1954/55 jusqu'à la fin de 1959, les Etats-Unis ont écoulé des excédents dont la valeur est estimée à 9 330 millions de dollars (coût pour la Commodity Credit Corporation et y compris certains frets maritimes financés par les Etats-Unis); une grande partie de ces livraisons ont eu lieu dans le cadre d'accords de vente contre paiement dans la monnaie du pays importateur. Sur ce montant, l'aide à l'étranger et les dons à l'intérieur et à l'extérieur représentaient 2 380 millions de dollars (valeur du marché d'exportation) et les accords de troc 1 160 millions.

Les exportations de produits agricoles effectuées par les Etats-Unis dans le cadre de la *Public Law 480* et d'autres programmes financés par le gouvernement sont indiquées année par année dans le tableau 13, où elles sont également exprimées en pourcentage de la valeur totale des exportations. Ces livraisons sont évaluées aux prix des marchés d'exportation, qui sont sensiblement inférieurs à leur coût pour la CCC, lequel représente le prix d'achat des produits au niveau intérieur de soutien,

augmenté des frais d'emmagasinage, de transport intérieur et d'autres frais afférents au financement des exportations. Durant l'année civile 1959, environ 59 pour cent des exportations effectuées dans le cadre des programmes gouvernementaux, ont eu lieu en vertu du Titre I de la *Public Law 480*, et 87 pour cent en vertu de l'ensemble des dispositions de cette loi.

Les exportations de toute nature effectuées au titre des programmes gouvernementaux ont diminué depuis l'année de pointe 1956/57, mais la contraction a été proportionnellement plus forte pour le coton et les produits laitiers. Les livraisons de céréales ont également diminué, mais la déduction a été moins marquée que pour certains autres produits et elles occupent maintenant une place beaucoup plus considérable dans le programme global. Tant en 1958/59 que durant le deuxième semestre de 1959, le blé et la farine de blé ont représenté environ 45 pour cent de la valeur totale des exportations effectuées à des conditions spéciales, contre 33 pour cent seulement en 1956/57; pour l'ensemble des céréales, y compris le riz et les céréales secondaires, la proportion, qui était de 51 pour cent en 1956/57, est passée à 57 pour cent en 1958/59 et à 64 pour cent durant le deuxième semestre de 1959.

Les exportations effectuées dans le cadre des programmes gouvernementaux représentaient 42 pour cent des exportations agricoles totales des Etats-Unis en 1956/57, mais cette part est tombée à 34 pour cent en 1958/59 et à 26 pour cent dans la deuxième moitié de 1959. En ce qui concerne le blé et la farine de blé, cependant, les livraisons effectuées dans le cadre des programmes gouvernementaux représentent encore 70 pour cent des exportations totales des Etats-Unis.

La *Public Law 480* restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1961 et de nouveaux crédits, qui s'élèvent à 1 500 millions de dollars par an pour les transactions dans le cadre du Titre I (exportations contre paiement en monnaies étrangères) et à 300 millions de dollars par an pour l'application des dispositions du Titre II (famine et autres secours d'urgence), ont été ouverts. La *Public Law 480* prévoit en outre deux programmes nouveaux, dont la mise en œuvre n'a pas encore été entreprise: il s'agit d'un système de bons pour la distribution de produits alimentaires en excédent aux familles nécessiteuses des Etats-Unis, et d'un programme de crédits à long terme pour les fournitures de produits agricoles, pouvant porter sur une période de

10 ans, et payables en dollars (avec intérêts) par versements échelonnés sur une période allant jusqu'à 20 ans.

Le fait nouveau le plus important survenu dans le premier semestre de 1960 en ce qui concerne les opérations d'écoulement des excédents a été la conclusion d'un accord entre les Etats-Unis et l'Inde, aux termes duquel celle-ci achètera en quatre ans 16 millions de tonnes de blé et 1 million de tonnes de riz. Pour ces produits, compte tenu d'un certain montant afférant au transport par mer, l'Inde paiera, en roupies, l'équivalent de 1 276 millions de dollars dans les conditions prévues par le Titre I de la *Public Law 480*. Le quart de la valeur totale à l'exportation de ces fournitures sera mis immédiatement à disposition pour financer les livraisons qui auront lieu au cours de la première année, soit 4 millions de tonnes de blé et 250 000 tonnes de riz. Les livraisons ultérieures seront décidées après la fin de 1960. Le gouvernement des Etats-Unis mettra à la disposition du gouvernement de l'Inde, pour des projets de développement économique, 84 pour cent des roupies reçues en paiement de ces céréales, la moitié à titre de prêt et la moitié à titre de don; 5 pour cent serviront à financer des prêts à des entreprises privées américaines et indiennes et le reste sera utilisé pour couvrir des dépenses du gouvernement des Etats-Unis en Inde, y compris le financement d'autres programmes. Sur les quantités qu'elle recevra, l'Inde utilisera 4 millions de tonnes de blé et la totalité du riz à la constitution d'une réserve alimentaire nationale.

Bien que cette opération n'entraîne pas une augmentation très considérable du volume des livraisons de blé des Etats-Unis à l'Inde (lesquelles se sont élevées à 3,3 millions de tonnes en 1958/59), c'est la première fois qu'un accord conclu au titre de la *Public Law 480* s'étend sur une période de quatre ans et c'est en outre de loin la plus grosse transaction qui ait jamais été réalisée. Il n'est donc pas surprenant que d'autres exportateurs de blé et de riz s'en soient émus. Certains économistes, aux Etats-Unis principalement, ont d'autre part relevé que la masse très importante de fonds en monnaie locale que représente cette opération risque d'accroître la pression inflationniste déjà manifeste dans un pays où est en cours un vaste programme de développement et qu'en fait elle n'augmente pas sa capacité réelle d'investissement. Il est trop tôt pour juger dans quelle mesure les diverses craintes qui se sont exprimées peuvent être justifiées. Les livraisons prévues par le nouvel accord combleront

le déficit courant de l'Inde dans le secteur des céréales alimentaires, bien que l'augmentation annuelle des besoins, déterminée par l'accroissement démographique et par l'amélioration des régimes alimentaires, soit estimée à plus de 3 millions de tonnes. La création d'une réserve alimentaire devrait en outre beaucoup contribuer à stabiliser les prix des céréales en Inde et assurer à ce pays la marge de sécurité nécessaire au développement ultérieur de la production et de la commercialisation.

COMMERCE AGRICOLE DE L'EUROPE ORIENTALE ET DE L'U.R.S.S.

Des renseignements plus complets deviennent peu à peu disponibles au sujet des échanges de produits agricoles de ces pays; toutefois, comme ils sont moins généralement accessibles et pas toujours comparables avec les données d'autres pays, on a eu coutume ces dernières années de les analyser à part dans le rapport sur l'alimentation et l'agriculture.

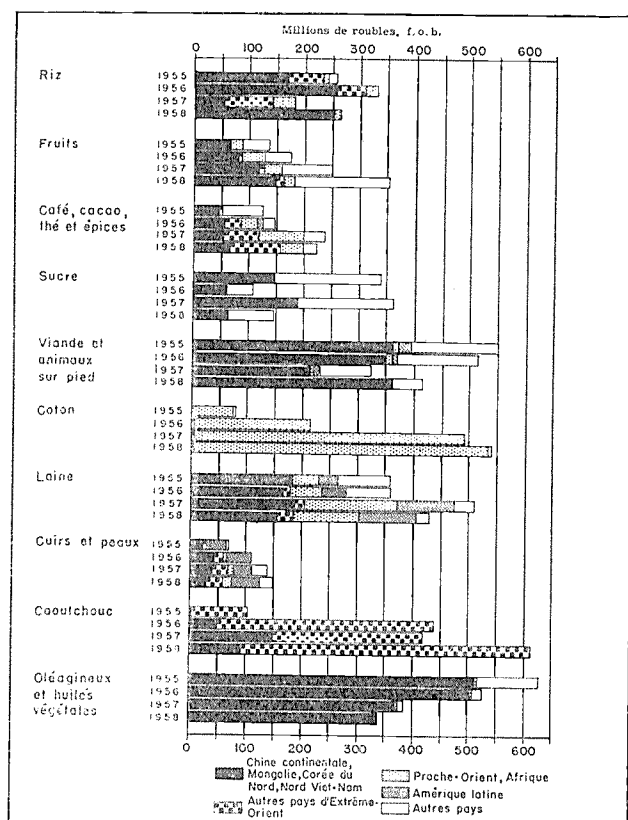
Les échanges entre ce groupe de pays représentent de loin la majeure partie de leur commerce total. On ne dispose pas encore de chiffres globaux pour le groupe, mais on sait qu'en U.R.S.S. les importations d'autre provenance ne représentaient que 22 pour cent des importations totales en 1955, 30 pour cent en 1957 et 27 en 1958. Pour les produits agricoles, la proportion des importations en provenance de pays extérieurs au groupe communiste était sensiblement plus forte (environ 33 pour cent en 1955 et 48 pour cent en 1957 et 1958). La proportion des exportations agricoles de l'U.R.S.S. destinées à des pays n'appartenant pas au groupe a été d'environ 24 pour cent en 1955, 28 en 1956, 18 en 1957 et 22 en 1958. Les pourcentages relatifs au commerce des produits agricoles ne comprennent pas les produits forestiers et sont calculés en utilisant les mêmes coefficients de pondération des prix que pour les indices FAO du commerce, ceci afin d'éviter toute distorsion due à des différences dans les systèmes d'établissement des prix.

Les liens commerciaux entre les pays considérés sont renforcés par les activités du Conseil d'assistance économique mutuelle, qui semble jouer un rôle de coordination de plus en plus important entre les Etats Membres dans le domaine de la planification de la production et du commerce. Les échanges avec les pays de l'Europe occidentale

se sont également développés dans la période récente et plusieurs accords commerciaux à long terme ont été signés, spécialement par l'U.R.S.S. Les échanges de l'U.R.S.S. avec les Etats-Unis sont restés modestes, mais ceux de la Pologne ont sensiblement augmenté. En 1958, les importations polonaises en provenance des Etats-Unis ont été 40 fois plus élevées qu'en 1955 et elles comprenaient des quantités substantielles de blé, de coton et d'huiles comestibles.

Les échanges avec les pays insuffisamment développés ont aussi augmenté rapidement. Le tableau annexe 4B et le graphique 12 illustrent respectivement les tendances récentes du commerce de certains des principaux produits agricoles dans l'ensemble du groupe et en U.R.S.S. Les importations de caoutchouc, en particulier, dont la majeure partie provient de la Fédération de Malaisie, ont plus que triplé dans la période 1955-58. Les importations de coton ont aussi augmenté rapidement, le principal fournisseur étant la République arabe unie, dont les livraisons à l'U.R.S.S. sont passées de 10 000 tonnes en 1955 à 126 000 en 1958.

GRAPHIQUE 12. - IMPORTATIONS BRUTES DE L'U.R.S.S. EN PROVENANCE DE RÉGIONS PEU DÉVELOPPÉES, PAR RAPPORT AUX IMPORTATIONS TOTALES



L'U.R.S.S. est à la fois importatrice et exportatrice de coton et plus de 80 pour cent des quantités qu'elle exporte vont à l'Europe orientale; toutefois, ses exportations nettes n'ont cessé de diminuer, passant de 317 000 tonnes en 1955 à 169 000 en 1958. Bien que le volume total des échanges soit encore faible, on peut aussi noter de rapides augmentations des importations de thé, de café, de cacao, d'épices et d'autres produits agricoles. Un récent accord commercial conclu avec le Brésil prévoit la livraison à l'U.R.S.S. de quantités de café allant de 20 000 tonnes en 1960 à 40 000 en 1962, alors que dans les années récentes les importations totales étaient de l'ordre de 4 à 5 000 tonnes. De son côté, le Brésil achètera à l'U.R.S.S. quelque 300 000 tonnes de blé. La tendance générale à l'expansion des échanges avec les régions insuffisamment développées ne s'est pas manifestée en ce qui concerne le sucre, d'une part, les oléagineux et huiles végétales, d'autre part; ce sont là les deux principales exceptions. Les importations de sucre de l'U.R.S.S. ont baissé de façon irrégulière entre 1955 (933 000 tonnes) et 1958 (379 000 tonnes), pour fléchir encore en 1959 (317 000 tonnes); les seules importations de sucre cubain, qui s'élevaient à 441 000 tonnes en 1955, sont tombées à 198 000 tonnes en 1958 et à 133 000 en 1959. On peut cependant s'attendre à ce qu'elles recommencent à progresser au cours des prochaines années en conséquence de l'accord signé avec Cuba en 1959. Les exportations soviétiques de sucre raffiné sont restées relativement stables durant la même période, autour de 200 000 tonnes. Les importations d'oléagineux et d'huiles végétales, en provenance de la Chine continentale principalement, ont fortement diminué. Entre 1955 et 1958, les importations soviétiques sont tombées de 760 000 à 550 000 tonnes en ce qui concerne les oléagineux et de 195 000 à 73 000 tonnes en ce qui concerne les huiles végétales. La contraction a surtout porté sur les arachides, tandis que les importations de fèves de soja sont restées assez constantes. Il se peut que le recul des importations soit lié à la forte expansion de la production d'oléagineux en U.R.S.S., où elle est passée d'une moyenne de 2,5 millions de tonnes en 1949-53 à 5,1 millions en 1958.

Les statistiques des importations et exportations brutes globales de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S., qui figurent dans le tableau annexe 4B, ne couvrent que la période 1955-58, mais on dispose pour certains produits de chiffres plus récents. On sait par exemple que les exportations de blé de

l'U.R.S.S. ont substantiellement augmenté: elles sont passées de 3,7 millions de tonnes (dont 3,1 millions destinés à l'Europe orientale) durant la campagne commerciale 1957/58 à 5,9 millions de tonnes (dont 4,1 millions à l'Europe orientale) en 1958/59. Ce dernier chiffre représente près de 8 pour cent de la récolte totale. Pendant le même temps, les importations de blé de l'U.R.S.S. sont tombées de 518 000 à 212 000 tonnes. Les importations polonaises de blé ont en revanche augmenté de 35 pour cent, dépassant 1,3 million de tonnes. Les exportations de sucre des pays d'Europe orientale, qui avaient doublé en 1958, atteignant 810 000 tonnes, ont encore augmenté en 1959 (870 000 tonnes). Les exportations de bétail et de produits de l'élevage effectuées par la Hongrie, la Pologne et la Bulgarie se sont fortement accrues en 1958. Les exportations de porcins sur pied et de beurre ont diminué en 1959 dans les deux premiers pays, tandis que les exportations de viande, et plus encore d'œufs, ont sensiblement augmenté. Les importations soviétiques de produits de l'élevage se sont accrues en 1959, les principaux fournisseurs étant la Chine continentale et la Mongolie.

Les données du graphique 12 étant exprimées en millions de roubles, il peut être intéressant de comparer les valeurs unitaires moyennes des exportations et des importations agricoles de l'U.R.S.S. avec la moyenne pour le commerce mondial en dehors du groupe communiste, en convertissant les roubles en dollars des Etats-Unis au taux de change officiel de 4 roubles pour 1 dollar (tableau annexe 17). Sur cette base, les valeurs unitaires moyennes d'importation en U.R.S.S. semblent, à quelques exceptions près, correspondre assez exactement au niveau général des prix dans le commerce mondial. Il convient de noter cependant que pour l'U.R.S.S. les valeurs d'importation sont des valeurs f.o.b. à la frontière du pays exportateur ou au port d'embarquement, alors que pour les moyennes mondiales il est d'usage de prendre pour base la valeur c.a.f. Si l'on tient compte de cette différence, la valeur moyenne des importations de l'U.R.S.S. apparaît généralement un peu supérieure à la moyenne mondiale aux taux de change officiels. Des différences assez substantielles apparaissent cependant si l'on établit une comparaison analogue entre les valeurs unitaires dans un pays quelconque et dans l'ensemble du monde, différences qui tiennent dans une grande mesure à la qualité, à l'époque, etc. Dans le tableau annexe 17, par exemple, la valeur unitaire moyenne à l'importation en

U.R.S.S. est sensiblement supérieure à la valeur moyenne pour l'ensemble du monde en ce qui concerne le coton et sensiblement inférieure en ce qui concerne le tabac et le thé, ce qui s'explique probablement en grande partie par des différences de qualité. D'autres différences de prix semblent dues à l'influence des accords commerciaux.

La valeur unitaire des exportations de l'U.R.S.S. dépasse d'ordinaire la moyenne pour le commerce mondial. Ceci semble dû principalement au fait que les échanges commerciaux avec les pays de l'Europe orientale font l'objet d'accords spéciaux dans lesquels les prix ne sont pas rapportés aux cours du marché mondial, qu'ils dépassent généralement. Il apparaît cependant que des ajustements ont été effectués lorsque lesdits prix s'écartaient beaucoup des niveaux mondiaux. C'est ainsi que les prix à l'exportation du beurre destiné à l'Europe orientale ont été fortement réduits en 1958, de manière à atténuer l'écart avec les cours mondiaux. Pour les exportations à destination de pays extérieurs au groupe, les valeurs se rapprochent davantage des prix internationaux, bien que même dans ce cas les valeurs unitaires soviétiques semblent plus souvent supérieures qu'inférieures à la moyenne mondiale; on en trouvera des exemples dans le tableau 14.

TABLEAU 14. — VALEURS UNITAIRES DES EXPORTATIONS ¹ DE L'U.R.S.S. A DESTINATION DE L'EUROPE ORIENTALE ET D'AUTRES RÉGIONS, COMPARÉES AUX VALEURS UNITAIRES MOYENNES MONDIALES

	1955	1956	1957	1958
... Indices, valeur unitaire moyenne mondiale = 100 ² ...				
BLÉ				
A destination de l'Europe orientale	128	131	127	123
A destination d'autres régions	117	114	120	106
MAÏS				
A destination de l'Europe orientale	119	121	129	136
A destination d'autres régions	109	107	120	119
BEURRE				
A destination de l'Europe orientale	124	126	144	135
A destination d'autres régions	—	—	113	—
COTON				
A destination de l'Europe orientale	114	123	109	112
A destination d'autres régions	97	99	103	105

¹ Converties en dollars U.S. au taux de change officiel. — ² Moyenne pour tous pays à l'exclusion de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale.

Prix et revenus agricoles

La documentation relative aux prix et aux revenus agricoles est, comme toujours, assez pauvre, et les quelques données disponibles concernent presque exclusivement les pays évolués. Les indices des prix reçus et des prix payés par les agriculteurs (ajustés sur la base de 1952-53) sont portés sur le graphique 13 pour la plupart des pays qui fournissent des renseignements de cette nature; le rapport entre ces indices y est également indiqué et représente en fait les prix réels ou les « termes de l'échange » pour la population agricole d'un pays donné.

Au cours de ces quelques dernières années, il semble que la Suisse et le Japon aient été les pays où les prix agricoles ont manifesté la plus grande stabilité relativement aux prix payés par les agriculteurs. Durant les quatre années qui vont de 1956 à 1959, le rapport n'a pas varié de plus de quelques points dans ces deux pays relativement à la moyenne pour la période de base 1952-53. D'après des indices analogues (qui ne figurent pas dans le graphique 13) publiés en Grèce à partir de 1954, le rapport entre les prix reçus et les prix payés par les agriculteurs semble avoir été très stable dans ce pays également. En Suisse, cependant, le rapport a eu tendance à évoluer dans un sens défavorable aux agriculteurs durant la deuxième moitié de 1959 et il est brusquement tombé de près de 4 pour cent dans le premier trimestre de 1960, ce qui le situe à son point le plus bas depuis de nombreuses années.

L'Allemagne occidentale et la Finlande sont les deux seuls pays dans lesquels, au cours des quatre années qui vont jusqu'au début de 1960, le rapport des prix est constamment resté plus élevé qu'en 1952-53 – période de base qui n'a évidemment pas de signification particulière. Il en a été de même en Italie jusqu'en 1958/59, année au cours de laquelle le rapport des prix agricoles est brusquement tombé d'environ 11 pour cent; on ne possède pas de données plus récentes.

En Autriche, au cours de ces dernières années, le rapport des prix est resté assez stable et se situait à 90-100 pour cent de la moyenne de 1952-53; il en a été de même en Norvège, avec cependant des fluctuations de prix un peu plus marquées.

Dans les autres pays compris dans le graphique 13, le rapport des prix, au cours de la période récente, a généralement été inférieur à la moyenne de 1952-53, dans une mesure atteignant 10 à 20

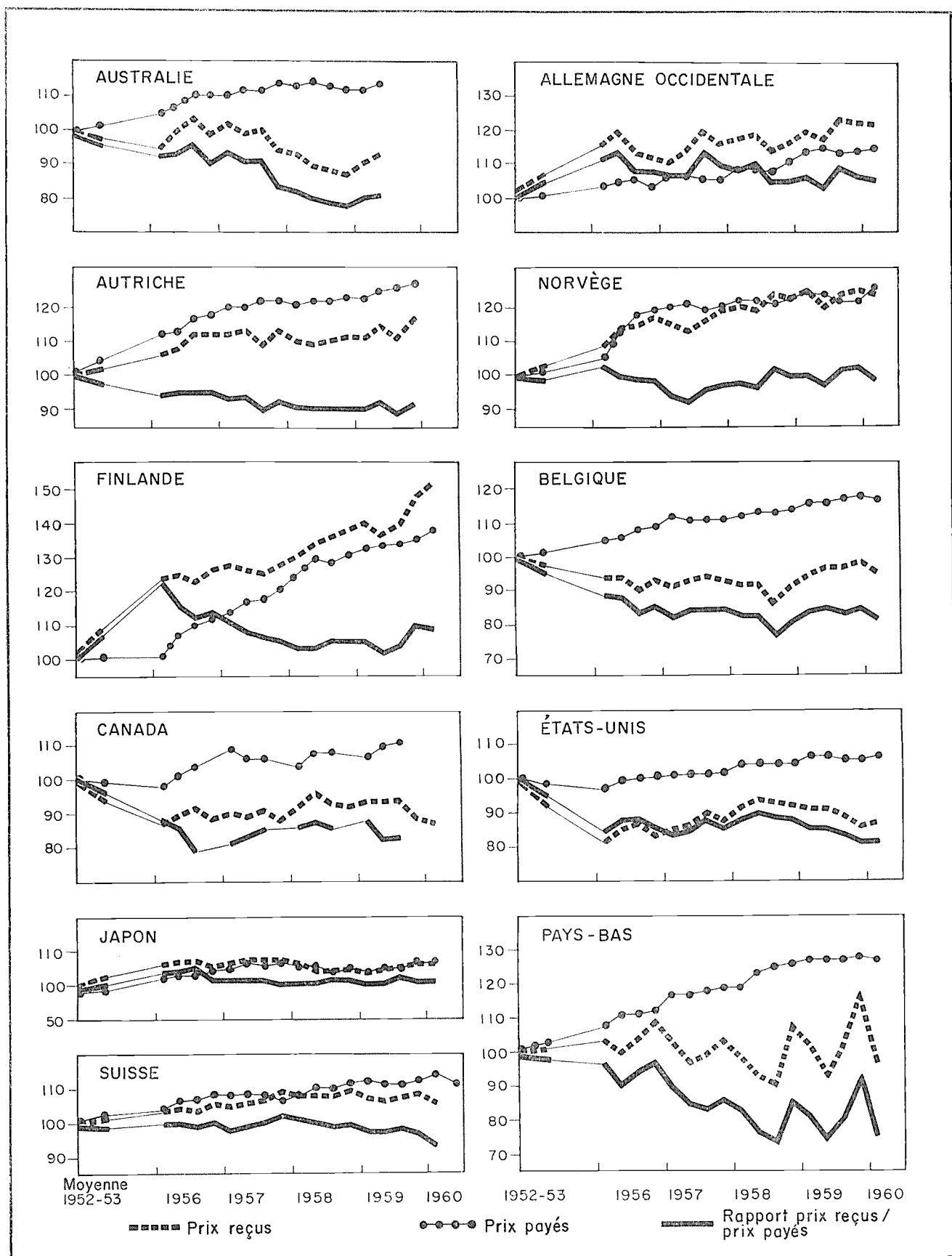
pour cent et parfois même davantage. Il a constamment décliné en Australie jusqu'au début de 1959, époque à laquelle s'est manifestée une certaine amélioration. Au Canada et aux Etats-Unis, le rapport des prix agricoles, qui était devenu un peu plus favorable à la fin de 1957 et au début de 1958, a de nouveau fléchi en 1959. En Belgique et aux Pays-Bas, où il était assez médiocre à la fin de 1958, le rapport des prix agricoles s'est légèrement amélioré en 1959 pour décliner à nouveau au début de 1960 – dans le deuxième cas de façon extrêmement marquée.

Les fluctuations des prix agricoles ont été sensiblement plus amples aux Pays-Bas que dans les autres pays compris dans le graphique 13; ceci s'explique peut-être en partie par la place importante qu'occupent, dans la production agricole de ce pays, les produits horticoles, notoirement sujets à des variations brutales de prix. Le graphique 13 indique cependant de façon évidente que dans de nombreux pays, dont l'Allemagne occidentale, l'Australie, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la Finlande et la Norvège, les fluctuations des prix reçus par les agriculteurs ont été sensiblement plus amples que celles des prix payés par eux, et ceci en dépit de l'influence stabilisatrice des mesures de soutien. Dans tous ces pays, il est indiscutable que la forme de la courbe illustrant le rapport des prix est déterminée bien davantage par le mouvement des prix reçus par les agriculteurs que par les variations des prix des biens de production agricole.

En ce qui concerne les pays économiquement moins développés, les seules données disponibles au sujet du rapport des prix agricoles ont trait à certains états de l'Inde: Assam, Pendjab et Bengale occidental. Au Bengale occidental, le rapport des prix (moyenne annuelle) s'est élevé d'année en année de 1955 à 1959, malgré des fluctuations saisonnières marquées. Dans les deux autres états, la tendance a été moins nette. On ne sait pas au juste, cependant, dans quelle mesure l'indice des prix agricoles donne une idée exacte des recettes réelles des agriculteurs, particulièrement difficiles à estimer dans maints pays insuffisamment développés.

On ne possède de données sur les revenus agricoles qu'au sujet d'un nombre limité de pays évolués, dans lesquels l'amélioration générale du rapport des prix semble avoir résulté le plus souvent

GRAPHIQUE 13. - INDICES DES PRIX REÇUS ET DES PRIX PAYÉS PAR LES PRODUCTEURS, ET RAPPORTS ENTRE EUX (CERTAINS PAYS)
(Indices, moyenne 1952-53 = 100)



de l'augmentation des revenus agricoles en 1959. Les principales exceptions concernent l'Amérique du Nord. Aux Etats-Unis, les revenus agricoles ont baissé de façon très considérable entre 1958 et 1959. On estime que le revenu agricole brut est tombé de 38 300 à 37 000 millions de dollars, tandis que les dépenses de production sont passées de 25 200 à 26 000 millions de dollars. Les recettes nettes sont ainsi tombées de 13 000 à 11 000 millions de dollars, soit une baisse de plus de 16 pour cent. Comme la production a considérablement augmenté en 1959, ceci est le résultat net du recul des prix agricoles, de l'augmentation des coûts et de la réduction des montants versés par l'Etat au titre du Programme de mise en réserve des sols, par exemple. Durant le premier trimestre de 1960, les recettes agricoles nettes ont également baissé d'environ 16 pour cent par rapport à l'année précédente et, d'après une estimation officielle, il semble que le revenu agricole net ira en déclinant pendant toute l'année 1960. Au Canada, le revenu agricole net a baissé d'environ 7 pour cent en raison de l'augmentation des dépenses d'exploitation et des coûts d'amortissement.

En Australie et en Nouvelle-Zélande, par contre, les revenus agricoles ont augmenté en 1959/60. Les recettes brutes se sont accrues de 6 pour cent en Australie, passant de 1 145 millions de livres australiennes à 1 211 millions en 1959/60; une augmentation de 14 pour cent des prix agricoles, principalement imputable à la laine, a été en partie annulée par la mauvaise récolte de céréales. En Nouvelle-Zélande, la hausse des prix de la laine et une certaine amélioration des prix des produits laitiers doivent avoir eu pour effet d'accroître sensiblement les recettes brutes. On ne dispose cependant pas d'estimations des revenus agricoles nets dans ces pays pour 1959/60.

Les autres données disponibles au sujet des revenus agricoles ne concernent que l'Europe et ne révèlent aucune tendance générale à la hausse ou à la baisse. Au Danemark, la tendance à la diminution des revenus, observée dans les deux années précédentes, s'est renversée en 1959 à la faveur d'une augmentation de la production (6 pour cent du total et 13 pour cent pour les produits de l'élevage), ainsi que d'une hausse des prix à l'exportation du beurre et de la viande de bœuf. La valeur brute de la production agricole a augmenté de quelque 14 pour cent. Les revenus agricoles par habitant se seront sans doute améliorés, car les progrès réalisés dans le domaine de l'organisation

du travail ont permis de réduire de 6 à 7 pour cent les effectifs de la main-d'œuvre agricole permanente.

La diminution de la population agricole active est un facteur qui prend de plus en plus d'importance dans maints pays évolués. En Allemagne occidentale, par exemple, le nombre des exploitations a diminué de 10 pour cent entre 1949 et 1959 et de 23 000 unités, ou de 1,3 pour cent en un an, de 1958 à 1959. De même, le nombre des personnes employées en agriculture (en équivalent de travailleurs à plein temps) est tombé de 3,7 millions en 1950/51 à 2,6 millions en 1958/59. Les ventes de produits agricoles ont cependant continué d'augmenter, bien que la différence en espèces entre le montant des ventes et celui des coûts de production ait sans doute diminué en 1959/60, du fait de la sécheresse qui a obligé à accroître les dépenses afférentes à l'alimentation animale dans certaines parties du pays.

	1957/58	1958/59	1959/60
	<i>Milliards de D. marks</i>		
Ventes de produits agricoles	17,4	18,5	19,0
Dépenses de production (investissements et impôts non compris) . . .	10,5	11,0	12,0
Recettes nettes en espèces	6,9	7,5	7,0

En France, selon des estimations officielles, la production agricole brute et les ventes de produits agricoles n'ont pas augmenté de plus de 3 à 4 pour cent entre 1957/58 et 1958/59, tandis que l'accroissement du produit net n'a guère dépassé 1 pour cent (de 1 115 à 2 140 milliards de francs). En fait, les dépenses ont augmenté plus vite que les recettes pendant un certain nombre d'années. Si l'on tenait compte de l'intérêt du capital investi et de la rémunération du travail des exploitants eux-mêmes, au lieu du profit modéré de 1957/58 on aurait, d'après les mêmes estimations, un déficit en 1958/59. Les investissements consacrés à l'équipement agricole se sont ralentis et, au cours des quatre dernières années, le montant de la dette du secteur agricole auprès des caisses de crédit mutuel a doublé.

En Italie, également, le produit agricole net a diminué de 2 pour cent en 1959 par rapport à 1958, bien que le produit commercialisable ait légèrement augmenté (de 3 400 à 3 500 milliards

de liras). Au cours des années récentes, le crédit agricole a joué un rôle de plus en plus important dans le développement agricole de l'Italie. Il a été estimé que la dette non liquidée a doublé au cours des six dernières années, tandis que le revenu a augmenté de 10 à 12 pour cent. L'endettement des entreprises agricoles auprès des institutions de crédit agraire a augmenté d'environ 13 pour cent en 1959, atteignant un total de 446 milliards de liras.

Aux Pays-Bas, les revenus agricoles nets se sont élevés dans chacune de ces trois dernières années; en 1959, l'augmentation a été de 161 millions de florins, ou de 5 pour cent environ; en Norvège, le revenu agricole net de 1959/60 est estimé à 1 581,9 millions de kronas contre 1 521,3 millions l'année précédente, soit une augmenta-

tion de près de 4 pour cent, contre environ 1 pour cent l'année précédente.

On estime que les revenus agricoles ont aussi augmenté au Royaume-Uni, où le revenu agricole net a atteint 356 millions de livres sterling en 1959/60, dépassant de 41 millions de livres celui de l'année précédente, qui avait été défavorable, de sorte que la différence par rapport au niveau record de 1957/58 n'était plus que de 1,5 million de livres. Les dépenses de l'Etat au titre des subventions et autres versements compensatoires sont passées de 241 millions de livres en 1958/59 à environ 259 millions en 1959/60. Les revenus agricoles ont par contre substantiellement baissé en Irlande en 1958 et en 1959, par suite du mauvais temps, d'une baisse de la production et de l'augmentation des coûts.

Prix et ventes au niveau du détail

Durant la récession de 1957-58, la hausse continue des prix de détail avait suscité bien des commentaires. En 1959 et au début de 1960, l'activité économique ayant été considérablement plus intense, la tendance à la hausse des prix de détail semble s'être un peu relâchée, spécialement dans le secteur alimentaire. Dans quelques pays tout au moins, divers facteurs – persistance d'excédents de certains produits agricoles, tendance à la baisse des prix agricoles sur les marchés internationaux – semblaient finalement commencer à faire sentir leur influence sur les marchés de détail. Sur 85 pays pour lesquels on dispose d'indices des prix de détail des denrées alimentaires, 29 ont enregistré une baisse entre 1958 et 1959, alors qu'entre 1957 et 1958, les prix de détail n'avaient baissé que dans 16 pays. En revanche, les prix de détail ont continué d'augmenter en 1959 dans 47 pays, alors que les deux années précédentes leur nombre était voisin de 70. Les mouvements de baisse ont cependant été plus fréquents en ce qui concerne les prix de détail des denrées alimentaires qu'en ce qui concerne l'indice général du coût de la vie, lequel n'a diminué que dans 13 pays en 1959 tandis qu'il augmentait dans une soixantaine d'autres.

Si on considère les choses avec un peu plus de recul, on s'aperçoit que dans les années récentes tant les prix des denrées alimentaires que les prix de

détail en général ont manifesté une tendance persistante à la hausse. En comparant les chiffres de 1959 avec ceux de 1953, on constate que sur les 84 pays au sujet desquels on dispose d'indices pour l'ensemble de la période, il n'y en a que 9 où les prix de détail des denrées alimentaires n'ont pas augmenté; la hausse a dépassé 20 pour cent dans 33 pays et 40 pour cent dans 13. Bien que 12 de ces 13 derniers pays soient situés dans des régions économiquement moins développées, il ne semble pas que les tendances inflationnistes soient très différentes selon qu'il s'agit de pays plus ou moins avancés. C'est en Amérique centrale et dans certains pays proches de cette région que les prix de détail des denrées alimentaires ont été les plus stables.

Dans l'ensemble, l'indice des prix des denrées alimentaires et l'indice général du coût de la vie ont évolué de façon assez parallèle. Des écarts considérables entre ces deux indices ont été plutôt plus fréquents dans les pays insuffisamment développés que dans les autres, en dépit du fait que dans les premiers les denrées alimentaires constituent un élément très important de l'indice général du coût de la vie. Dans 31 des 83 pays au sujet desquels il est possible de faire des comparaisons, la différence entre les deux indices a été inférieure à 2 pour cent de 1953 à 1959; les prix des denrées alimentaires ont davantage augmenté que le coût

de la vie en général dans 24 pays, et moins que le coût de la vie dans les 28 autres. En général, l'augmentation des prix de détail des denrées alimentaires par rapport à l'indice général a été plus forte que partout ailleurs dans les pays tels que l'Argentine et l'Uruguay, où les pressions inflationnistes se faisaient lourdement sentir. Dans les périodes d'inflation et de baisse des revenus réels, les consommateurs peuvent différer les achats de biens durables mais ne peuvent se dispenser d'acheter des denrées alimentaires, de sorte que la pression inflationniste tend à s'exercer davantage sur ce secteur que sur les autres.

L'Argentine et l'Uruguay ont connu en 1959 une très forte hausse des prix qui, dans le premier a été la conséquence directe de la dévaluation de la monnaie intervenue en début d'année et de la suppression d'un certain nombre de subventions à la consommation. La poussée inflationniste s'est toutefois très sensiblement atténuée en Argentine durant la deuxième moitié de 1959 (hausse des prix de détail des denrées alimentaires: 85 pour cent de décembre 1958 à juin 1959, 8 pour cent de juin 1959 à novembre 1959) et cette tendance nouvelle a persisté durant le premier semestre de 1960. Elle s'est accompagnée d'une diminution des recettes et des salaires réels, ce qui semble indiquer que certains des principaux objectifs de la politique gouvernementale, consistant à réduire la consommation de manière à pouvoir intensifier les exportations et relever les prix reçus par les producteurs de denrées alimentaires, ont en partie été atteints. En Uruguay également, la hausse des prix a été freinée dans la deuxième moitié de 1959, d'une manière moins évidente cependant qu'en Argentine.

En dehors de l'Amérique latine, seule la Turquie a connu en 1959 une hausse marquée des prix de détail des denrées alimentaires; dans ce pays, les prix ont augmenté de 8 pour cent au cours du premier semestre de l'année et de 12 pour cent au cours du second. L'Indonésie, ainsi que la Colombie où les prix de détail des denrées alimentaires étaient montés en flèche dans les années récentes, connaissent maintenant une bien plus grande stabilité. En Inde, la tendance modérée à la hausse des prix de détail des denrées alimentaires qui se manifeste depuis 1955 a persisté en 1959 et au début de 1960. Au Pakistan, après avoir temporairement fléchi vers la fin de 1958, les prix ont augmenté de quelque 12 pour cent en 1959 et la hausse a continué dans les premiers mois de 1960. Au Japon

également, les prix de détail ont été légèrement plus élevés.

Dans les régions économiquement plus développées, le faible mouvement de hausse des prix de détail des denrées alimentaires a pris fin aux Etats-Unis où, en 1959 et au début de 1960, les prix se sont maintenus de façon assez stable, légèrement au-dessous du maximum de 1958. Une plus grande stabilité des prix a également été réalisée en 1959 au Canada et au Royaume-Uni. En Europe continentale, les prix sont restés très stables en Italie, ont légèrement faibli en Suisse, mais ont continué d'augmenter lentement dans d'autres pays, dont l'Allemagne occidentale et les Pays-Bas. La France est parvenue à modérer sensiblement la hausse de l'indice des prix de détail, malgré la contraction de l'offre de lait et de beurre et l'opposition des agriculteurs, en appliquant des prix plafond à la consommation, en lançant une campagne en faveur de la réduction volontaire des prix de détail, et surtout en pratiquant des politiques d'importation plus libérales. La hausse des prix des denrées alimentaires a de même été plus modeste que l'année précédente en Norvège (grâce à de plus fortes subventions à la consommation) et en Suède.

On ne possède de données sur la valeur des ventes de produits alimentaires au niveau du détail que pour 16 pays qui tous, à l'exception de l'Argentine et du Chili, sont situés dans les régions plus développées du monde. Ces ventes n'ont été affectées dans aucun des pays en question par la récession de 1957/58 et elles ont continué à se développer en 1959. Dans la plupart des pays, les indices des ventes de denrées alimentaires au niveau du détail ont été un peu inférieurs aux indices du revenu national et de l'ensemble des ventes au détail, ce qui est normal du fait que l'élasticité-revenu des dépenses consacrées aux denrées alimentaires diminue à mesure que les revenus augmentent. Les principales exceptions concernent des pays qui sont sujets à des pressions inflationnistes, notamment l'Argentine et le Chili, où en 1959 la valeur des ventes de produits alimentaires au niveau du détail a considérablement plus augmenté que celle des ventes globales au détail. Sur une plus longue période, il en est de même, mais à un moindre degré, en France. Si ces tendances reflètent en partie la hausse des prix des denrées alimentaires, elles semblent aussi confirmer l'observation commune selon laquelle la hausse des prix ou la baisse des revenus n'entraîne pas une modification rapide des habitudes alimentaires des consommateurs.

Politiques agricoles et plans de développement

Les politiques agricoles continuent à refléter le violent contraste qui existe, du point de vue de la situation de l'offre et de la demande de produits agricoles, entre les pays industrialisés et les régions développées. Ces situations contrastantes ont déjà été étudiées dans plusieurs rapports des années précédentes, mais il faut les évoquer brièvement une fois de plus, étant donné qu'elles sont la cause profonde des modifications de politiques intervenues en 1959/60.

Disposant de connaissances techniques et de capitaux adéquats, les pays développés sont généralement capables d'augmenter assez vite leurs disponibilités. Cependant, aux niveaux élevés de consommation alimentaire qui ont été atteints dans ces pays, l'accroissement de la demande qui résulte de la progression des revenus s'oriente surtout vers les produits non agricoles. Dans les pays peu développés, la situation est inverse. Ces pays doivent surmonter beaucoup d'obstacles, surtout d'ordre institutionnel, pour pouvoir augmenter leur production agricole à une cadence rapide. Cependant, la demande y augmente vite, du fait que l'accroissement démographique y est plus fort et une grande partie de l'accroissement des revenus est consacrée à l'alimentation.

Ces phénomènes divergents réagissent aussi les uns sur les autres, causant ainsi quelques-uns des problèmes les plus graves et les plus persistants que connaisse actuellement l'économie mondiale alimentaire et agricole. Les débouchés qui s'offrent dans les pays industrialisés à la plupart des exportations agricoles des régions sous-développées s'élargissent assez lentement. Il en est ainsi non seulement pour les produits alimentaires, mais aussi pour les matières premières industrielles d'origine agricole, dont la demande a été influencée par la mise au point des succédanés et par les économies dans l'utilisation des matières premières. Dans le cas de certains produits, les inconvénients de la lenteur de l'accroissement de la demande des pays industriels ont été aggravés par le fait que la production nationale de ces pays a beaucoup augmenté. En même temps, les stocks excédentaires de quelques produits qui s'accumulent depuis 1952, principalement dans les pays les plus développés, ne peuvent être vendus aux conditions habituelles du commerce dans les pays sous-développés, où, en dépit des possibilités considérables d'accroissement de la consommation, la demande effective est limitée par la faiblesse des revenus.

Cela étant, les politiques agricoles des pays les plus développés visent principalement à ajuster le niveau et la structure de la production agricole nationale aussi exactement que possible à la demande effective sur les marchés intérieurs et étrangers, tout en cherchant à réduire l'écart entre les revenus de l'agriculture et ceux des autres professions. Pour préserver les revenus agricoles et pour agir sur la production des différents produits agricoles, ces pays ont compté principalement sur les systèmes de soutien des prix. Néanmoins, l'on se rend de mieux en mieux compte que ces systèmes ont non seulement favorisé l'expansion excessive de la production de certains produits, mais ont souvent été incapables, bien que leur coût soit élevé et ne cesse de croître, d'influencer suffisamment les revenus des agriculteurs, et notamment ceux des petits exploitants.

C'est pourquoi, depuis quelque temps, l'on cherche de plus en plus en Europe occidentale à élever les revenus agricoles en améliorant l'efficacité des unités de production, et plus particulièrement en réduisant la population agricole et en augmentant la dimension moyenne des exploitations. Cette tendance apparaît de plus en plus nettement dans les modifications que certains pays ont apportées récemment à leurs politiques de soutien, en provoquant d'ailleurs parfois la forte opposition des agriculteurs. Elle se fait jour également dans les propositions de la Commission de la Communauté économique européenne touchant la politique agricole. Le réexamen assez général des politiques agricoles, qui a été un fait marquant de la période considérée ici et qui a été motivé particulièrement par la formation de nouveaux groupements économiques régionaux, laisse présager, pour un proche avenir, de nouvelles modifications importantes dans certains pays d'Europe occidentale. En Australie et en Nouvelle-Zélande également, les mesures tendant à améliorer la productivité et l'efficacité sont encore plus en faveur que par le passé. Au Japon, il est possible que des mesures d'aide tendant à améliorer la qualité et l'efficacité de la production viennent progressivement remplacer les subventions onéreuses aux prix du blé et de l'orge. Au Canada, un système généralisé de soutien des prix n'a commencé que récemment à fonctionner sur une base permanente, mais la nécessité s'est déjà fait sentir de modifier la garantie accordée à certains produits. Selon une décision qui, pour le moment,

s'applique uniquement aux porcins et aux œufs, les subventions directes pouvant être versées à un exploitant seraient calculées sur un niveau de production relativement bas, de manière à comprimer les dépenses et à atténuer les risques de surproduction.

Aux Etats-Unis, où le problème des excédents est le plus aigu, la progression des rendements, comme on l'a dit plus haut, a neutralisé en grande partie l'effet des restrictions de superficie. Le procédé le plus efficace qu'on ait trouvé jusqu'ici pour freiner l'expansion ultérieure des stocks d'excédents consiste à en écouler des quantités massives à des conditions spéciales. Un grand nombre d'autres solutions sont proposées. La plupart de celles qui ont été présentées au cours des derniers temps préconisent une réduction des soutiens de prix, associée à un assouplissement des restrictions de superficie et des autres mesures de contrôle; d'autres préconisent des restrictions de superficies plus rigides encore pour le blé, ainsi que la fixation de plafonds à la production plutôt qu'aux superficies cultivées. A l'heure actuelle, néanmoins, aucune mesure nouvelle n'a été promulguée.

La plupart des pays sous-développés sont incapables d'améliorer les faibles revenus de leur population agricole en accordant des subventions élevées. Leurs politiques des prix agricoles visent principalement à protéger les consommateurs et à éviter l'inflation. Cependant, certains de ces pays se préoccupent de façon croissante de donner aux producteurs des prix susceptibles d'encourager la production; quelques nouveaux projets dans ce sens ont été introduits en 1959/60, notamment en Extrême-Orient.

Dans la majorité des pays insuffisamment développés, le plan de développement économique reste la principale formule de la politique agricole. L'année 1959/60 a été marquée par l'apparition de nombreux plans nouveaux, par la révision de nombreux plans anciens et par la mise en préparation d'un nombre encore plus considérable de plans, parmi lesquels il faut citer le troisième plan quinquennal de l'Inde, dont un avant-projet a été publié. En 1958/59, plusieurs pays de l'Extrême-Orient et du Proche-Orient avaient entrepris de réorganiser profondément les services administratifs responsables de la planification agricole et de la planification économique générale; mais il ne s'est pas produit beaucoup de nouveautés importantes dans ce domaine au cours de l'année considérée. Certains pays se préoccupent mainte-

nant davantage d'évaluer avec soin l'état d'avancement de leurs programmes de développement, mais, sauf sous une forme rudimentaire, ce travail n'a été entrepris jusqu'ici que dans un très petit nombre d'entre eux.

Les pays peu développés, eux aussi, s'efforcent de s'adapter à un marché favorable aux acheteurs de produits agricoles, et les mesures destinées à accroître l'efficacité et la productivité prennent une importance croissante dans la politique agricole de certains d'entre eux. Les mesures de réforme agraire avaient joué un rôle de premier plan dans l'évolution des politiques agricoles en 1958/59 et, bien que peu de nouvelles mesures de ce genre aient été prises en 1959/60, il semble que la tendance générale qui consiste à donner une plus grande priorité à l'amélioration du cadre institutionnel ait continué à se faire sentir, notamment dans certains pays du Proche-Orient.

L'évolution dans le sens de l'abolition des taux de change multiples en Amérique latine, qui s'est poursuivie en 1959/60, de pair avec des mesures internes de stabilisation destinées à combattre l'inflation, représente également une tentative d'adaptation aux conditions du marché mondial des produits agricoles. De même, la plupart des pays exportateurs de produits agricoles, y compris ceux des régions les plus développées, s'attachent davantage à promouvoir l'exportation et à élargir les débouchés de leurs produits agricoles. Dans le cas du café, par exemple, des politiques d'exportation dynamiques sont appliquées sur les marchés non réglementés par le nouvel Accord international du café.

L'organisation et la structure agricoles ont continué à évoluer rapidement dans les économies à planification centrale de l'Europe orientale et de l'U.R.S.S., et en Chine continentale une certaine réorganisation du système des communes rurales a eu lieu en août 1959. La structure de l'exploitation collective subit actuellement des modifications considérables en U.R.S.S., et des réformes analogues ont été entreprises dans plusieurs pays d'Europe où la collectivisation a recommencé à s'accélérer.

La tendance à la coordination économique régionale, qui a si fortement marqué les dernières années, a persisté en 1959/60, bien qu'il se soit produit peu de nouveautés importantes en dehors de l'Europe occidentale et de l'Amérique latine. En Europe occidentale, la Commission de la Communauté économique européenne a publié ses

propositions concernant une politique agricole commune. Après l'échec des négociations relatives à la création d'une zone de libre échange plus étendue, sept pays de l'OECE ont formé l'Association européenne de libre échange. L'accord exclut les produits agricoles, mais des dispositions spéciales sont prévues pour faciliter le commerce de ces produits. En Amérique latine, sept pays ont institué une Association de libre échange, et trois pays d'Amérique centrale ont constitué une association économique dans le cadre du Plan d'intégration de l'Amérique centrale.

Ces grands événements de la politique agricole de 1959/60 seront étudiés ci-après en plus grand détail sur le plan régional. De brefs exposés seront consacrés également aux principales modifications survenues dans les politiques des pêches et des forêts.

AMÉRIQUE DU NORD

Etats-Unis

La politique agricole des Etats-Unis n'a pas subi de modifications importantes en 1959/60. Diverses solutions continuent d'être cherchées et proposées au problème des excédents, mais les différences d'opinion au sujet de la politique de soutien des prix sont encore telles qu'il est improbable qu'aucun changement fondamental des dispositions législatives intervienne avant l'élection présidentielle de novembre 1960.

En février 1960, dans son message au Congrès sur la situation de l'agriculture, le Président des Etats-Unis avait déclaré que tout programme nouveau devrait remplir trois conditions principales. En premier lieu, les soutiens des prix devraient être liés aux mesures de réglementation de la production selon des formules réalistes qui proportionnent la rigueur du contrôle au niveau du soutien. En second lieu, le soutien ne devrait pas être assez élevé pour favoriser un nouveau gonflement de la production excédentaire, réduire les ventes intérieures et accroître les subventions que les Etats-Unis doivent verser pour préserver leurs marchés mondiaux. En troisième lieu, il faudrait éviter d'accorder des subventions directes aux cultures excédentaires et d'entreprendre tout programme qui susciterait des contre-mesures de la part d'autres pays ou qui favoriserait un groupe d'agriculteurs aux dépens des autres.

Le Message sur la situation agricole a réaffirmé également la préférence de l'Administration américaine pour un système qui lierait les mesures de soutien aux prix du marché des années immédiatement antérieures et qui supprimerait les attributions de superficies et les contingents de commercialisation. La réaction des agriculteurs aux deux nouveaux systèmes institués pour le maïs et le coton en 1959/60 a montré que certains propriétaires d'exploitations importantes sont partisans d'un assouplissement des mesures qui réglementent la production, même si cet assouplissement s'accompagne d'une diminution des prix. L'Administration est également favorable à ce que la *Conservation Reserve* – élément subsistant du *Soil Bank Program* – soit portée progressivement à quelque 24 millions d'hectares, l'expansion principale portant sur les zones où elle est le plus nécessaire. Des propositions tendant à imposer un plafond à la production plutôt qu'à la surface cultivée ont également été mises à l'étude.

La *Public Law 480*, qui constitue la partie essentielle de la législation sur l'écoulement des excédents, a de nouveau été prorogée. Des précisions ont été données dans une précédente section de ce chapitre au sujet des exportations effectuées à des conditions spéciales.

Canada

Le programme de soutien des prix institué au Canada à compter de la campagne 1958/59 a provoqué une forte augmentation des stocks gouvernementaux et du coût de l'assistance aux producteurs. L'on redoute que le système permanent de soutien illimité ne provoque, comme dans certains autres pays, la persistance d'une production excédentaire, et le gouvernement a apporté pour cette raison certains changements aux mesures de soutien. Les prix garantis pour les porcins ont été ramenés en octobre 1959 au minimum légal, et à partir de janvier 1960, les achats gouvernementaux à des prix de soutien ont été remplacés par des paiements compensateurs limités à 100 têtes par producteur. De même, en ce qui concerne les œufs, le précédent système de soutien a été remplacé en octobre 1959 par des paiements compensateurs limités à 4 000 unités par producteur. L'on espère ainsi réduire les prix de détail et accroître la consommation tout en décourageant l'expansion excessive de la production, encore que certains aient fait remarquer que le nouveau système pourrait tendre à favoriser le petit

producteur contre le grand producteur qui, en général, est plus efficient.

Le système fédéral de crédit agricole a été prorogé et le Parlement a voté une loi qui autorise le gouvernement à subventionner tout système d'assurance-récolte qui serait institué à l'échelon provincial.

AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZÉLANDE

Ces deux pays ont encore intensifié leur effort d'exportation. Les travaux de recherche sur la production, les traitements et la commercialisation se développent et les niveaux de prix garantis ont subi quelques légères modifications.

Australie

Le prix garanti du blé pour la campagne 1960/61 a été légèrement augmenté. A moins d'une amélioration du prix d'exportation, il est probable que cette mesure amènera le gouvernement à subventionner pour la première fois les exportations, encore qu'il s'agisse là d'un engagement qui n'est pas indéfini, mais limité à la durée d'application de l'actuel système de stabilisation des prix.

Un marché à terme pour la laine brute s'est ouvert à Sydney en mai 1960. Un marché de ce genre fonctionnait à Londres depuis quelques années, mais les producteurs australiens y recouraient très peu, et il est possible que le nouveau marché contribue à amortir les fluctuations considérables de leurs revenus.

Nouvelle-Zélande

Le prix garanti pour la matière grasse du beurre est demeuré inchangé, mais la bonification pour la matière grasse du fromage a été majorée afin d'inciter les industriels à développer la production du fromage aux dépens de celle du beurre et de la caséine. Au début de la campagne 1959/60, il a été convenu que la moitié de tout excédent commercial annuel réalisé sur le *Dairy Industry Account* (en fait, tout excédent sur les ventes d'exportation) serait incorporée aux réserves, l'autre moitié étant versée aux producteurs. Etant donné que le prix d'exportation a été élevé au cours de la plus grande partie de la campagne 1959/60,

cette mesure entraînera une hausse du prix effectif des produits laitiers à la production.

EUROPE OCCIDENTALE

Bien que les politiques agricoles n'aient pas subi de changements importants en Europe occidentale en 1959/60, de nombreux pays ont consacré beaucoup d'attention, dans cette période, au réexamen de leurs politiques et des principes sur lesquels elles reposent. Ils y ont été incités, en partie, par le fait que le coût des mesures de soutien augmente sans que les revenus des petits agriculteurs s'améliorent beaucoup et, en partie, par le fait que dans quelques pays la production de certains produits, notamment le lait, tend à dépasser la demande, aux niveaux actuels des prix. L'apparition des nouveaux groupements économiques régionaux constitue un fait supplémentaire qui incite plus encore à repenser les politiques agricoles.

Les problèmes relatifs à la structure des exploitations agricoles, et notamment ceux qui résultent de la faible dimension des entreprises, sont traités, avec une attention croissante, aussi bien dans les pays eux-mêmes que dans les propositions de la Commission de la Communauté économique européenne qui ont trait à l'agriculture. De nouvelles mesures sont envisagées en vue de faciliter le transfert de la main-d'œuvre agricole vers d'autres secteurs et de créer des sources supplémentaires de revenu aux familles agricoles.

Politiques agricoles nationales

En Allemagne occidentale, le Plan vert pour 1960 accentue la tendance en vertu de laquelle le budget des subventions aux revenus agricoles diminue par rapport à celui du remembrement des exploitations et de la rationalisation de la production. Des crédits accrus ont été accordés pour le financement de la pension de vieillesse des agriculteurs, et l'on pense que cette mesure accélérera la refonte de la structure des exploitations. En Italie, le Conseil des Ministres a proposé pour la période 1960/61-1964/65 un plan agricole qui vise à mettre sur pied des exploitations efficientes et à organiser un système de commercialisation plus rationnel.

Aux Pays-Bas, de nouvelles directives ont été élaborées en vue de la revision et de l'amélioration

du système de soutien à l'agriculture. Les garanties de prix seront liées moins étroitement aux coûts de production, et afin d'encourager l'efficacité et l'amélioration de la structure de l'exploitation, on calculera les niveaux de soutien en prenant pour base des unités d'exploitation plus importantes. Les garanties de prix continueront à jouer pour le blé et pour une quantité limitée de lait. En Norvège également, bien que l'accord actuel avec les organisations fermières ne se termine pas avant juin 1961, on a institué un comité chargé d'élaborer pour l'avenir une nouvelle politique, notamment au sujet des problèmes structureaux et sociaux. En Suisse, où l'on se fie actuellement aux mesures de soutien, il est proposé de mettre l'accent sur les mesures destinées à accroître la productivité, notamment par la création d'exploitations familiales de dimension appropriée et par une réduction de la population agricole.

Certaines de ces propositions ont suscité une vive opposition chez les agriculteurs, de même que les restrictions déjà apportées aux garanties dans certains pays. En France, les agriculteurs ont demandé le rétablissement de l'indexation des prix agricoles sur les prix de certains éléments du coût de la vie et de certains moyens de production, système qui avait été supprimé à la fin de 1958. Cette revendication a été écartée en raison du danger d'inflation, mais les prix des principaux produits seront ajustés dans une certaine mesure aux coûts de production, et ils pourront être relevés les années où l'écart augmente entre les revenus agricoles et ceux des autres secteurs. Le gouvernement français a étudié un plan de développement agricole à long terme qui comprend des mesures destinées à améliorer la structure agricole et le système de commercialisation. Au Royaume-Uni également, la *Price Review* de 1960 a fait apparaître de nombreux désaccords entre les organisations agricoles et le gouvernement, qui vise à réduire les subventions agricoles à mesure que la production augmente. Pour la campagne 1960/61, la subvention aux engrais a été réduite et les prix garantis ont été légèrement diminués pour un certain nombre de produits, encore qu'ils aient été majorés dans le cas des pommes de terre et des porcs.

Dans d'autres pays, les prix garantis ont subi peu de modifications. Au Danemark, le prix du beurre à la production a été réduit en décembre 1959 et de nouveau en février 1960, compte tenu du fléchissement des cours mondiaux. En Suède,

où en vertu du nouvel accord agricole institué en septembre 1959 les droits sur certains produits agricoles sont fonction des salaires industriels, des prix mondiaux et des coûts de production, les droits sur la viande, le fromage, les œufs, les pommes de terre et les céréales panifiables ont été majorés à dater de mars 1960.

En Grèce, le programme préliminaire de développement économique pour 1959-63 envisage une réduction des superficies emblavées qui allégerait les subventions gouvernementales, un accroissement de la production des céréales fourragères et une réduction des importations de ces denrées ainsi qu'un accroissement de la production et de la consommation des produits de l'élevage. La culture de la betterave à sucre sera introduite et des raffineries seront créées. Le gouvernement compte trouver en Europe des débouchés élargis pour le coton, les sultanas, les agrumes et le tabac, et cet espoir a beaucoup influé sur la décision grecque de présenter une demande d'admission à la Communauté économique européenne. La Grèce cherche également à élargir le marché de ses produits agricoles dans les pays d'Europe orientale.

Coordination économique régionale

Vers la fin de 1959, la Commission de la Communauté économique européenne a préparé des propositions relatives à une politique agricole commune. Ses propositions soulignent la nécessité de créer des unités agricoles efficaces et viables en offrant de nouvelles possibilités d'emploi à une partie de la population agricole, en améliorant l'éducation des agriculteurs et en installant des industries dans les zones rurales. Il est proposé d'établir un rapport annuel sur la situation agricole et d'indiquer comment on pourrait intensifier et financer les mesures de réforme structurelle.

Il est proposé également d'harmoniser progressivement les niveaux des prix des produits agricoles de base dans les six pays et de mettre sur pied un marché unifié dans un délai de six ans. Des organisations communes de commercialisation sont envisagées pour les céréales, le sucre et les produits laitiers, tandis que l'on se propose de coordonner les moyens de commercialisation actuels pour la viande et pour les œufs. En ce qui concerne les fruits et légumes, on se préoccupe surtout d'instituer des normes de qualité communes et de régler la concurrence. Pour tous les grands

produits excepté les fruits et légumes, il est proposé de constituer des fonds de stabilisation financés par les taxes à l'importation (destinées à porter les prix d'importation à des planchers déterminés).

Ces propositions ne demandent l'autarcie pour aucun produit agricole; mais le principe qui veut qu'on aligne les revenus de l'agriculture sur ceux des autres secteurs amène à soutenir les prix agricoles, ce qui continuera vraisemblablement à stimuler la production et à réduire les importations.

Après l'échec des négociations entreprises entre les membres de la Communauté économique européenne et les autres membres de l'OECE au sujet de la création d'une zone de libre échange plus étendue, sept pays (Autriche, Danemark, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse) ont constitué l'Association européenne de libre échange. Celle-ci vise à supprimer progressivement, à partir du 1^{er} juillet 1960, les droits de douane sur les denrées originaires de la zone, mais il ne sera pas institué de tarifs extérieurs communs pour les produits en provenance du reste du monde. Les produits de l'agriculture et de la pêche ne sont pas inclus dans l'accord, mais on envisage des dispositions spéciales pour faciliter le commerce de ces produits entre les pays membres. Déjà le Royaume-Uni est convenu de supprimer les tarifs sur le bacon, le fromage bleu et la crème en conserve en provenance du Danemark. La Suisse a augmenté ses importations de beurre danois et a promis d'accroître ses importations d'autres produits danois. La Suède doit accorder une préférence tarifaire aux importations de produits laitiers, de viande et de pommes de terre en provenance du Danemark et elle restituera, pour remboursement aux producteurs danois, une partie des droits perçus sur les produits alimentaires importés du Danemark.

Une réorganisation de l'OECE a été proposée. Il s'agirait surtout de rendre plus étroite la participation du Canada et des Etats-Unis et de donner un plus grand rôle à la coordination de l'assistance aux pays sous-développés.

EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S.

Les plans et objectifs à long terme ont subi de nouveaux ajustements en Europe orientale et en U.R.S.S. au cours de l'année 1959/60. La structure et l'organisation de l'agriculture ont continué à évoluer en U.R.S.S. et également dans certains

pays de l'Europe orientale, où la collectivisation a été encore accélérée dans la plupart des pays.

Plans de développement

Les plans agricoles à long terme des pays de l'Europe orientale et de l'U.S.R.S. sont établis sur la base de périodes quinquennales ou septennales et sont intégrés dans des « plans cumulatifs d'expansion » échelonnés jusqu'en 1975 ou 1980. En U.R.S.S., notamment, on cherche à obtenir une certaine souplesse en apportant au plan septennal des ajustements de détail tenant compte des résultats atteints dans le cadre des plans annuels.

En raison des succès obtenus dans le domaine de l'élevage en 1959, l'objectif de 1965 pour la production soviétique de viande a été porté des 16 millions de tonnes prévus dans le plan septennal à 20-21 millions de tonnes, ce qui correspond aux chiffres que l'on avait mis en avant en 1957 pour dépasser la production de viande par habitant des Etats-Unis. L'objectif de la production céréalière pour 1965 est fixé à 164-180 millions de tonnes et l'on espère maintenant atteindre le plus élevé de ces deux chiffres. La production de maïs est spécialement encouragée et l'avoine, ainsi que d'autres produits, doivent être remplacés par des aliments du bétail à plus haut rendement et plus nutritifs. A la suite de la campagne en faveur de l'utilisation accrue des engrais artificiels, on s'intéresse particulièrement à l'utilisation rationnelle des fumures organiques. D'autre part, on investira des sommes considérables dans la construction des silos, pour réduire les pertes de céréales et autres produits à l'entreposage.

A l'origine, l'on se proposait d'atteindre l'objectif céréalier de 1965 en comptant à peu près uniquement sur l'augmentation des rendements; à l'heure actuelle, l'on envisage d'augmenter la superficie ensemencée, en mettant en exploitation 12 millions d'hectares de jachères et 15 millions d'hectares de terre vierge. Cependant, l'immigration dans les nouvelles zones de culture de l'est de l'U.R.S.S. a soulevé de grandes difficultés: on y a transporté chaque année un grand nombre de travailleurs saisonniers mais le nombre des immigrants permanents reste insuffisant.

Le renforcement de la spécialisation agricole régionale est à l'ordre du jour et des recommandations ont été établies pour chacune des 39 zones agricoles de l'U.R.S.S. Pour leur donner effet, on

se propose notamment d'abolir ou de réduire les livraisons de céréales à l'Etat dans les zones où les prix de revient sont élevés. Des mesures tendant à renforcer la spécialisation agricole ont également été proposées pour les pays d'Europe orientale. La collaboration agricole entre l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe orientale se traduit déjà par des échanges de semences, d'informations techniques et de machines agricoles, et une certaine coordination a été instaurée entre les plans des différents pays.

Un certain nombre de pays d'Europe orientale ont révisé leurs plans à long terme ou les ont prolongés jusqu'à 1965, année où doit s'achever le plan septennal de l'U.R.S.S. En 1959 et 1960, des plans nouveaux ou modifiés, s'échelonnant jusqu'à 1965, ont été publiés en Hongrie, en Pologne, en Roumanie et en Tchécoslovaquie. De même que l'U.R.S.S., les pays d'Europe orientale axent leurs plans sur l'accroissement de la production animale et de la production fourragère (culture de maïs en particulier) et sur le relèvement des rendements par hectare et par tête de bétail. En outre, des investissements considérables doivent être consacrés aux moyens de production, en particulier aux engrais chimiques et aux machines. Quelques pays, notamment en Europe méridionale, s'efforcent d'accroître les superficies cultivables par des travaux d'assainissement, de drainage et d'irrigation.

Organisation agricole

En U.R.S.S., la proportion du cheptel appartenant au secteur socialisé a été encore augmentée en 1959, et les *kolkhozes* (fermes collectives) ainsi que les *sovkhozes* (fermes d'Etat) assurent désormais près de la moitié de la production totale de viande et de lait. Cela est dû principalement à la diminution du troupeau laissé en propriété privée aux travailleurs des *sovkhozes*, qui ont été invités à se défaire de leurs bêtes dans un délai de deux ou trois ans, et au fait que, depuis octobre 1959, l'élevage a été interdit dans plusieurs grandes villes. Les membres des *kolkhozes* qui possèdent des veaux sont encouragés à les vendre au *kolkhoze* qui en assurera l'engraissement et, dans certaines régions, l'on a réduit le nombre maximum des bestiaux dont ils peuvent être propriétaires.

De nouveaux *sovkhozes* doivent être constitués

en U.R.S.S. en 1960. Les *kolkhozes* ont poursuivi l'évolution commencée en 1958 et décrite dans le rapport de 1959³. Au début de 1960, il a été annoncé que les Stations de machines et de tracteurs (SMT) avaient conclu leurs opérations de vente de matériel agricole aux *kolkhozes*. Afin de faciliter les achats, on a fusionné environ 17 000 exploitations collectives, et leur nombre est actuellement de l'ordre de 60 000. Les stations de réparation (RTS) qui ont remplacé les SMT ont été transférées, dans certains cas, aux *kolkhozes* ou à des groupes de *kolkhozes*, et il semble que ce système se généralisera.

L'institution de prix uniformes à partir de 1958 pour les livraisons et ventes obligatoires à l'Etat a été avantageuse pour les petits *kolkhozes* et a permis d'égaliser dans une certaine mesure les revenus des *kolkhozes*. A la session du Comité central du Parti communiste, en décembre 1959, il a été décidé de réduire les prix de certains produits (cultures industrielles, fruits, raisin, thé) pour les harmoniser davantage avec ceux d'autres produits, et cela également contribuera à égaliser les revenus des différents *kolkhozes*. En ce qui concerne la rémunération des *kolkhoziens*, un nombre croissant de *kolkhozes* remplacent le *troudoden* (journée conventionnelle de travail) par des salaires fixes, mais ce système suppose que les *kolkhozes* possèdent des ressources financières relativement importantes. Les *kolkhozes* ressemblent de plus en plus à une entreprise agricole commerciale, employant une main-d'œuvre salariée et réalisant des profits nets variables. En U.R.S.S., sa structure se rapproche de celle du *sovkhoze*.

Les entreprises de construction, d'énergie électrique, de traitement des produits agricoles, etc., organisées et financées par des associations inter-*kolkhoziennes*, s'étendent rapidement, et dans certains cas les *sovkhozes* y participent. Il a été proposé que l'on constitue dans les districts des unions de *kolkhozes* afin de contrôler les entreprises et de coordonner les activités des *kolkhozes*. Des unions de *sovkhozes* sont également en voie d'établissement. Etant donné que, comme on l'a fait remarquer ci-dessus, les problèmes financiers prennent une importance croissante dans les *kolkhozes*, on a modifié en 1959 le système de crédit agricole afin

³ Voir aussi, Alexandre N. Sakoff, L'évolution actuelle des exploitations collectives de l'U.R.S.S., *Bulletin mensuel - Economie et statistique agricoles*, Vol. IX, N° 5, FAO, Rome, mai 1960.

de permettre un renforcement du contrôle. Auparavant, le crédit à long terme était obtenu de la Banque agricole (*Selkhozbank*) et le crédit à court terme de la Banque d'Etat (*Gosbank*), qui détient les soldes en espèces des kolkhozes. La Banque agricole a été supprimée et tous les crédits seront désormais obtenus de la Banque d'Etat, sauf les crédits de construction, pour lesquels on a créé une banque nouvelle.

La collectivisation s'est intensifiée dans la plupart des pays d'Europe orientale et quelques-unes des modifications de structure adoptées en U.R.S.S. s'effectuent également dans ces pays. La Bulgarie et la Tchécoslovaquie ont décidé de transférer les machines agricoles aux exploitations collectives d'ici 1962, et en Tchécoslovaquie plus de la moitié de ces machines étaient déjà achetées à l'automne de 1959. En Allemagne orientale, les machines seront prêtées plutôt que vendues aux coopératives du type le plus évolué. En Bulgarie, de grandes coopératives ont été organisées, en liaison avec des travaux d'irrigation, depuis 1958, et les 3 290 coopératives du pays ont été fondues en 640 unités possédant en moyenne plus de 6 500 hectares de terre arable, chiffre très supérieur à la moyenne de 2 200 hectares prévalant en U.R.S.S. A la fin de 1959, cependant, le nombre des unités de production était passé à 950, pour une dimension moyenne de 4 500 hectares.

La collectivisation est à peu près complète en Bulgarie. En Allemagne orientale, l'effort de collectivisation a été très intense en 1959 et au début de 1960, et la proportion des terres socialisées (coopératives et exploitations d'Etat) est passée de 37 pour cent en 1958 à plus de 85 pour cent en mars 1960. En Albanie, le secteur socialisé couvre 80 pour cent et en Tchécoslovaquie 86 pour cent de la terre arable. En Roumanie, la proportion est passée de 55 pour cent en 1958 à 81 pour cent en juin 1960, en raison surtout de l'expropriation (contre indemnité) de toutes les terres qui n'étaient pas cultivées directement par le propriétaire et du fait de la suppression du louage des terres et de l'emploi de main-d'œuvre salariée. En Hongrie, la proportion de la terre arable dévolue au secteur socialisé est passée de 29 pour cent à la fin de 1958, à 72 pour cent en mars 1960.

La situation de la Pologne reste différente de celle des autres pays d'Europe orientale. Le contrôle collectif de l'exploitation agricole privée est exercé dans une certaine mesure par des « cercles agricoles », forme d'association locale d'agriculteurs qui remonte

au début du XIX^e siècle. Vers le milieu de 1959, 13 pour cent environ des exploitations étaient groupées en 19 000 cercles. Ceux-ci administrent le Fonds spécial du développement agricole, qui a été créé en septembre 1959 et qui est alimenté par la différence entre les prix du marché et les prix des livraisons à l'Etat. Ces cercles peuvent également entreprendre la culture collective des terres qui leur sont vendues par divers organismes d'Etat et il est probable qu'un million d'hectares environ pourront être mis à la disposition de cette forme nouvelle d'entreprise collective.

AMÉRIQUE LATINE

En Amérique latine, l'une des principales caractéristiques de 1959/60 a été le succès des programmes de stabilisation entrepris dans plusieurs pays en vue de freiner l'inflation des prix qui s'était fait sentir jusqu'alors avec tant de persistance. Des progrès notables ont également été enregistrés en matière de coordination économique régionale.

Politiques de prix

Le Plan de stabilisation adopté en décembre 1958 a permis à l'Argentine de réduire l'inflation et de redresser un peu l'équilibre des exportations et des importations en 1959 et pendant le premier semestre de 1960. En juillet 1959, le gouvernement ayant demandé au commerce de détail de coopérer à la réalisation du programme de stabilisation, 60 000 magasins de détail ont consenti à vendre au prix coûtant certains biens de consommation indispensables.

Nombre de pays d'Amérique latine abandonnent depuis quelques années le système des taux de change multiples; en décembre 1959, l'Uruguay a remplacé ce système par un taux unique impliquant la dévaluation du peso (qui est tombé de 1,5 à 6,5 pour un dollar U.S.). Des prélèvements, pouvant aller jusqu'à 50 pour cent, ont été opérés à titre de mesure transitoire sur les recettes en devises étrangères fournies par les grands produits d'exportation; une partie en a été réservée en vue de subventionner les importations de produits alimentaires. Dès octobre 1959, les prix des biens de consommation essentiels avaient été bloqués jusqu'à la fin de l'année au niveau du 31 juillet, et les marges des prix de détail avaient été limitées à

25 pour cent. Au début de 1960, un plafond de prix a été fixé pour les ventes au détail du pain.

Le Brésil n'a pas suivi l'exemple de la plupart des autres pays d'Amérique latine qui ont entrepris la réalisation d'un plan d'ensemble de stabilisation économique, mais il prend des mesures *ad hoc* selon les besoins. A la suite des mauvaises récoltes de 1959/60, le contrôle des prix a été imposé pour un certain nombre de produits alimentaires essentiels. L'objectif de production pour le blé n'ayant pu être atteint, en partie à cause du mauvais temps mais aussi à cause de la hausse des prix de divers biens nécessaires à la production et de l'insuffisance des moyens d'emmagasinement, il a fallu modifier la politique du prix du blé : les cultivateurs touchent maintenant un prix de base, majoré d'une prime (50 pour cent du prix de base), qui n'est versée qu'à la condition d'être utilisée pour acheter des biens nécessaires à la production.

Le Brésil a commencé à appliquer en 1959 une nouvelle politique en matière de café : au lieu de défendre les cours, il s'agit d'accroître le volume des exportations, sans tenir compte des cours, sur de nouveaux marchés comme l'Europe orientale, l'U.R.S.S. et le Japon. Sur les marchés traditionnels, les prix sont soutenus par l'Accord international sur le café récemment signé. Le Brésil comme la Colombie cherchent à utiliser le café pour des opérations de troc, en particulier avec les pays d'Europe orientale et l'U.R.S.S. La nouvelle politique brésilienne à l'égard du café a également eu comme conséquence l'adoption d'une mesure visant à simplifier le système des taux de change multiples, car il n'y a plus que deux taux de change au lieu de trois pour les exportations. Mais la politique des prix à l'exportation ne se répercute pas sur les prix intérieurs. Le taux du dollar « café » a été porté de 76 à 90 cruzeiros en juillet 1960, ce qui implique toujours une taxe sur les changes assez élevée par rapport au taux du marché libre. D'autre part, le gouvernement est tenu d'acheter tout le contingent d'exportation qui ne peut être vendu à un prix minimum, et il finance la totalité de la récolte grâce à des crédits qui peuvent atteindre 80 pour cent de ce prix. Le prix minimum pour 1959/60 (2 100-2 200 cruzeiros le sac) sera probablement porté à 3 000 cruzeiros environ pour la récolte 1960/61. En Colombie également, le taux du dollar « café » et le prix d'achat de la Fédération des producteurs de café ont été augmentés en mai 1960.

Les politiques de prix n'ont subi que de rares

modifications dans les autres pays de la région en 1959/60. Le Mexique octroie depuis novembre 1959 une subvention aux exportations de maïs, afin d'enrayer l'accumulation d'excédents. Au Pérou, les subventions et les contrôles sur la viande ont été abolis de manière à encourager l'élevage des bovins.

Plans de développement

S'il n'y a guère dans les pays d'Amérique latine de plans officiels de développement économique du genre de ceux qui sont en vigueur dans la plupart des autres régions peu développées du monde, les activités intéressant le développement de l'agriculture s'y effectuent presque partout dans le cadre de programmes par secteur, par région et par produit. C'est ainsi qu'au Brésil un organisme spécial de développement a été créé en décembre 1959 pour le nord-est du pays, ravagé par la sécheresse. Son programme comporte des travaux d'irrigation et la mise en valeur des industries et des mines.

Il faut signaler encore, parmi les programmes intéressant l'agriculture, celui qui concerne la diversification de la production agricole au Nicaragua et pour lequel ce pays a obtenu de la Export-Import Bank un prêt de 8 millions de dollars U.S., et le programme de développement de l'élevage en Uruguay, pour lequel la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a accordé en avril 1960 un prêt de 7 millions de dollars U.S. Au Chili, un plan décennal de développement économique est en préparation. Au Guatemala, 41 millions de dollars doivent être investis pour mettre en valeur 40 000 hectares de plantations d'hévéa sur la côte du Pacifique. Au Mexique, les mesures en cours d'exécution au titre du Programme de bien-être rural comportent la révision de la législation sur l'occupation des terres, le développement du système d'assurance-récoltes et d'assurance-bétail, ainsi que la réinstallation dans de nouvelles régions agricoles des populations rurales en excédent.

Au Venezuela, une mission de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement formule des recommandations en vue d'un programme de développement à long terme. En février 1960, a été votée une loi relative à la réforme agraire; les donations volontaires de terres ayant été nombreuses, il ne devrait pas être nécessaire de procéder à des expropriations. Le Pérou, lui aussi, prévoit d'entreprendre des mesures de

réforme agraire; des programmes de ce genre sont à l'étude en Colombie, en Equateur et en Uruguay.

Coordination économique régionale

De nouveaux progrès ont été enregistrés en ce qui concerne les programmes de coordination économique en Amérique latine. En février 1960, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Mexique, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay ont signé le traité de Montevideo qui institue une Association de libre échange. Le traité prévoit l'élimination dans un délai de 12 ans de toute restriction commerciale entre ces pays; il prévoit encore la libre convertibilité des devises et une étude approfondie des systèmes de paiement et de crédit afin de faire disparaître toute pratique discriminatoire entre les pays membres. Les sept pays contractants doivent négocier dans un délai de cinq ans un accord sur le développement de l'agriculture, visant à mieux coordonner leur production agricole et leurs politiques commerciales. L'Association de libre échange est ouverte à tous les autres pays d'Amérique latine; la Bolivie, la Colombie et l'Equateur ont déjà fait savoir qu'ils avaient l'intention d'en faire partie. C'est donc là, semble-t-il, un premier pas important vers la création du Marché commun d'Amérique latine, à l'étude depuis un certain nombre d'années.

Dans le cadre du Plan d'intégration économique de l'Amérique centrale, le Guatemala, le Honduras et le Salvador ont signé au début de 1960 un accord instituant une association économique. L'accord prévoit la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux et la création d'un Fonds de développement et d'assistance, qui financera les projets de développement.

La Banque interaméricaine pour le développement a été officiellement créée le 30 décembre 1959 après que 18 pays en eurent ratifié la charte. La Banque a un capital de 1 milliard de dollars U.S.; elle octroiera des prêts (850 millions de dollars remboursables en dollars, et 150 millions de dollars remboursables en d'autres devises) pour le financement de projets de développement économique.

EXTRÊME-ORIENT

Plusieurs nouveaux plans de développement importants sont en préparation en Extrême-Orient, notamment le troisième plan quinquennal de l'Inde

dont l'exécution doit commencer en avril 1961. L'Inde entreprend une innovation importante, qui comportera peut-être aussi des enseignements utiles pour d'autres pays peu développés; il s'agit du programme de développement intensif de l'agriculture par district, aux termes duquel seront concentrés dans des districts pilotes choisis des matériaux et services de toutes sortes, nécessaires aux agriculteurs pour accroître très sensiblement la production agricole. On a également enregistré dans plusieurs pays de la région certains autres changements dans la politique des prix agricoles. En Chine continentale, une certaine réorganisation des communes rurales a eu lieu.

Plans de développement

De nouveaux plans de développement économique ont été annoncés au Cambodge, à Ceylan, au Laos, au Pakistan, à Sarawak et à Taïwan; de nouveaux plans sont en cours d'établissement en Inde et en Thaïlande. Les modifications aux plans de développement dans les pays où la planification de l'économie est centralisée sont étudiées dans une section distincte.

A Ceylan, le Conseil national du plan a publié un plan décennal de développement (1959-68): l'agriculture devra couvrir en 1968, 89 pour cent des besoins intérieurs de produits agricoles, contre 71 pour cent en 1957. La production de riz devra augmenter de 144 pour cent par rapport au niveau de 1959, celle du caoutchouc et de la noix de coco de plus du tiers, et celle du thé de près du tiers. Le plan devrait fournir un cadre général pour des programmes triennaux de mise en œuvre dans les divers secteurs. Le Conseil du plan a déjà nommé un Comité des cultures d'exportation, qui examinera les programmes de remise en état des plantations de thé, d'hévéa et de noix de coco pour la période 1961-63; d'autres comités établiront des programmes pour la mise en œuvre des autres aspects du plan.

Au Pakistan, la plupart des objectifs du premier plan quinquennal n'étaient pas atteints lorsque s'est achevée, en juin 1960, la période prévue. Bien qu'il n'ait jamais été officiellement adopté, ce plan n'en a pas moins été utilisé par les ministères, qui s'en sont inspirés dans la mise en œuvre de projets. Le revenu par habitant n'a pas augmenté, et les objectifs fixés pour l'irrigation et le drainage, l'extension des superficies cultivées, l'emploi des

engrais et la lutte contre les maladies n'ont pas été atteints. Il a été reconnu que le crédit agricole n'avait pas été suffisant; au Pakistan oriental, le nombre et les effectifs des sociétés coopératives ont diminué. Une Commission du ravitaillement et de l'agriculture a donc été chargée, avec le concours de plusieurs experts internationaux, d'examiner les politiques agricoles du pays. En juin 1960, le Conseil économique a approuvé le deuxième plan quinquennal, qui accorde à l'agriculture et aux travaux d'irrigation la priorité la plus élevée et un pourcentage beaucoup plus important que dans le premier plan (22 pour cent) de la totalité des investissements publics et privés. Il s'agit de faire en sorte que le pays se suffise à lui-même pour les aliments de base; en outre, la production de céréales alimentaires doit être augmentée du cinquième. L'accroissement très sensible de la production des aliments protéiques, des fruits et des légumes permettra d'améliorer qualitativement le régime alimentaire.

Au Cambodge, le premier plan quinquennal de développement économique et social (1960-64) a principalement pour but d'accroître la production de riz, de caoutchouc et de coton; la diversification de la production se fera par l'encouragement de la culture du jute, de la canne à sucre, de la noix de coco, du thé, du café, du palmier à huile, etc. En Indonésie, un plan triennal agricole (1959/60-1961/62) a été formulé: il s'agit de mettre le pays en mesure de suffire à ses besoins en riz d'ici la fin de 1962. Le Laos a approuvé un plan quinquennal (1959/60-1963/64) qui fait une place importante au développement de l'agriculture. A Sarawak, l'agriculture recevra, au titre du nouveau plan de développement pour 1959-63, 27 pour cent du total des crédits prévus. On s'attachera davantage à développer les cultures de rapport, en particulier celles de l'hévéa et de la noix de coco; des industries de traitement seront mises sur pied; parmi les nouvelles cultures, la priorité sera accordée au développement du palmier à huile. A Taïwan, la plupart des objectifs fixés à la production agricole pour 1959 au titre du deuxième plan quadriennal ont été atteints ou dépassés, sauf pour le riz, qui a souffert des inondations. Un troisième plan économique quadriennal (1961-64) a été formulé; en outre, un programme décennal de développement de l'agriculture, qui doit commencer à être exécuté cette année, a été annoncé. Ce dernier prévoit une augmentation de 25 pour cent de la production de riz et la mise en culture de 2,5 millions d'hectares de terres marginales. En Thaïlande, un plan à court

terme, s'étendant sur trois ans, est en train d'être établi; il constituera la première tranche d'un plan sexennal dont la réalisation doit commencer en octobre 1961. On se propose d'irriguer de plus grandes superficies de terres à paddy et d'accroître les disponibilités en engrais, de manière à pouvoir maintenir les exportations de riz au niveau de 1,2 million de tonnes par an.

Au début de la dernière année d'exécution du deuxième plan quinquennal, l'Inde a assez bon espoir de pouvoir réaliser les prévisions de dépenses qui, révisées, représentent environ les cinq sixièmes des propositions primitives. Toutefois, en raison de revers subis dans le secteur agricole, le revenu national n'a augmenté que de 5,2 pour cent pendant les trois premières années de la réalisation du plan; en outre, le fait que l'estimation de l'accroissement démographique annuel révisé a subi une forte hausse (passant à 1,9 pour cent) indique que le revenu par habitant n'a probablement pas augmenté pendant cette période. La production de céréales alimentaires a pu augmenter assez fortement au cours des deux dernières années, grâce au beau temps et à une certaine accélération de projets, tels que les petits réseaux d'irrigation et les formes de semences. Les prévisions concernant le développement de l'irrigation ne seront cependant réalisées que pour les cinq sixièmes, et les disponibilités d'engrais ont été bien inférieures à la demande.

La Commission indienne du plan fait chaque année le point détaillé de l'avancement des travaux; en outre, une équipe d'experts de la Fondation Ford a examiné en 1959 les progrès réalisés en agriculture et a étudié les besoins alimentaires du pays pendant la durée du troisième plan. A la suite d'une recommandation de cette équipe, le Ministère du ravitaillement et de l'agriculture doit commencer en 1960 l'exécution du Programme de développement intensif de l'agriculture par district. Dans des districts choisis, couvrant chacun plusieurs milliers d'hectares et disposant d'un approvisionnement en eau relativement sûr et de facilités de développement communautaire en état de fonctionnement, on s'attachera tout particulièrement à assurer que soient mis en temps voulu à la disposition des exploitants les biens nécessaires à la production, des services de crédit, de commercialisation, etc. On espère, en concentrant ainsi les efforts, arriver à accroître assez fortement la production agricole. Les sept premiers projets devaient être financés en partie par la Fondation Ford et en partie au titre du troisième plan.

L'avant-projet de propositions relatives au troisième plan quinquennal de l'Inde (1961/62-1965/66) vient d'être publié. L'un des principaux facteurs dont il a été tenu compte dans leur établissement est la révision en hausse, mentionnée plus haut, du taux estimé de l'accroissement démographique; il importe de noter que le projet prévoit une augmentation du nombre des centres de planification familiale, qui passerait de 1 800 à 8 200. On estime le coût du plan à 102 milliards de roupies, dont 32 milliards environ en devises étrangères; les trois cinquièmes des investissements prévus vont au secteur public. L'objectif pour les céréales alimentaires est de 100 à 105 millions de tonnes (l'équipe de la Fondation Ford recommande 110 millions de tonnes et l'on s'attend à une production de 75 millions de tonnes dans la dernière année du plan en cours). Les exportations, notamment celles de coton, de jute, de thé, de café, de tabac et de graines oléagineuses, seront fortement accrues. Les objectifs prévoient notamment la mise en irrigation de 8 millions d'hectares de plus et un très fort accroissement de l'utilisation des engrais. La Commission du plan souligne que les propositions actuelles n'ont qu'un caractère provisoire, en partie afin de pouvoir assurer la souplesse nécessaire. C'est ainsi que le projet de programme pour le développement de l'agriculture coopérative est encore à l'étude; mais des crédits supplémentaires seront peut-être votés ultérieurement pour en commencer la mise en œuvre.

Politiques de prix

Les politiques de prix alimentaires et agricoles ont subi des modifications importantes dans plusieurs pays en 1959/60. En Inde, les prix du sucre ont été augmentés en novembre 1959; pour toute la part de la production qui dépassera la moyenne des deux dernières années, les producteurs et les industriels se partageront une réduction de 50 pour cent du droit sur le sucre. Il est question de constituer un Comité consultatif permanent du prix des produits agricoles, qui conseillerait le gouvernement en matière de prix à la production et de rapports de prix entre cultures concurrentes. En présentant ses propositions en vue du troisième plan quinquennal, la Commission du plan a souligné qu'il fallait absolument et avant tout assurer la stabilité des prix; elle a déclaré que des contrôles à la fois fiscaux et matériels seraient imposés le cas

échéant. On espère stabiliser davantage les prix à la production et à la consommation en constituant des stocks de réserve de céréales alimentaires à l'aide des disponibilités obtenues en vertu du récent accord avec les Etats-Unis, dont il a été question plus haut à propos des opérations d'écoulement des excédents.

Au Japon, un nouveau programme décennal, relatif au blé et à l'orge a été formulé; il propose de remplacer progressivement le système du soutien des prix par des mesures visant à améliorer la productivité et la qualité. La demande de blé et d'orge de production nationale est jusqu'à présent demeurée faible en raison de leur prix élevé et de leur qualité inférieure.

A la suite des bonnes récoltes de 1959/60, le Pakistan a pu alléger certaines mesures de contrôle. En janvier 1960, le rationnement statutaire a été levé dans 16 villes sur 19 au Pakistan oriental; le rationnement non statutaire et les restrictions à la liberté du mouvement et de la vente du riz et du paddy ont également pris fin. De même ont été levés tous les contrôles sur la distribution du sucre. Mais les prix continuent à être strictement réglementés. La réglementation des prix a été maintenue pour le sucre, par exemple, et en décembre 1959 des prix maximums ont été fixés pour un certain nombre de produits, notamment les céréales alimentaires, les légumes, la viande, le lait et les matières grasses. Depuis avril 1960, tous les contrôles sur le mouvement du blé, de même que le rationnement de ce produit, ont été abolis au Pakistan occidental. Une assez grande liberté sera laissée aux prix du blé qui pourront évoluer entre le prix-plancher garanti aux producteurs et le prix-plafond à la consommation; ces prix seront mis en œuvre grâce à des achats et à des ventes effectués par l'Etat sur la base d'un stock de réserve de 500 000 tonnes. Le Pakistan occidental a également abandonné le monopole d'Etat pour l'achat et le commerce des variétés supérieures de riz, dont le mouvement continue cependant à faire l'objet de restrictions, de manière à assurer que le commerce privé dirige la totalité de la production vers l'exportation. Des prix-plancher à la production ont également été fixés, et seront appliqués grâce à des achats effectués par l'Etat.

En Thaïlande, le système pour la stabilisation des prix du riz, mis en œuvre au moyen d'une taxe ou d'une prime variables sur les exportations de riz, n'a pas réussi à empêcher une baisse des prix intérieurs après l'importante récolte de 1956/59. Il a donc été complété, au début de 1960, par un

système en vertu duquel le gouvernement garantit aux producteurs des prix minimums. L'Organisation nationale des entrepôts, ainsi que les sociétés provinciales et les coopératives de commercialisation, doivent acheter le riz à des prix minimums, correspondant aux prix d'achat moyens des rizeries de Bangkok les années normales. En outre, une politique d'ensemble pour la stabilisation des cours du riz et d'autres produits agricoles a été annoncée; elle implique des garanties permanentes de prix minimum pour ces cultures. Il est envisagé de mettre cette politique en œuvre au moyen de stocks-tampon.

Chine continentale et autres pays à économie centralisée planifiée

En Chine continentale, l'accroissement de la production de céréales demeure le principal objectif des plans de production agricole. Un plan décennal pour la mécanisation de l'agriculture, s'appliquant pour commencer aux principales zones produisant des excédents commercialisables de céréales, a été annoncé. Comme en U.R.S.S., une très grande importance est accordée à l'utilisation des engrais organiques. Alors que l'an dernier il avait été projeté de réduire les superficies ensemencées, cette année-ci l'accroissement de production doit provenir d'un développement des superficies ainsi que de la nouvelle amélioration des rendements. Comme l'an dernier déjà, on continuera à s'attacher surtout à développer la production des légumes et de la viande de porc dans les banlieues; on développera en outre la production des graines oléagineuses, des fruits, du poisson, etc. Dans les régions frontalières, les grands travaux d'irrigation et de remise en état seront poursuivis. Au Tibet, on procède à la redistribution des terres, et l'organisation de fermes collectives est commencée.

Il y a maintenant 24 000 communes rurales en Chine continentale; chacune d'elles groupe un grand nombre de villages et en moyenne 5 000 familles, au lieu des 700 000 petites coopératives qui existaient en 1958. La disparition des anciens petits lopins de terre et les plantations d'arbres ont, semble-t-il, transformé l'aspect des campagnes. On a estimé nécessaire, en août 1959, de réorganiser les communes; les disponibilités alimentaires destinées aux cuisines communales avaient en effet été inférieures à celles de l'année précédente; en outre, du fait de la centralisation trop poussée et de la mise en commun de tous les revenus, c'étaient les « bri-

gades » les plus efficaces qui faisaient vivre les autres. De petits lopins de terre ont été restitués aux familles pour y cultiver des légumes et élever de la volaille, afin d'améliorer le ravitaillement des campagnes. En même temps, la brigade de production (200 à 300 familles) est devenue l'unité de base pour la propriété des terres, des animaux et du matériel. Chaque brigade peut maintenant répartir entre ses membres la plus grande partie de ses revenus, tout en versant une certaine partie au fonds de capital de la commune. Les salaires, calculés en fonction du travail accompli, ont été rétablis à titre d'encouragement; en outre, les céréales alimentaires sont distribués sur la base de la ration. On a annoncé cette année l'organisation de communes urbaines.

La Corée du Nord a renoncé à exécuter le premier plan quinquennal (1957-61), qui mettait l'accent sur le développement de l'industrie lourde; il a été reconnu, en effet, qu'il était impossible d'atteindre les objectifs fixés; d'autre part, le développement prévu dans les autres secteurs était insuffisant. Un nouveau plan est en préparation pour 1961-65; la mécanisation en constituera le principal facteur en vue d'accroître la productivité agricole. La collectivisation est maintenant complète dans ce pays. Dans le Nord Viet-Nam, 42 pour cent des familles paysannes ont été groupées en 26 800 coopératives agricoles en 1959. 1960 sera la dernière année d'exécution du plan triennal; un nouveau plan quinquennal est en cours de préparation.

Des modifications radicales sont en cours d'exécution en Mongolie extérieure. Au début de 1960, on a annoncé que 99,7 pour cent des familles nomades et 75 pour cent du bétail avaient été collectivisés pour former 389 coopératives rurales comptant en moyenne 475 familles et 43 000 têtes de bétail. L'un des objectifs de la collectivisation rapide est la suppression totale du nomadisme; mais il ne semble guère que cet objectif ait été atteint. En même temps, la faible superficie cultivée a été portée de 107 000 hectares en 1958 à 153 000 hectares en 1959; il est prévu, d'ici 1961, de mettre en culture des terres vierges de manière à porter le total à 300 000 hectares. De nouvelles installations de traitement sont en cours d'installation, en particulier pour les peaux, les cuirs et la laine.

PROCHE-ORIENT

Au Proche-Orient, le principal fait nouveau en matière de politique agricole a été la signature de

l'Accord sur les eaux du Nil, portant partage du cours du Nil entre la République arabe unie et le Soudan. En outre, plusieurs pays ont en préparation des plans de développement nouveaux et plus complets. De nouvelles modifications ont été apportées aux politiques commerciales en vue d'encourager les exportations; on tend toujours à accorder plus d'attention au milieu institutionnel de l'agriculture. Aucun fait nouveau important n'est à signaler en ce qui concerne le projet du marché commun arabe.

Plans de développement

Aux termes de l'Accord sur les eaux du Nil, signé en novembre 1959, le Soudan recevra 14 500 millions de mètres cubes, et la Région égyptienne de la République arabe unie 7 500 millions de mètres cubes, du supplément d'eau qui sera emmagasiné une fois terminé le grand barrage d'Assouan. La part totale de chacun des deux pays se trouvera de ce fait portée à 18 500 millions et 55 500 millions de mètres cubes. La République arabe unie est convenue de consacrer 15 millions de livres égyptiennes à la réinstallation des populations soudanaises des régions qui seront inondées par suite de la construction du barrage. Un organe technique permanent conjoint a été constitué pour étudier et exécuter des projets au Soudan afin d'empêcher le gaspillage de l'eau dans les marais du Nil; les deux gouvernements se partageront à parts égales les coûts et les bénéfices.

Au Soudan, cet accord ouvre la voie à la construction du barrage de Roseires, dans le cadre du nouveau plan de développement à long terme en cours de préparation. Le Soudan demandera à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement de l'aider à construire ce barrage; il a déjà obtenu 15,5 millions de dollars à titre de contribution au financement de l'achèvement des travaux d'irrigation de Managil. Il est envisagé aussi de construire, sur le fleuve Atbara, un autre barrage, dont le coût serait de 20 millions de livres soudanaises, et qui permettrait d'irriguer 100 000 hectares en vue de réinstaller les populations de Wadi Halfa lorsque la ville sera submergée par suite de la construction du haut barrage.

Dans la Région égyptienne de la République arabe unie la construction du haut barrage d'Assouan a commencé en janvier 1960 avec le concours de l'U.R.S.S. Les deux premières tranches

du projet ont été fondues en une seule, et les travaux doivent être terminés en 1968. On estime le coût total à 367 millions de livres égyptiennes, auxquels s'ajouteront 180 millions de livres égyptiennes pour les ouvrages secondaires. Lorsque le barrage sera terminé, il permettra d'irriguer 420 000 hectares de plus et d'assurer l'irrigation pérenne de 300 000 hectares actuellement sous irrigation par submersion, sans parler des très grandes quantités d'électricité qu'il sera possible de produire. Les nouveaux plans généraux de développement intéressants à la fois la Région égyptienne et la Région syrienne étaient jusqu'alors établis en se fixant comme objectif de faire doubler en 20 ans le revenu national; les deux régions préparent maintenant des plans visant à obtenir ce résultat en 10 ans. Un organisme autonome, l'Institut des grands projets, a été créé dans la Région syrienne pour réaliser d'importants travaux d'irrigation, notamment ceux de l'Euphrate, qui devraient, d'ici 1970, permettre de doubler les superficies actuellement irriguées.

En Afghanistan, l'exécution du premier plan quinquennal doit prendre fin en septembre 1961 et le deuxième plan est déjà en cours de préparation. Un accord vient d'être signé avec l'U.R.S.S. en vue d'exécuter les grands travaux d'irrigation et de production d'énergie électrique de Jalalabad, qui permettront d'irriguer 25 000 hectares. En Iran, le Bureau économique de l'Organisation du plan a préparé une étude d'ensemble de l'état d'avancement des travaux au titre de la première moitié (septembre 1955-mars 1959) du deuxième plan septennal. Il ressort de cette étude qu'une grande partie des investissements apparemment destinés à l'agriculture a en fait servi principalement à construire des barrages utilisés pour produire de l'énergie électrique et de l'eau potable. Etant donné l'élévation des coûts et la réduction temporaire à 55 pour cent de la part des revenus du pétrole consacrés au développement, il semble peu probable que le plan puisse être exécuté à temps à moins de pouvoir obtenir de nouveaux prêts de l'étranger. La Banque internationale vient d'accorder un prêt de 42 millions de dollars, destiné à faire face au coût en devises étrangères de l'exécution des grands travaux à fins multiples de Dez au Khuzistan. Le Bureau économique prépare actuellement le troisième plan.

En Irak, les travaux de développement se poursuivent dans le sens indiqué dans le plan sexennal de développement pour 1956-61; un nouveau plan triennal intérimaire, dont l'exécution coûtera 391

millions de dinars irakiens (y compris le prêt de 50 millions de dinars octroyé par l'U.R.S.S. en 1959), a été annoncé; il servira de lien entre le premier plan et un plan beaucoup plus complet qui sera lancé en 1963. Le plan intérimaire accorde beaucoup moins d'importance qu'autrefois aux travaux d'irrigation à grande échelle, mais fait une part plus grande au développement industriel et social. L'agriculture et l'irrigation ne reçoivent que 12 pour cent des investissements totaux; les nouvelles propositions de grands travaux comportent la régularisation d'une partie du cours de l'Euphrate, des travaux de drainage étendus, l'institution de quatre grandes fermes d'Etat spécialisées dans diverses cultures, de stations de tracteurs, de silos à céréales et d'une usine d'engrais.

En Israël, le Ministère des finances et la Banque d'Israël ont préparé un plan quinquennal; celui-ci envisage des investissements annuels de 1 000 à 1 100 millions de livres israéliennes qui permettraient d'accroître le revenu national de 8 pour cent par an. La priorité est accordée au développement des exportations et à la réduction des importations.

Le gouvernement du Liban a demandé à une organisation privée, le Centre international pour le développement économique et social, d'étudier les ressources du pays en vue de préparer avant la fin de 1960 un plan de développement. La Libye a réservé au développement 70 pour cent de ses recettes provenant du pétrole; elle préparera probablement un programme de développement à long terme sur la base des recommandations formulées par la mission de la Banque internationale qui vient de visiter le pays. En Arabie saoudite, il est également probable que le succès du programme d'austérité aboutira à la planification économique; une mission de la Banque internationale a également visité ce pays.

En Turquie, on s'attend à des modifications de la politique agricole, à la suite du changement récent de gouvernement. Il est question de constituer, au Cabinet du Premier Ministre, un Bureau de la planification économique et, au Ministère de l'agriculture, un groupe chargé de l'économie et de la planification agricoles.

Autres modifications de politique

Ainsi qu'on l'a dit, les grands travaux d'irrigation occupent encore une place importante dans les plans de développement de la région; on constate

toutefois que, comme cela avait déjà été le cas en 1959, on a continué d'accorder, pendant la période considérée, plus d'importance aux améliorations des institutions. En Iran, une loi sur la réforme agraire a été adoptée. En Irak, une nouvelle loi sur les sociétés agricoles devrait faciliter l'agriculture coopérative et la fourniture des biens nécessaires à la production. Des centres de formation coopérative ont été créés dans la Région syrienne de la République arabe unie; en Jordanie, une Union centrale coopérative a été formée pour servir de banque à toutes les coopératives enregistrées, procéder à des achats en bloc de leurs produits et faciliter la commercialisation.

En matière de politiques visant à promouvoir les exportations, il faut signaler l'abolition des droits d'exportation sur tous les cotons, exception faite de l'Ashmouni à fibres courtes, dans la Région égyptienne. En outre, le commerce de troc pour le coton a été supprimé et la remise sur les exportations de coton à destination des zones à devises transférables a été ramenée de 35 à 6 pour cent. Il s'est constitué une Fédération des exportateurs de coton, qui réglementera les exportations et évitera les fluctuations violentes sur les marchés au comptant et à terme en attribuant un contingent à chaque exportateur et en prenant les dispositions nécessaires pour faire écouler ce contingent par l'intermédiaire d'une entreprise commerciale d'Etat. A l'occasion de l'Accord sur les eaux du Nil, le Soudan et la République arabe unie ont signé un accord de commerce et de paiements portant sur des transactions pour une valeur de 11 millions de livres égyptiennes. L'Irak a conclu plusieurs accords de troc pour échanger des dattes contre divers produits essentiels importés.

AFRIQUE

La situation politique a évolué si rapidement en 1959, et surtout en 1960, qu'il est assez difficile de suivre les modifications récentes en matière de politique agricole dans cette région et de se faire une idée exacte de la situation des divers plans de développement qui étaient en cours d'exécution. En 1959/60, plusieurs nouveaux plans de développement ont été annoncés; d'autres sont en préparation. En ce qui concerne le financement des plans et projets de développement, le fait important est que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, dont les prêts aux pays d'Afri-

que étaient jusqu'à présent destinées presque entièrement aux transports, à l'énergie électrique et aux mines, a accordé trois prêts en vue du développement.

Plans de développement

Au Congo, le budget du développement pour 1960/61 représente la première tranche du deuxième plan décennal. Ce pays venant d'accéder à l'indépendance, on ne sait pas encore très bien si le plan qui consacre à l'agriculture une part beaucoup plus forte des investissements totaux sera adopté intégralement ou sera modifié, puisqu'on ignore encore l'étendue de l'aide que fournira la Belgique. Un prêt de 7 millions de dollars a été obtenu auprès de la Banque internationale en vue d'améliorer l'agriculture africaine. Le Congo s'est également vu attribuer par le Fonds de développement de la Communauté économique européenne un milliard de francs belges pour 1958-62, en vue de projets destinés à compléter ceux qui figurent déjà dans les plans de développement existants. La proportion totale de ces crédits qui sera utilisée pour des projets de caractère économique plutôt que social a été fortement accrue; au Congo, plusieurs projets agricoles financés de cette manière sont déjà en voie d'exécution.

Dans la Communauté française, le Fonds d'aide et de coopération (FAC) a remplacé l'ancien Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) en ce qui concerne l'aide de la France aux plans de développement des Etats Membres de la Communauté. Pour 1960, les ressources du FAC devraient s'élever à 85 milliards d'anciens francs, dont 50 milliards iront au développement économique et social et le reste à l'assistance budgétaire. Le Fonds de développement de la Communauté économique européenne a consenti aux Etats d'outre-mer membres de la Communauté française, en 1959, des dons s'élevant à 13 milliards de francs.

On possède de nouveaux détails sur le Plan de Constantine pour l'Algérie (1959-63). Pour ce qui est de l'agriculture, il prévoit une augmentation de 75 000 hectares de la superficie irriguée, la redistribution de 250 000 hectares de terres, et la modernisation de l'agriculture traditionnelle par des méthodes modernes et par la construction de travaux d'infrastructure qui seront effectués avec la participation des paysans eux-mêmes. Sur un total prévu

d'investissements (publics et privés) de 2 500 millions de francs, l'agriculture en recevra 340 millions. La moitié des investissements alloués à l'agriculture sera utilisée pour l'irrigation, la conservation des sols, la sylviculture, la recherche agricole et la réforme agraire; l'autre moitié sera consacrée aux efforts tendant à moderniser l'agriculture traditionnelle.

La plupart des Etats Membres de la Communauté française préparent toujours leurs nouveaux plans de développement, dont on ignore encore les détails complets. Dans le plan concernant la République du Congo, la production agricole devrait doubler d'ici 1965. Le nouveau plan décennal du Dahomey prévoit lui aussi une augmentation de 100 pour cent de la production agricole, qui devrait faire quadrupler les disponibilités exportables. Le Kenya a reçu de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement un prêt de 5,6 millions de dollars U.S. en vue d'améliorer l'agriculture africaine et de développer les transports. Il sera donc possible de poursuivre l'exécution du Plan Swynnerton pour l'agriculture africaine au delà des cinq ans primitivement prévus, étant donné les résultats encourageants obtenus jusqu'ici. Le prêt couvrira les besoins en devises étrangères pour l'exécution d'un plan triennal accéléré, qui se prolongera jusqu'en juin 1963 et qui portera notamment sur la cartographie des sols, le remembrement, la vulgarisation agricole, les fermes-pilotes, les écoles le crédit agricole, et l'introduction de nouvelles cultures de rapport et l'amélioration de l'élevage. La Banque internationale a également prêté à la Rhodésie du Sud 5,6 millions de dollars au titre du développement de l'agriculture africaine. Le Cameroun méridional a obtenu de la Colonial Development Corporation un prêt de 3 millions de livres en vue d'améliorer les plantations de bananiers, d'hévéas, de palmiers à huile, de cacaoyers et de thé appartenant à la Cameroons Development Corporation. Dans l'île Maurice, le programme de développement est en cours de révision afin de tenir compte de la reconstruction rendue nécessaire par les dégâts causés par les cyclones au début de 1960.

Le gouvernement fédéral de la Nigeria a adopté une proposition tendant à la construction de barrages à fins multiples sur le Niger et sur le Kaduna, dont le coût sera de 121,5 millions de livres sterling. Les terres nouvellement irriguées seront utilisées non seulement pour des cultures vivrières destinées à ravitailler les populations de la Nigeria occidentale et orientale qui augmentent rapidement, mais aussi pour le cacao et d'autres cultures de rapport.

Le nouveau plan quinquennal (1960-65) de la région ouest de la Nigeria implique des dépenses en capital s'élevant au total à 68 millions de livres, dont 21 millions seront fournis par l'Office de commercialisation. Les dépenses envisagées pour l'agriculture s'élèvent à 13,8 millions de livres. Cinq millions seront consacrés au développement de colonies agricoles coopératives; un certain nombre d'hommes jeunes seront formés et établis dans des colonies où ils mettront leurs exploitations en valeur avec le concours du Service de vulgarisation. Des crédits ont également été votés pour permettre à l'Etat de participer financièrement à la création de plantations fondées grâce à des investissements étrangers, pour améliorer et développer les plantations existantes, pour planter ou replanter des cacaoyers, des hévéas, des palmiers à huile, etc., et pour organiser des services de crédit agricole.

La Guinée a obtenu de l'U.R.S.S. un prêt de 140 millions de roubles, remboursable en 12 ans, à 2,5 pour cent d'intérêt. Ce pays doit également recevoir une assistance de la Chine continentale pour améliorer la production du riz. Un plan triennal est en préparation qui vise à doubler la production agricole.

Au Maroc, un projet de plan quinquennal (1960-64) a été préparé. Le Fonds de prêt pour le développement a fourni 23 millions de dollars U.S. en vue de la mise en valeur des régions d'Oujda et de Berkane (Maroc oriental) et notamment de l'irrigation d'environ 30 000 hectares. En Tunisie, un plan quinquennal (1960-64) a été établi dans le cadre d'un plan décennal.

Autres modifications de politique

Les politiques de prix agricoles et de commercialisation des produits agricoles ont subi des modifications dans plusieurs pays de la région en 1959/60. Un Fonds destiné à soutenir le prix à la production du coton a été institué au début de 1960 par le Dahomey, la Côte-d'Ivoire, le Niger, la République soudanaise et la Haute-Volta afin de remplacer l'ancienne Caisse de stabilisation des prix du coton de l'A.-O. F. Un Office des céréales a été institué dans la République soudanaise. Au Sénégal, a été créé un office de la commercialisation des produits agricoles, qui a principalement pour objet de remplacer l'actuelle économie de troc, fondée sur l'arachide, par une économie de marché moderne et diversifiée.

A la suite de l'abolition de l'union douanière entre la Tunisie et la France, un accord a été signé en septembre 1959 qui couvre les réserves de devises étrangères de la Tunisie, les contingents de vin tunisien sur les marchés français et les contingents de blé dur qui seront achetés au prix de soutien français.

En Ethiopie, un plan a été annoncé aux termes duquel les exploitants sans terres pourront obtenir des crédits à long terme à des conditions raisonnables en vue d'acquérir des terres.

POLITIQUES EN MATIÈRE DE PÊCHES

L'expérience a montré l'an passé que l'accord est encore fort loin d'être atteint, sur le plan international, au sujet des principaux aspects de la politique en matière de pêche; on reconnaît pourtant de plus en plus nettement qu'une action coordonnée dans ce domaine s'impose. La deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (mars-avril 1960) s'est, dans l'ensemble, comme celle de 1958, soldée par un échec. Elle n'a pas réussi à remplir la principale tâche qui lui avait été confiée, à savoir fixer la largeur de la mer territoriale et les limites des zones de pêche. Elle s'est bornée à adopter une recommandation visant une action internationale conjointe destinée à fournir une assistance technique aux pays peu développés pour la mise en valeur de leurs pêches.

Les tentatives en vue d'obtenir un accord sur une meilleure coordination des politiques, au sein d'un groupe de travail de l'OECE constitué en 1958 pour étudier les politiques en matière de pêche des Etats Membres et des membres associés, n'ont pas été plus fructueuses. Plusieurs délégations ont formulé de graves objections aux propositions contenues dans le projet de rapport du Groupe de travail.

D'autres pays ayant, à la suite de l'Islande, décidé d'étendre la largeur de leur mer territoriale et les limites de leur zones de pêche, les pays touchés au premier chef par cette décision ont essayé de s'adapter au nouvel état de choses. Ils ont, afin de remplacer les lieux de pêche d'où ils sont évincés, étendu les explorations en vue d'en trouver de nouveaux; des négociations bilatérales commencent en outre à leur donner des concessions spécifiques dans telle ou telle zone de pêche.

D'autres négociations bilatérales ont eu pour objet de continger les prises dans les pêcheries où se posent des problèmes spéciaux en matière

de conservation. C'est ainsi que dans le cadre de la Commission des pêches du Pacifique du nord-ouest, l'U.R.S.S. et le Japon ont fixé de nouveaux contingents pour la pêche du saumon du Pacifique. Des accords bilatéraux ont également été signés, aux termes desquels les principaux pays pratiquant la pêche fourniront une assistance technique ou financière aux pays dont la pêche est moins développée.

De nouveaux programmes pour la mise en valeur des pêches ont commencé à être exécutés en Espagne et au Portugal. Le gouvernement espagnol a approuvé des plans visant à octroyer un crédit de 5 milliards de pesetas pendant cinq ans en vue de la modernisation des pêches et des industries connexes. Au Portugal, le plan de développement (1959-64) envisage des investissements assez élevés au titre des bateaux et des installations à terre, afin de promouvoir la production de morue salée séchée.

Parmi les nouveaux pays qui viennent de naître en Afrique, un grand nombre s'intéressent tout particulièrement au développement des pêches; des possibilités s'offrent à eux d'exploiter des ressources relativement intactes et de corriger de graves carences en protéines dans le régime alimentaire de leur population. La rapidité de l'évolution politique a appelé l'attention sur la nécessité d'établir des politiques rationnelles en matière de pêches, tant sur le plan national que sur le plan régional. C'est pourquoi on s'efforce aussi bien dans cette région qu'en Amérique latine, où se posent des problèmes qui ne sont pas très différents, de constituer des organismes régionaux d'experts des pêches de manière à coordonner comme il convient les politiques nationales et régionales.

Pour ce qui est de l'assistance financière de l'Etat au secteur des pêches, il semble que certains pays soient parvenus à la conclusion qu'il était temps de réexaminer les plans en vue de réduire ou de suspendre éventuellement l'assistance publique spéciale. Ailleurs, au contraire, les graves problèmes économiques qui se posent aux pêcheurs ont incité l'Etat à accroître son assistance. C'est ainsi qu'en Norvège le gouvernement a dû demander au Parlement d'approuver l'augmentation des subventions accordées aux pêcheurs de morue. Dans ce pays et dans d'autres, l'examen des politiques en matière de pêche s'efforce notamment de dégager les avantages respectifs de l'intégration verticale des opérations, d'une part, et d'autre part de la spécialisation par fonctions et de la souplesse en matière de fixation des prix aux divers stades de la distri-

bution, ou le rapport entre le traitement préférentiel accordé à certains groupes (pêcheurs exploitants, par exemple) pour la détermination des droits de propriété, la répartition des crédits publics, etc., et les entrées ou les sorties de capitaux dans le secteur des pêches.

POLITIQUES FORESTIÈRES

Une meilleure compréhension de certains problèmes de politique forestière s'étant manifestée en 1959/60, ces politiques et les programmes de production qui en dépendent ont pris une orientation plus concrète. En Amérique du Nord et en Europe, l'augmentation de la consommation d'eau, due à l'industrialisation et l'urbanisation, ainsi que le développement des loisirs, ont entraîné une réorientation de la politique forestière, qui s'intéresse de plus en plus à la place de la forêt dans l'utilisation des terres, d'une part, et d'autre part à la création d'espaces verts destinés aux citoyens. Dans le Bassin méditerranéen et au Proche-Orient, plans et programmes de développement des forêts se multiplient. Au Proche-Orient également, la forêt est considérée de plus en plus comme un élément important dans les plans et programmes de développement économique, et son rôle en ce qui concerne la fourniture de produits destinés aux communautés locales et la lutte contre l'érosion n'est pas négligé. En Amérique latine, on note un renouveau d'intérêt à l'égard de l'exploitation rationnelle des forêts. Cette exploitation va parfois de pair avec la colonisation: des peuplements forestiers présentant un intérêt économique sont maintenus dans certaines régions, alors que d'autres, appelés à être remplacés par des cultures, sont exploités rationnellement. En Afrique, l'accession de nouveaux Etats à l'indépendance et le rythme de plus en plus rapide du développement social et économique posent des problèmes aigus en matière de réserves forestières, de culture nomade et d'aménagement de la flore et de la faune.

Ces politiques plus concrètes et ces plans et programmes plus détaillés ne pourront être mis en œuvre efficacement que si des mesures sont prises qui intéressent les institutions, l'administration et les techniques; or les choses vont moins vite à cet égard qu'en ce qui concerne la formulation des politiques forestières. En outre, des problèmes particuliers se posent pour la solution desquels la recherche est nécessaire.

En Europe occidentale, la nécessité de définir la place revenant à la forêt dans l'utilisation des terres a été à l'origine de réunions, dont certaines se sont tenues au niveau international, entre agronomes et forestiers. La constitution des nouveaux groupements économiques régionaux a provoqué de nouveaux échanges de vues, et les problèmes relatifs à la forêt sont exposés dans les propositions de la Commission de la Communauté économique européenne qui ont trait à la politique agricole. Une politique forestière conjointe est en cours d'élaboration, des contacts ont été établis entre producteurs et consommateurs, et des accords prennent forme. L'exode rural qui se poursuit tant en Amérique du Nord qu'en Europe occidentale devrait ouvrir de nouvelles possibilités pour la forêt. Il semble que les nouveaux espaces ouverts, une fois qu'ils ne seront plus soumis à l'utilisation directe, joueront un rôle essentiel en matière de loisirs, de récréation et de tourisme, et que la production forestière se concentrera de plus en plus dans les peuplements de la plus haute qualité et dans des plantations d'essences à croissance rapide situées près des industries consommatrices.

Dans le Bassin méditerranéen (Europe méridionale, Proche-Orient et Afrique du Nord), la plantation d'arbres à croissance rapide s'accélère chaque année. Le choix attentif du matériel de plantation, la culture intensive, l'utilisation de plus en plus grande d'engrais et parfois de l'irrigation et de méthodes précises d'abattage garantissant une production maximum, font que l'on obtient des rendements de 12 à 20 fois supérieurs à ceux des forêts naturelles de la région. Au total, plus de 600 000 hectares ont déjà été plantés en eucalyptus et en peupliers, et cette superficie sera probablement au moins doublée dans le proche avenir. En 1960, pour répondre à la préoccupation de plus en plus vive d'assurer l'approvisionnement régulier et suffisant de semences exotiques d'essences à croissance rapide, des propositions ont été formulées en vue de créer un Office méditerranéen des semences; les problèmes d'ordre technique et économique posés par la culture et l'utilisation des nouvelles régions de plantation d'arbres ont suscité des propositions tendant à l'unification et à la coordination de la recherche forestière et à la création conjointe d'industries du bois d'œuvre et de la pâte à papier pour lesquelles d'importants investissements seraient nécessaires. La plantation d'arbres à croissance rapide constitue, semble-t-il,

le principal espoir d'atténuer les difficultés avec lesquelles la région se trouvera d'ici peu aux prises en ce qui concerne la consommation du bois d'œuvre. Les importations de produits forestiers s'élèvent déjà à plus de 300 millions de dollars par an, et l'on estime qu'elles pourraient atteindre 850 millions de dollars d'ici 1975. Etant donné le raccourcissement appréciable du cycle de production dans les plantations d'arbres à croissance rapide, l'importance des investissements annuels qu'elles supposent et les forts rendements qu'elles donnent à l'hectare, les études sur l'utilisation industrielle des produits forestiers et sur les problèmes de commercialisation et de distribution occupent une place beaucoup plus grande qu'auparavant dans les activités des administrations forestières de la région.

L'un des plus graves problèmes de la sylviculture dans la région n'a toutefois pas encore été résolu: c'est celui de l'utilisation rationnelle des peuplements forestiers traditionnels du Bassin méditerranéen, surtout ceux qui sont composés de divers types de chêne. Alors que dans certaines parties de la région, notamment l'Afrique du Nord et le Proche-Orient, ce qui subsiste encore du patrimoine forestier est exploité à plein afin de satisfaire les besoins en bois de feu, la valeur économique de ces forêts diminue fortement dans le reste de la région à mesure que décroît la demande de bois de feu et de feuillus de qualité inférieure. On ne s'est pas encore particulièrement efforcé dans cette région d'appliquer les techniques modernes qui permettent l'utilisation des bois de feuillus par les industries de la pâte à papier. La pression de l'élevage continue à gêner les efforts des administrations forestières en vue d'appliquer des critères modernes à l'aménagement et à la transformation éventuelle de ces peuplements forestiers; c'est là, avec l'insuffisance des effectifs de personnel qualifié au Proche-Orient et en Afrique du Nord, ce qui continue à constituer l'obstacle principal à l'amélioration de l'utilisation des forêts dans cette partie du monde. L'Ecole régionale de gardes forestiers dans la Région syrienne de la République arabe unie a finalement réussi à ouvrir ses portes, après de nombreuses difficultés, et cela ne manquera certainement pas de contribuer beaucoup à améliorer le recrutement de personnel qualifié.

En U.R.S.S., les plans en cours d'exécution prévoient un nouveau déplacement de l'exploitation et des industries forestières vers les régions de l'est. On s'attache énormément à mettre au

point des méthodes nouvelles de conversion du bois, et en particulier à produire des panneaux de fibres et de particules; la production de ces panneaux à base de bois se développera rapidement au cours des prochaines années. Dans certains pays d'Europe orientale (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, par exemple), la politique forestière s'efforce de parer au déséquilibre en matière de bois, de plus en plus manifeste à mesure que s'effectue le développement économique, industriel et général. On s'attache fortement aussi dans ces pays à remplacer partiellement le bois dans l'industrie du bâtiment. Il y a des excédents de certains assortiments spéciaux, mais des mesures étendues sont prises, dans l'ensemble, afin d'économiser la consommation du bois et d'accroître la production des produits modernes à base de bois. L'accroissement de la demande de bois et le principe du rendement soutenu déterminent la politique forestière dans les pays d'Europe orientale. C'est ainsi qu'en Pologne et en Tchécoslovaquie la récolte annuelle dépasse depuis la guerre les coupes autorisées; aussi diminue-t-on progressivement les coupes annuelles de bois. On s'efforce, par ailleurs, de développer la production future en augmentant l'accroissement annuel des forêts existantes et en plantant des essences à croissance rapide. Dans l'industrie du travail du bois on vise surtout à accroître la production des panneaux de fibres et de particules et des produits de la pâte et du papier.

C'est en Amérique latine que l'on trouve un exemple frappant des problèmes ardues qui se posent à la sylviculture dans les régions peu développées. De même que dans la plupart des pays de l'hémisphère sud, il s'agit essentiellement d'adapter la forme, le type et l'emplacement des forêts naturelles à assez faible rendement aux besoins de diverses économies nationales; mais jusqu'à tout récemment encore, on ne s'est pas efforcé méthodiquement de résoudre ce problème. L'absence caractéristique de planification en matière de politique forestière en Amérique latine entraîne un énorme gaspillage des ressources forestières et une aliénation sans contrôle. La région dans son ensemble continue d'être importatrice nette de bois d'œuvre. L'année dernière, toutefois, d'intéressants projets de colonisation et d'installation ont été entrepris dans de nombreux pays; ils visent à définir les systèmes d'utilisation des terres qui conviennent le mieux à la situation économique et sociale de régions assez étendues. Dans le cadre de ces projets, l'établissement

de réserves forestières, la transformation des peuplements naturels actuels et éventuellement l'établissement de nouvelles plantations marqueraient l'aboutissement d'enquêtes sur la vocation des sols et sur les ressources forestières et les ressources en eau et en pâturages, effectuées en collaboration par des agronomes, des sylviculteurs et des experts en matière d'élevage. Faute d'une aide internationale, la pénurie de techniciens forestiers et l'absence de services forestiers bien organisés continueront à constituer un obstacle majeur à la mise en œuvre de ces projets. Il importe à cet égard de remarquer qu'un Groupe consultatif latino-américain pour la recherche et l'éducation forestière a été constitué; il a pour objet d'aider les gouvernements à formuler des programmes d'éducation et de recherche forestières et de coordonner les efforts nationaux. Enfin, l'Institut latino-américain de recherche forestière existe maintenant à titre permanent.

L'absence de personnel ou l'insuffisance des crédits continuent à gêner la mise en œuvre de programmes en Extrême-Orient; il semble aussi que l'on ne s'y attache pas suffisamment aux problèmes relatifs à l'administration forestière, en particulier à celui de la formation de personnel d'exécution. On s'efforce toutefois de plus en plus de mieux intégrer la sylviculture et l'agriculture dans les hautes terres du sud et du sud-est de l'Asie où la culture nomade est très répandue. On s'attache particulièrement à la conservation des sols, surtout dans le sud de l'Asie où de nombreux projets-pilotes ont été mis en route afin de démontrer jusqu'à quel point il est possible d'augmenter les rendements par des mesures de conservation appropriées. Les travaux d'amélioration des forêts se poursuivent, soit directement par l'introduction d'essences présentant un intérêt économique plus grand, soit indirectement par la réglementation de la culture nomade. On porte une attention considérable, surtout dans le sud-est de l'Asie, à la construction de routes forestières et à la mécanisation des opérations. L'aménagement des parcours forestiers a été entrepris à grande échelle dans l'est de l'Asie, en particulier au Japon, et des travaux poussés de recherche sont en cours d'exécution.

L'utilisation moderne des produits forestiers n'a guère progressé en Extrême-Orient, en raison des difficultés du terrain et du manque de matériel, de forestiers qualifiés et de services d'entretien, parfois aussi par suite de la nécessité de trouver

des emplois pour la main-d'œuvre rurale. Les travaux de recherche se développent toutefois à un rythme plus satisfaisant. Au cours des deux dernières années, il importe de signaler l'établissement de règles de classement pour l'Asie et le Pacifique, que plusieurs pays ont déjà commencé à appliquer pour leurs exportations. La plupart des pays de l'Extrême-Orient envisagent de développer leurs services de formation, non seulement ceux qui sont destinés aux administrations forestières, mais aussi dans le domaine des techniques d'utilisation et des industries forestières.

En Afrique, on note une tendance de plus en plus marquée à formuler des politiques et programmes forestiers à long et à moyen terme et à accorder l'attention qu'ils méritent à la politique générale d'utilisation des terres et aux besoins futurs. Ces programmes supposent une connaissance suffisante des ressources forestières et soulignent l'importance des inventaires forestiers. Lors de la mise en œuvre de ces politiques forestières, on veille à assurer la conservation des sols et des eaux par l'aménagement des bassins versants, et l'on entreprend des travaux plus poussés de sylviculture et de boisement avec des essences soigneusement choisies, afin de corriger la répartition défectueuse des ressources forestières et de faire face aux besoins de l'industrie et de combustible. La notion de sylviculture associée à l'agriculture (à

peu près sous la forme dit système *taungya*) est plus généralement admise en tant que moyen de lutter contre les empiétements de l'agriculture sur les réserves forestières. La méthode locale appliquée à la solution des problèmes économiques et sociaux par le développement communautaire souligne le rôle de la sylviculture dans la vie rurale (petits bois des exploitations et fourniture directe de produits forestiers au consommateur), en particulier dans les zones arides et semi-arides de l'Afrique, où les brise-vent et les rideaux-abris peuvent contribuer à accroître la production végétale tout en satisfaisant en partie les besoins des populations rurales en bois de feu et en bois d'œuvre. Les gouvernements s'attachent tout particulièrement à l'aménagement de la flore et de la faune, qu'il s'agisse de fournir des aliments complémentaires ou de développer le tourisme; il a cependant fallu, dans certains pays, prendre des mesures de surveillance afin de protéger convenablement les cultures. La méthode régionale appliquée à la solution des problèmes forestiers en Afrique développera les marchés et soulignera la nécessité de revaloriser les essences secondaires. Elle pourrait toutefois empêcher l'établissement rationnel d'industries forestières, vu le peu d'importance des marchés de la région, et exercer des répercussions fâcheuses sur les recettes en devises étrangères de certains pays exportateurs.

Situation et perspectives par produit

En 1959/60, la production de la plupart des principaux produits a de nouveau augmenté sensiblement. Les progrès ont été particulièrement remarquables pour le maïs, le cacao, le café, le coton, la laine et le caoutchouc. La production mondiale de blé a toutefois baissé pour la première fois depuis la campagne 1956/57. Les productions laitières ont marqué un recul temporaire durant le second semestre de 1959 et les prix du beurre sont montés en flèche pendant un certain temps. La production de coprah et d'huile de coco est restée faible et les récoltes de pommes et de poires ont fortement diminué par rapport au niveau record de 1958/59. Les exportations de sucre se sont contractées tandis que les prix baissaient beaucoup. La production de jute a aussi diminué.

Les perspectives actuelles laissent prévoir un

accroissement de la plupart des productions en 1960/61, exception faite pour le café dont la production ne se rétablira sans doute pas à son niveau très élevé de 1959/60. On s'attend à ce que les stocks – surtout de céréales secondaires et de café – soient plus importants au début de la campagne 1960/61. Bien qu'une forte demande semble devoir continuer à prévaloir dans la plupart des pays importateurs, la persistance de disponibilités abondantes pour la plupart des produits rend improbable une forte hausse généralisée des prix des matières premières et ceux de la majorité des denrées alimentaires et des boissons resteront sans doute bien soutenus.

Les notes suivantes tentent aussi de donner une idée de la situation qui ne soit pas limitée aux perspectives immédiates pour 1960/61. Selon les

indications actuelles, notamment celles qui ressortent d'études spéciales faites par la FAO sur quelques produits, la production d'un certain nombre d'entre eux peut continuer à tendre à augmenter un peu plus rapidement que la consommation pendant les trois à cinq prochaines années.

BLÉ

La production mondiale ⁴ de 136 millions de tonnes en 1959/60 a dépassé la moyenne mais il s'en fallait encore de 4 millions de tonnes environ qu'elle atteigne la récolte record de l'année précédente (tableau 15). Dans l'hémisphère nord, les gains réalisés en Europe occidentale (3,5 millions de tonnes) et au Canada (1,2 million de tonnes) n'ont pas suffi à compenser le recul de 9 millions de la production des Etats-Unis. La production a aussi diminué dans l'hémisphère sud, l'Australie et l'Argentine faisant toutes deux des récoltes plus réduites. Une récolte importante (12,8 millions de tonnes) a été annoncée en Europe orientale, mais le haut niveau de production de l'année précédente n'a pas été maintenu en U.R.S.S.

Le volume accru des échanges mondiaux de blé en 1958/59 n'a pas empêché les stocks dans les

quatre principaux pays exportateurs d'augmenter de 10 millions de tonnes pour atteindre 53,2 millions de tonnes au début de la campagne 1959/60. Il est prévu que la campagne 1960/61 s'ouvrira avec des stocks légèrement diminués.

Le commerce mondial peut connaître un développement sensible en 1959/60 (tableau 16). Grâce à l'été très sec, la récolte dans le nord-ouest de l'Europe a été d'une qualité particulièrement remarquable, de sorte qu'une moindre quantité de blé de qualité supérieure a été importée dans la région; en revanche, la demande de blé fourrager a augmenté. Les importations en Asie et en Amérique latine se sont accrues. Parmi les exportateurs, l'Argentine et l'U.R.S.S. ont réduit leurs livraisons, car ces deux pays ont fait de moins bonnes récoltes mais les Etats-Unis, l'Australie et la France ont exporté plus qu'en 1958/59.

Les prix des transactions internationales ont été stables sauf pour les qualités fourragères qui, à l'instar de certaines céréales secondaires, ont renchéri pendant une courte période à la fin de 1959 à cause de la forte demande européenne. L'écart entre les blés de qualité inférieure et supérieure a temporairement diminué mais il est redevenu normal les mois suivants. Les Etats-Unis, le Canada, le Royaume-Uni et la Grèce figurent parmi les pays ayant baissé les prix garantis ou les prix fixés à la production pour la récolte 1959/60; des prix plus élevés ont été annoncés en Argentine, en Australie, en Belgique, au Chili, au Danemark, en Finlande, en France, au Japon, aux Pays-Bas et en Turquie.

Les récoltes de 1960/61 peuvent être légèrement

TABLEAU 15. — BLÉ: PRODUCTION

	Moyenne 1952/53- 1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
..... Millions de tonnes.....			
Argentine	6,6	6,7	5,6
Australie	4,5	5,9	5,3
Canada	14,3	10,1	11,3
Etats-Unis	28,8	39,8	30,7
Total	54,2	62,5	52,9
Europe occidentale	35,6	39,1	42,6
Quatre pays importateurs non européens ¹	13,6	13,3	16,3
Afrique du Nord et Proche-Orient ²	13,2	14,4	13,4
Autres pays ³	9,2	10,2	10,3
TOTAL MONDIAL⁴	125,8	139,5	135,5

¹ Brésil, Inde, Japon, Pakistan. — ² Algérie, Irak, Maroc, République arabe unie, Tunisie, Turquie. — ³ Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale.

⁴ Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale.

TABLEAU 16. — BLÉ ET FARINE DE BLÉ: EXPORTATIONS PAR CAMPAGNE COMMERCIALE (JUILLET-JUIN)

	Moyenne 1952/53-1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
..... Millions de tonnes (équivalent de blé)			
Argentine	2,6	2,8	2,1
Australie	2,5	2,0	3,1
Canada	8,3	8,0	8,0
Etats-Unis	9,6	11,5	13,9
Total	23,0	24,3	27,1
Autres pays ¹	4,6	6,0	...
TOTAL MONDIAL ..	27,6	30,3	...

¹ Y compris les exportations de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale vers le reste du monde, mais non compris les échanges à l'intérieur de ce groupe.

supérieures à celles de 1959/60. On prévoit que la production de blé augmentera de 6 millions de tonnes aux Etats-Unis, malgré la diminution des emblavures de blé d'hiver. En Argentine, les agriculteurs ont l'intention d'augmenter les emblavures. Cependant, en Europe occidentale et en Inde, les récoltes semblent ne pas devoir dépasser leur niveau record de 1959/60. Néanmoins, il est possible que les échanges commerciaux se développent si les transactions à des conditions spéciales augmentent. En mai 1960, un accord quadriennal a été conclu entre les Etats-Unis et l'Inde pour la livraison de 16 millions de tonnes de blé en vertu de la *Public Law 480*.

L'existence de stocks abondants semble exclure une hausse des cours internationaux, tandis que les politiques d'exportation pratiquées par tous les grands exportateurs continueront à empêcher des baisses sérieuses. Le prix de soutien national du blé en 1960/61 sera légèrement abaissé aux Etats-Unis et au Royaume-Uni et les pays de la Communauté économique européenne peuvent aussi modifier les prix à la production pour atténuer les différences de prix existant entre les pays en question. La persistance d'excédents est un caractère chronique de l'économie mondiale du blé et une proportion notable des exportations de blé semble devoir continuer à s'opérer dans le cadre de mesures d'écoulement des excédents.

CÉRÉALES SECONDAIRES

La récolte record de céréales secondaires en 1958/59 a été suivie d'une autre récolte exceptionnelle en 1959/60 où elle a encore augmenté de 4 pour cent environ (tableau 17). Les Etats-Unis ont réalisé un gain de 5 pour cent à peu près, grâce à l'extension des emblavures de maïs et d'excellents rendements ont fait augmenter la production de 15 pour cent en Europe occidentale. La récolte de maïs a diminué d'un cinquième en Argentine; en Australie, la récolte totale de céréales secondaires n'a atteint que la moitié du niveau de l'année précédente. L'Europe orientale a annoncé une production accrue, surtout de maïs, mais des conditions atmosphériques défavorables jointes à une réduction des emblavures ont fait baisser la production en U.R.S.S.

L'accroissement exceptionnel de 17 millions de tonnes de la production de maïs est dû à la récolte abondante des Etats-Unis où les emblavures avaient

TABLEAU 17. - CÉRÉALES SECONDAIRES 1: PRODUCTION

	Moyenne 1952/53- 1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
..... Millions de tonnes			
Argentine	6,0	7,1	6,1
Australie	1,8	3,3	1,7
Canada	13,5	13,4	13,4
Etats-Unis	115,7	143,0	150,2
Total	137,0	166,8	171,4
Europe occidentale	43,0	44,8	50,6
Afrique du Nord et Proche-Orient ²	11,9	12,3	10,9
Autres pays ³	68,3	71,1	73,1
TOTAL MONDIAL	260,2	295,0	306,0

¹ Orge, avoine, maïs, sorgho, millet, mélanges de céréales. - ² Algérie, Irak, Maroc, République arabe unie, Tunisie, Turquie. - ³ Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale.

augmenté de 15 pour cent par suite de la suppression des restrictions de superficie. Des gains sensibles ont aussi été réalisés au Mexique et en Yougoslavie. La production mondiale d'orge a légèrement augmenté, les progrès enregistrés en Europe occidentale et en Inde ayant compensé les contractions survenues ailleurs. La production d'avoine, en revanche, a fléchi de 13 pour cent à cause de la tendance généralisée à réduire les emblavures.

La production mondiale de céréales secondaires a régulièrement dépassé la consommation totale chaque année depuis 1952, les stocks de report augmentant ainsi à la cadence moyenne de 6 millions de tonnes environ par an. La campagne 1959/60 s'est ouverte avec des stocks de 69 millions de tonnes dans les cinq principaux pays exportateurs et il se peut qu'ils aient encore grossi de 7,5 millions de tonnes en fin de campagne.

Les échanges mondiaux ont augmenté pour la cinquième année consécutive (tableau 18). Malgré les excellentes récoltes, les besoins d'importation de l'Europe occidentale ont atteint des chiffres record par suite de la forte contraction des disponibilités d'autres aliments du bétail de production intérieure. Les échanges de maïs ont connu un net essor, les Etats-Unis, l'Argentine, le Mexique et la Yougoslavie exportant de plus grandes quantités de cette céréale. La demande accrue d'avoine a été satisfaite surtout grâce à des exportations additionnelles d'Amérique du Nord.

Le renforcement de la demande en Europe occidentale en automne 1959 a provoqué une

TABLEAU 18. — CÉRÉALES SECONDAIRES ¹: EXPORTATIONS PAR CAMPAGNE (JUILLET-JUIN)

	Moyenne 1952/53-1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
	..... Millions de tonnes		
Argentine	1,0	2,9	3,6
Australie	0,7	1,1 ²	0,7
Canada	2,5	1,7 ²	1,4
Etats-Unis	5,6	10,4	10,8
Total	10,8	16,1	16,5
Autres pays ²	4,3	3,8	...
TOTAL MONDIAL ² ..	15,1	19,9	...

¹ Orge, avoine, maïs, sorgho, millet. — ² Y compris les exportations de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale vers le reste du monde, mais non compris les échanges à l'intérieur de ce groupe.

hausse temporaire anormale des prix d'importation de toutes les céréales fourragères, exception faite pour le maïs. L'avoine a renchéri dans des proportions exceptionnelles du fait que l'accroissement de la demande a coïncidé avec une contraction des disponibilités. Les prix de l'orge ont dépassé ceux du maïs pour la seconde fois depuis la guerre et les agriculteurs ont réagi en détournant une partie de leur demande sur le maïs. Les prix ont un peu baissé après novembre, mais ils sont restés plus élevés qu'un an auparavant jusqu'au milieu de 1960.

Malgré la réduction des prix de soutien minimums, les producteurs aux Etats-Unis ont perçu des prix plus élevés pour l'orge et l'avoine. Ceux du maïs et du sorgho étaient en revanche sensiblement inférieurs. Les prix de soutien du maïs, pour la récolte de 1960, ont été à nouveau abaissés, mais ceux de toutes les autres céréales secondaires n'ont pas varié. Les agriculteurs canadiens ont perçu des prix moindres pour leurs récoltes d'orge et d'avoine en 1959 tandis que des prix plus élevés ont été payés en Argentine, au Brésil, en France, aux Pays-Bas, en Turquie et en Yougoslavie.

Il faut s'attendre à une légère diminution des récoltes en Europe occidentale en 1960/61. Aux Etats-Unis, la superficie cultivée sera amputée de 1 à 1,5 million d'hectares supplémentaires par suite du développement du *Conservation Reserve Program*. En Argentine, il se peut au contraire que les prix plus élevés fassent augmenter les emblavures, mais que la proportion de celles-ci récoltées pour le grain n'en soit pas modifiée.

Contrairement à celle de blé, qui semble ne devoir progresser que lentement dans la plupart des pays développés, la consommation mondiale de produits de l'élevage et, partant, de céréales secondaires, va sans doute continuer à augmenter rapidement. D'autre part, les progrès techniques des méthodes de production et des méthodes d'alimentation des animaux ainsi que les politiques de prix suivies par les pays importateurs en ce qui concerne les céréales secondaires et les produits de l'élevage peuvent réduire la dépendance de ces pays à l'égard des sources d'approvisionnement extérieures. A moins que les politiques nationales ne soient modifiées, l'accumulation d'excédents risque donc de s'aggraver durant les années à venir.

RIZ

Après une reprise marquée des échanges durant le second semestre de l'année, les exportations mondiales de riz en 1959 ont atteint à peu près le même volume qu'en 1958, mais elles sont restées sensiblement plus faibles que les deux années précédentes (tableau 19). Les prix à l'exportation ayant légèrement baissé, la valeur des échanges mondiaux a été moindre qu'en 1958. Quelques grands importateurs d'Asie, comme l'Inde et le Japon, qui avaient fait de meilleures récoltes en 1958/59, ont pu réduire leurs importations, tandis que les Philippines ont complètement suspendu les leurs. Toutefois, l'essor continu de la consommation dans certains des principaux pays importateurs d'Asie ainsi que les achats accrus de pays africains où les récoltes ont été inférieures à la moyenne ont eu pour effet de soutenir la demande mondiale d'importation. L'Asie a importé au total environ 10 pour cent de riz de moins (350 000 tonnes) en 1959, mais le reste du monde en a importé plus qu'en 1958. De même, chez les exportateurs, l'augmentation sensible des livraisons de la Birmanie, du Viet-Nam, des Etats-Unis et de la Chine continentale a été annulée par la contraction des exportations des pays ayant fait de mauvaises récoltes, surtout la République arabe unie. Les exportations mondiales totales de riz de production indigène (à l'exclusion des livraisons à l'U.R.S.S.) sont estimées provisoirement à 5,4 millions de tonnes en 1959, contre le chiffre record après la guerre de 5,9 millions de tonnes en 1956.

Les disponibilités mondiales sont actuellement

TABLEAU 19. — EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS NON RÉEXPORTÉES DE RIZ USINÉ EN EXTRÊME-ORIENT ET DANS LE RESTE DU MONDE

	Moyenne 1952-56	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>..... Milliers de tonnes, en équivalent de riz usiné</i>					
EXPORTATIONS ¹					
Extrême-Orient ²	3 430	3 950	4 160	3 820	4 140
Reste du monde	1 420	1 990	1 540	1 600	1 280
Total	4 850	5 940	5 700	5 420	5 420
IMPORTATIONS					
Extrême-Orient	3 470	3 950	3 820	3 560	3 250
Reste du monde ³	1 100	1 350	1 580	1 440	1 600
Total	4 570	5 300	5 400	5 000	4 850

¹ Exclusivement riz de production indigène. — ² Y compris, pour la Chine continentale, des estimations reposant sur les chiffres fournis par les pays importateurs, à l'exception de l'U.R.S.S. — ³ Non compris l'U.R.S.S. et l'Europe orientale.

plus fortes et, bien que la demande reste généralement considérable, les cours sur le marché international en 1960 vont sans doute être inférieurs en moyenne à ceux de l'année précédente. La plupart des pays d'Extrême-Orient ont produit autant ou plus de paddy qu'en 1958/59, grâce aux conditions atmosphériques favorables pour la seconde année consécutive, et les récoltes se sont généralement améliorées en Amérique latine. Abstraction faite de la Chine continentale, du Nord Viet-Nam et de la Corée du Nord, la production mondiale de paddy dépasse le chiffre record de la dernière campagne et elle est estimée provisoirement à 142 millions de tonnes. Les besoins d'importations sont cependant au moins aussi importants qu'en 1959, par suite du développement régulier de la consommation, dans toutes les régions, joint au désir de renforcer les stocks dans certains des principaux pays importateurs d'Asie, notamment en Inde et au Pakistan. La plupart des exportateurs ont plus de riz à vendre qu'en 1959, mais il existe quelques raisons de croire que la Chine continentale va exporter beaucoup moins en juin 1960 (les contrats passés par le gouvernement chinois avec d'autres gouvernements ne portaient que sur 160 000 tonnes environ contre 700 000 tonnes au début de 1959) et l'accroissement total des disponibilités mondiales dépend pour beaucoup de l'importance effective que les ventes chinoises auront finalement. Les stocks de report dans les pays exportateurs augmenteront sans doute un peu, mais il ne semble pas qu'il faille redouter dans l'immédiat l'apparition d'un déséquilibre grave entre l'offre et la demande mondiales.

Les perspectives à plus long terme sont plus obscures. D'une part, la production de riz dépend encore pour beaucoup de pluies incertaines. Si la campagne est mauvaise, comme c'est inévitablement le cas de temps à autre, les disponibilités mondiales peuvent ne pas satisfaire la demande. D'autre part, la production mondiale de riz tend nettement à augmenter, bien que son rythme d'accroissement se soit ralenti ces dernières années. Comme l'expansion s'est concentrée dans des pays où la production alimentaire était déficitaire, les disponibilités accrues ont été facilement absorbées, mais l'essor de la production s'est accompagné d'un fléchissement persistant des importations de riz en Asie. Certes, la demande est restée bien soutenue dans d'autres régions, mais la contraction continue des importations en Asie pourrait à plus long terme inquiéter les pays qui envisagent d'accroître leur production en vue de l'exportation.

SUCRE

La production mondiale de sucre centrifugé en 1959/60 est estimée actuellement à 48,4 millions de tonnes (non compris la Chine continentale), chiffre légèrement inférieur à la production de 1958/59, mais dépassant de beaucoup les récoltes des autres années récentes (tableau 20). Ce tonnage plus réduit est surtout imputable aux effets de la sécheresse dont a souffert, en 1959, en Europe occidentale la récolte de betteraves à sucre qui a diminué de 12 pour cent (1 million de ton-

TABLEAU 20. — SUCRE CENTRIFUGÉ: PRODUCTION

	Moyenne 1952/53- 1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
..... Millions de tonnes (sucre brut)				
Europe occidentale ..	6,6	7,1	8,2	7,2
Amérique du Nord et Amérique cen- trale	11,2	12,5	13,3	13,8
Amérique du Sud ...	4,4	5,2	6,3	6,0
Asie (non compris la Chine continentale)	4,9	6,4	6,6	6,7
Afrique	2,0	2,1	2,2	2,6
Océanie ¹	2,4	2,2	2,5	2,5
Total	31,4	35,5	39,1	38,8
Europe orientale et U.R.S.S. ²	6,6	8,3	9,5	9,4
TOTAL MONDIAL ³ ..	38,0	43,8	48,6	48,2

¹ Y compris Hawaii. — ² Statistiques commerciales. — ³ Non compris la Chine continentale.

nes). La production a sensiblement augmenté en Amérique du Nord et en Amérique centrale, surtout à cause de meilleures récoltes aux Etats-Unis, à Porto Rico et au Mexique. La légère contraction de la production de canne à sucre en Amérique du Sud s'explique principalement par des conditions atmosphériques défavorables en Argentine et par la limitation de la production au Brésil, elle-même imputable à l'existence de stocks considérables et à la réduction des contingents dans le cadre de l'Accord international sur le sucre. Bien que le mauvais temps ait fait baisser la production en Union sud-africaine, ce recul a été compensé, dans la production africaine totale, par la récolte record de l'île Maurice. La production a augmenté dans tous les grands pays producteurs d'Asie, sauf à Taïwan où les inondations ont causé des dégâts. En Turquie, la production a progressé de 43 pour cent grâce à l'extension de la superficie cultivée et aux conditions atmosphériques favorables. L'essor de la production de sucre de canne en Inde résulte surtout du relèvement des prix intérieurs après la pénurie de sucre centrifugé dont le pays avait souffert au début de 1959.

Après la récolte exceptionnellement bonne faite par de nombreux pays importateurs en 1958/59, les échanges mondiaux en 1959 ont connu une contraction sensible. Les chiffres préliminaires indiquent que les exportations mondiales ont atteint 14,6 millions de tonnes, soit 1 million de tonnes de moins environ qu'en 1958. Cuba a exporté

5,0 millions de tonnes en 1959, soit une diminution de 12 pour cent par rapport à l'année précédente. L'Europe occidentale a importé à peu près 5 pour cent de moins en volume que l'année précédente.

L'existence d'abondantes disponibilités sur le marché et l'incertitude régnant dans les milieux commerciaux quant à l'orientation de la politique sucrière cubaine ont provoqué durant le premier semestre de 1959 une baisse continue des cours mondiaux qui sont tombés à 2,55 cents U.S. la livre anglaise en juillet, cours le plus bas d'après-guerre. Les prix se sont ressaisis ultérieurement, en partie grâce aux mesures prises par le Conseil international du sucre, mais aussi à cause des gros achats de l'U.R.S.S. joints à la perspective d'une diminution de la récolte européenne de betteraves, et partant de besoins d'importation accrus en 1960. En octobre, le cours mensuel moyen était remonté à 3,10 cents la livre.

Toutefois, les cours mondiaux ont à nouveau fléchi les mois suivants, malgré l'accroissement des importations de l'Europe occidentale et malgré des ventes considérables faites aux pays d'Europe orientale (qui comptent parmi les exportateurs dans l'Accord international sur le sucre). Le cours moyen en novembre 1959-mars 1960 était de 3,00 cents U.S. la livre, contre le prix minimum de 3,15 cents prévu dans l'Accord sur le sucre. Le Conseil international du sucre s'est réuni en mars/avril 1960; il a décidé de ne pas relever le contingent d'exportation et de le laisser fixé à 85 pour cent du tonnage de base, comme auparavant. Cela devait raffermir le marché, car l'offre et la demande semblaient s'équilibrer à peu de choses près. La hausse des prix fut toutefois éphémère, pour diverses raisons parmi lesquelles la politique de vente de certains des principaux pays producteurs. Ces facteurs, joints aux perspectives d'une meilleure récolte en Europe occidentale et dans d'autres régions, déprimèrent à nouveau les prix, spécialement dans les marchés à terme, en juin 1960.

La consommation mondiale de sucre a augmenté rapidement après la guerre par suite tant de l'amélioration des revenus réels que de la baisse des prix du sucre par rapport aux autres denrées alimentaires dans la plupart des pays. Des études récentes de la FAO montrent que la consommation continuera à progresser sensiblement durant les dix prochaines années, surtout dans les pays où les revenus et la consommation par habitant sont faibles. La production, toutefois, augmentera

également. Les mesures protectionnistes adoptées pour économiser les devises étrangères, pour diversifier l'agriculture et pour diverses raisons politiques et sociales sont en train de promouvoir un nouvel essor de la production sucrière dans beaucoup de pays, ainsi que l'implantation de nouvelles industries sucrières dans des pays qui étaient jusqu'alors tributaires des importations pour leur approvisionnement. Sauf modifications des politiques nationales durant les dix prochaines années, l'accroissement de la production peut dépasser l'expansion de la consommation.

VIANDE

La production mondiale⁵ de viande (viande de bœuf, de veau, de porc, d'agneau et de mouton) en 1959 a augmenté de plus de 3 pour cent par rapport à l'année précédente. Une nette contraction de la production argentine de viande de bœuf, après de gros abattages en 1957 et en 1958, a été plus que compensée par une augmentation considérable de la production de viande de porc (en Amérique du Nord et en Europe occidentale), de bœuf (en Océanie) et d'agneau et de mouton (en Océanie et en Europe occidentale). La production de viande en U.R.S.S. a été supérieure de plus de 10 pour cent à celle de 1958. La production mondiale de viande de volaille a atteint un nouveau record, augmentant d'environ 4 pour cent en Amérique du Nord et continuant à se développer rapidement dans plusieurs autres pays, surtout en Europe occidentale.

Malgré un recul sensible des exportations d'Argentine, les échanges mondiaux en 1959, y compris la viande de volaille, ont dépassé le chiffre record de l'année précédente. Les cours élevés du marché mondial ont déterminé en Australie un accroissement remarquable des abattages de bovins et des exportations de viande de bœuf. Quelques autres pays, parmi lesquels le Danemark, les Pays-Bas, la Yougoslavie, l'Uruguay et la Nouvelle-Zélande, ont aussi exporté davantage. Le Royaume-Uni a importé 1,42 million de tonnes de viande, chiffre de peu inférieur seulement à celui de 1958, la diminution des importations de viande de bœuf étant presque complètement compensée par de plus gros arrivages de viande d'agneau et de mouton, de bacon et d'abats. Les importations

au Royaume-Uni de bovins d'Irlande ont diminué pour la seconde année consécutive. Les Etats-Unis ont importé 436 000 tonnes de viande, chiffre qui dépasse de 15 pour cent celui de 1958 et qui bat tous les records précédents; cet accroissement intéressait exclusivement la viande de bœuf. En Allemagne occidentale, la production ne s'est pas développée et les besoins de consommation accrus ont fait augmenter de 45 pour cent par rapport à 1958 les importations totales de viande (y compris l'équivalent en viande des bovins et des porcins sur pied) qui ont atteint environ 445 000 tonnes, dont plus de 100 000 tonnes de viande de volaille. Les importations italiennes ont diminué surtout à cause du développement de la production nationale de viande de bœuf.

Les cours de la viande de bœuf et des bovins sur les marchés mondiaux en 1959 ont été supérieurs en moyenne aux cours de l'année précédente. Les besoins d'importation ont été très fermes au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Allemagne occidentale tandis que le volume total des disponibilités exportables demeurait pratiquement inchangé. En Europe, les prix du porc sont restés soutenus grâce aux gros besoins d'importation en Allemagne occidentale et en Autriche et parce que les livraisons de porc aux circuits commerciaux ont diminué au Royaume-Uni durant le second semestre de l'année. Toutefois, les prix du porc ont fortement baissé en Amérique du Nord à cause de la forte augmentation des disponibilités. Les prix de l'agneau et du mouton sur le marché du Royaume-Uni ont été inférieurs en moyenne à ceux de 1958 par suite d'un accroissement considérable de la production nationale joint à de gros arrivages d'Océanie.

L'expansion de la production mondiale de viande se poursuivra cette année. Un essor de la production de viande de bœuf est escompté en Amérique du Nord et dans plusieurs pays d'Europe occidentale. La production européenne de viande de porc et de viande de volaille augmentera aussi. Il se peut, en revanche, que l'Australie produise une quantité de viande de bœuf inférieure au chiffre record de 1959, par suite de la réduction des effectifs bovins. Avec l'accroissement de la production dans les pays importateurs, les prix moyens de la viande de bœuf semblent devoir être inférieurs aux prix élevés de 1959, mais comme il est improbable que les disponibilités exportables totales de viande de bœuf augmentent, la baisse peut être modérée. Le développement de la production de

⁵ Non compris la Chine continentale.

viande de porc, tant dans les principaux pays exportateurs qu'en Allemagne occidentale, qui est un gros marché d'importation, influera sur les prix du porc et des produits porcins. Les prix moyens du mouton et de l'agneau semblent devoir dépasser ceux de 1959 car il faut s'attendre à une contraction de la production au Royaume-Uni.

La demande de viande continuera à s'accroître durant les prochaines années. Dans les pays à revenu élevé, les consommateurs marquent une nette préférence pour la viande de bœuf, mais le porc, surtout les morceaux maigres, peut aussi continuer à faire l'objet d'une demande soutenue. La production de viande semble devoir se développer régulièrement dans la plupart des pays. Les Etats-Unis produiront sensiblement plus de viande de bœuf durant les quelques années à venir. L'Argentine a commencé à reconstituer ses effectifs bovins et il faut s'attendre à une reprise de sa production et de ses exportations de viande de bœuf dans un petit nombre d'années.

L'importance relative de la production de viande de volaille augmentera, surtout en Europe. L'essor du commerce mondial de viande se poursuivra, mais peut-être à un rythme plus lent que durant les années cinquante.

Œufs

La production d'œufs a encore augmenté en 1959 dans la plupart des grands pays producteurs. Les échanges mondiaux d'œufs en coquille se sont aussi développés. Les importations de l'Allemagne occidentale, qui ont représenté bien plus de la moitié du total mondial, ont dépassé de 16 pour cent celles de 1958. L'Italie, qui se classe au deuxième rang des importateurs, a importé à peu près autant d'œufs que l'année précédente. Les prix ont généralement baissé par rapport à 1958. Les prix à la production aux Etats-Unis ont diminué de près de 20 pour cent en moyenne et sont tombés à leur niveau le plus bas depuis le début des années quarante. Au Danemark et aux Pays-Bas, les prix ont baissé de 13 à 14 pour cent par rapport à 1958.

Les disponibilités exportables semblent être restées plus abondantes durant le premier semestre de 1960 car un nouvel essor de la production aux Pays-Bas a sans doute plus que compensé son fléchissement au Danemark. La production est aussi en train de se développer en Allemagne occiden-

tale. Les cours mondiaux sont donc restés bas durant le premier semestre de l'année en cours. Ils peuvent toutefois se relever plus tard car les éclosions dans certains pays producteurs européens étaient, au début de 1960, inférieures à leur niveau de 1959. Au Canada et aux Etats-Unis, les effectifs des pondeuses ont diminué et la production durant le premier semestre de 1960 a sans doute fléchi un peu. Au Canada, le nouveau régime des indemnités de compensation limitées, qui remplace l'ancien système des achats gouvernementaux à un prix plancher, semble devoir freiner encore davantage le développement de la production.

Aux Etats-Unis, où la consommation par habitant est la plus forte, la demande d'œufs a lentement régressé ces dernières années, mais elle va probablement continuer à augmenter ailleurs, surtout si les prix baissent grâce à la productivité accrue par poule, aux méthodes de production en grand et à l'amélioration de la commercialisation. Il est aussi probable que le volume des échanges mondiaux va augmenter, à un rythme peut-être moins rapide que ces dernières années. En Allemagne occidentale, le plus gros marché d'importation, la consommation a atteint un niveau assez élevé, mais le développement des importations peut se ralentir sensiblement car la production indigène va sans doute continuer à augmenter.

PRODUITS LAITIERS

La production mondiale de lait (non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale) n'a dépassé en 1959 que d'une fraction les 240 millions de tonnes produites en 1958. La plupart des pays européens ont accru leur production car ils ont réussi à atténuer les effets de la sécheresse qui a sévi durant le deuxième semestre de l'année en donnant aux animaux de plus grandes quantités d'aliments concentrés et de fourrages destinés à leur alimentation hivernale. La campagne australienne a été favorable après la sécheresse de 1957/58, mais la production en Nouvelle-Zélande n'a pas varié. Elle a légèrement fléchi aux Etats-Unis, parce que les cours élevés de la viande de bœuf ces dernières années ont encouragé le développement de la production de viande au détriment de l'élevage laitier. La structure de l'utilisation du lait s'est aussi modifiée en 1959, non seulement par suite du fléchissement de la production de lait en Europe en été et en

TABLEAU 21. — BEURRE: PRIX DE GROS SUR CERTAINS MARCHÉS, MOYENNES TRIMESTRIELLES

	Londres			Copenhague ³	Pays-Bas ⁴	Suède ⁵	Allemagne ⁶	New York ⁷	Montréal
	Néozélan- dais ¹	Danois ²	Hollandais ²						
..... Cents U.S. par kilogramme ^a									
1957									
Juillet-septembre	86	93	94	77	110	123	150	135	138
Octobre-décembre	76	90	88	80	110	123	152	134	142
1958									
Janvier-mars	67	73	71	72	110	123	150	133	143
Avril-juin	57	62	57	52	88	99	149	129	144
Juillet-septembre	64	73	70	61	77	84	143	132	144
Octobre-décembre	73	94	90	82	96	91	148	133	146
1959									
Janvier-mars	80	96	98	87	94	102	149	129	148
Avril-juin	85	87	96	85	88	101	147	129	146
Juillet-septembre	103	112	120	97	115	104	148	135	146
Octobre-décembre	112	127	—	112	147	117	155	141	146
1960									
Janvier-mars	99	101	121	97	107	117	141	130	147
Avril	80	81	...	82	92	...	137	130	147
Mai	80	81	84	77	92	...	134	129	144

¹ A l'entrepôt. — ² A quai. — ³ Prix comptable. — ⁴ A la fabrique. — ⁵ Franco laiterie. — ⁶ Markenbutter, Cologne. — ⁷ Beurre de beurrerie, 92 points. — ⁸ Unités originales de cotation converties au cours du change officiel. — ⁹ Janvier.

automne, mais aussi à cause de la faiblesse des cours du beurre par rapport aux autres produits laitiers en 1958. La consommation sous forme de lait liquide s'est maintenue, mais les quantités utilisées pour la fabrication de beurre et de lait écrémé en poudre ont diminué, tandis que des tonnages plus élevés ont été employés pour la fromagerie et la fabrication de lait condensé et évaporé.

La diminution de la production de beurre après la sécheresse dans certains pays européens et la faiblesse saisonnière des exportations de l'Océanie ont provoqué un reclassement des cours du beurre sur les marchés internationaux à la fin de l'été et en automne 1959 (tableau 21). Les prix du beurre à Londres ont atteint un sommet en novembre, époque où ils étaient deux fois plus élevés qu'à leur point de plus grande dépression en 1958. Les expéditions saisonnières de l'Océanie se firent plus considérables ultérieurement et la production de beurre en Europe augmenta rapidement. Les prix de gros ont baissé à Londres, mais ils se sont stabilisés d'avril à juin, surtout à cause des politiques de vente pratiquées par l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas. A la même époque, des stocks s'accumulaient en Europe

et ceux que détenaient en mai 1960 les cinq grands pays importateurs⁶ étaient près de deux fois plus élevés qu'un an auparavant. En France et en Allemagne occidentale, les stocks étaient particulièrement volumineux et l'Europe continentale importera très peu durant le second semestre de 1960.

La plupart des grands pays producteurs ont produit plus de fromage en 1959 et les livraisons des 10 principaux exportateurs ont augmenté de 5 pour cent. Toutefois, les cours à Londres sont restés stables dans l'ensemble, avec une légère tendance à la hausse vers la fin de l'année. Puis ils suivirent le mouvement de baisse des prix du beurre.

La production de lait condensé et évaporé a augmenté aux Pays-Bas, en Allemagne et au Canada, mais elle a fléchi aux Etats-Unis. Dans la majorité des pays où la production de beurre a reculé, celle du lait écrémé en poudre a aussi diminué. Aux Etats-Unis, toutefois, à l'emploi régulièrement décroissant du lait écrémé à des fins agricoles a correspondu une légère augmentation de la production de lait écrémé en poudre, malgré la contraction de la production de beurre. Les fabricants

⁶ Allemagne occidentale, Belgique, Italie, Royaume-Uni, Suisse.

ont vendu moins de lait écrémé en poudre au gouvernement, mais les tonnages écoulés par celui-ci sous forme de dons à l'intérieur du pays et pour l'exportation ont augmenté. En octobre, le gouvernement décida de ne plus s'engager à faire de nouvelles livraisons pendant un certain temps, les stocks s'étant épuisés. Toutefois, les stocks étaient reconstitués en avril 1960 et les opérations d'écoulement, comprenant notamment des dons destinés à des programmes d'alimentation spéciaux à l'étranger, ont repris. L'ordre de grandeur de ces dons en 1960 semble ne devoir être que légèrement moindre qu'en 1957 et en 1958.

La situation des marchés beurriers ne paraît pas critique au milieu de 1960. Toutefois, les stocks grossissent et il est possible qu'à la fin de 1960 ils soient sensiblement plus importants qu'un an auparavant, auquel cas une forte production l'an prochain pourrait soulever de graves difficultés.

A plus longue échéance, il est permis d'escompter un accroissement de la production mondiale de lait durant les quelques années à venir. Les rendements par vache continueront à suivre une courbe ascendante et les politiques laitières pratiquées par la plupart des grands pays producteurs impliquent le maintien de prix relativement élevés, ce qui encourage la production. La consommation de lait et de produits laitiers devrait augmenter modérément dans les pays industrialisés par suite de l'accroissement démographique et du développement de la demande dans les couches de population à faible revenu. Il est néanmoins probable que la demande de beurre continuera à être freinée par la concurrence de la margarine bon marché. Dans les pays moins avancés, le développement économique devrait faire augmenter la demande de produits laitiers, laquelle peut être partiellement satisfaite par l'expansion de la production nationale. Il est toutefois fort probable que l'accroissement de la production mondiale de produits laitiers dépassera le développement de la demande effective dans l'ensemble du monde, et des excédents de produits laitiers semblent devoir se produire dans les quelques années à venir.

PRODUITS DES PÊCHES

Poisson frais et congelé

S'il est vrai que la structure traditionnelle du commerce a subi en 1959 quelques modifications,

qui peuvent d'ailleurs n'être que temporaires, le volume global des échanges de poisson frais et congelé ne semble pas avoir sensiblement varié par rapport à l'année précédente. La courbe des exportations de produits congelés du Danemark et de certains autres pays d'Europe septentrionale a été influencée par l'affaiblissement des marchés de la farine de poisson qui a orienté davantage les pêches vers la capture des poissons destinés à la consommation humaine.

La médiocrité des prises de certaines espèces sur la côte Atlantique du Canada a obligé les États-Unis à augmenter leurs achats de poisson en Europe pour couvrir leurs besoins. Le Japon a accéléré ses efforts pour vendre de plus grandes quantités de thon congelé dans des pays autres que les États-Unis et il a réussi à développer ses exportations vers un certain nombre de pays européens. Les exportations japonaises de thon congelé durant l'année fiscale 1959 ont dépassé celles de l'année précédente.

Poisson séché, salé et fumé

L'Amérique du Sud et les Antilles ont continué à réduire leurs importations de poisson salé des pays d'Europe septentrionale. Les échanges intrarégionaux de produits séchés et salés en Extrême-Orient tendent aussi à se contracter. D'autre part, les pays particulièrement affectés par l'évolution des marchés de la farine de poisson, comme l'Angola, ont cherché à pousser l'exportation du poisson séché. Le 1^{er} août 1959, les exportations de poisson salé de Terre-Neuve, contrôlées jusqu'alors par la Newfoundland Associated Fish Exporters Limited, ont été libérées pour aligner le régime des exportations dans ce secteur sur les conditions d'exportation des autres produits des pêches canadiennes.

Conserves de poisson

Bien que des accords internationaux aient obligé le Japon à restreindre ses prises de saumon, la production de conserves des différentes variétés de saumon n'a pas varié et seul le volume de la production de saumon congelé et salé a dû être limité. Le volume des exportations japonaises de germon a diminué à cause de l'insuffisance des tonnages de cette espèce pêchés durant l'été par

la flotille japonaise. D'autres pays ont toutefois réussi à combler les besoins des principaux importateurs. C'est ainsi que l'Espagne a porté ses exportations de thon aux Etats-Unis à une niveau supérieur à celui des années précédentes. D'autre part, divers fournisseurs de thon ont fait de gros efforts pour développer la vente de leurs produits sur les marchés européens.

Farine de poisson

L'événement principal de 1959 fut la forte expansion des exportations péruviennes. La production de farine de poisson au Pérou a plus que doublé par rapport à l'année précédente. Les prix, qui étaient restés fermes ces dernières années, ont alors commencé à baisser durant le second semestre de 1959, ce fléchissement étant dû également à l'accroissement de la production de farine de poisson dans plusieurs pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Ce fut un motif d'inquiétude pour ces pays où les exportations de farine de poisson

représentent une source importante de revenu pour l'industrie des pêches.

MATIÈRES GRASSES ET GRAINES OLÉAGINEUSES

La production et les échanges mondiaux de matières grasses ont marqué en 1959 une reprise qui a plus qu'annulé la contraction de 1958 (tableau 22). La production totale est estimée à 5 pour cent de plus que le chiffre record de 1957. Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont réalisé la plus grande part de ces gains, mais une augmentation sensible (8 pour cent de plus qu'en 1958) s'est aussi produite en Asie grâce au développement de la production en Inde et en Chine continentale et à l'absence d'un nouveau fléchissement de la production de coprah. La production africaine n'a pas varié tandis que les résultats obtenus en Europe occidentale et en Amérique latine n'ont pas été tout à fait aussi bons qu'en 1958. Surtout à cause des gains réalisés aux Etats-Unis, les disponibilités mondiales en graisses d'abattage et en soja ont

TABLEAU 22. — MATIÈRES GRASSES: PRODUCTION MONDIALE, COMMERCE ET PRIX SUR LE MARCHÉ INTERNATIONAL

	Moyenne 1950-54	1957	1958	1959 (prov.)	1960 (prév.)
..... Millions de tonnes					
PRODUCTION					
Totale	24,0	29,1	28,9	30,7	31,1
Principales utilisations:					
Alimentation ¹	16,1	19,8	20,1	21,7	21,7
Alimentation ou savonnerie ²	6,2	7,2	7,0	7,2	7,4
Non alimentaires ³	1,7	2,1	1,8	1,9	2,0
EXPORTATIONS INDIGÈNES					
Totales	5,7	7,6	7,2	7,8	...
Principales utilisations:					
Alimentation ¹	2,0	3,2	3,3	3,7	...
Alimentation ou savonnerie ²	3,0	3,5	3,1	3,2	...
Non alimentaires ³	0,7	0,9	0,8	0,9	...
..... Indices, moyenne 1952-54 = 100					
PRIX					
Toutes matières grasses ⁴	114	102	96	99	⁵ 96
Matières grasses utilisées pour l'alimentation et la savonnerie ⁶	115	101	96	101	⁵ 97
Huiles siccatives et industrielles ⁷	114	102	90	85	⁵ 90

¹ Beurre, saindoux, huile de soja, d'arachide, de colza, de coton, d'olive, de sésame, de tournesol, de germes de maïs, de graines de théier. — ² Suif et graisses, huile de baleine (non compris huile de cachalot), de palme, de palmiste, de coco, de babassou, de niger, de pavot, de bassie, de son de riz, d'illipé, de murumuru, de graines de tucum. — ³ Huile de graines de lin, de ricin, d'abrasin, d'oiticica, de poisson, de chanvre, de périlla, de stillingia et de carthame. — ⁴ Y compris l'huile de poisson. — ⁵ Janvier-mai. — ⁶ Comprend des séries pour le saindoux, les huiles d'arachide, de soja, de coton, d'olive, de noix de coco, de palmiste, de palme et de baleine et le suif. — ⁷ Comprend des séries pour les huiles de lin, de ricin et d'abrasin.

continué à se gonfler fortement et les disponibilités en huile de coton, stationnaires ces dernières années, ont fini par s'étoffer. Les récoltes mondiales de graines de sésame et de tournesol ont aussi été bonnes et la production de graines de lin s'est redressée après les mauvais résultats de 1957/58. Les disponibilités en huile d'olive ont été excellentes pour une « saison creuse ».

La production d'huile de coco, estimée à 1,8 million de tonnes, a été à peu près du même ordre qu'en 1958, mais il s'en fallait encore de 16 pour cent qu'elle rejoigne le niveau de production atteint avant la sécheresse généralisée qui a affecté les rendements en noix de coco à la fin de 1957. Une nouvelle baisse de la production aux Philippines a été compensée par une reprise dans la plupart des autres pays en 1959, mais comme les Philippines sont le plus gros exportateur, les échanges mondiaux de coprah et d'huile de coco ont subi une nouvelle contraction modérée. L'accroissement des disponibilités exportables pour d'autres produits a toutefois plus que compensé en volume la raréfaction du coprah et les échanges mondiaux de toutes les matières grasses ont atteint 7,8 millions de tonnes, chiffre légèrement supérieur au record de 1957. Les importateurs ont remplacé l'huile de coco par des huiles comestibles liquides et par des graisses d'abattage, et les grandes quantités de soja, d'huile de coton, de suif et de saindoux dont les Etats-Unis disposaient pour l'exportation ont permis à ce pays d'augmenter d'un tiers ses exportations de matières grasses et de se classer au premier rang des pays ayant contribué à l'expansion du commerce mondial. La Chine continentale a également exporté de plus grandes quantités de soja et les exportations mondiales d'arachides se sont maintenues grâce aux stocks nigériens qui ont permis de compléter la production de l'année.

La demande d'importation a été plus forte en 1959 du fait que les pays importateurs ont cherché à reconstituer leurs stocks et parce que les quantités absorbées par les industries de transformation augmentent encore. Les importations en Europe occidentale se sont accrues de 8 pour cent par rapport à 1958 et elles ont presque atteint le volume de 1957.

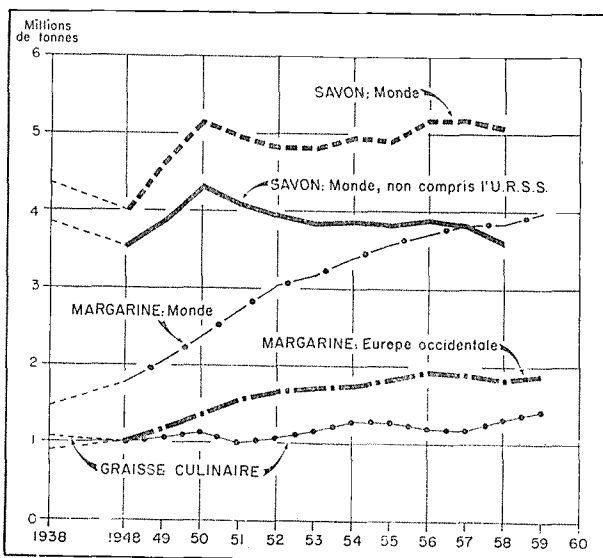
La production mondiale de margarine et de graisse culinaire (*shortening*) s'est accrue mais surtout dans des pays, comme les Etats-Unis, qui ne dépendent pas des marchés internationaux pour leur approvisionnement en matières premières. La pro-

duction de margarine en Europe occidentale a repris une partie du terrain perdu depuis 1957 et celle de graisse culinaire est restée forte, mais la fabrication de savon a marqué un nouveau recul modéré. La production mondiale de savon semble avoir passé par un sommet en 1957 et elle a fléchi depuis, ce qui montre que la concurrence des détergents synthétiques provoque aujourd'hui une contraction du volume global de la consommation de savon (graphique 14).

L'essor aussi bien de l'offre que de la demande n'a eu qu'une faible influence sur le niveau général des prix et l'indice moyen des prix calculé par la FAO s'établissait à 99 (1952-54 = 100) contre 96 en 1958. Tandis que l'huile à acide laurique passait à l'indice 124 (120 en 1958), les prix de la plupart des autres matières grasses sont restés stables ou ont baissé. Les prix du groupe important des huiles fluides n'ont pas varié dans l'ensemble, mais ceux du suif et du saindoux sont tombés à des niveaux anormalement bas à cause de l'abondance des disponibilités aux Etats-Unis. Les prix de l'huile de lin et de l'huile de ricin, inférieurs en moyenne durant l'année, ont remonté à la fin de celle-ci en raison des perspectives de disponibilités réduites chez les principaux exportateurs.

La situation est analogue en 1960, mais elle présente des caractères moins nettement accusés. La production mondiale semble devoir augmenter

GRAPHIQUE 14. - PRODUCTION MONDIALE DE MARGARINE, DE GRAISSE CULINAIRE (« SHORTENING »)¹ ET DE SAVON



¹ Les données relatives à la graisse culinaire se rapportent à un nombre limité de pays.

légèrement pour s'établir à un peu plus de 31 millions de tonnes. La production de coprah a augmenté grâce aux meilleurs rendements résultant eux-mêmes de pluies satisfaisantes l'an dernier dans la plupart des grandes régions de culture du cocotier. Les disponibilités en huiles fluides, en suif et en saindoux marquent de nouveaux progrès modérés. La diminution des disponibilités en huile d'arachide, imputable aux moins bonnes récoltes réalisées en Afrique occidentale l'automne dernier, est plus que compensée par une nouvelle augmentation de la production d'huiles fluides et de graisses animales aux Etats-Unis et par l'huile d'olive provenant de la grosse récolte faite dans les pays du bassin méditerranéen en 1959/60. En U.R.S.S., les effets d'une mauvaise récolte de graines de tournesol peuvent être contrebalancés par une production accrue d'autres graines oléagineuses et de graisses animales.

Les échanges mondiaux de matières grasses au début de 1960 étaient plus importants qu'une année auparavant et la forte activité économique dans les pays importateurs soutiendra la demande. L'atmosphère générale du commerce s'est améliorée à la faveur des nouvelles mesures de libéralisation prises durant l'année écoulée dans plusieurs pays européens et grâce à la plus grande convertibilité des devises. Les ventes des Etats-Unis en dollars semblent devoir être plus considérables. Dans le secteur commercial, il convient de relever durant le premier semestre de 1960 l'exportation par l'Espagne de 100 000 tonnes environ d'huile d'olive, tonnage bien supérieur au chiffre habituel et destiné surtout à l'Italie. Le développement de la production et la baisse des prix du beurre tendent à limiter la demande d'importation européenne cette année. Les besoins d'importation d'huile de coco aux Etats-Unis seront influencés par les ventes de stocks gouvernementaux.

Les prix des huiles à acide laurique ont sensiblement baissé au début de 1960 par suite de l'essor de la production. Les prix moyens des autres huiles n'ont pas subi de grands changements. Le niveau général des prix des matières grasses en 1960 semble devoir être légèrement plus bas qu'en 1959.

Il est peu probable que la demande d'importation de matières grasses servant surtout à l'alimentation et à la savonnerie bénéficie, durant les quelques années à venir, du même mouvement d'expansion du marché mondial qui a prévalu jusqu'en 1957. Le développement plus lent de la

production mondiale de margarine et le recul de la production de savon depuis 1957 sont sans doute les indices d'une modification de la tendance dans les quelques années à venir. La production de graisses d'abattage semble devoir augmenter en Amérique du Nord et en Europe occidentale et la concurrence sera vive avec les huiles végétales. La consommation par habitant de matières grasses alimentaires n'est peut-être pas loin de plafonner dans les principaux pays importateurs européens, leur population n'augmentant que lentement. Dans les pays membres du Marché commun, l'on prévoit une augmentation sensible de la production de beurre dont l'écoulement se heurtera aussi à la concurrence des huiles végétales.

FRUITS FRAIS

Pommes et poires

En 1959, la production de pommes dans les principaux pays producteurs (9,3 millions de tonnes) et celle de poires (2,5 millions de tonnes) ont diminué respectivement d'un quart et d'un cinquième par rapport aux récoltes record de 1958. Ce recul était presque entièrement concentré en Europe, surtout à cause des gelées printanières tardives et de la sécheresse estivale. Les pays importateurs ont été les plus éprouvés, tandis que les exportateurs réussissaient dans l'ensemble à maintenir leur production au niveau de 1958. Le volume de la production mondiale de pommes et de poires dépend de plus en plus des fluctuations marquées des récoltes en Europe. L'Amérique du Nord a produit 7 pour cent de moins de pommes qu'en 1958, année qui avait été excellente, tandis que la production de poires aux Etats-Unis, faible la campagne précédente, s'est relevée. Hormis un accroissement notable de la production de pommes en Argentine, les variations des récoltes dans l'hémisphère sud ont été assez modérées.

La contraction des disponibilités nationales a renforcé la demande d'importation en Europe et quelques pays importateurs ont provisoirement suspendu les restrictions à l'importation. Les prix de gros et les prix de détail ont généralement augmenté par rapport à la campagne précédente, sans atteindre toutefois les niveaux exceptionnellement élevés de 1957/58. Les besoins d'importation vont sans doute continuer à être considérables durant l'été de 1960 et les exportateurs extra-

européens devraient être en mesure d'écouler de plus gros tonnages sur les marchés européens, étant donné surtout les perspectives de bonnes récoltes en 1960 dans tous les pays de l'hémisphère sud.

Agrumes

La production mondiale d'agrumes a de nouveau augmenté en 1959/60, mais beaucoup moins fortement qu'en 1958/59, et elle a probablement dépassé 20 millions de tonnes. Les gains réalisés intéressent surtout les oranges et les mandarines, les récoltes de citrons et de pamplemousses n'ayant guère varié. Une récolte record d'oranges était prévue en Espagne et la production aux Etats-Unis semble avoir presque rejoint son niveau d'avant les gelées survenues en Floride en 1957/58. De légers reculs sont probables en Israël et en Grèce. La production moyenne totale dans les principaux pays producteurs est estimée à 11,52 millions de tonnes, contre 10,8 millions en 1958/59.

Les exportations d'agrumes ont augmenté en 1959/60, en particulier celles des pays fournissant la plus grande partie des agrumes d'hiver et notamment celles de l'Espagne, du Maroc et de l'Algérie. Il se peut que les exportations mondiales de mandarines et d'oranges durant la campagne commerciale 1959/60 aient progressé de 10 pour cent par rapport à 1958/59. Les disponibilités exportables ont légèrement diminué en ce qui concerne les citrons dans quelques pays, mais l'accroissement des exportations de pamplemousses est estimé à 10 pour cent environ. Les besoins d'importation semblent suffisamment considérables pour absorber les disponibilités accrues. Les effets sur la structure des échanges des mesures de libéralisation adoptées en 1959 au Danemark, en France et au Royaume-Uni doivent encore être déterminés, mais la suppression des restrictions quantitatives visant divers types d'agrumes, durant certaines périodes de l'année, renforcera à l'avenir la concurrence de la zone dollar. Les cours des oranges et des pamplemousses sur le marché international ont sensiblement diminué par rapport à 1958/59, mais les citrons ont un peu renchéri.

Bananes

Le commerce international des bananes a connu un nouvel essor en 1959. Les livraisons sur les

principaux marchés d'Europe et d'Amérique du Nord ont dépassé de 10 pour cent le chiffre de 1958. Il est donc permis de penser que les importations mondiales totales ont approché 4 millions de tonnes. Les prix dans les pays importateurs ont été inférieurs dans l'ensemble pendant toute l'année 1959. Durant le premier trimestre de 1960, les livraisons à certains des principaux pays importateurs ont continué à s'accroître et les importations se sont maintenues au niveau de l'an dernier dans certains autres. Les prix ont eux aussi un peu augmenté par rapport à l'année précédente.

FRUITS SECS ET VIN

Raisins secs et raisins de Corinthe

En 1959, la production mondiale de raisins secs a dépassé de 10 pour cent le faible chiffre de 1958. Des récoltes supérieures à la moyenne ont été obtenues dans tous les pays producteurs, et particulièrement aux Etats-Unis, en Turquie et en Grèce. La production de raisins de Corinthe, surtout en Grèce et en Australie, a été un peu plus faible qu'en 1958, mais est demeurée supérieure à la moyenne de l'après-guerre. Les disponibilités exportables ayant été plus faibles dans l'hémisphère nord, le commerce des raisins secs a été moins actif en 1958/59 qu'au cours des trois campagnes précédentes, malgré un accroissement très accentué des expéditions australiennes. Le commerce des raisins de Corinthe est resté au niveau de l'année antérieure. Les disponibilités exportables étant réduites dans les autres pays, les sultanas et raisins secs d'Australie se sont vendus à des prix élevés au cours de l'été de 1959, notamment au Royaume-Uni et au Canada. Néanmoins, en raison de la perspective de disponibilités exportables abondantes, il s'est produit une réduction générale des prix à partir du mois d'août.

Les exportations turques ont été facilitées en 1959/60 par le fait que le système des prix minimums à l'exportation a été aboli en mars 1959 et que le taux de change pour les exportations de figues et de raisins secs et d'avelines a été dévalué en août 1959. Les exportations totales de raisins secs pourraient atteindre 90 000 tonnes pour l'ensemble de la campagne, chiffre deux fois supérieur au niveau de 1958/59. L'amélioration de la position concurrentielle de la Turquie a été

ressentie en particulier par la Grèce. Néanmoins, les exportations grecques vers l'U.R.S.S. et l'Europe orientale ont augmenté grâce à des accords spéciaux au cours du quatrième trimestre de 1959 et elles pourraient atteindre, pour l'ensemble de la saison, 50 000 tonnes, soit un tiers de plus qu'en 1958/59. Après deux campagnes durant lesquelles les expéditions de raisins secs californiens avaient été très réduites en raison de la faiblesse des récoltes et du niveau sans précédent des prix, les marchés d'importation s'intéressent beaucoup aux raisins secs Natural Thompson maintenant que les disponibilités sont plus considérables et les prix en baisse. Pour soutenir les prix à la production, les Etats-Unis ont remis en vigueur une réglementation de la commercialisation de ces raisins. Le marché est soutenu également par une demande d'importation active, et il est escompté que les exportations totales des Etats-Unis augmenteront appréciablement au cours de la campagne, d'autant plus que la France et l'Allemagne occidentale ont libéré en 1959 les importations de raisins secs en provenance de la zone dollar.

Figues sèches et pruneaux

Le chiffre de production des principaux pays producteurs de figues sèches a été sensiblement plus faible en 1959 que l'année précédente, à cause surtout de la faiblesse de la récolte italienne. Néanmoins, aucun changement important n'est attendu dans les exportations, car le fléchissement des expéditions italiennes et portugaises sera compensé par l'accroissement des expéditions de la Turquie et de la Grèce, où on annonce cette année une récolte excellente, tant au point de vue quantité que qualité.

La production de pruneaux, qui avait fléchi d'un tiers l'année précédente, devrait atteindre, pour 1959, le niveau le plus élevé qui ait été enregistré depuis plusieurs années. Aux Etats-Unis, premier producteur mondial de pruneaux, elle a marqué une reprise par rapport au niveau exceptionnellement faible de 1958, tandis que des récoltes exceptionnelles étaient obtenues en Yougoslavie et en France. Les exportations, qui avaient diminué en 1958/59 du fait que les ventes des Etats-Unis avaient fléchi de 30 000 tonnes, marqueraient une forte remontée au cours de la présente campagne et dépasseraient probablement les chiffres des années précédentes.

Vin

La production de 1959, estimée à plus de 220 millions d'hectolitres (sans l'U.R.S.S. et l'Europe orientale), dépasse de 6 pour cent celle de l'année précédente et constitue un nouveau record. L'accroissement est imputable en quasi-totalité aux bonnes récoltes de la France et de l'Algérie, où les deux campagnes précédentes avaient été mauvaises. Le fléchissement est marqué en Espagne, mais les changements sont peu importants dans les autres pays producteurs. En France, les importations de vin, qui avaient fortement augmenté du fait de la diminution des disponibilités nationales, sont revenues à des niveaux plus normaux en 1959, et les exportations ont marqué une reprise. A part cela, il ne s'est pas produit de grandes modifications dans la structure des échanges. Les prix sont restés fermes pendant toute l'année 1959, quoique à un niveau plus bas qu'en 1958.

CACAO

La production de cacao, qui avait beaucoup baissé en 1957/58, s'est relevée en 1958/59 et a progressé encore en 1959/60. La récolte de 1959/60 est estimée à environ un million de tonnes, chiffre supérieur d'environ 150 000 tonnes à la moyenne des cinq dernières années. Les conditions atmosphériques favorables qui ont prévalu dans la plupart des grands pays producteurs sont probablement le principal facteur de l'augmentation réalisée en 1959/60. Comme autres facteurs, il faut citer notamment l'amélioration marquée de la situation phytosanitaire et, dans certaines zones, l'entrée en rapport de plantations nouvelles et de variétés améliorées. Le Ghana et la Nigeria ont obtenu des récoltes record (315 000 et 150 000 tonnes respectivement), tandis que le Brésil prévoit une production de 190 000 tonnes, soit un accroissement de 9 pour cent par rapport à 1958/59.

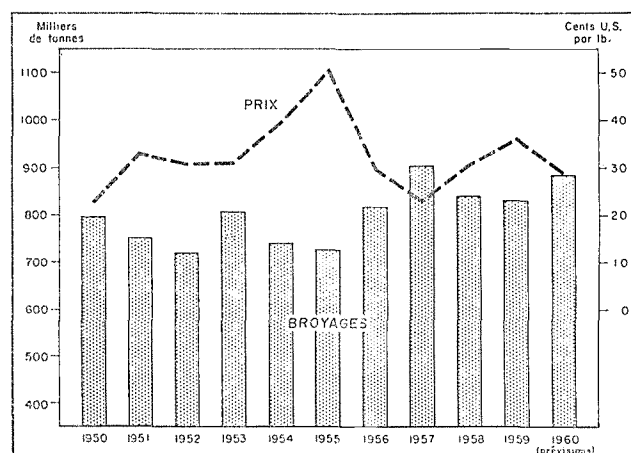
L'accroissement de la production a permis une expansion appréciable des échanges en 1959. D'après des statistiques incomplètes, les exportations de fèves de 1959 ont dépassé de 15 pour cent celles de 1958. En outre, le Brésil a exporté du cacao sous forme de produits semi-finis, traités sur place au cours des deux dernières années, dans le cadre de la politique de soutien des prix du cacao. Presque tous les pays consommateurs ont accru leurs importations, bien qu'au Royaume-Uni les im-

portations nettes aient baissé de 10 pour cent par rapport à 1958.

Alors qu'en 1958 le cours moyen s'était établi à 44 cents U.S. (Accra, comptant, à New York), le cours du cacao est tombé en janvier 1959 à environ 37 cents et il s'est maintenu à ce niveau jusqu'en octobre-novembre 1959. Néanmoins, sous l'influence des arrivages provenant de la récolte de 1959/60, les prix ont baissé en décembre 1959 et au cours des trois premiers mois de 1960, quand il est apparu que la récolte dépasserait toutes les prévisions et que le report atteindrait peut-être 100 000 tonnes. Une forte hausse s'est produite à la fin d'avril 1960, mais elle a été éphémère et en mai le cours moyen s'établissait à 28,6 cents. Bien que les prix aient baissé considérablement par rapport à l'année dernière, cette baisse, relativement à l'augmentation considérable des disponibilités, a été plus faible que les exemples passés ne l'auraient fait prévoir. Parmi les facteurs qui ont contribué à modérer la réaction du marché figurent la politique de soutien des prix pratiqués par le Brésil et la tendance des industriels à renforcer leurs stocks de fèves.

L'expérience montre qu'il s'écoule un laps de six à neuf mois avant que les variations des prix de gros des fèves ne se répercutent sur les prix de détail et la consommation des produits à base de cacao (graphique 15). De plus, en 1958 et 1959, plusieurs des principaux pays consommateurs ont continué d'appliquer diverses techniques permettant des économies dans l'utilisation des fèves.

GRAPHIQUE 15. - PRIX¹ DES FÈVES DE CACAO ET QUANTITÉS BROYÉES DANS LE MONDE



¹ Accra, prix au comptant, New York, ajusté par l'indice des prix de gros aux Etats-Unis. Moyennes de 12 mois à partir d'avril de l'année précédente.

Néanmoins, les cours relativement bas qui ont prévalu pendant le premier semestre de 1960 devraient, pense-t-on, stimuler la consommation, dont le développement s'accélélerait en 1960/61. Pour l'année 1960, le Comité des statistiques du Groupe d'étude FAO du cacao a estimé que les broyages dépasseraient de 6,5 pour cent le chiffre de 832 000 tonnes atteint en 1959.

La production de cacao est en voie d'accroissement, mais il est encore difficile d'évaluer les perspectives à long terme. On ne sait pas encore dans quelle mesure l'augmentation récente de la production est due aux plantations nouvelles et dans quelle mesure elle est imputable au succès de la lutte contre les maladies et parasites. Les possibilités d'accroître encore la production cacaoyère sont considérables en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans certaines parties de l'Afrique et de l'Asie, mais l'évolution effective de la production sera influencée par la tendance des prix. A moins que la production ne continue, en 1960/61, à progresser au rythme des deux années précédentes - ce qui est une éventualité improbable - l'écart entre la production et la consommation se rétrécira en 1961. Des prix plus bas stimuleront la consommation des produits chocolatés et réduiront probablement l'emploi des succédanés. L'élévation des niveaux de vie en Afrique, en Asie et en Amérique latine devrait permettre d'élargir considérablement les marchés de ces régions. La consommation pourrait croître aussi en U.R.S.S. et en Europe orientale, où elle se ressent du niveau très élevé des prix de détail, mais les quantités en jeu seraient petites par rapport aux disponibilités mondiales.

CAFÉ

Les événements marquants de 1959 ont été le fort accroissement de la production mondiale, qui est passée de 3,5 à 4,5 millions de tonnes pendant la campagne 1959/60, ainsi que la progression sensible des importations mondiales qui sont passées de 2,2 à environ 2,5 millions de tonnes (tableau 23). L'accroissement de la production mondiale est dû pour plus de 80 pour cent à la récolte record du Brésil, chiffrée officieusement à quelque 2,5 millions de tonnes. Des récoltes importantes ont également été obtenues en Colombie, au Mexique, dans les principales régions productrices d'Afrique et en Inde.

TABLEAU 23. — CAFÉ: PRODUCTION, IMPORTATIONS, PRIX ET STOCKS

	1958	1959 (prov.)	Pourcentage de variation
..... <i>Milliers de tonnes</i>			
PRODUCTION ¹			
Amérique du Nord et Amérique centrale	466	575	+ 23
Amérique du Sud	2 276	3 155	+ 39
Afrique	593	652	+ 10
Asie et Océanie	144	149	+ 3
TOTAL MONDIAL	3 479	4 531	+ 30
..... <i>Centes U.S. par lb.</i>			
IMPORTATIONS ²			
Etats-Unis	1 210	1 395	+ 15
Autres pays de l'hémisphère occidental	103	90	— 13
Europe occidentale	789	864	+ 9
Europe orientale	28	42	+ 50
Afrique	58	65	+ 12
Asie	28	33	+ 18
Océanie	8	12	+ 50
TOTAL MONDIAL	2 224	2 501	+ 12
..... <i>Milliers de tonnes</i>			
PRIX (à quai, New York)			
Santos ⁴	48,4	37,0	— 24
MAMS colombien	52,3	45,2	— 14
Nativo Uganda Robusta	37,6	28,7	— 22
Robusta courant de la Côte-d'Ivoire	36,5	27,0	— 26
..... <i>Centes U.S. par lb.</i>			
STOCKS (en fin de saison) ³			
Brésil	1 440	2 640	+ 83
Colombie	250	298	+ 19
Côte-d'Ivoire	25	40	+ 60
TOTAL	1 605	2 978	+ 86
Etats-Unis	137	170	24
Europe ⁴	71	...	...

¹ Campagnes agricoles 1958/59 et 1959/60. — ² Non compris les importations à réexporter. — ³ 30 juin 1959 et 30 juin 1960. — ⁴ Allemagne occidentale, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni.

Les exportations du Brésil ont augmenté de 45 pour cent, pour atteindre près de 1,1 million de tonnes. La Colombie a exporté 385 000 tonnes, soit 18 pour cent de plus qu'en 1958. La consommation mondiale a été stimulée par la réduction générale des prix de détail, par le niveau relativement bas des stocks des consommateurs et par les conditions économiques favorables qui régnaient sur les principaux marchés. Un fait encourageant a été l'accroissement des importations de l'Europe orientale qui, en 1959, ont augmenté de 50 pour cent par rapport à l'année antérieure,

tout en ne dépassant guère 40 pour cent des importations d'avant-guerre.

Le commerce avec l'Europe orientale n'est pas régi par l'Accord international du café qui limite à environ 2 220 000 tonnes les exportations à effectuer dans l'année à laquelle il s'applique. Compte tenu des expéditions en provenance des pays n'adhérant pas à l'Accord, il est probable que le total des exportations s'élèvera à 2 550 000 tonnes, ce qui correspond assez étroitement aux besoins mondiaux actuels. Cependant, la restriction des exportations a entraîné un gonflement très sensible des stocks dans les pays producteurs. Les stocks gouvernementaux des trois principaux pays producteurs se sont accrus de près de 1,4 million de tonnes et, au 30 juin 1960, représentaient une année de consommation mondiale. D'un autre côté, la limitation des exportations a empêché un effondrement des prix. Entre mars et juin 1960, les cours du café n'ont pas subi de fluctuations supérieures à 5 pour cent. Néanmoins, les prix moyens de 1959 ont été inférieurs d'environ 20 pour cent à ceux de 1958 et sont les plus bas qu'on ait enregistré au cours d'une année quelconque depuis 1949. Etant donné que la demande a augmenté pour les cafés de qualité supérieure, les cours des cafés doux se sont relativement mieux maintenus.

Il est signalé que le mauvais temps qui a sévi au cours des derniers mois de 1959 a influé sur la récolte brésilienne de 1960/61, que les prévisions actuelles évaluent à moins de 2 millions de tonnes, et il est probable que la production mondiale de la prochaine campagne sera très sensiblement inférieure au record de 1959/60. Néanmoins, l'abondance de la récolte de 1959/60 était due moins au temps favorable qu'à l'entrée en rapport de grandes superficies nouvelles plantées avec des variétés à haut rendement. Sauf en cas de très mauvais temps, il semble donc que les récoltes devraient continuer à se situer entre 4 et 4,5 millions de tonnes au cours des années à venir. Etant donné l'ampleur des stocks détenus dans les pays importateurs, il est improbable que les importations mondiales progressent beaucoup en 1960. Au cours des six premiers mois de cette année, les importations des Etats-Unis ont été inférieures de 5 pour cent à celles de la période correspondante de l'année antérieure. D'un autre côté, la limitation des disponibilités, si elle est économiquement possible pour les pays producteurs, pourrait, à court terme, freiner efficacement la baisse des prix.

Bien que les importations mondiales et la consommation intérieure de café doivent augmenter au cours des années à venir, il est improbable que l'accroissement annuel dépasse 5 pour cent, même avec les prix réduits qui sont pratiqués actuellement. Il a été proposé de reconduire pour une année l'Accord international du café et d'envisager entre temps la conclusion d'un accord d'exportation valable pour cinq ans. Ceci donnerait aux pays producteurs le temps de promulguer et mettre à exécution des mesures de contrôle de la production, qui à l'heure actuelle sont encore en préparation. Faute de pareilles mesures, les stocks continueront à s'accumuler dans les pays producteurs et ils pourraient doubler d'ici trois ou quatre ans.

THÉ

En dépit de conditions atmosphériques défavorables du début de 1959, la production mondiale de thé a été à peu près la même qu'en 1958. Les légers fléchissements constatés en Inde méridionale et en Indonésie ont été compensés par des récoltes plus fortes en Afrique et en Inde septentrionale. La production de l'année est actuellement estimée à 750-755 000 tonnes. Les importations mondiales ont été inférieures de quelque 30 000 tonnes au chiffre de 560 000 tonnes enregistré en 1958, du fait d'une diminution de 14 pour cent dans les importations nettes du Royaume-Uni (216 800 tonnes) et d'une contraction des achats sur certains marchés de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Les autres pays de l'Europe occidentale, le Canada, l'Union sud-africaine et l'Océanie n'ont marqué aucun progrès par rapport à 1958, tandis qu'un léger accroissement des importations a été enregistré aux Etats-Unis et en Europe orientale. Les expéditions de l'Inde ont diminué d'environ 10 pour cent, tandis que les exportations africaines grandissaient parallèlement à la production.

La consommation par habitant dans les principaux pays importateurs a donc probablement fléchi en 1959. Au Royaume-Uni, bien que les besoins de consommation aient été convertis en partie par prélèvement sur les stocks, la consommation individuelle (9,7 livres) a diminué de 2 pour cent par rapport à 1958. Cependant, le fléchissement de la consommation sur les marchés importateurs a été compensé par l'accroissement de la demande interne dans les pays producteurs, spécialement

l'Inde et le Pakistan. Les besoins mondiaux ont donc équilibré les disponibilités et il ne s'est pas formé de gros stocks de report dans les pays producteurs. Les cours annuels moyens pratiqués dans les principaux centres de vente aux enchères sont restés remarquablement stables, leur fluctuation ne dépassant pas 5 pour cent en 1957-59. L'accroissement de la consommation intérieure a contribué, en outre, à rendre les cours des thés ordinaires plus rémunérateurs que dans les dernières années. Le mauvais temps a réduit la récolte indienne dans le premier semestre de 1960, mais, pour autant que l'on sache, la production augmentera ailleurs. La production africaine progresse régulièrement, les plans de restauration commencent à être mis en œuvre à Ceylan, la superficie plantée s'est accrue au Pakistan et, d'une manière générale, les prix rémunérateurs pratiqués en 1959 encourageront l'amélioration des plantations existantes. Il est probable que les importations mondiales se relèveront en 1960 ou dépasseront le volume de 1958. Le fait que les stocks étaient relativement faibles au Royaume-Uni à l'ouverture de l'année a soutenu l'activité commerciale au cours des quatre ou cinq premiers mois et, si la demande intérieure continue à se renforcer, il est permis de compter que les prix ne connaîtront que des fluctuations saisonnières par rapport aux niveaux actuels. A plus long terme, néanmoins, l'expansion prévisible de la production peut gagner de vitesse l'amélioration graduelle de la consommation, surtout si la Chine continentale et l'Amérique latine accèdent plus largement au marché mondial.

TABAC

La production mondiale de tabac en feuille (non compris l'U.R.S.S. et la Chine continentale) s'est élevée légèrement en 1959. Les accroissements les plus importants ont eu lieu en Rhodésie et Nyassaland, qui ont obtenu une récolte record de tabac *flue-cured*, et aux Etats-Unis, où les superficies ont augmenté de 7 pour cent à la suite de l'abolition du programme de mise en réserve des terres. En Italie, la production a poursuivi sa tendance ascendante, du fait que la demande intérieure augmente et que l'on compte exporter davantage, notamment vers les pays de la Communauté économique européenne. Pour ce qui est des tabacs d'Orient, la production a baissé considérablement en Grèce en raison d'une diminu-

tion des superficies consécutive à une accumulation de stocks après la forte récolte de 1957. En revanche, en Turquie la superficie a considérablement augmenté. La production de feuilles à cigares a continué à diminuer et la production tend à s'orienter vers le tabac de Virginie, notamment à Cuba et en Indonésie.

Les exportations de tabac brut se sont établies à peu près au même niveau qu'en 1958 (tableau 24). Les exportations des Etats-Unis ont subi une nouvelle diminution de 3,5 pour cent. Les expéditions de l'Inde, elles aussi, ont diminué. Les exportations du Canada et celles de Rhodésie et Nyassaland ont augmenté appréciablement, en particulier vers le Royaume-Uni. Les exportations de tabac d'Orient de la Grèce ont fléchi, spécialement à destination des Etats-Unis et de l'Allemagne occidentale; ces deux pays, en revanche, ont augmenté leurs achats de tabac d'Orient en Turquie.

La forte récolte de variétés *flue-cured* obtenue en 1959 en Rhodésie et Nyassaland a été de qualité

assez inférieure et les prix ont fléchi, poursuivant ainsi la tendance à la baisse qui se manifeste depuis quelques années. Au Canada, les prix du tabac *flue-cured* ont été jusqu'à la mi-février supérieurs en moyenne à ceux qui étaient pratiqués au cours de la période correspondante de l'année précédente. Mais aux Etats-Unis, les prix correspondants (57,7 cents par livre en moyenne) ont été légèrement en recul sur ceux de l'année antérieure, contrairement à la tendance des quatre dernières années. Aux Etats-Unis, les prix du tabac Burley ont fortement baissé en raison de la médiocre qualité de la forte récolte. La valeur unitaire du tabac d'Orient en feuilles importé aux Etats-Unis a été plus basse en moyenne qu'au cours des deux dernières années, probablement parce que les primes à l'exportation ont été légèrement relevées en Turquie depuis août 1959. Le gouvernement de ce pays a accordé récemment une nouvelle prime à l'exportation des stocks de 1958, et il a annoncé qu'à partir de la récolte de 1959 le taux de change serait relevé et aligné sur le taux général à l'importation.

La consommation mondiale de tabac continue à s'accroître. Aux Etats-Unis, la consommation de tabac brut, qui avait diminué sous l'influence des économies de matières premières permises par les nouveaux procédés de fabrication et d'une préférence croissante du consommateur pour des articles qui contiennent moins de tabac par unité (cigarettes à filtre, petits cigares et cigarillos), recommence à augmenter. Au Royaume-Uni, d'après les estimations, la consommation totale de tabac et de produits dérivés a atteint en 1959/60 un chiffre record, qui dépasse du cinquième celui d'il y a dix ans.

COTON

L'offre mondiale de coton s'est accrue en 1959/60. Les stocks de début de campagne étaient plus faibles au total, mais la production a augmenté, l'accroissement substantiel de la récolte des Etats-Unis compensant les diminutions enregistrées dans d'autres pays. Il semble cependant que l'accroissement des disponibilités n'ait pas été aussi rapide que celui de la consommation des usines et il est possible que les stocks aient subi une nouvelle diminution à l'ouverture de la campagne 1960/61 (tableau 25).

L'accroissement de la consommation a été

TABLEAU 24. — TABAC: EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS

	1956	1957	1958	1959
..... Milliers de tonnes (poids sec).....				
PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE FEUILLES A CIGARETTE (autres que le tabac oriental)				
Etats-Unis	231,5	227,2	219,8	211,4
Rhodésie et Nyassaland	74,9	63,1	65,0	79,8
Inde	42,3	36,4	48,1	37,7
Canada	13,7	16,9	13,4	18,5
Total	362,4	343,6	346,3	347,4
PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE TABAC ORIENTAL EN FEUILLES				
Turquie	60,7	88,5	56,1	66,7
Grèce	48,5	69,0	62,4	55,0
Yougoslavie	20,0	16,1	23,1	16,0
Bulgarie	47,1	47,9	45,0	...
Total	176,3	221,5	185,4	...
PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE FEUILLES A CIGARES				
Brésil	31,3	29,4	30,4	28,0
Cuba	21,3	25,2	26,7	26,5
Indonésie	11,3	14,2	22,1	15,5
République Dominicaine	13,5	11,8	11,5	12,2
Philippines	10,4	10,8	14,1	7,7
Total	87,8	91,4	104,8	89,9
TOTAL GÉNÉRAL	626,5	656,5	636,5	...

TABLEAU 25. — COTON: DISPONIBILITÉS ET RÉPARTITION DANS LE MONDE

	Moyenne 1954/55-1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)	1960/61 (estim.)
..... Millions de tonnes					
STOCKS DE DÉBUT DE CAMPAGNE					
Etats-Unis	2,56	2,47	1,89	1,93	1,71
U.R.S.S., Europe orientale et Chine continentale	0,39	0,56	0,69	0,76	0,82
Autres pays:					
Exportateurs nets	0,72	0,65	0,84	0,73	0,63
Importateurs nets	1,21	1,34	1,32	1,14	1,24
Total	4,88	5,02	4,72	4,56	4,40
PRODUCTION					
Etats-Unis	2,99	2,38	2,49	3,17	3,25
U.R.S.S. et Chine continentale	2,70	3,03	3,40	3,53	3,70
Autres pays	3,47	3,66	3,81	3,57	3,65
Total	9,16	9,07	9,70	10,27	10,60
DISPONIBILITÉS TOTALES	14,04	14,09	14,42	14,83	15,00
CONSOMMATION					
Etats-Unis	1,93	1,74	1,89	1,97	...
U.R.S.S., Europe orientale et Chine continentale	2,78	3,19	3,58	3,73	...
Autres pays	4,26	4,44	4,43	4,70	...
CONSOMMATION TOTALE	8,97	9,37	9,90	10,40	...

SOURCE: Comité consultatif international du coton.

relativement marqué dans les pays développés (Etats-Unis, pays importateurs de l'Europe occidentale, Japon). Il s'est accompagné d'une nette expansion du volume du commerce international du coton. Selon les estimations, les exportations des Etats-Unis ont plus que doublé par rapport à la campagne précédente. Ce résultat a été obtenu à l'aide d'un relèvement du taux des subventions à l'exportation, mais les quantités commercialisées grâce à des mesures spéciales de financement ne semblent pas avoir augmenté appréciablement. La République arabe unie, ayant des débouchés assez importants en U.R.S.S., en Europe orientale et en Chine continentale, a réduit la remise officielle au change sur les ventes d'exportation de coton égyptien et a interdit l'exportation de certaines qualités nécessaires aux usines nationales. D'autres pays exportateurs paraissent également avoir écoulé leurs disponibilités exportables avec assez de facilité en 1959/60. Les prix du marché se sont élevés pour la plupart des qualités. Les cotons à fibres extra-longues ont augmenté assez fortement de prix et l'écart normal entre leur cours et celui des fibres moyennes s'est rétabli.

A moins que le temps ne soit défavorable, la campagne 1960/61 pourrait voir la production cotonnière augmenter quelque peu. Aux Etats-Unis, les producteurs peuvent de nouveau opter entre une superficie normale avec un prix de soutien égal à 75 pour cent de la parité pour les quantités commercialisées ou une superficie majorée de 40 pour cent avec un prix de soutien égal à 60 pour cent de la parité. Au cours de la dernière campagne, assez peu de cultivateurs ont opté pour la seconde formule. Pour cette campagne, les prix de soutien de base ont été réduits d'environ 1,5 cent par livre de coton et le plafond a été fixé à 50 000 dollars par exploitation. D'après les indications parvenues, les grands planteurs choisissent maintenant la deuxième formule et la superficie autorisée augmentera peut-être de 10 pour cent, encore qu'il soit possible que la superficie effectivement plantée ne s'accroisse pas d'autant. Dans les autres pays, bien que la hausse des prix du marché ne se soit pas toujours intégralement repercutée sur les prix payés aux producteurs (qui dans la République arabe unie, par exemple, peuvent tomber également sous le coup des régle-

TABLEAU 26. — COTON ET AUTRES FIBRES D'HABILLEMENT: CONSOMMATION PAR HABITANT¹

	Coton			Total des fibres d'habillement ¹		
	Moyenne 1952-54	Moyenne 1956-58	Variation annuelle moyenne	Moyenne 1952-54	Moyenne 1956-58	Variation annuelle moyenne
	..... Kilogrammes par habitant		Pourcentage	..... Kilogrammes par habitant		Pourcentage
Amérique du Nord	11,2	10,0	— 2,9	16,3	15,1	— 1,9
Europe occidentale	4,1	4,7	+ 3,5	7,4	8,7	+ 4,1
Europe orientale	4,6	5,2	+ 3,1	6,2	7,6	+ 5,2
Océanie	4,0	4,3	+ 1,8	7,5	8,0	+ 1,6
Amérique latine	2,9	3,3	+ 3,3	3,9	4,4	+ 3,1
Proche-Orient	2,0	2,2	+ 2,4	2,7	3,0	+ 2,7
Extrême-Orient	1,9	2,2	+ 3,7	2,2	2,6	+ 4,3
Afrique	1,2	1,1	— 2,2	1,7	1,9	+ 2,8
MONDE	3,1	3,4	+ 2,3	4,3	4,8	+ 2,8

SOURCE: Monographie de produits de la FAO N° 31, *Niveaux de consommation de fibres par habitant, 1948-1958*. Rome, 1960.

¹ Coton, laine et fibres artificielles.

mentations limitant la superficie à planter en coton), il est possible que l'on voit se réaffirmer la tendance à l'expansion.

D'un autre côté, le fait que la consommation usinière et le commerce du coton ont progressé à une cadence exceptionnellement rapide au cours de la campagne 1959/60 est dû en partie au stockage par les consommateurs de coton brut et de cotonnades. Il n'est guère possible de compter que ce mouvement se poursuivra en 1960/61. Néanmoins, le niveau général de la consommation devrait rester élevé et aux Etats-Unis la consommation pourrait s'accroître encore, la diminution des prix intérieurs du coton permettant à ce textile de concurrencer plus efficacement les fibres artificielles. La subvention aux exportations des Etats-Unis doit être ramenée à dater du 1^{er} août 1960 de 8 à 6 cents la livre, et il est possible que les exportations diminuent en 1960/61.

A plus long terme, l'accroissement démographique et l'élévation des niveaux de vie augmenteront les besoins en fibres, notamment pour l'habillement, dans les régions sous-développées où la consommation est actuellement limitée par la faiblesse du pouvoir d'achat. Si les facteurs techniques influençant l'utilisation des fibres tendent à restreindre le développement de la consommation dans les régions les plus développées, l'expansion en cours dans les régions sous-développées à population dense a plus que contrebalancé cette tendance et devrait continuer à l'emporter sur elle (tableau 26). Le coût de la matière première coton et de sa transformation s'établissent à des niveaux compétitifs et les produits étant offerts aux consommateurs à des conditions égales, le coton a plus

de chances de participer *pari passu* à l'expansion de la consommation totale de fibres.

LAINE

La tonte mondiale a encore augmenté d'environ 4 pour cent en 1959/60 (tableau 27). Compte tenu des stocks détenus à l'ouverture de la campagne dans les pays producteurs, l'offre totale a également été plus importante. Le troupeau ovin a augmenté, parmi les principaux pays producteurs, en Australie, en Nouvelle-Zélande, aux Etats-Unis et en U.R.S.S. Les pertes dues aux inondations ont été considérables, cependant, en Argentine et surtout en Uruguay, où la production lainière a fortement diminué.

Bien que les stocks aient légèrement augmenté dans les pays importateurs au début de la campagne, le volume du commerce international lainier a continué à s'accroître, les expéditions plus considérables de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de l'Union sud-africaine venant compenser le fléchissement des livraisons de l'Argentine et de l'Uruguay. Les Commissions lainières de la Nouvelle-Zélande et de l'Union sud-africaine ont écoulé, pendant la première partie de la campagne 1959/60, la plus grande partie des excédents restant de 1957/58, et la hausse des cours, qui avait si nettement caractérisé les premiers mois de 1959, a fait place à une assez grande stabilité des prix.

Au cours des trois premiers trimestres de la campagne 1959/60, le niveau de l'activité de l'industrie mondiale des textiles lainiers a été considérablement plus élevé qu'au cours de la période

TABLEAU 27. - LAINE: PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALES

	Moyenne 1954/55 - 1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
PRODUCTION	..... Milliers de tonnes (dessinée)			
Principaux exportateurs				
Australie	367	367	408	438
Nouvelle-Zélande	146	155	169	177
Union sud-africaine	73	70	73	75
Argentine	93	100	103	106
Uruguay	54	59	49	45
Total	733	751	802	841
Autres pays				
Etats-Unis	68	65	65	68
U.R.S.S.	117	143	159	174
Autres	343	348	352	360
Total	1 261	1 307	1 378	1 443
CONSOMMATION ¹				
Etats-Unis	172	154	141	179
Royaume-Uni	214	218	202	231
Autres pays d'Europe occidentale	358	413	372	390
Japon	62	85	73	103
Autres pays	414	470	498	545
Total	1 220	1 340	1 286	1 448

SOURCE: Commonwealth Economic Committee.

¹ Année civile correspondant au premier millésime de la campagne indiquée.

correspondante de la campagne antérieure. En même temps, la proportion de laine neuve entrant dans le total des matières premières consommées par l'industrie s'est légèrement relevée. Une nouvelle intensification de l'activité industrielle au Royaume-Uni et au Japon a compensé le léger fléchissement observé en France, en Italie et aux Pays-Bas, tandis que la situation changeait peu aux Etats-Unis et en Allemagne occidentale.

Bien que l'on possède encore peu d'indications sur le volume de la production en 1960/61, il est improbable que celle-ci augmente autant que pendant la campagne de 1959/60, où l'accroissement avait été supérieur à la moyenne. Le tarif protecteur et le prix d'encouragement aux producteurs de laine demeurant inchangés, la production peut continuer à progresser aux Etats-Unis et il est possible également qu'elle augmente en U.R.S.S. En Amérique du Sud, les conséquences de la diminution du cheptel continueront à se faire sentir, et en Australie l'état des pâturages n'a pas été partout favorable. D'un autre côté, le stockage des articles lainiers dans les pays évolués semble maintenant à bout de course et la consom-

mation de l'ensemble des industries textiles lainières subira sans doute peu de changement. A long terme, néanmoins, l'accroissement démographique et l'élévation des niveaux de vie feront augmenter les besoins, notamment dans les pays qui actuellement ne peuvent acquérir que des quantités limitées. Comme pour le coton, les facteurs techniques pourraient tendre à restreindre les besoins des pays les plus évolués, mais cette influence devrait être entièrement contrebalancée par les accroissements qui se produiront dans les autres pays.

JUTE

Les stocks de report étaient plus importants au début de la campagne 1959/60 au Pakistan et en Inde, mais les récoltes ont été sensiblement plus faibles dans ces deux pays, surtout à cause du mauvais temps (tableau 28). Les prix du riz étant relativement favorables au moment de la plantation, les exploitants pakistanais ont réduit les superficies consacrées au jute. En outre, les rendements n'ont

TABLEAU 28. — JUTE ET FIBRES VOISINES: PRODUCTION ET UTILISATION COMMERCIALE

	Moyenne 1954-56	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
..... Millions de tonnes				
PRODUCTION				
Pakistan	1.10	1.13	1.09	1.03
Inde	0.91	0.97	1.23	1.07
Total	2.01	2.10	2.32	2.10
Autres pays	0.37	0.47	0.49	0.59
UTILISATION COMMERCIALE				
Consommation				
Filatures indiennes	1.15	1.19	1.16	1.19
Filatures pakistanaïses	0.10	0.17	0.22	0.28
Exportations pakistanaïses outre-mer	0.73	0.71	0.77	0.74
Total	1.98	2.07	2.15	2.21
Exportations du Pakistan à destination de l'Inde	0.19	0.12	0.03	0.08

pas été maintenus et l'on estime que la production est inférieure de 6 pour cent à celle de 1958/59. En Inde, la production totale de jute et de mesta a diminué d'environ 12 pour cent; dans ce pays également, le fléchissement s'est produit surtout dans les zones de riziculture. Il est signalé qu'en Chine continentale la production des fibres apparentées au jute a considérablement augmenté.

La réduction des disponibilités en 1959/60 a coïncidé avec un accroissement considérable de la demande de jute brut. Au Pakistan, les usines ont augmenté d'environ 25 pour cent leur consommation de fibre. En Inde, la récolte décevante et la légère intensification de l'activité des usines nationales ont été cause que les importations (*cuttings*) en provenance du Pakistan ont triplé. Les exportations pakistanaïses vers l'Europe et autres pays d'outre-mer ont diminué de 3 pour cent au cours des neuf premiers mois de la campagne. Les prix du jute brut ont progressé régulièrement à partir d'octobre 1959, c'est-à-dire après qu'il fût devenu manifeste que la récolte indienne serait fort réduite. La hausse a été particulièrement accusée en mai 1960; au mois de juin, les cours dépassaient de 50 pour cent ceux de l'année antérieure.

La campagne 1960/61 s'ouvrira avec des stocks très réduits dans les pays producteurs, mais on peut s'attendre à des récoltes plus abondantes. La hausse récente des prix du jute a encouragé les producteurs à étendre les plantations. Au Pakistan,

les autorités ont supprimé le système des autorisations, sauf dans quelques régions spéciales, et elles encouragent la plantation de bonnes qualités de jute. En Inde, les usines sont convenues d'appliquer un système régulier de soutien des prix du jute brut dans le cas où les prix tomberaient à des niveaux qui décourageraient les producteurs. Les perspectives de la consommation sont incertaines. Au cours des neuf premiers mois de la campagne, les filatures indiennes de jute ont augmenté leur production sous l'influence de l'expansion rapide de la demande nationale, mais un certain fléchissement d'activité est signalé en fin de campagne. On a vu diminuer considérablement les stocks des filatures, dont le remplacement aiderait à maintenir la consommation indienne de jute brut. D'après des renseignements de source européenne, les filatures auraient des carnets de commande assez chargés, qui leur donneront du travail jusque pendant la campagne 1960/61.

FIBRES DURES

La production de fibres dures a augmenté encore en 1959, tous les principaux types participant à cet accroissement (tableau 29). Néanmoins, la production d'abaca ne s'est que partiellement relevée du fléchissement subi l'année précédente; aux Philippines, la production est restée à un

TABLEAU 29. — FIBRES DURES: PRODUCTION ET IMPORTATIONS

	Moyenne 1954-56	1957	1958	1959
	..... <i>Milliers de tonnes</i>			
PRODUCTION				
Abaca	135	141	113	121
Philippines	122	131	106	112
Sisal	468	506	532	558
Afrique-Orientale anglaise	222	230	247	265
Brésil	86	102	105	119
Henequen	120	130	132	134
Mexique	109	119	123	125
Autres fibres dures	33	33	32	32
Total	756	810	809	845
IMPORTATIONS				
Total	613	659	666	697
Etats-Unis	83	175	168	174
Royaume-Uni	85	89	87	93
Communauté économique européenne	155	182	189	187
Japon	43	53	47	55

SOURCE: Statistiques nationales et Economist Intelligence Unit.

niveau relativement faible, tandis que la production de l'Amérique centrale a augmenté préalablement à une liquidation des plantations. La production indonésienne de sisal a continué à fléchir et il est possible que la production d'Haïti ait marqué un palier en raison de la sécheresse. En revanche, la production a continué de croître en Afrique-Orientale britannique, et elle a marqué des progrès spectaculaires au Brésil. Au Mexique, la production d'henequen a continué à se développer.

Au début de l'année, les pays producteurs entamaient déjà leurs stocks de fibres, non seulement pour alimenter l'industrie locale en voie d'expansion aux Philippines, au Brésil et au Mexique, mais aussi pour satisfaire la demande d'importation croissante des Etats-Unis, de l'Europe occidentale et du Japon. Dans ces pays consommateurs, il semble que le stockage des fibres ait devancé quelque peu l'expansion de l'activité industrielle qui allait encore en s'accéléralant dans la seconde partie de l'année. Les prix ont beaucoup monté dans le premier semestre de 1959 et ils sont restés fermes pendant le second semestre. Pour l'ensemble de l'année, la hausse a été en général de l'ordre du tiers.

La production de fibres dures connaîtra probablement une nouvelle augmentation, quoique

moins prononcée, en 1960. On peut s'attendre à un accroissement modéré de la production de sisal en Afrique et en Amérique latine et d'henequen au Mexique, tandis que vraisemblablement la production d'abaca diminuera en raison de l'arrêt de la culture en Amérique centrale. L'accroissement global qui pourrait se produire en 1960 ne devrait pas rendre les disponibilités excessives par rapport à la consommation, étant donné que l'usage de la ficelle agricole se développe et que la demande de cordage augmentera probablement en raison de l'activité croissante de l'industrie et de la marine.

CAOUTCHOUC

En 1959, la production de caoutchouc naturel a encore augmenté d'environ 5 pour cent. Les principaux pays producteurs ont tous pris part à cette expansion, à l'exception notable de Ceylan, qui a connu des difficultés de main-d'œuvre et subi des pluies excessives. En Fédération de Malaisie, la production des grandes plantations a continué à se développer régulièrement tandis que la hausse des prix du caoutchouc provoquait un certain accroissement de la production des petites plantations. En Indonésie également, les livraisons

des petits exploitants ont augmenté, mais la production a continué à fléchir dans les grandes exploitations.

Dans l'industrie du caoutchouc, l'intensification de l'activité a été assez générale en 1959 et particulièrement sensible aux Etats-Unis. Au début de l'année, les stocks commerciaux de caoutchouc naturel étaient assez faibles dans les pays consommateurs et ils avaient encore diminué de 10 pour cent à la fin de l'année. L'expansion de la demande, bien que la production de caoutchouc synthétique ait augmenté d'environ 30 pour cent, a fait rapidement sentir ses effets sur les prix du caoutchouc naturel qui, sur les marchés au comptant, ont augmenté de 40 pour cent en 1959. Le maximum a été atteint en novembre, le N° 1 RSS à Singapour cotant alors en moyenne 1,27 dollar malais la livre. Les prix ont légèrement fléchi vers le nouvel an à la suite du déblocage de certains stocks gouvernementaux au Royaume-Uni et aux Etats-Unis; cependant, un nouveau maximum de 1,29 dollar malais la livre a été atteint en mai 1960, quand le déblocage des stocks des Etats-Unis s'est achevé et que l'U.R.S.S. a recommencé ses achats à Singapour.

Les ventes mensuelles de caoutchouc provenant du stock britannique qui à l'origine était de 100 000 tonnes) varient selon les prix payés. Toute limitation est suspendue lorsque les prix dépassent 30¼

pence la livre. Les prix comptants jusqu'au début de juin 1960 avaient été constamment supérieurs au prix plafond et en janvier-avril les ventes effectuées sans restriction avaient atteint un total de 45 000 tonnes. Au cours de la même période, les Etats-Unis avaient vendu la totalité des 50 000 tonnes qui devaient être débloquées avant juin 1960 et il était signalé que ce plafond pourrait être relevé. L'U.R.S.S. a annoncé elle aussi qu'elle déblocerait 45 à 50 000 tonnes pour le premier trimestre de 1960.

On peut s'attendre à ce que la consommation mondiale de caoutchouc continue d'augmenter en 1960, quoique à un rythme ralenti; quant à la situation de l'offre, il est probable qu'elle s'améliorera. Même si la production de caoutchouc naturel ne marque pas d'autres progrès en 1960, de nouveaux déblocages de stocks pourraient renforcer considérablement les disponibilités. En outre, les usines américaines de caoutchouc synthétique continuaient à travailler au-dessous de leur capacité au début de 1960 et d'importantes extensions de capacités sont prévues. En Europe également, la production synthétique augmente progressivement.

Il n'est guère douteux que la tendance à long terme de la demande de caoutchouc demeure ascendante. Un des grands facteurs est l'expansion de la capacité des usines automobiles à laquelle on assiste actuellement en Europe et dans d'autres

TABLEAU 30. - CAOUTCHOUC: PRODUCTION ET CONSOMMATION

	Moyenne 1954-56	1957	1958	1959 (prov.)	1960 (estim.)
CAOUTCHOUC NATUREL	..... <i>Milliers de tonnes</i>				
Production					
Féd. de Malaisie: Grandes plantations	356	374	397	415	...
Petites plantations	271	273	277	294	...
Indonésie: Grandes plantations	272	257	242	* 217	...
Petites plantations	462	439	436	* 500	...
Autres pays	541	590	637	* 649	...
Total	1 902	1 933	1 989	* 2 075	2 170
Consommation					
Etats-Unis	607	547	492	564	...
Autres pays	1 275	1 373	1 520	1 575	...
Total	1 882	1 920	2 012	2 139	2 144
CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE					
Consommation	994	1 278	1 267	1 582	1 778

SOURCE: Groupe international d'étude du caoutchouc.

* Estimation.

régions. D'un autre côté, la production de caoutchouc naturel, depuis quelques années, suit de très près la limite de la capacité, sans préserver, en face du caoutchouc synthétique, sa part d'un marché général en voie d'expansion. Certains pays ont déjà fait un effort considérable de plantation ou de replantation avec du matériel végétal à haut rendement, mais il apparaît que de nouvelles mesures de ce genre, en période de déblocage des stocks gouvernementaux, renforceraient les chances de sauvegarder cette part du marché. Aux Etats-Unis, une loi a été votée autorisant un programme de huit ans qui prévoit l'écoulement d'environ 500 000 tonnes de caoutchouc stocké.

PRODUITS FORESTIERS

Bois ronds

La production mondiale de bois rond est restée très stable depuis 1956 (tableau 31). La faible augmentation enregistrée en 1959 donne pour l'ensemble des bois ronds un nouveau record d'après-guerre, à savoir 1 670 millions de mè-

tres cubes. Néanmoins, contrairement à ce qui s'était passé les années précédentes, la production de bois de feu a fléchi d'environ 4 pour cent, tandis que la production de bois d'industrie, qui, sous l'influence de la récession, avait cessé de progresser en 1958, a augmenté de 4 pour cent en 1959, parvenant au total record de 962 millions de mètres cubes. Ces résultats reflètent manifestement l'incidence favorable de la reprise économique générale sur le marché des produits forestiers, reprise qui se marque par un accroissement considérable des constructions à usage d'habitation et autres dans la plupart des régions du monde et par le développement régulier des autres secteurs de l'activité économique, à l'exception des charbonnages et des chantiers navals.

Etant donné que le bois de feu n'entre guère dans le commerce international, les échanges mondiaux de bois ronds ont augmenté en 1959 plus que ne l'a fait la production. Ils sont passés en effet à 26 millions de mètres cubes, soit un accroissement de 2 pour cent. En Europe occidentale, les exportations de grumes de résineux n'ont pas varié et celles de bois de mine ont diminué d'un quart, atteignant ainsi le niveau le plus bas de

TABLEAU 31. — PRODUITS FORESTIERS: PRODUCTION ET COMMERCE MONDIAUX

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de mètres cubes</i>							
BOIS RONDS							
Production ¹	1 470	1 552	1 601	1 658	1 663	1 664	1 670
Exportations ²	18,4	21,3	27,0	26,6	27,3	25,5	26,0
SCIAGES							
Production	267,0	274,5	296,3	294,2	289,6	295,0	303,0
Exportations	28,7	32,1	35,7	31,8	33,9	33,1	34,4
CONTRE-PLAQUÉS							
Production	8,3	9,0	10,8	11,3	11,8	13,0	14,1
Exportations	0,5	0,8	1,0	0,9	1,1	1,1	1,2
<i>Millions de tonnes</i>							
PÂTE DE BOIS							
Production	39,1	42,4	46,6	49,8	50,3	50,2	51,7
Exportations	6,0	6,9	7,6	7,8	7,8	7,7	7,9
PAPIER JOURNAL							
Production	9,8	10,4	11,2	12,0	12,3	12,1	12,6
Exportations	6,0	6,2	6,6	7,0	6,9	6,8	6,9
AUTRES PAPIERS ET CARTONS							
Production	38,6	41,0	45,7	48,0	49,3	50,5	52,0
Exportations	2,3	2,8	3,2	3,2	3,6	3,5	3,7

¹ Y compris le bois de feu. — ² Grumes, bois à pâte, bois de mine, bois de feu, poteaux, pilotis et pieux.

l'après-guerre; mais les exportations de bois à pâte ont augmenté d'un huitième et les exportations de grumes de feuillus se sont accrues de 40 pour cent, sans rejoindre toutefois le chiffre record de 1955. Les exportations nord-américaines de la plupart des assortiments de bois rond ont progressé de 5 à 7 pour cent. L'U.R.S.S. a développé également ses exportations de bois rond; les chiffres ont augmenté de 14 pour cent pour les bois de mine et de près de 20 pour cent pour les bois à pâte, tandis que les exportations soviétiques de grumes de résineux vers certains pays d'Extrême-Orient progressaient notablement. Les exportations africaines de bois rond ont augmenté en 1959, les exportations de grumes de feuillus progressant de plus de 10 pour cent. Le commerce du bois rond en Extrême-Orient, au Proche-Orient et en Amérique latine a peu varié par rapport à 1958, quoique dans la dernière de ces régions la diminution de la demande d'importation de l'Argentine ait eu une incidence sur les exportations du Brésil, du Chili et surtout du Paraguay. A l'exception notable des bois de mine et de certains feuillus tempérés de qualité moyenne ou inférieure, les prix de la plupart des assortiments de bois ronds ont été fermes ou ont même augmenté en 1959.

En raison de la situation économique meilleure, on pense que la demande de produits forestiers devrait augmenter encore en 1960. Les perspectives à moyen terme paraissent très favorables, en particulier pour les matières premières de l'industrie de la pâte et pour les matériaux en feuilles à base de bois (contre-plaqués et placages, panneaux de fibres et de particules), beaucoup d'industries forestières ont récemment acquis des terres boisées afin d'être sûres de pouvoir disposer de bois rond à bas prix pour satisfaire la demande de produits forestiers en voie d'accroissement rapide.

Sciages

La production, ayant augmenté de 8 millions de mètres cubes en 1959, a dépassé pour la première fois le chiffre de 300 millions de mètres cubes. Cet accroissement est dû en grande partie à l'activité plus intense de l'industrie des constructions, qui absorbe environ 70 pour cent des sciages consommés en Amérique du Nord et en Europe.

En Amérique du Nord, où la production de sciages avait fléchi de près de 10 pour cent en 1957/58 et ne s'était pas relevée en 1958/59, la

production a augmenté d'environ 5 pour cent pour les résineux et d'environ 7 pour cent pour les feuillus en 1959/60. En revanche, le fait que la consommation et la demande de sciages de résineux aient augmenté en 1959 dans presque toute l'Europe n'a pas entraîné un accroissement général comparable de la production; celle-ci a même fléchi légèrement, en raison surtout d'une baisse marquée en Suède et d'une légère régression dans d'autres pays exportateurs de l'Europe occidentale et en Europe orientale. Par suite du fléchissement de la demande en 1958, les abattages se sont poursuivis à une cadence réduite en Finlande et en Suède, ce qui a empêché les usines de développer leur production lorsque la demande s'est améliorée en 1959. En Europe orientale, la réduction des programmes d'abattage se répercute sur la production de sciages de résineux. Dans les pays importateurs d'Europe, en revanche, la production a généralement augmenté, en harmonie avec l'accroissement de la demande. Pour les sciages de feuillus, la situation s'est peu modifiée sur le marché de l'Europe occidentale mais la production de l'Europe orientale a été intensifiée de manière à compenser la diminution des disponibilités en sciages de résineux. En Amérique latine, en Océanie et au Proche-Orient, la production de sciages a peu varié en 1959, mais en Afrique et en Extrême-Orient elle s'est élevée d'environ 10 pour cent. En U.R.S.S. la cadence d'expansion de la production de sciages a quelque peu fléchi, bien que l'accroissement ait encore été de 5 pour cent en 1959.

Le fléchissement, sur la longue période, de la consommation de sciages par habitant s'est poursuivi en Amérique du Nord et en Europe, encore qu'en Amérique du Nord l'évolution des rapports de prix entre les sciages et les matériaux concurrents ait été généralement favorable aux sciages depuis 1950, sauf au cours de l'année qui vient de s'écouler. L'expansion (4 pour cent) du commerce international des sciages a été légèrement plus forte que celle de la production. En 1959, l'U.R.S.S. a augmenté ses exportations de sciages de résineux de presque 25 pour cent; l'Amérique du Nord et l'Europe ont accru les leurs d'environ 15 pour cent; mais l'accroissement des exportations européennes résulte en grande partie de prélèvements sur les amples stocks reportés de 1958. D'autre part, les exportations canadiennes vers l'Europe ont diminué en 1959 de 23 pour cent, en partie à cause de la grève sur la côte occidentale

et en partie à cause de la concurrence des bois européens meilleur marché. Les prix des sciages ont généralement été fermes ou en hausse. Aux États-Unis, le prix de gros du bois de construction a monté de 12 pour cent entre avril 1958 et juin 1959, contrairement à ce qui s'est passé pour la plupart des matériaux concurrents. Bien que la consommation de sciages n'ait pas augmenté de pair avec la population et que l'activité de la construction ait récemment fléchi dans certains pays, il apparaît dans l'ensemble que l'année 1960 ne sera pas moins favorable que l'année 1959.

Pâte de bois

L'accroissement régulier de la production de pâte de bois au cours de l'après-guerre, qui s'était interrompu pour la première fois en 1958, a repris en 1959, où la production a atteint un nouveau record, à savoir près de 52 millions de tonnes. En Amérique du nord, principale région productrice, la production a augmenté d'environ 7 pour cent en 1959. Au Canada, cependant, la production de pâte à dissoudre pour conversion chimique a fléchi, sous l'influence de la faiblesse persistante du marché de la pâte à dissoudre pour textiles. En Europe, la production de pâte a suivi la courbe ascendante de la demande de papiers et cartons. L'expansion a été particulièrement sensible pour la pâte mécanique, en conséquence de la reprise de la consommation de papier journal. La demande de pâte à papier a été plus active dans la plupart des pays importateurs. En ce qui concerne la pâte chimique, la situation s'est améliorée du fait que la production de fibres artificielles s'est relevée ces derniers temps. Dans les autres régions, bien que de nouvelles installations aient été mises en services et que la capacité existante soit mieux utilisée, les accroissements de production ont été relativement faibles, sauf en Extrême-Orient et en U.R.S.S.

Le commerce international de la pâte a été plus animé en 1959. Les expéditions de l'Europe occidentale, première région exportatrice du monde, qui étaient restées stationnaires en 1958, ont fortement progressé avec une augmentation frappante des exportations vers les États-Unis et l'Amérique latine. Etant donné que l'on s'attend à d'autres augmentations importantes dans le domaine de la consommation de produits papetiers, la production et la consommation de pâte devraient conti-

nuer à s'accroître rapidement dans les années à venir.

Papier journal

La production mondiale de papier journal a repris la progression interrompue en 1958. Augmentant de 4 pour cent, elle a atteint le chiffre sans précédent de 12,6 millions de tonnes. L'expansion la plus considérable a eu lieu en Amérique du Nord, où la production des États-Unis a augmenté de 12 pour cent. Cette expansion, néanmoins, n'a pas été assez forte au regard des progrès de la consommation, et à la fin de 1959 les stocks de l'Amérique du Nord avaient fléchi de 2,3 pour cent. Le taux de production qui, au Canada, premier producteur mondial de papier journal, était de 83,6 pour cent seulement en juillet 1959, s'est amélioré constamment au cours de la seconde partie de l'année et a atteint 92 pour cent de la capacité nominale en novembre. En Europe occidentale également, où la production de papier journal avait été particulièrement touchée en 1958, on a assisté à une reprise très nette, encore que la production soit un peu en avance sur l'accroissement de la consommation. Des augmentations ont également eu lieu dans les autres régions du monde, où la demande progresse rapidement et où beaucoup de pays éprouvent des difficultés croissantes à la satisfaire.

Le commerce extérieur du papier journal a été plus intense en 1959 qu'au cours de l'année précédente. La situation du marché a été favorable pendant le premier semestre de 1960, et étant donné l'accroissement démographique et les grands progrès de l'instruction, les perspectives à moyen et à long termes paraissent elles aussi favorables.

Autres papiers et cartons

En 1959, la production des autres papiers et cartons a augmenté d'environ 3 pour cent dans l'ensemble du monde. Etant donné que ces produits sont utilisés par des secteurs très divers, la consommation suit assez étroitement les tendances générales de l'activité économique. Aux États-Unis, la production de 1959 n'a été que légèrement au-dessous de la courbe de la tendance historique à long terme. Par suite de la grève des aciéries, la production s'est stabilisée vers la fin de 1959,

notamment dans le cas des cartons et des papiers grossiers utilisés pour l'emballage des pièces détachées et des produits finis de l'industrie de l'acier. En raison de l'âpreté de la concurrence, l'industrie a intensifié les recherches visant à améliorer la qualité des produits ou à mettre au point des produits nouveaux et des utilisations nouvelles; la tendance à l'intégration verticale et horizontale a continué de s'affirmer. Comme fait particulièrement significatif, on peut citer l'intégration des usines de pâte et papier avec les fabriques de sciages et de contre-plaqués. Beaucoup de firmes ont entrepris des activités de transormation, notamment dans les domaines du convertissement et de l'emballage. On a vu aussi grandir rapidement l'intérêt des industriels américains pour les investissements dans les usines d'outre-mer et pour les affaires en participation avec des sociétés étrangères. L'institution du Marché commun européen et les essais analogues en Amérique centrale et en Amérique du Sud ont encouragé cette tendance.

En Europe, où le ralentissement d'activité en 1958 avait été moins sensible que pour le papier journal, la production de papiers autres que le papier journal et les cartons a repris son élan temporairement freiné par le temps mort de l'expansion industrielle générale, encore que l'accroissement de la production, lui aussi, ait été moins mar-

qué que dans le cas du papier journal. Les stocks sont relativement peu importants et les négociants, pour satisfaire les besoins du marché, dépendent fortement de la rapidité des livraisons de l'industrie. Dans d'autres régions du monde également, quelques accroissements de production ont été réalisés en 1959.

Le renouveau d'expansion de l'ensemble de l'économie et l'accroissement de la consommation ont provoqué aussi une augmentation du commerce. Cependant, l'Europe occidentale a diminué ses achats en Amérique du Nord et, inversement, elle a vu diminuer aussi ses propres livraisons, sauf à destination de l'hémisphère occidental (Amérique latine particulièrement).

Il est probable que la consommation et la demande continueront à s'accroître en 1960, et en Amérique du Nord on pense que les usines travailleront à 95 pour cent environ de leur capacité contre 90 pour cent en 1959. A plus longue échéance, la diversification croissante des produits devrait permettre une plus grande économie de fonctionnement et une plus grande stabilité de production aux époques où la demande de produits particuliers pourra subir des fluctuations. Avec la mise au point de produits nouveaux, les empiétements connus ces dernières années par les matières premières concurrentes devraient perdre de l'importance.

III - LES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le présent chapitre passe en revue les procédures et méthodes à suivre pour établir des programmes agricoles dans le cadre du développement économique général, surtout dans la mesure où elles intéressent les pays économiquement peu développés. Dans ces pays, l'accroissement démographique est souvent rapide; en général, l'agriculture y constitue à la fois l'élément principal de l'économie et le secteur où la misère est la plus forte. Les niveaux de consommation alimentaire sont relativement bas; le besoin d'améliorer la nutrition se fait vivement sentir, et une élévation même légère du revenu par habitant fait augmenter la demande de produits alimentaires beaucoup plus que dans les pays riches. Enfin, de nombreux pays peu développés ont particulièrement besoin d'augmenter leurs exportations agricoles ou de réduire leurs importations agricoles afin de disposer de ressources en devises plus abondantes pour l'importation de biens d'équipement. Pour toutes ces raisons, le taux d'accroissement souhaitable de la production agricole, bien qu'inférieur à celui des secteurs non agricoles, est sensiblement plus élevé dans les pays peu développés que dans la plupart des pays industrialisés. Au contraire, beaucoup des ressources nécessaires à l'expansion agricole y sont beaucoup moins abondantes. Les programmes agricoles visant à assurer la pleine utilisation des ressources disponibles ont donc un rôle particulièrement important à jouer dans les pays qui en sont aux premières phases du développement économique.

L'objet du présent chapitre est de situer dans une large perspective les principaux problèmes que soulève l'élaboration de politiques et de programmes de développement agricole. Il utilise abondamment l'expérience que la FAO a acquise en fournissant à des Etats Membres situés dans de nombreuses parties du monde une assistance technique sur la préparation et la mise en œuvre de plans de développement agricole. On a également puisé dans la masse de renseignements et d'expériences échangés au cours de nombreuses conférences et réunions con-

sacrées aux problèmes économiques et techniques de la planification et du développement de l'agriculture. On espère que cette étude sera utile aux Etats Membres, notamment à ceux qui en sont aux phases initiales du développement agricole.

En rédigeant ce chapitre, on s'est donc placé à un point de vue strictement pratique, suivant lequel la planification ne représente qu'un exercice stérile si les plans ne peuvent être traduits de l'abstraction dans la réalité. Une grande partie du chapitre est donc consacrée au choix des méthodes à appliquer pour mettre en œuvre les politiques et programmes de développement agricole qui ont de bonnes possibilités d'être réalisés. On n'a pas seulement tenu compte à cet égard des conditions financières et économiques; en effet, la viabilité d'un projet ou d'une politique de développement agricole dépend tout autant de l'efficacité du gouvernement et des autres services administratifs qui s'occupent d'agriculture, et notamment de l'organisation sur le terrain à l'échelon local. Avant tout, elle dépend de la possibilité d'obtenir la coopération de la multitude des producteurs, dont l'action détermine en dernier ressort le succès ou l'échec de tout plan de développement agricole. Il faut en effet souligner que, comme les autres entrepreneurs, les exploitants propriétaires ou locataires et les autres cultivateurs qui assurent l'essentiel de la production agricole dans la plupart des pays, économiquement développés ou non, seront peu enclins à accomplir les efforts supplémentaires ou à prendre les risques qu'entraînerait l'expansion de leur production dans le sens prévu par un programme national de développement s'ils ne comptent pas en retirer un bénéfice eux-mêmes.

En fait, l'examen de ce qui s'est passé après la guerre dans les pays peu développés donne à penser que le principal obstacle au développement de l'agriculture n'a peut-être pas toujours été l'insuffisance des ressources financières totales de l'Etat ni de la part de ces ressources qui était consacrée à l'agriculture. Il est souvent arrivé que des programmes agri-

coles entrepris dans des pays peu développés n'ont pas donné les résultats espérés parce que :

- a) les gouvernements ne possédaient pas l'organisation administrative et l'organisation sur le terrain nécessaires pour traduire leurs politiques et leurs programmes dans les faits à l'échelon de l'exploitation;
- b) une grande partie des exploitants n'avaient aucun stimulant particulier pour accroître leur production en raison des conditions locales d'ordre économique et institutionnel.

On a donc beaucoup insisté sur l'importance de disposer d'une quantité suffisante de renseignements objectifs sur la situation effective des exploitants et sur leurs problèmes quotidiens pour servir de base à un jugement concernant leurs réactions probables aux politiques et aux projets envisagés pour mettre en œuvre les programmes de développement agricole. En effet, dans beaucoup de pays peu développés, le succès dépend, dans une large mesure, des moyens que l'on pourra utiliser pour réduire ou tourner les obstacles institutionnels et autres qui empêchent les agriculteurs d'accroître leur production d'une manière correspondant plus ou moins à l'expansion de la demande du marché.

On étudie également un aspect plus positif, à savoir la mise à la disposition des agriculteurs de services techniques, de biens nécessaires à la production et, dans la mesure du possible, de stimulants économiques et autres qui soient efficaces dans le cadre de l'agriculture du pays. Toutefois, à cet égard, les possibilités sont nécessairement limitées dans les pays peu développés. L'agriculture y constitue généralement le secteur le plus important de l'économie et doit souvent fournir une large part des investissements et des autres ressources nécessaires à l'industrialisation. Dans ces conditions, il ne saurait être question, pour apporter à l'agriculture une aide importante (notamment sur le plan financier), de faire appel, comme c'est assez souvent le cas dans les pays industrialisés, aux autres secteurs de l'économie.

On peut résumer comme suit le plan général du chapitre: après avoir passé en revue la portée et les objectifs principaux des plans et politiques agricoles dans des pays se trouvant à des stades différents de développement économique, on étudie dans la section suivante certains des problèmes particuliers que pose l'élaboration de programmes agricoles et qui distinguent cette activité de la planifi-

cation destinée aux autres secteurs de l'économie. Ces problèmes sont dus en majeure partie au caractère biologique de la production agricole, à la dispersion et à la taille réduite des unités de production, et à l'importance des institutions et coutumes traditionnelles; ces facteurs agissent fortement sur la mesure dans laquelle on peut appliquer à l'agriculture les techniques habituelles de planification du développement. La deuxième section se termine par un bref examen des divers types d'organisation de la planification qui se sont établis dans différents pays.

La troisième section traite de la détermination des objectifs, et étudie les méthodes permettant d'estimer l'accroissement de la demande de produits agricoles pour la consommation intérieure et sur les marchés mondiaux, de fixer des objectifs provisoires de production, et enfin d'établir une première estimation des ressources nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Cependant, il ne suffit pas d'établir une estimation des éléments matériels d'entrée nécessaires, puisqu'en agriculture, plus que dans la plupart des autres secteurs, on peut généralement recourir à des combinaisons très diverses de mesures en vue d'obtenir la production désirée. En outre, le choix des mesures doit dépendre, pour une large part, de facteurs naturels tels que le climat et le sol, ainsi que des conditions économiques et institutionnelles propres aux pays. Ce choix exerce à son tour une action en profondeur sur la nature et l'ordre de grandeur des ressources nécessaires. En conséquence, la quatrième section du présent chapitre est consacrée essentiellement à l'étude des facteurs institutionnels et économiques et de leurs incidences sur les méthodes d'exécution les plus appropriées. Enfin, une cinquième section étudie, en fonction des éléments discutés auparavant, le problème de la répartition des ressources à consacrer au développement agricole.

Pour conclure cette introduction générale, il conviendrait peut-être d'ajouter quelques mots sur le rapport entre le développement agricole dans les pays peu développés et le développement économique général. Dans presque tous les pays, le développement économique se caractérise par une baisse progressive du pourcentage de la population qui produit les aliments et les matières premières, tandis qu'augmente le pourcentage de la population qui produit des biens manufacturés et assure des services, pour lesquels la demande s'accroît rapidement à mesure que les niveaux de vie s'élèvent. Il est dans la nature du développement économique

que le taux d'accroissement du secteur non agricole, et par conséquent de l'économie dans son ensemble, soit normalement supérieur à celui du secteur agricole. Bien plus, c'est en général le développement plus rapide du secteur non agricole, et par conséquent du marché urbain, qui constitue le principal stimulant de la productivité agricole et des revenus

agricoles. Mais, comme le soulignait *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1959*, lorsque la production agricole n'augmente pas assez vite pour faire face à l'accroissement des besoins, il en résulte pour l'économie de graves tensions qui ralentissent le développement économique général.

Portée, objectifs et problèmes spéciaux de la planification en vue du développement agricole

Depuis vingt ans, on constate une grande extension de la planification nationale en vue du développement économique général, le développement de l'agriculture représentant un secteur du plan d'ensemble. Parmi les pays, tant économiquement avancés que peu développés, nombreux sont ceux qui, au cours de la deuxième guerre mondiale, ont institué une certaine planification des opérations afin de mobiliser leurs ressources et d'alléger les privations imposées à la population civile. Par la suite, ces mécanismes furent utilisés pour faciliter la reconversion après la guerre. Mais, une fois terminée la phase initiale de cette réadaptation, la plupart des pays se sont trouvés en mesure de tirer davantage parti des forces du marché et d'adopter des types de planification plus souples.

Dans beaucoup de pays avancés, un des objectifs actuels de la planification est de remplacer par une croissance économique soutenue et orientée vers le bien-être général l'alternance des périodes de prospérité et de dépression qui a marqué l'entre-deux-guerres. Actuellement, nombre de ces pays établissent, sous une forme ou sous une autre, un budget des ressources nationales, des plans portant sur les perspectives, ou une planification pour des secteurs-clé ou des régions particulières – souvent il s'agit des zones les plus pauvres du pays.

Dans la plupart des pays peu développés, l'un des principaux objectifs des politiques est, depuis une dizaine d'années, de stimuler le développement économique, et pour y parvenir ces pays recourent de plus en plus à la planification. Au cours des années récentes, beaucoup de pays d'Asie ont formulé des plans de développement économique portant parfois sur des domaines très étendus. En Afrique également, la planification a été largement adoptée, bien que dans l'ensemble il s'agisse plutôt de séries de projets de développement comportant parfois une certaine indication des priorités. En

Amérique latine, l'encouragement donné au développement économique par les gouvernements est souvent plus fragmentaire, mais on a établi dans un certain nombre de pays des plans portant sur les perspectives à long terme; plusieurs de ces plans ont été élaborés en collaboration avec, par exemple, la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine ou la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, souvent avec l'aide de la FAO pour le secteur agricole.

Si la planification gagne ainsi du terrain, c'est sans doute parce que l'on en attend des avantages concrets sous forme d'un accroissement de la production et du bien-être. Si un plan fait l'objet d'une propagande judicieuse, les bienfaits futurs et la relative austérité, qui caractérisent généralement les programmes de développement économique, peuvent même obtenir l'appui du public. Parfois, des plans économiques ont été formulés essentiellement à titre de promesses électorales, sans grandes perspectives de réalisation dans l'avenir prévisible. Dans quelques autres cas, il semble que l'on ait conçu des plans économiques en grande partie pour appuyer des demandes d'aide étrangère. Mais, même alors, s'il s'agissait d'un plan cohérent, que celui-ci fût adopté officiellement ou publié officieusement sous la responsabilité d'un organisme gouvernemental (ou en accord avec lui), ce travail a souvent fourni de précieuses lignes directrices aux politiques poursuivies.

Il est bien évident que la portée et la nature de la planification varient d'un pays à l'autre suivant la philosophie politique du gouvernement et les ressources administratives, matérielles et financières dont il dispose. Il semble que chaque pays soit constamment en train d'apprendre, généralement de manière empirique, la nature et la portée de la planification qui convient à sa situation propre et à son stade de développement. On peut discuter à

perte de vue la question mal définie de savoir exactement ce qui constitue un plan de développement et où se situe la frontière entre prévisions budgétaires et planification économique.

Certains plans se composent uniquement d'une liste de projets à entreprendre au cours d'une période donnée. D'autres contiennent l'indication de toutes les dépenses gouvernementales prévues au titre des divers aspects du développement. D'autres encore consistent en prévisions portant sur un certain nombre d'agrégats économiques tels que produit national dans des secteurs importants, balance des paiements et répartition des ressources entre consommation et épargne. Ces plans s'efforcent généralement de donner une image cohérente de l'économie au début et à la fin du plan, ou au cours d'une série d'années, et ont comme but principal d'indiquer les intentions ou les grandes lignes d'une politique. D'autres plans comprennent une série plus ou moins détaillée d'entrées dont on prévoit l'investissement et de sorties (produits et autres). D'autres encore combinent des projections nationales globales avec des budgets détaillés d'investissements publics. Ces formules et d'autres se retrouvent, séparément ou en combinaison, dans divers pays.

Suivant une définition donnée récemment¹, les éléments essentiels d'un programme de développement sont :

- a) l'énoncé des buts et objectifs généraux du gouvernement;
- b) l'énoncé d'objectifs plus précis, exprimés quantitativement;
- c) un exposé sur la structure de l'économie, les tendances récentes, et les grandes lignes de développement;
- d) des bilans et des essais sur les possibilités pratiques de réalisation;
- e) un programme de dépenses publiques;
- f) des détails concernant les principaux projets;
- g) l'explication des politiques et des mesures par lesquelles le gouvernement se propose d'atteindre ses objectifs.

Il existe probablement peu de plans nationaux

qui répondraient à tous ces critères. Beaucoup de plans gouvernementaux, notamment dans les pays économiquement avancés, ne précisent les objectifs ni globalement ni par secteurs. Même s'ils sont précisés, ces objectifs ne représentent souvent qu'une indication des buts généraux. Dans les pays qui en sont à une phase moins avancée du développement économique et possèdent peu d'administrateurs expérimentés, il n'est parfois guère possible de réaliser plus qu'un programme coordonné de dépenses publiques conçu en fonction d'un large exposé des objectifs. Beaucoup de pays n'ont pas encore été en mesure de préparer des bilans et des essais sur les possibilités pratiques de réalisation, ou même un exposé des politiques et mesures envisagées pour atteindre leurs objectifs. Cependant, le présent chapitre traite de plans de développement relativement détaillés comme de plans formulés avec moins de précision, que l'on pourrait d'ailleurs peut-être appeler avec plus d'exactitude « politiques opérationnelles en vue du développement ».

On peut noter brièvement quelques autres caractéristiques des plans nationaux de développement. La durée de ces plans présente moins de variations que leur portée; en règle générale, elle se situe entre trois et six ans – parfois jusqu'à dix ans – mais souvent les plans font l'objet d'une révision annuelle, et sont quelquefois assortis de plans portant sur les perspectives à long terme, qui s'étendent sur une vingtaine d'années ou davantage. Les problèmes d'échelonnement des opérations dans le temps et de révision périodique sont étudiés plus loin, en liaison avec les questions d'organisation.

Dans les pays étendus, notamment ceux qui ont une structure fédérale, on juge souvent souhaitable de préparer des plans distincts pour les différents Etats ou provinces. La préparation de plans régionaux dans le cadre du plan national peut également présenter de l'intérêt lorsqu'il s'agit de zones possédant des caractéristiques particulières, par exemple de zones montagneuses comme en Autriche, de zones arides comme en Tunisie et dans le nord du Brésil, de régions géographiques naturelles comme les bassins fluviaux aux Etats-Unis, ou encore de zones où le développement économique est moins avancé que dans le reste du pays, comme le sud de l'Italie. Lorsque les ressources sont très limitées, il peut être avantageux de concentrer une large part des efforts sur les zones où ils auront probablement le plus d'effet. Des plans en vue du développement général ou de certaines formes de développement dans des zones choisies, assez étendues pour consti-

¹ *Problèmes relatifs aux techniques de programmation du développement dans les pays d'Afrique*. Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, décembre 1959. Définition fondée sur des suggestions présentées antérieurement par H.B. Chenery et J. Tinbergen.

tuer des unités économiques, peuvent permettre une expérimentation utile.

On laisse parfois entendre que la planification n'est guère plus qu'une sorte de rite sans signification dans les pays où font défaut des données économiques et statistiques de base, comme par exemple sur l'accroissement démographique, l'importance numérique de la population et sa répartition d'après l'activité, ou encore sur le produit national ou le produit de l'agriculture et d'autres secteurs-clé. Il est certain que ces renseignements constituent l'armature de la planification. Mais, même dans les pays où ces données sont incomplètes, on peut éviter certains déséquilibres perturbateurs et tirer un meilleur parti des ressources utilisées en coordonnant les projets d'investissements publics et en préparant des plans limités d'investissement public sous l'angle des dépenses en monnaie, des besoins en devises, de la main-d'œuvre qualifiée, des matières premières, etc. Puis, à mesure que s'accumulent l'expérience et les renseignements, il peut devenir utile d'élargir la portée de la planification. Dans la suite du présent chapitre, certaines suggestions sont présentées concernant les indicateurs économiques qui pourraient être utiles aux pays où des données détaillées font défaut. Mais, même dans les pays les plus développés, il faut souvent recourir aux hypothèses et aux conjectures fondées sur l'expérience. Ces moyens sont utiles et légitimes tant qu'on les reconnaît pour ce qu'ils sont, et l'on peut prendre des mesures pour procéder ultérieurement à des recoupements et à des revisions sur la base de renseignements plus complets. Par nature, les plans ont un caractère provisoire, au moins dans une certaine mesure, et il faut presque toujours les reviser en fonction de circonstances imprévisibles ou échappant au contrôle du gouvernement. Certes, le manque de données de base assez complètes entrave la planification et en restreint la portée, mais cela ne suffit pas à justifier l'opinion que toute planification est impossible.

Autre objection que l'on soulève parfois: lorsque les aspects techniques de la planification ont été menés à bien, les décisions définitives restent essentiellement affaire de jugement et peuvent souvent se trouver faussées par des pressions politiques ou autres. Même alors, les renseignements comparables rassemblés en vue de la planification permettent de prononcer des jugements mieux informés et plus objectifs reposant sur une meilleure connaissance des problèmes à traiter, surtout si l'on a examiné parallèlement des données relatives à différents projets

et mesures entre lesquels choisir. Ces renseignements peuvent également aider le gouvernement à résister aux pressions illégitimes de groupes représentant des secteurs ou des intérêts particuliers. En outre, si, pour des raisons sociales ou autres, on donne la préférence à un projet, alors qu'un autre semble plus rentable, du moins choisit-on en connaissant mieux les sacrifices économiques auxquels on s'expose.

Si simple ou si complexe qu'elle soit, la planification peut contribuer à accélérer et à rendre plus ordonnée la marche vers les objectifs économiques et sociaux, dans la mesure où:

- a) elle fournit une image plus précise du fonctionnement de l'économie d'un pays;
- b) elle entraîne une cohésion plus grande des politiques et programmes de développement;
- c) elle entraîne une continuité plus grande des efforts pour atteindre les objectifs;
- d) elle avertit d'avance des pénuries qui pourraient se produire dans certaines ressources rares – devises, main-d'œuvre qualifiée, etc. (ou, inversement, des excédents éventuels) assez tôt pour permettre un ajustement correspondant des programmes et des politiques; et
- e) elle détermine une utilisation plus efficace des ressources disponibles, y compris celles qui autrement demeureraient inutilisées.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX DES PLANS ET POLITIQUES AGRICOLES

L'objectif fondamental des plans de développement, qui est parfois implicite plutôt que formulé expressément, est d'accroître le bien-être des hommes. L'élévation du revenu national ou du taux de développement économique représente le moyen d'atteindre cette fin. Mais dans le cadre de cet objectif général il existe toujours des objectifs plus particuliers – développer l'emploi au maximum, diversifier l'économie, ou résoudre les problèmes des paiements à l'étranger. A ces objectifs, on peut en ajouter bien d'autres, qui sont en partie économiques et en partie sociaux. C'est ainsi que les plans quinquennaux de l'Inde se sont préoccupés d'améliorer la situation économique et sociale des classes «arriérées», que le plan de développement du Ghana prévoit expressément l'extension à tout le pays de l'enseignement primaire gratuit, tandis qu'en

Italie le plan Vanoni a inscrit parmi ses objectifs fondamentaux la réduction de l'écart des revenus entre le nord et le sud du pays. Parfois, il est inévitable qu'un conflit surgisse entre ces divers objectifs, bien que cela se produise plus souvent à court terme qu'à long terme. Ainsi, le désir d'obtenir rapidement des résultats peut aller à l'encontre d'une politique de conservation des ressources naturelles, ou encore le désir d'accroître les investissements pour permettre un relèvement des niveaux de consommation dans l'avenir peut limiter les accroissements possibles de la consommation actuelle.

Plus la période de planification est courte, plus les objectifs risquent d'être diffus, et plus grande sera l'importance attachée aux conditions subsidiaires qui permettraient d'atteindre des objectifs à long terme. C'est ainsi qu'au Maroc une utilisation plus intensive d'un système d'irrigation existant et la formation accélérée de personnel enseignant figuraient en bonne place dans le plan intérimaire de deux ans, tandis que dans la plupart des pays africains les principaux objectifs du premier plan de développement portaient sur l'amélioration de l'infrastructure, notamment des ports et des routes. Dès que l'on se place dans une perspective à long terme, toutefois, l'isolement des divers objectifs et les conflits qui pourraient exister entre eux perdent de leur importance, et c'est plutôt leur interdépendance qui détermine la politique économique et sociale.

Dans l'économie nationale des pays peu développés, l'agriculture occupe généralement une place énorme. Il n'est donc pas surprenant que les objectifs des plans agricoles, en règle générale, s'alignent d'assez près sur les objectifs économiques et sociaux d'ensemble inscrits dans les plans nationaux. Souvent, l'accroissement de la production agricole, notamment pour certains produits-clé, occupe une place de premier plan. L'objectif minimum est de subvenir aux besoins fondamentaux d'une population en expansion et d'éviter les pressions inflationnistes résultant d'une demande non satisfaite, sans que le pays devienne davantage tributaire des importations de produits alimentaires ou doive réduire ses exportations agricoles. Mais, en général, les plans ne se bornent pas à cela, et ils visent à améliorer le niveau de nutrition de la population, à produire des fibres, des produits forestiers et d'autres matières premières pour une industrie nationale en expansion, à atteindre un plus grand degré d'autarcie agricole, ou à accroître et à diversifier les exportations agricoles, surtout lorsque le pays est

dangereusement tributaire de ses exportations d'un ou deux produits agricoles.

Dans les pays plus développés, où le niveau du revenu national est relativement élevé et où l'agriculture constitue un secteur beaucoup plus restreint de l'économie nationale, il se manifeste parfois une divergence plus marquée entre les objectifs des plans ou politiques agricoles et ceux qui concernent l'économie dans son ensemble; cette divergence est due le plus souvent à des motifs sociaux ou politiques, et notamment au souci de réduire dans une certaine mesure l'écart entre le niveau des revenus de l'agriculture et celui des occupations urbaines. Depuis que la reprise d'après-guerre a été menée à bien, l'expansion de l'agriculture représente rarement un objectif primordial. Dans certains pays – les Etats-Unis ne constituant à cet égard que l'exemple le plus frappant – on s'est préoccupé d'empêcher toute nouvelle expansion ou même de réduire la production de certaines denrées, comme par exemple le blé aux Etats-Unis, le lait au Royaume-Uni ou le vin en France.

Laissant de côté pour le moment le problème de l'accroissement de la production agricole ou de l'ajustement de sa structure, nous étudierons ci-après certaines des objectifs spécifiques des plans et politiques de développement agricole.

Balance des paiements

Bien que, dans les pays avancés, la situation se soit généralement améliorée au cours des années récentes, les considérations relatives à la balance des paiements gardent une place importante dans les politiques et plans économiques d'ensemble de la plupart des pays. Souvent, ce souci se reflète dans les plans et politiques agricoles, notamment dans les pays peu développés et dans les pays à revenu national plus élevé qui sont fortement tributaires, pour leurs recettes en devises, de leurs exportations agricoles. Dans les pays avancés qui importent une bonne partie de leurs disponibilités alimentaires, la tendance à l'autarcie procède dans une grande mesure d'une politique sociale visant à maintenir les prix et les revenus agricoles, mais elle est souvent atténuée par la nécessité de développer les marchés pour l'exportation de produits manufacturés vers les pays producteurs primaires.

Au cours des dix dernières années, l'épargne et les recettes en devises ont joué un rôle de plus en plus prépondérant dans l'élaboration des plans et

politiques agricoles de nombreux pays peu développés. En effet, ces pays désirent conserver leurs recettes en devises pour payer l'importation de biens d'équipement nécessaires au développement économique et qu'ils ne sont pas en mesure de produire eux-mêmes, et ils ont besoin, pour faciliter le développement, de s'assurer des recettes en devises plus importantes et plus régulières.

C'est ainsi que l'un des objectifs fondamentaux du second plan quinquennal du Pakistan est l'autarcie en matière de céréales alimentaires, et que le troisième plan quinquennal de l'Inde soulignera le même objectif. On peut encore citer le Brésil, Ceylan et la Région égyptienne de la République arabe unie parmi les nombreux pays qui se préoccupent vivement de diminuer la mesure dans laquelle ils dépendent des importations de céréales alimentaires, ce qui constitue à certains égards la forme la plus caractéristique de l'effort pour améliorer la situation de la balance des paiements en remplaçant les importations par la production nationale. Beaucoup de pays s'efforcent également de produire eux-mêmes d'autres denrées agricoles, qui actuellement sont en grande partie importées, afin de diminuer les importations et de diversifier leur production agricole. Parmi ces denrées figurent souvent les fibres, les produits forestiers et d'autres matières premières nécessaires à une industrie nationale en expansion. C'est ainsi que l'Inde et Taïwan arrivent pratiquement à couvrir leurs besoins en jute, tandis que le Chili, l'Éthiopie, l'Iran, le Soudan, la Thaïlande et bien d'autres pays développent leur production nationale de sucre.

Lorsqu'on vise à accroître les recettes en devises, on peut mettre l'accent non seulement sur les exportations agricoles traditionnelles du pays, mais aussi sur la diversification des produits exportés. Une importance particulière s'attache souvent à cette dernière considération dans les pays qui sont fortement tributaires, pour leurs recettes, d'un ou deux produits agricoles seulement, puisque les prix de ces produits sur les marchés mondiaux sont d'une instabilité notoire et que d'amples fluctuations des disponibilités en devises rendent difficile le développement économique. Parmi les exemples d'expansion des exportations traditionnelles on peut citer les premiers plans de développement établis en Birmanie après la guerre, qui visaient surtout à rétablir le commerce d'exportation du riz, tandis que, jusqu'à une date récente, la Fédération de Malaisie s'attachait surtout à développer et à rendre plus efficace sa production de caoutchouc pour

l'exportation. L'Argentine cherche à obtenir pour toute une série de produits une reprise des exportations dont le niveau était bas à la fin des années 1940 et au début des années 1950. Comme exemples de l'autre méthode, à savoir la diversification de la production agricole d'exportation, on peut citer le cacao en Fédération de Malaisie, les arachides et le bétail au Soudan, le maïs en Thaïlande.

On soutient parfois que les politiques de beaucoup de pays peu développés qui s'efforcent de réduire leurs importations agricoles et d'accroître leurs exportations agricoles sont mutuellement incompatibles et vont à l'encontre du but qu'elles se proposent. Cela peut être vrai lorsqu'il s'agit d'échanges portant sur un petit nombre de produits agricoles entre pays économiquement peu développés – par exemple le commerce du riz à l'intérieur de l'Asie. Toutefois, les exportations agricoles de la plupart des pays peu développés vont surtout à des pays industrialisés, tandis que, depuis la guerre, les importations des pays peu développés proviennent de plus en plus des pays industrialisés. Par conséquent, il semble qu'il n'y ait pas nécessairement contradiction lorsque les pays peu développés cherchent à accroître leurs exportations agricoles vers les pays industrialisés, et à réserver leurs ressources en devises pour importer de ces pays des articles manufacturés et des biens d'équipement plutôt que des produits alimentaires qu'ils pourraient produire eux-mêmes.

Accroissement de la productivité en agriculture

Dans les pays industrialisés, les politiques de développement agricole mettent l'accent sur l'accroissement de la productivité par homme, tant pour réduire les coûts que pour augmenter la capacité de soutenir la concurrence, et également pour relever les revenus agricoles sans imposer un fardeau excessif au reste de la collectivité. Mais l'accroissement de la productivité par homme est également important dans les pays peu développés si l'on veut que l'agriculture contribue pleinement au développement économique. Ce progrès est nécessaire, non seulement pour maintenir ou améliorer la position du pays par rapport aux exportateurs concurrents, mais aussi et surtout pour subvenir aux besoins de la demande intérieure de produits agricoles, qui augmente en raison de l'élévation des revenus et de l'accroissement démographique tandis que, phénomène caractéristique du développement écono-

mique, le pourcentage de la population active en agriculture diminue.

Dans les pays peu développés où la demande de produits agricoles augmente rapidement et où il ne reste guère de terres inutilisées à mettre en culture, l'accroissement de la productivité par hectare ou par unité d'élevage peut représenter un objectif immédiat plus important encore que l'accroissement de la productivité par homme, même si un certain sous-emploi tend à se manifester dans la population rurale pendant une partie au moins de l'année. Ce fait semble expliquer l'importance attachée au développement de l'irrigation et de l'emploi d'engrais et de semences améliorées dans les plans agricoles de pays comme Ceylan, l'Inde et la République arabe unie. Dans la pratique, les mesures visant à accroître la production par hectare et par homme sont souvent les mêmes, surtout à long terme.

Certains conflits peuvent s'élever au sujet de la mécanisation, qui naturellement se justifie mieux dans les pays où la main-d'œuvre est chère par rapport au coût des machines, que dans ceux où elle est abondante et moins coûteuse. Mais, même dans le second cas, l'emploi à petite échelle de machines simples – comme celles qui se répandent actuellement au Japon – peut revenir moins cher que l'emploi d'animaux de trait qui ne travaillent qu'occasionnellement; d'autre part, la mécanisation peut contribuer à élever les rendements, car elle permet d'effectuer les travaux agricoles au moment opportun, c'est-à-dire quand le sol se prête le mieux aux façons culturales ou quand le temps est favorable pour la récolte. En outre, la mécanisation peut libérer pour d'autres cultures les terres qu'occupait auparavant la production de fourrage pour les animaux de trait. Pour certaines opérations, comme la remise en valeur des terres, l'efficacité supérieure que permet la mécanisation l'emporte parfois sur toute autre considération.

Accroissement de l'emploi

Souvent, les plans et politiques, dans les pays avancés comme dans les pays moins développés, font une place à l'accroissement de l'emploi total, mais cet aspect constitue un objectif plus important dans le développement industriel que dans le développement agricole. Cependant, il existe souvent, dans les pays peu développés, d'abondantes ressources en main-d'œuvre qui se trouvent inem-

ployées ou sous-employées pendant une partie au moins de l'année, et que l'industrie n'est pas encore en mesure d'absorber. Les plans de développement peuvent donc compter parmi leurs objectifs principaux l'emploi de cette main-d'œuvre d'une façon plus productive. On peut encourager les cultivateurs à apporter à leurs exploitations des améliorations pour lesquelles la main-d'œuvre constitue l'apport principal – aménagement de digues, production de compost, construction de bâtiments simples sur l'exploitation, etc.; il semble que de vastes possibilités s'offrent dans ce domaine. On peut encore, pour favoriser le plein emploi rural, stimuler des formes d'agriculture exigeant davantage de main-d'œuvre: double récolte, élevage, production maraîchère et autres cultures intensives. La combinaison de ces activités dans les exploitations à spéculations mixtes peut faire également beaucoup pour étaler les besoins en main-d'œuvre sur toute l'année. On peut également mobiliser la main-d'œuvre rurale inutilisée pour des travaux de développement communautaire sur des projets agricoles et autres à l'échelon du village – systèmes locaux d'irrigation ou de conservation du sol, plantation d'arbres, construction de routes d'accès, de magasins d'entreposage, d'écoles, etc. En dehors de l'agriculture, on peut encourager au village ou au foyer la pratique de l'artisanat ou de la petite industrie à temps partiel ou complet – objectif auquel on a fait une grande place en Inde et au Japon, par exemple. Enfin, on peut entreprendre en dehors de la localité des projets exigeant beaucoup de main-d'œuvre (grands travaux d'irrigation, construction de routes, etc.) en faisant appel aux ressources inutilisées de la main-d'œuvre rurale.

Réduction de l'écart entre revenus ruraux et urbains

Dans la plupart des pays industrialisés, un objectif social occupe une place croissante dans les plans et politiques agricoles depuis dix ans: il s'agit d'empêcher les niveaux de vie agricoles de tomber trop bas par rapport à ceux des autres secteurs de l'économie. C'est le cas surtout en Amérique du Nord et en Europe occidentale. Cette considération est beaucoup moins importante en Australie et en Nouvelle-Zélande, qui, en tant qu'exportateurs de produits agricoles, doivent maintenir leurs prix à un niveau compétitif. Les statistiques du revenu national donnent même à penser qu'une parité approximative des revenus existe déjà dans ces deux

pays. Ces régions mises à part, le Japon semble être le seul pays qui ait adopté explicitement une politique visant à porter les revenus des agriculteurs à un niveau proche de la parité avec ceux des autres secteurs d'activité. Sauf dans quelques cas exceptionnels, il ne saurait être question d'un tel objectif dans les pays peu développés où une forte proportion du produit national vient de l'agriculture, et où le développement industriel, du moins dans ses premières phases, doit nécessairement être financé en grande partie par le secteur agricole. Cela ne signifie nullement que dans les pays peu développés on se désintéresse du niveau des revenus agricoles, que l'on compte voir s'élever à mesure qu'augmentera le revenu national moyen par habitant. Il est également reconnu que des revenus agricoles plus élevés contribuent à élargir le marché pour les industries nationales en voie de développement.

Nutrition

Dans les pays avancés, la place occupée parmi les objectifs par l'amélioration de la nutrition tend à diminuer depuis une dizaine d'années, ne serait-ce que parce que, dans ces pays, la malnutrition ne frappe plus qu'une section de plus en plus réduite des groupes à revenu très faible. À l'autre extrême, dans les pays qui en sont aux premiers stades du développement économique, l'Etat ne peut consacrer que des sommes très modiques à l'amélioration des niveaux de nutrition, même si c'est dans ces pays que les besoins sont les plus grands. Des disponibilités excédentaires de céréales, de lait en poudre et d'autres produits alimentaires, obtenues à des conditions de faveur ou données par des pays plus riches, ont permis d'entreprendre des programmes limités d'alimentation supplémentaire. Toutefois, ces programmes ne constituent qu'un palliatif temporaire, en attendant que les carences puissent être surmontées de manière permanente grâce au développement économique général. Dans les zones rurales, une méthode intéressante pour élever les niveaux de nutrition malgré la faiblesse des revenus consiste à disséminer, par l'intermédiaire des services de vulgarisation, des renseignements sur l'économie ménagère et la nutrition, de manière à encourager le jardinage, les petits élevages, etc., en vue de la consommation familiale. Ces activités peuvent permettre d'améliorer les régimes alimentaires sans exiger une grosse mise de fonds.

Dans l'ensemble, c'est dans les pays qui se trouvent à mi-chemin dans le processus du développement économique que les objectifs nutritionnels reçoivent le plus d'attention, surtout lorsque les préoccupations sociales tiennent une grande place dans la politique des gouvernements. Dans ces pays, le besoin d'améliorer la nutrition reste considérable dans le cas des groupes à revenu faible, et en même temps on peut disposer de certains fonds publics pour financer des programmes alimentaires pour les groupes vulnérables, des repas scolaires ou même des subventions aux consommateurs. Fait tout aussi important, une grande partie de la population se trouve à un niveau de revenu où la consommation d'aliments de protection comme les produits de l'élevage, les fruits et les légumes augmente fortement lorsque les revenus s'élèvent ou que les prix baissent, même légèrement. Encourager la production de ces denrées et en améliorer la distribution devient dans ces conditions un objectif important.

Objectifs à long terme

Les objectifs étudiés jusqu'ici sont plus ou moins à court terme. Mais, en agriculture plus que dans la plupart des secteurs, les projets à long terme revêtent une importance fondamentale. De vastes projets d'irrigation ou de remise en valeur des terres, qui rapportent peu pendant cinq ou dix ans, sont souvent essentiels à la réalisation du potentiel agricole d'un pays. Des cultures arborescentes comme le café, la noix de coco, le caoutchouc ou les agrumes comportent une longue période de gestation avant d'atteindre leur plein rapport, et les plans de plantation ou de remise en valeur doivent être établis bien des années à l'avance. Les projets de boisement peuvent ne pas atteindre leur plein rendement avant des dizaines d'années, encore que la plantation d'essences à croissance rapide permette de réduire ce délai. Surtout, les plans de développement agricole devraient avoir comme objectif fondamental d'éviter toute mesure qui entraînerait une dégradation du sol, d'en assurer la conservation et d'en accroître progressivement la fertilité. Des mesures telles que le boisement des pentes, l'encouragement du labour suivant les courbes de niveau et des méthodes de culture qui conservent l'humus, et la répartition judicieuse des terres entre les cultures temporaires, le pâturage, les cultures arborescentes et les forêts, bien qu'elles ne rapportent guère dans l'immédiat, peuvent être essentielles à ce point de vue.

Les objectifs d'un plan agricole équilibré ne peuvent donc se borner aux besoins que l'on peut prévoir pour les quelques années à venir. Il faut également envisager les besoins à long terme du pays, parfois en sacrifiant les intérêts immédiats, car le sol d'un pays constitue sa ressource la plus durable, et s'il est détruit ou dégradé sur de vastes espaces sa fertilité ne peut être rétablie qu'au prix de beaucoup d'argent, d'effort et de temps.

PROBLÈMES SPÉCIAUX DE LA PLANIFICATION AGRICOLE

Les difficultés et les incertitudes qui entourent les premières phases du développement économique dans tous les pays sous-développés (bas niveau d'éducation, pénurie chronique de main-d'œuvre qualifiée, de personnel de direction et de capital, faiblesses administratives, obstacles de caractère institutionnel, etc.) peuvent être traitées par des mesures plus efficaces, mais il est bien évident que l'adoption de plans ne suffit pas à les faire disparaître. Les amples fluctuations des recettes en devises, caractéristiques des pays dont les revenus proviennent principalement de l'exportation de produits primaires, exercent des répercussions particulièrement marquées sur la cadence des investissements, et elles peuvent se trouver encore aggravées si les programmes d'investissements sont fortement tributaires de l'aide de pays étrangers, accordée généralement d'année en année et soumise aux vicissitudes de la politique de ces pays. La pratique générale des budgets annuels, si nécessaire qu'elle puisse être pour assurer un contrôle populaire sur le pouvoir exécutif, ajoute encore aux incertitudes de la planification du développement. Il arrive même souvent que, lorsqu'on adopte pour la première fois la planification dans des pays peu développés, il se passe plusieurs années avant que les administrateurs et le public s'habituent à l'idée d'une action à long terme. Parfois on établit pour le développement un budget ordinaire, mais cette pratique ne permet que rarement de réduire les incertitudes relatives aux investissements, car en dernière analyse les deux budgets sont soumis aux mêmes pressions économiques, aux mêmes difficultés financières et aux mêmes réglementations administratives.

Ces facteurs sont de nature à gêner la mise en œuvre des programmes de développement autant (sinon plus) dans l'agriculture que dans les autres secteurs de l'économie. L'agriculture, par exemple, constitue un objectif facile pour les réductions bud-

gétaires parce qu'on peut toujours obtenir une certaine production agricole, même si l'on n'opère pas d'investissements importants ou si l'on ne prend pas d'autres mesures, que les répercussions défavorables ont de fortes chances de n'intervenir qu'avec un certain retard, et que dans les pays peu développés il est difficile d'organiser le secteur agricole de manière qu'il puisse résister à une réduction des dépenses pour le développement agricole.

Dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes, il se pose en outre un certain nombre de problèmes qui sont propres à l'agriculture et rendent particulièrement difficile le développement dans ce secteur. La plupart d'entre eux sont dus à trois causes fondamentales: la nature biologique de la production agricole; le caractère relativement statique des institutions et traditions qui prédominent dans l'agriculture, c'est-à-dire la plus ancienne occupation stable de l'homme, mais qui ne favorisent guère l'efficacité dans une économie d'échange; enfin, l'échelle réduite des opérations, caractéristique de l'agriculture par rapport à la production industrielle. On trouvera ci-après un résumé de ces difficultés spéciales de l'agriculture. Leurs incidences sur la planification économique et sur la mise en œuvre des plans de développement agricole sont étudiées dans des sections ultérieures, mais nécessairement en termes généraux. Pour en discerner l'importance relative dans un cas concret, il est indispensable de procéder à une analyse complète sur le pays intéressé.

Nature biologique de la production agricole

En raison de ce facteur, il n'est guère possible d'agir, ou même d'établir des prévisions assez sûres, sur le niveau de la production, qui varie beaucoup d'une année à l'autre suivant les conditions atmosphériques, l'action des maladies et des ennemis des végétaux, etc., et présente en outre un caractère saisonnier fortement marqué. Il est difficile d'ajuster rapidement l'offre aux variations de la demande, surtout dans le cas des cultures arborescentes et des autres cultures à cycle long. Pour la plupart des produits, il est particulièrement difficile d'opérer des ajustements en baisse; rares sont les exploitants qui peuvent se permettre de laisser longtemps leurs terres incultes, et le passage à d'autres cultures est souvent difficile. Les fluctuations saisonnières et annuelles de l'offre donnent également naissance à de graves problèmes d'emmagasiner, de finance-

ment et de commercialisation. Ces fluctuations, auxquelles vient s'ajouter le fait que, pour la plupart des produits agricoles, l'élasticité de la demande par rapport aux prix est assez faible, expliquent les amples variations qui caractérisent les prix agricoles tant sur les marchés mondiaux que sur les marchés intérieurs et dressent de nouveaux obstacles à la bonne marche du développement agricole.

La planification se trouve encore compliquée du fait que la valeur intrinsèque des terres servant à la production végétale et animale peut être variable, même dans des zones peu étendues, en raison de différences dans la texture et la composition du sol, des possibilités d'approvisionnement en eau, de la configuration du terrain, etc. Lorsqu'on étudie des zones plus étendues, les différences de climat compliquent encore la situation.

Coutumes et institutions traditionnelles

Il faut citer à cet égard des régimes fonciers qui ne donnent pas au cultivateur une sécurité suffisante dans l'occupation des terres pour qu'il soit encouragé à améliorer le fonds, et ne lui laissent souvent, sur tout supplément de production, qu'une part trop maigre pour représenter un stimulant sérieux. On peut signaler aussi l'existence de systèmes de commercialisation dépassés depuis longtemps par l'urbanisation rapide, qui isolent le cultivateur des stimulants qu'offre un marché en expansion rapide et ne lui retransmettent qu'une faible part du prix payé par le consommateur. Souvent, cette situation affaiblit les efforts des gouvernements pour stabiliser les prix agricoles au point de leur faire perdre l'effet qu'on en attendait, et qui était d'encourager la production. Dans les pays peu développés, on a affaire le plus souvent à une agriculture de subsistance, ce qui représente une assurance en période de difficultés économiques, mais isole encore davantage les producteurs des forces du marché et diminue leur réaction aux stimulants économiques. L'importance de l'agriculture de subsistance peut également intensifier les fluctuations de l'offre et des prix sur le marché, car les quantités offertes à la vente peuvent connaître des variations plus amples encore que la production totale.

Dans les pays peu développés, les capitaux sont toujours rares, mais c'est particulièrement le cas pour l'agriculture, où le rapport est lent et incertain, et qui, constituant le secteur le plus important de l'économie, doit souvent aider à financer les investissements dans les autres secteurs.

Echelle réduite de la production

Même dans les pays économiquement avancés de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et de l'Océanie, l'exploitation agricole type est une entreprise familiale ou qui n'emploie que quelques travailleurs salariés. Même si, dans ces pays, la propriété de la terre se concentre souvent entre des mains relativement peu nombreuses, cette terre est généralement subdivisée en petites exploitations gérées par des locataires qui prennent la plupart des décisions et supportent la plupart des dépenses afférentes à la production, sans beaucoup de participation ou d'aide de la part du propriétaire. Sauf dans les fermes collectives ou d'Etat des pays socialisés, les grandes entreprises agricoles à direction centralisée, employant une main-d'œuvre nombreuse, se consacrent surtout à la production en vue de l'exportation, comme par exemple les *estancias* en Argentine et les plantations d'hévéas dans la Fédération de Malaisie ou de thé en Inde.

Les difficultés que la dispersion de la production dans une foule de petites entreprises provoque dans la préparation de programmes et le développement de l'agriculture sont plus faciles à exposer qu'à résoudre. Il est évidemment beaucoup plus difficile d'obtenir les renseignements statistiques et autres qui seraient utiles à la planification pour un million d'exploitations agricoles que pour une centaine de mines ou quelques grandes aciéries; leur rassemblement demande plus de temps, ils sont généralement moins exacts, et ne peuvent être vérifiés que d'après leur cohésion interne ou par de coûteuses observations sur le terrain. Bien plus, il est plus difficile d'orienter la production dans le sens souhaité par les plans, ou d'estimer à l'avance les effets probables de toute mesure envisagée à cette fin, dans le cas d'un grand nombre d'agriculteurs indépendants que dans celui d'un nombre beaucoup plus restreint de mines ou d'usines. De même, la production étant dispersée, beaucoup de mesures ne peuvent être appliquées avec succès que s'il existe une forte organisation locale; en l'absence d'une telle organisation, il faut recourir à des méthodes indirectes d'une efficacité moins certaine.

On peut encore signaler plusieurs autres difficultés dues à la dispersion et à l'échelle réduite des opérations de production. Elles rendent difficile et coûteux le groupage des produits agricoles pour le marché intérieur ou les marchés d'exportation. Les établissements financiers ordinaires hésitent à

accorder du crédit aux petits exploitants. Ces facteurs peuvent être compensés en partie par le fait que les petits entrepreneurs s'intéressent plus que les travailleurs salariés à augmenter leur revenu grâce à l'accroissement de leur productivité.

Dans la plupart des pays peu développés, un plan agricole doit, pour être efficace, soit être conçu pour s'appliquer dans les limites imposées par ces conditions défavorables, soit, ce qui est plus positif, comporter des mesures visant à les surmonter au moyen d'une organisation coopérative ou autre.

La majeure partie des problèmes spéciaux que posent l'élaboration et la mise en œuvre des programmes agricoles et qui sont mentionnés ci-dessus se présentent dans presque tous les pays peu développés. Un grand nombre d'entre eux existent aussi dans des pays économiquement plus avancés. Mais ils sont particulièrement graves et difficiles à résoudre lorsque la densité de la population agricole est forte par rapport aux terres disponibles, comme par exemple dans de nombreux pays de l'Asie du Sud-Est, dans la Région égyptienne de la République arabe unie, ou dans de nombreuses îles des Caraïbes. Non seulement les exploitations y sont très petites et souvent très morcelées, mais encore c'est dans ces zones que le poids des institutions et coutumes traditionnelles se fait le plus lourdement sentir. C'est dans ces conditions que l'on trouve souvent la pire misère rurale, surtout parmi les exploitants non propriétaires, et plus encore parmi les ouvriers sans terre qui travaillent pour un salaire de famine sur les exploitations de leurs voisins, surtout pendant les périodes de pointe de l'activité agricole.

ORGANISATION EN VUE DE LA PLANIFICATION

Le type d'organisation à choisir en vue de la planification économique (et notamment agricole) dépend naturellement des traditions, du système de gouvernement et d'autres conditions propres au pays intéressé. Mais normalement, si simple ou si complexe que soit la forme de la planification, il faut prévoir des mesures à trois niveaux différents:

1. Détermination des politiques générales, comme par exemple les objectifs principaux du développement et du plan, le niveau global des investissements, l'équilibre entre les différents secteurs de l'économie, etc.
2. Aspects plus techniques de la planification, y

compris analyse, comparaison et coordination des projets et programmes de développement envisagés, études des tendances et perspectives des marchés mondiaux pour les produits présentant de l'importance pour le pays, énoncé des objectifs de production, etc.

3. Une fois le plan adopté, mise en œuvre des divers projets et programmes qui le composent.

Il importe au plus haut degré d'assurer des consultations et une coordination très étroites à toutes les phases et à tous les niveaux si l'on veut que la planification et le développement économiques soient cohérents et effectifs. Un plan s'appliquant à un seul secteur, l'agriculture par exemple, ne prend tout son sens que dans le cadre d'un plan d'ensemble. Actuellement, la plupart des pays confient la direction et la coordination générales des politiques à un conseil ministériel, souvent placé sous la présidence du premier ministre (parfois du ministre des finances ou d'un ministre spécialement chargé du développement économique) pour assurer la coordination et réduire les divergences de vues entre services ministériels. Les membres des organes législatifs (comme aux Philippines) et les principaux ministres des provinces (comme en Inde et au Pakistan) peuvent également être représentés au conseil national du plan. Dans les pays à structure fédérale, la création d'organes analogues de coordination au niveau de l'Etat ou de la province s'est également révélée utile.

Le service de ce conseil des directives est généralement assuré par un secrétariat central ou une commission centrale du plan², chargé d'élaborer un projet de plan national à examiner par le conseil et d'assurer la liaison avec les services de l'agriculture et autres services techniques, les unités administratives provinciales ou locales, les organisations privées d'agriculteurs ou d'hommes d'affaires, la banque centrale, etc. Le projet de plan peut être établi par le secrétariat central sur la base des plans préparés pour les divers secteurs par ces services et organisations, généralement sur la base de larges directives de politique générale. Ou encore, on peut élaborer à l'échelon central un premier aperçu

² La commission centrale du plan est généralement rattachée au cabinet du premier ministre, ou aux services d'un autre ministre qui peut être le président du conseil des directives. Dans certains pays, les banques centrales ou autres institutions n'appartenant pas à l'appareil normal de l'Etat jouent aussi un rôle important dans la planification.

du plan et l'envoyer aux organismes techniques pour observations et développement. Dans les pays à structure fédérale, on estime souvent souhaitable de disposer d'un mécanisme assurant une planification conjointe, ou du moins des consultations suivies avec les gouvernements des Etats ou provinces. Le secrétariat central du plan peut assurer la liaison courante; parfois (comme en Inde), cette fonction est remplie à la fois par l'organisme central de planification et les services techniques. Ces dispositions ajoutent à la complexité de l'organisation, mais aussi à l'efficacité du travail.

Afin de tenir davantage compte, dans les plans nationaux, des besoins, aspirations et possibilités des collectivités locales, on peut encore adopter une autre méthode, qui consiste à commencer par préparer des plans provisoires à l'échelon local. On peut ensuite formuler le premier plan provisoire national en opérant la synthèse des plans locaux, tout en y apportant les ajustements nécessaires pour équilibrer l'offre et la demande intérieures, protéger la balance des paiements, tenir compte des tendances des marchés mondiaux, etc.

En fin de compte, la question de savoir si l'on entreprendra la planification à l'échelon central, régional, ou dans les divers services techniques n'est peut-être pas déterminante, à condition que l'on tienne compte de tous ces aspects et qu'on assure entre eux la coordination voulue. En effet, quelle que soit la structure administrative, l'expérience donne à penser que la meilleure formule, pour obtenir un plan de développement cohérent et reposant sur des bases saines, consiste à combiner les efforts de tous les organismes et intérêts en cause. Inversement, le défaut de consultation semble être l'une des causes les plus répandues d'inefficacité dans la planification. Mais, à moins que le conseil des directives et le secrétariat central du plan ne soient en mesure d'empêcher les travaux préparatoires de s'enliser dans de stériles discussions entre services, on risque d'entraîner des retards et de faire perdre leur temps à des administrateurs de talent, alors que de tels hommes sont très peu nombreux dans les pays peu développés.

En résumé, il semble extrêmement souhaitable de prévoir des consultations régulières, au cours de l'élaboration d'un plan de développement:

a) entre le conseil des directives et le secrétariat central du plan pour éviter de perdre du temps à préparer des propositions que le gouvernement estimerait irréalisables d'un point de vue politique;

b) entre les organismes de planification à l'échelon central et aux échelons régional et local, de manière qu'il soit tenu compte des situations et des sentiments locaux;

c) entre le secrétariat central du plan et les organismes chargés de préparer et d'exécuter des plans intéressant l'agriculture, de manière à garantir, dans la mesure du possible, que les propositions soient réalisables du point de vue des finances, de la technique et de l'organisation.

Il est également souhaitable qu'existe à l'intérieur des services s'occupant de l'agriculture une certaine organisation de planification pour assurer la coordination interne (par exemple, entre la production végétale, la production animale, l'irrigation, les services de vulgarisation, etc.) et pour examiner périodiquement la marche des travaux d'exécution. Cette organisation peut n'être qu'un simple comité *ad hoc* ou permanent³ bien que, à mesure que la planification devient plus complexe, il soit souvent utile que le service intéressé possède un petit bureau de planification. Un comité départemental peut organiser des consultations régulières avec le personnel technique du département et des experts de l'extérieur, par exemple à l'aide de sous-comités, de manière qu'il soit pleinement tenu compte des possibilités techniques. Ces sous-comités pourraient comprendre des nutritionnistes et des spécialistes de la commercialisation et du traitement des produits tout aussi bien que des spécialistes des divers aspects de la production. Des consultations analogues avec des représentants des professionnels du traitement et de la distribution des produits, des consommateurs et des coopératives agricoles le cas échéant pourraient présenter également un grand intérêt.

Dans la plupart des pays avancés, on attache un grand intérêt aux consultations avec les organisations de producteurs pendant la préparation et l'exécution des plans. Dans les pays peu développés, l'absence d'organisations de producteurs agricoles interdit souvent de recourir à cette solution. A défaut, on pourrait consulter des exploitants représentatifs sur les plans de développement provisoires et sur les moyens que l'on envisage pour les mettre en œuvre. En fin de compte, l'exécution d'un plan

³ Pour que les problèmes communs soient mieux compris, il est souvent utile que le secrétariat central du plan soit représenté au sein d'un tel comité.

de développement agricole dépend des efforts accomplis et des risques acceptés par la masse des exploitants, et si l'on n'obtient pas leur concours on ne saurait guère espérer le succès. (L'expérience des quelques dernières décennies donne à penser que cela est vrai même dans les pays où le gouvernement central établit des plans fort détaillés pour les districts et unités administratives à l'échelon local.) On étudiera plus en détail, dans une autre section du présent chapitre, les méthodes permettant d'obtenir, en vue de la planification agricole, des renseignements de fait plus complets sur la situation et les problèmes quotidiens des agriculteurs.

On peut encore mentionner un autre type d'organisation. Les ministères existants ayant été conçus à d'autres fins, et leur action se trouvant souvent entravée par des traditions administratives, bon nombre de pays peu développés ont créé, au cours des dix années qui ont suivi la guerre, des commissions du développement plus ou moins autonomes (Iran, Irak, République arabe unie et plusieurs pays d'Amérique latine). Certaines ont reçu un mandat très large leur permettant de préparer et de mettre en œuvre des projets de développement dans un domaine assez étendu, tandis que d'autres ont été instituées pour de petits sous-secteurs afin d'encourager la production et la commercialisation d'un produit donné. Ainsi, dans les pays africains, plusieurs organismes publics ou semi-publics ont été créés pour exercer un contrôle sur la commercialisation de produits agricoles déterminés (essentiellement des cultures d'exportation).

Beaucoup de ces commissions ont joué leur rôle avec efficacité, mais dans d'autres cas la nécessité de travailler en parallèle avec des ministères établis depuis longtemps a constitué une gêne. Dans bien des cas également, des divergences se sont produites entre la politique de l'organisme de développement et celle du gouvernement. Lorsqu'on fait appel à un organisme autonome de développement, il est bien évident que les consultations présentent une importance particulière si l'on veut coordonner les politiques des organismes et les mesures de mise en œuvre avec les politiques d'ensemble, et maintenir des relations de travail harmonieuses avec d'autres organisations qui s'occupent de domaines connexes. Il semble toutefois que, depuis quelques années, on tende, spécialement dans les pays du Proche-Orient, à revenir à la formule consistant à confier la planification et le développement à un ministère établi.

Facteurs de temps

Depuis quelques années, on tend de plus en plus à planifier simultanément le développement agricole pour trois périodes différentes. Certains pays ont ressenti la nécessité de viser loin pour tracer les grandes lignes du développement agricole pendant vingt ou trente ans, de sorte qu'en formulant les plans de développement à court terme on ne perde pas de vue les objectifs à long terme. Evidemment, une telle période est trop longue pour permettre la planification de programmes d'action, et la plupart des pays ont choisi pour leurs plans d'opérations une période plus courte, généralement de trois à six ans. Mais, même pendant cette période, il se produit très souvent dans la situation intérieure ou extérieure des changements imprévus qui exigent parfois des modifications aux plans, surtout dans le cas des pays peu développés. Certains pays s'efforcent d'obtenir la souplesse par un système de plans « roulants » : tous les ans ou tous les deux ans, on établit un nouveau plan pour les quatre ou cinq années suivantes. Cette formule a été appliquée, par exemple, en Corée du Sud, aux Philippines, en Birmanie, au Nyassaland et en Rhodésie. Toutefois, la méthode la plus répandue consiste à entreprendre chaque année un examen pour contrôler les progrès réalisés et les ressources dont on compte encore disposer, et à opérer les ajustements nécessaires pour le reste de la période couverte par le plan.

Dans les projections à long terme ou « plans portant sur les perspectives », les objectifs peuvent n'avoir qu'un caractère opérationnel assez vague. Tout en donnant généralement les ordres de grandeur visés, ces projections servent plutôt à indiquer les tendances à donner dans l'avenir à la production, dans l'hypothèse d'un accroissement démographique donné et d'une augmentation souhaitable du revenu par habitant. Mais, s'ils doivent avoir une signification quelconque, les divers ordres de grandeur doivent être compatibles entre eux, et rentrer dans les limites de ce qui semble possible sous les rapports du financement, de l'organisation et de la main-d'œuvre. Les plans portant sur les perspectives n'ont pas à être très détaillés, mais ils doivent l'être suffisamment pour permettre de formuler des conclusions générales sur l'équilibre relatif entre différents secteurs de l'économie, et pour signaler le danger de certains déséquilibres et le caractère inéluctable (et parfois créateur dans ses répercussions) de certains autres. Ces plans peuvent aussi faire apparaître certaines lacunes, qui ne sont pas sensi-

bles actuellement, mais qui pourraient avoir de sérieuses répercussions dans les années à venir, par exemple dans le domaine de l'enseignement. Dans ce cas, il peut être nécessaire de prendre immédiatement des mesures pour créer les établissements d'enseignement qui assureront la formation d'un nombre suffisant de techniciens, d'administrateurs et d'instructeurs pour couvrir les besoins dix ou vingt ans plus tard. Dans cette mesure, les plans

portant sur les perspectives peuvent revêtir un caractère opérationnel. Mais l'intérêt principal d'un tel plan réside dans le fait qu'il permet de prévoir et de planifier de telles entrées à long terme, ou d'envisager les mesures de conservation des sols ou de boisement qui exigent une politique suivie et soutenue, bien que les rendements puissent ne commencer à se manifester qu'après un certain nombre d'années.

L'établissement d'objectifs en agriculture

La réalisation des objectifs économiques d'un plan, qu'il faut distinguer des projections se rapportant à l'expansion économique normale, exige des mesures et des politiques particulières. Le choix de ces dernières – l'une des principales tâches des planificateurs – est examiné ci-dessous dans les sections intitulées « Le choix des moyens pour atteindre les objectifs de production » et « Choix possibles ». Dans bien des cas, toutefois, on peut ménager une utile étape intermédiaire en établissant une série consistante d'objectifs qui fourniront une indication chiffrée des rapports entre les diverses parties du plan ainsi que des moyens nécessaires à sa réalisation, ou bien qui serviront à apprécier l'efficacité de telle ou telle mesure ou politique.

La planification agricole donne lieu à l'établissement d'objectifs très divers. Aux premiers stades, il peut s'agir simplement de fixer, par exemple, le nombre de puits à creuser pour l'irrigation, les quantités d'engrais ou de semences améliorées à distribuer ou la superficie des terres à restaurer durant la période d'application du plan, tout en estimant les besoins en matériaux et autres facteurs de production, ainsi que les dépenses.

On établit également ces objectifs dans une planification plus poussée, mais en pareil cas, il est probable qu'ils apparaîtront davantage comme des objectifs secondaires s'inscrivant dans un plan plus vaste, pour lequel on a calculé, sous forme d'objectifs ou de prévisions, certains chiffres concernant le niveau de la demande de denrées agricoles, celui de la production agricole et les principaux moyens nécessaires pour réaliser cette production. Les objectifs (exprimés sous forme de valeurs et de dépenses) peuvent être établis pour les principaux produits, pour l'ensemble de l'agriculture ou à l'un

et à l'autre titres. Ils ont souvent trait à des aspects offrant une importance particulière pour le pays, tels que revenu agricole net, contribution de l'agriculture à la balance des paiements, accroissement de la productivité, création de coopératives, ou construction d'entrepôts et autres installations destinées à améliorer la commercialisation. On calcule parfois les facteurs de production que demanderont certaines activités dont il est difficile de discerner le rapport avec la production durant la période d'application du plan (par exemple la construction de bâtiments agricoles ou l'aménagement des fermes par adduction d'eau et d'électricité), ou encore la réalisation de projets qui ne sont pas immédiatement productifs (par exemple la restauration, l'irrigation ou le boisement d'une superficie donnée), ou enfin l'amélioration des moyens d'enseignement, de recherche et de vulgarisation agricoles.

* * *

Les objectifs économiques méritent davantage ce nom s'ils s'appuient sur une estimation des besoins urgents d'un pays, qu'il s'agisse d'expansion économique, de sécurité économique ou militaire, de niveau de vie ou de progrès social. On peut les considérer avant tout comme des instruments d'appréciation, lorsque le taux d'expansion n'a pas une importance aussi primordiale et qu'une plus grande souplesse est permise. Cependant, leur utilité à cet égard appelle certaines réserves: il se peut en effet qu'ils aient été atteints parce que trop modestes par rapport aux résultats qu'une politique plus dynamique aurait pu donner, ou encore qu'ils n'aient été réalisés qu'au prix de reculs dans d'autres secteurs économiques ou aux dépens d'améliora-

tions qui eussent été souhaitables en ce qui concerne l'enseignement, l'hygiène, ou d'autres aspects plus difficilement mesurables.

Les objectifs fixés pour les facteurs de production sont souvent un utile instrument pour mesurer le développement économique, encore qu'il faille s'en servir avec beaucoup de circonspection, en particulier lorsqu'ils sont exprimés en termes de dépenses. En effet, outre les réserves mentionnées plus haut, ces objectifs risquent de donner une idée fausse des progrès réalisés si l'on emploie des chiffres bruts et non des chiffres nets (par exemple, si l'on considère uniquement la longueur totale des nouveaux canaux d'irrigation sans tenir compte de ceux qui tombent dans l'abandon), ou encore si les hypothèses initiales concernant les rapports entrées/sorties étaient erronées, ou enfin si les prévisions de dépenses étaient inexactes ou ont perdu leur validité par suite de mouvements de prix. Néanmoins, une sous-estimation des dépenses qu'il aurait fallu consacrer, par exemple à l'irrigation, peut révéler une faiblesse d'organisation ou une lacune de l'appareil administratif. Les facteurs de production, en tout cas, ne sont au fond qu'un moyen en vue d'une fin et, en dernière analyse, le produit lui-même offre le seul étalon sûr du développement économique.

Dans beaucoup de pays, les variations annuelles du produit global de l'agriculture et, plus encore, de la production de telle ou telle denrée sont parfois aussi fortes que l'accroissement total que l'on peut escompter sur cinq ans, par exemple. Dans ce cas, la tendance de la production est évidemment plus significative que la production de la dernière année d'exécution du plan ou de toute autre année. Cette instabilité de la production, soit dit en passant, souligne l'utilité de constituer des réserves de denrées alimentaires indispensables et de ménager suffisamment de souplesse aux politiques de commerce extérieur.

Tant les objectifs globaux que les objectifs pour chaque produit ont leur utilité et leurs limites dans la planification de l'économie en général et dans celle de l'agriculture en particulier, et la solution idéale est de les combiner. Les objectifs globaux, exprimés en valeurs calculées à des prix constants ou en nombres-indices, fournissent aux organismes centraux, dans les pays où la planification est poussée, un moyen de mesurer l'expansion générale, qui leur permet de situer les différents secteurs de l'économie dans leurs rapports réciproques et d'assurer la cohérence interne du plan.

Ils sont particulièrement utiles pour établir des plans stratégiques à long terme. Lorsque les plans globaux doivent être traduits en politiques et en projets concrets, il faut en général fixer des objectifs plus détaillés en ce qui concerne la demande, la production et en particulier les facteurs de production. En effet, les objectifs globaux ne donnent guère d'indications aux producteurs: c'est ainsi que peu après la seconde guerre mondiale, lorsqu'un accroissement de 60 pour cent par rapport à l'avant-guerre fut assigné comme objectif à la production agricole du Royaume-Uni, les organismes agricoles demandèrent souvent des directives plus précises sur la manière dont les efforts devaient être répartis entre les différentes productions.

Les projections et les objectifs par produit ont également leurs limites. Ainsi, les projections de la demande globale de denrées alimentaires comportent un moindre risque d'erreur que celles qui ont trait à des produits particuliers, étant donné les substitutions considérables que les variations des disponibilités et des prix entraînent entre les divers produits. Cette possibilité de substitution confère une certaine souplesse aux objectifs de production. Ainsi, l'objectif global fixé pour les céréales par le premier plan quinquennal indien a été atteint parce que le déficit de la production de riz fut compensé par une production de blé et de millet supérieure aux objectifs.

En examinant ci-dessous les méthodes d'établissement des objectifs agricoles, on a considéré d'abord les projections de la demande. Bien que celles-ci, sauf si elles sont très rudimentaires, ne puissent être établies que dans les pays disposant de statistiques assez abondantes, elles sont néanmoins très utiles et en elles-mêmes et pour l'établissement d'objectifs de production. On a ensuite résumé brièvement différentes méthodes d'établissement de ces objectifs, dont certaines sont applicables dans les pays où la documentation statistique est relativement limitée, et examiné certains des problèmes que pose l'évaluation des ressources nécessaires pour réaliser une expansion donnée de la production. L'étude plus poussée de la technique consistant à planifier à partir des facteurs de production a été réservée pour la dernière section, après examen du choix des méthodes à appliquer pour réaliser les programmes de développement agricole. Cet ordre a été suivi à cause de l'étroite interdépendance qui existe entre la nature et l'ampleur des facteurs de production nécessaires, d'une part, et les méthodes choisies pour exécuter

les plans, d'autre part, et parce que les facteurs matériels de production ne sont que certains des moyens permettant d'atteindre les objectifs.

Cette méthode de présentation n'était évidemment pas la seule possible. Il est également vrai que les ressources disponibles, et notamment les ressources existantes et les facteurs de production potentiellement disponibles, déterminent dans une large mesure l'orientation de la production et la possibilité de réaliser les objectifs qui lui sont assignés, de sorte qu'ils peuvent constituer le point de départ. Dans le travail concret de planification, tous les aspects sont considérés simultanément et on procède à des ajustements successifs entre les différentes parties du plan jusqu'à ce qu'il soit suffisamment équilibré et cohérent.

LES PROJECTIONS DE LA DEMANDE ET LEURS LIMITES

Parmi tous les aspects qui comptent pour la fixation d'objectifs en agriculture, c'est sur les facteurs influençant la demande de produits agricoles que l'on possède le plus de données quantitatives. Il est bon néanmoins d'examiner régulièrement les projections de la demande à la lumière de l'expérience, ou en tenant compte des modifications qu'il faut apporter aux hypothèses de base ou des améliorations réalisées dans les méthodes. Pour l'étude de la marche à suivre dans l'établissement des projections de la demande, il est commode de distinguer entre besoins intérieurs et besoins d'exportation, puis entre denrées alimentaires et matières premières à usages industriels. Il peut être bon également de considérer séparément les aliments énergétiques de base (surtout céréales alimentaires et, dans certains pays, racines féculentes) et les autres aliments.

Produits alimentaires destinés à la consommation intérieure

Les principaux facteurs qui influent sur la demande intérieure de produits alimentaires sont les suivants:

Accroissement démographique. Dans la plupart des pays à faible développement économique, il est probable que ce facteur est de loin le plus important en raison de sa rapidité puisqu'il est souvent de l'ordre de 2 pour cent par an et avoisine parfois 3 pour cent. Même dans des pays comme l'Inde,

qui dispose d'une bonne organisation statistique, les estimations de l'accroissement démographique dans l'intervalle des recensements et, plus encore, les projections à long terme sont assez incertaines, étant donné que les décès, et surtout les naissances, ne sont pas tous enregistrés. Toutefois, pour des projections portant sur cinq ans, par exemple, le risque d'erreur demeure probablement dans des limites admissibles au point de vue pratique.

On est moins bien renseigné sur l'accroissement relatif des populations agricole et non agricole, qui influe profondément et sur la demande commerciale et sur les quantités de denrées alimentaires commercialisées. Bien que le pourcentage de la population employée en agriculture diminue avec le progrès économique, la population vivant de l'agriculture continue d'ordinaire à augmenter en nombre absolu jusqu'à ce que le pays ait atteint un stade de développement assez avancé⁴. Si dans ce secteur la production n'augmente pas sensiblement plus vite que la population, il se peut que les arrivages de produits alimentaires sur les marchés urbains ne parviennent pas à s'accroître.

Le taux d'augmentation de la population non agricole, et en particulier de la population urbaine, est d'ordinaire bien supérieur à celui de la population totale. Il est utile pour le planificateur d'avoir quelque idée de ce taux, car c'est le principal facteur qui détermine la demande commerciale de produits alimentaires. On peut parfois l'estimer approximativement en utilisant, par exemple, les archives de la police sur les migrations ou les registres d'admission dans les hôpitaux et les écoles, mais dans la plupart des pays peu développés, les renseignements à cet égard sont rares.

Accroissement du revenu individuel. Les dépenses alimentaires s'accroissent avec le revenu individuel. Ce phénomène est particulièrement marqué dans les pays insuffisamment développés où un accroissement de 1 pour cent du revenu individuel disponible peut faire augmenter les dépenses alimentaires d'environ 0,8 pour cent contre environ 0,4 pour cent dans les pays développés où le revenu individuel est supérieur⁵. Il joue particulièrement

⁴ F. Dovring, La part de l'agriculture dans une population en voie d'accroissement, *Bulletin mensuel - Economie et statistique agricoles*, août/septembre 1959. FAO, Rome.

⁵ Ces coefficients mesurent ce qu'on appelle généralement l'élasticité des dépenses par rapport aux variations du revenu. On a calculé récemment des élasticités pour divers pays repré-

pour les denrées alimentaires qui ne sont pas essentielles. Par exemple, au Japon, « l'élasticité-revenu » est de près de 0,6 pour l'ensemble des produits alimentaires, de 0,2 pour les céréales et de 1 pour des aliments tels que la viande ⁶. En Amérique du Nord et en Europe occidentale, ce coefficient peut être d'environ 0,6 pour la viande (et moindre dans les groupes à très hauts revenus) et négatif pour les céréales: c'est-à-dire que ces groupes consomment moins de céréales, parce qu'ils peuvent les remplacer par des aliments plus appréciés, quoique plus coûteux.

Il faut également noter que si, dans les pays à revenus élevés, tout accroissement des dépenses alimentaires sert en grande partie à payer le coût de méthodes de transformation et de distribution plus raffinées, dans les pays peu développés, au contraire, il sert avant tout à acheter des aliments. C'est dire qu'en établissant des prévisions de la demande de denrées alimentaires, en particulier dans les économies en voie de développement rapide, on devra nécessairement formuler certaines hypothèses sur l'accroissement probable du revenu disponible. De telles hypothèses figurent généralement parmi les objectifs du plan général de développement, ou bien elles ont été formulées à propos de secteurs autres que l'agriculture et peuvent être reprises.

Les renseignements sur l'élasticité-revenu des denrées alimentaires sont parfois déduits de séries chronologiques de la consommation alimentaire totale du pays, mais ils proviennent généralement d'enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages. Ces enquêtes peuvent être très utiles aux pays peu développés, car elles leur permettent de dresser un tableau assez complet de la structure de la consommation selon différentes classes sociales et catégories de revenus. Les comparaisons internationales révèlent un rapport remarquablement uniforme entre revenus et dépenses alimentaires ⁷, et les pays qui n'ont pas effectué d'enquêtes

sentatifs, comme suit: Ghana 0,8-1; République arabe unie, Province égyptienne, 0,9; Ceylan, Porto Rico 0,8; Inde 0,75-0,85; Grèce, Guatemala 0,7; France 0,6; Suisse, Pays-Bas, Norvège 0,45-0,5; Etats-Unis, Danemark 0,4; Canada 0,35-0,4. L. M. Goreux: *Elasticité de la demande par rapport aux revenus: Analyse des enquêtes de consommation*. Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et FAO (édition provisoire ronéotée, 1960).

⁶ FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1957*, p. 106.

⁷ FAO, *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1957*, chapitre III.

sur les ménages ne se tromperaient probablement pas beaucoup en utilisant les résultats des enquêtes menées dans les pays voisins.

Plus on disposera de renseignements complets sur les facteurs ci-dessus et sur les tendances passées des disponibilités alimentaires, mieux on pourra établir des projections valables des tendances futures de la demande d'aliments. La méthode la plus simple consiste à extrapoler des séries chronologiques d'estimations de la consommation fondées sur des « bilans des disponibilités alimentaires » ⁸, en tenant compte des accroissements prévus de la population et du revenu. De telles projections ne peuvent s'appliquer qu'à l'ensemble de l'économie. On peut établir des projections plus raffinées toujours en partant des bilans, mais en faisant intervenir en outre des renseignements plus détaillés sur les tendances des dépenses et de la consommation alimentaires dans diverses catégories de revenu et classes sociales, ainsi que sur l'élasticité-prix et l'élasticité-revenu des différents aliments. On peut alors tenir compte de l'évolution prévue, par exemple pour les populations rurales et urbaines, de l'accroissement et de la répartition du revenu individuel, ainsi que des tendances passées de la production, de la consommation et du commerce extérieur.

De la sorte, on peut obtenir des premières estimations de la demande « normale » pour la consommation courante, mais, pour compléter le tableau, il peut être également nécessaire de tenir compte de certains besoins supplémentaires. Comme on le sait, les régimes alimentaires de la plupart des pays insuffisamment développés, et en particulier des classes sociales pauvres, sont en général insuffisants, parfois en quantité et presque toujours en qualité. Il arrive souvent qu'ils manquent particulièrement de protéines et d'un certain nombre

⁸ Un bilan des disponibilités alimentaires a pour point de départ la production d'une denrée qui est ajustée de façon à tenir compte des exportations et des importations et, autant que possible, des mouvements des stocks, des quantités utilisées comme semences, pour l'alimentation animale et par l'industrie, des pertes, etc. On aboutit ainsi aux quantités disponibles pour la consommation humaine, qui peuvent alors être exprimées par habitant. En additionnant les chiffres obtenus pour les principaux aliments, on calcule la consommation alimentaire totale en équivalent d'éléments nutritifs et de calories. On peut construire des séries chronologiques si l'on dispose, pour un certain nombre d'années, de bilans des disponibilités de tous aliments ou d'aliments individuels. En ce qui concerne l'établissement et l'utilisation de ces bilans se reporter au *Manuel pour l'établissement de bilans alimentaires*, FAO, avril 1949.

de vitamines et d'éléments minéraux. Les mesures destinées à remédier à de graves carences nutritionnelles influenceront donc sur les estimations des besoins alimentaires futurs. Néanmoins, il faut à certains égards appliquer aux besoins nutritifs une méthode assez différente de celle qui est utilisée pour les autres facteurs. Si la plupart des consommateurs n'ont pas les moyens d'accroître ou de modifier leur alimentation comme il le faudrait du point de vue nutritionnel, il est peu probable que les aliments supplémentaires soient produits. Même s'ils le sont, il se peut qu'ils soient invendables et que les agriculteurs subissent, de ce fait, de lourdes pertes financières.

Les groupes vulnérables, tels que les mères et les enfants, peuvent être protégés par des programmes spéciaux d'alimentation, mais peu de pays sous-développés sont en mesure d'assurer une telle protection à une grande partie de ces groupes, par exemple en subventionnant la consommation. En outre, les habitudes alimentaires ne peuvent se modifier du jour au lendemain et, en dehors de l'élévation du revenu, l'amélioration du régime alimentaire peut rester subordonnée à la diffusion progressive des connaissances en matière de nutrition. Aussi faut-il s'attendre que les considérations nutritionnelles occupent plus de place dans l'établissement des plans stratégiques à long terme que dans les plans tactiques à court terme.

Il peut être également important de prévoir la constitution de réserves lorsqu'on estime les besoins alimentaires futurs. Bien que le risque de famine soit moindre tant que les pays exportateurs disposent d'excédents de céréales, les réserves nationales, en particulier de céréales, peuvent être très utiles comme stocks-tampons pour stabiliser les prix des denrées alimentaires aussi bien à la production qu'à la consommation. De telles réserves sont coûteuses et difficiles à organiser, et certains des problèmes qui se posent à cet égard sont examinés plus loin. Dans les pays qui sont déficitaires ou suffisent tout juste à leurs besoins, ces réserves ne peuvent être constituées que progressivement durant les années de bonne récolte, à moins qu'on ne puisse faire appel aux excédents étrangers livrés à des conditions spéciales, comme il peut souvent arriver à l'heure actuelle. Toutefois, la phase initiale peut être la plus ardue. Le volume de la réserve (exprimé par exemple en semaines d'approvisionnement) ne peut être évalué qu'en tenant compte des facteurs concrets de la situation nationale, par exemple: nombre annuel des récoltes

de céréales, amplitude des fluctuations annuelles de la production, moyens de communication et degré de stabilité des prix qui est envisagé.

Il importe de noter que les politiques et les plans alimentaires doivent nécessairement ajuster assez étroitement la demande et l'offre de céréales et autres denrées de base, en particulier dans les pays peu développés où elles fournissent habituellement bien plus de 50 pour cent des calories totales. Indépendamment des risques de famine, même une légère diminution des disponibilités de ces denrées peut entraîner une forte montée des prix accompagnée de graves effets inflationnistes, du fait que ces aliments occupent de loin la première place dans les dépenses individuelles. A moins que l'on puisse empêcher cette hausse en débloquent des stocks, il faut accroître les importations de céréales ou réduire leurs exportations, souvent au prix d'une perte de devises étrangères que les pays peu développés peuvent difficilement se permettre. Inversement, un excédent de céréales relativement faible par rapport à la demande effective peut entraîner une baisse disproportionnée des cours, qui risque de décourager l'accroissement de la production pour le marché. On voit ainsi l'utilité de constituer un stock-tampon et d'établir très soigneusement les projections de la demande de produits alimentaires de base pour orienter les politiques de production.

Pour les denrées non essentielles, on jouit d'une plus grande latitude et il est probable qu'une certaine divergence entre l'accroissement de l'offre et celui de la demande sera moins grave. Au point de vue nutritionnel, en effet, ces produits occupent moins de place dans le régime, même s'ils contiennent des éléments indispensables à son équilibre. En outre, leur élasticité-prix est beaucoup plus forte. Un léger excédent de l'offre peut être absorbé avec une baisse modérée des prix et un léger déficit ne provoque pas de hausse excessive. Dans les pays peu développés, ces produits constituent, tout au moins individuellement, un poste relativement faible du budget familial, de sorte que leurs variations de prix n'exercent d'ordinaire guère d'effet sur le niveau général des prix. Par contre, on notera que la hausse continue du prix relatif de la viande a beaucoup contribué à l'inflation larvée que certains pays européens, par exemple la France, ont connue au début des années cinquante. Une hausse analogue a contribué de même aux tendances inflationnistes de plusieurs pays d'Amérique latine où, en raison de l'importance de la production ani-

male, la viande occupe dans l'alimentation plus de place qu'il n'est de règle dans les pays à un stade de développement économique relativement peu avancé.

La grande place qu'occupe l'agriculture de subsistance soulève une difficulté particulière pour l'établissement de projections de la demande dans les pays peu développés. Les rares données disponibles, qui ont surtout trait à l'Inde, indiquent que, si l'on fait entrer dans le calcul du revenu familial la valeur de la production consommée sur les exploitations, les variations de revenus exercent sur la consommation alimentaire des agriculteurs de subsistance des effets très voisins de ceux qu'elles produisent dans les villes. Si le revenu familial augmente, les agriculteurs ont tendance à améliorer quantitativement et qualitativement leur alimentation et à réduire leurs ventes. Si revenus et prix agricoles fléchissent, ils doivent souvent se priver et vendre davantage pour couvrir leurs dépenses indispensables, si limitées soient-elles. Ces réactions, dont il existe d'assez nombreuses preuves ici et là (encore qu'il y ait grand besoin de données plus complètes) ne peuvent manquer, dans bien des cas, de perturber sensiblement l'offre et les prix du marché, notamment des céréales et autres aliments de base. En effet, le revenu en agriculture est en général bien inférieur aux revenus moyens des autres secteurs; il est donc probable que l'autoconsommation de ces aliments réagira à une faible variation de revenu plus fortement que la consommation dans les secteurs extra-agricoles.

C'est dans ce contexte qu'il faut considérer la question de l'« excédent commercialisable ». Dans la plupart des cas, en effet, le phénomène de l'inversion de la courbe de l'offre signifie simplement que les agriculteurs, à mesure que leur revenu réel s'améliore, consomment une plus grande partie de leur propre production, dans la mesure où l'élasticité-revenu de leur demande est plus forte pour leurs propres produits que pour ceux qu'ils achèteraient autrement. Si donc la hausse des prix leur fournit des recettes suffisantes pour couvrir leurs besoins, il se peut que les gains de production réalisés soient entièrement consommés à la ferme, sans augmentation des disponibilités commercialisables pour faire face à une demande urbaine croissante. Ce n'est là qu'une étape, mais une étape nécessaire et pour tout dire souhaitable pour le progrès de l'agriculture. Mais une fois que la consommation rurale est parvenue à un certain niveau, l'agriculteur, comme son homologue, le citadin,

peut diversifier davantage ses dépenses. Autrement dit, l'élasticité-revenu de sa demande de produits alimentaires diminue et une amélioration de son revenu a proportionnellement moins d'effet sur les quantités conservées pour l'autoconsommation; en outre, l'exploitant cherche davantage à accroître ses ventes, afin de pouvoir acheter en plus grandes quantités les produits qui lui sont encore en grande partie inaccessibles.

Ainsi, dans les pays sous-développés, les effets que les mesures destinées à accroître la production agricole exercent sur la répartition du gain de production entre l'autoconsommation et la vente semblent dépendre pour beaucoup de la manière dont l'accroissement est obtenu. Si l'on concentre les efforts sur un nombre relativement faible de grandes exploitations, par exemple en canalisant vers elles le crédit, il est probable qu'une part assez élevée de l'accroissement de production sera commercialisée. La proportion sera vraisemblablement bien moindre si l'accroissement résulte de légères améliorations réparties sur une multitude de petites exploitations. Néanmoins, ce serait une politique à courte vue, en particulier lorsqu'il y a pénurie de terres et que la petite exploitation prédomine, que de trop concentrer les efforts sur les grandes exploitations, car on retarderait indéfiniment le moment où les petits producteurs pourront participer activement à l'économie de marché.

Matières premières pour la consommation intérieure

Il n'y a guère lieu de s'étendre sur cette question, étant donné que les besoins futurs, par exemple pour les fibres, sont fonction des plans de développement industriel. Dans la plupart des pays insuffisamment développés, les cultures fournissant des matières premières destinées à l'utilisation intérieure ou même à l'exportation occupent une superficie relativement faible et n'empiètent pas sérieusement sur les terres disponibles pour les cultures alimentaires. Il y a parfois concurrence entre ces deux types de cultures, mais c'est surtout lorsque les matières premières agricoles sont destinées à l'exportation. En Egypte, par exemple, les autorités limitent les superficies du coton afin de sauvegarder la production de céréales alimentaires. Au Bengale, à l'époque des crises alimentaires, la production du riz avait la priorité sur celle du jute. En temps normal, toutefois, ces cas de concurrence sont assez rares.

Plus serrée est la concurrence entre les modes d'utilisation des terres : culture, herbages et forêts. A mesure que la population augmente, la culture et l'élevage gagnent de plus en plus sur les terres forestières. L'empiètement des cultures sur les forêts est particulièrement nuisible dans certains pays tropicaux, où les nomades brûlent la forêt, cultivent le brûlis pendant une brève période et se déplacent. A mesure qu'augmentent la population et le besoin de terres, la période de jachère se réduit progressivement, et tant l'érosion que l'épuisement du sol prennent des proportions désastreuses. Dans les régions montagneuses des pays tropicaux et subtropicaux, tout empiètement sérieux sur la forêt entraîne l'érosion et de graves répercussions sur la fertilité des plaines. Tel est, en général, le cas lorsqu'augmente la demande de produits forestiers, et notamment de bois de construction, de bois de feu et de produits à base de pâte et de papier, articles dont l'élasticité-revenu de la demande est élevée. C'est dire l'importance de politiques judicieuses d'utilisation des terres et de conservation forestière.

Perspectives d'exportation des produits agricoles

Il est inutile d'insister sur la dépendance des pays à faible développement économique à l'égard des exportations de produits primaires, notamment de produits agricoles et, dans la plupart de ces pays, l'accroissement de ces exportations est un des objectifs du développement économique. Toutefois, le commerce mondial des produits agricoles dans leur ensemble n'a guère progressé ces quelques dernières dizaines d'années. C'est ainsi qu'en 1958 les exportations mondiales de ces produits (non compris le commerce entre l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale) n'ont dépassé que de 20 pour cent celles de 1934-38 ou de 1948-52⁹. Cette même année, les exportations de produits agricoles des pays peu développés, bien que supérieures de près de 20 pour cent à celles de 1948-52 (la restauration après la guerre n'était pas encore achevée), ont tout juste dépassé celles de 1934-38. La comparaison avec la fin des années vingt est encore moins favorable : de 1928 à 1958, le commerce mondial a augmenté au total de plus de 80 pour cent, mais les exporta-

tions de produits agricoles n'ont progressé que d'environ 15 pour cent. De plus, s'ils restent supérieurs d'environ 50 pour cent au niveau atteint durant la crise d'avant-guerre, les prix réels des exportations de produits agricoles (exprimés en pouvoir d'achat de biens manufacturés) n'ont cessé de fléchir depuis dix ans. De ce fait, l'accroissement de 20 pour cent enregistré entre 1948-52 et 1958 dans les livraisons de produits agricoles des pays peu développés n'a pratiquement entraîné aucune augmentation de la valeur réelle de leurs recettes d'exportation. L'amélioration de ces recettes constitue manifestement un problème des plus complexes¹⁰.

Bien entendu, la situation diffère selon les produits et, partant, selon les pays. Les principaux facteurs limitant le commerce international des produits agricoles ont été : a) l'accroissement de la production intérieure des pays industrialisés, qui représentent les principaux marchés d'importation ; ce phénomène a affecté principalement les produits agricoles des zones tempérées ; et b) l'essor des produits synthétiques capables de se substituer aux fibres, au caoutchouc et à d'autres produits agricoles (par exemple détergents remplaçant les produits de savonnerie à base d'huiles végétales) et les économies croissantes réalisées dans l'utilisation des matières premières. D'un autre côté, le principal facteur d'expansion du commerce des produits agricoles a été l'accroissement des revenus et de la population, bien que, comme on l'a déjà souligné, l'élasticité-revenu de la demande de la plupart des produits agricoles ait beaucoup baissé, étant donné les niveaux actuels des revenus dans les principaux pays importateurs. Pour les denrées dont l'élasticité-revenu de la demande est relativement élevée, qui ne sont ni produites dans les principaux pays importateurs, ni susceptibles d'être remplacées dans une large mesure par des produits synthétiques, le commerce mondial (exprimé d'après la valeur réelle des recettes d'exportation) s'est développé rapidement et dans une mesure correspondant au progrès des échanges de biens manufacturés. Le café, le cacao et certains fruits tropicaux et semi-tropicaux sont au nombre de ces denrées, ainsi que certaines matières premières telles le bois et la pâte de bois et quelques autres produits tels le caoutchouc et la laine, dont la demande a augmenté encore plus

⁹ On a néanmoins enregistré en 1959 un fort accroissement (environ 6 pour cent) en volume – mais non en valeur réelle – du commerce mondial des produits agricoles ; voir chapitre II.

¹⁰ On trouvera une étude plus détaillée de la question dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1956*, chapitre III.

rapidement que l'utilisation des produits de remplacement. Pour la plupart des autres grands produits d'exportation, les recettes d'exportation se sont améliorées plus modestement durant l'après-guerre, quand elles ne diminuaient pas.

Toutefois, même pour les produits les plus favorisés, toute amélioration rapide des exportations mondiales ferait souvent baisser les prix au point que l'amélioration des recettes totales serait faible, voire nulle. Néanmoins, on peut prévoir à long terme que l'expansion se poursuivra pour ces denrées, sauf que certains des marchés traditionnels sont près de la saturation. Tel est peut-être le cas pour le thé (et dans certains pays, pour le café), et il est possible alors que la reprise de l'expansion dépende pour beaucoup de l'ouverture de nouveaux débouchés.

Tel est le tableau de la situation d'ensemble dont on peut tirer d'utiles indications générales. Un élément y manque toutefois, à savoir les modifications de la place que les différents exportateurs occupent sur le marché, modifications qui peuvent influencer fortement sur les perspectives de tel ou tel pays. Certains des changements d'après-guerre ont joué contre les pays peu développés, principalement lorsque leurs disponibilités exportables ont diminué du fait que la demande intérieure augmentait plus vite que la production. La baisse des exportations argentines de céréales et de viande, à la fin des années quarante et au début des années cinquante, est un exemple bien connu. Depuis la guerre, également, l'Extrême-Orient dans son ensemble a cessé d'être exportateur net de céréales pour devenir importateur net. Dans ces deux cas, l'accroissement des exportations des pays à revenus élevés d'Amérique du Nord et d'Océanie a comblé un déficit éventuel sur le marché mondial.

Il est très probable que la situation d'un pays exportateur donné différera de la situation mondiale si la contribution du pays aux exportations mondiales est faible: en doublant ses exportations, en effet, il n'influera guère sur les prix et les approvisionnements mondiaux et il pourrait doubler à peu près ses recettes. En pareil cas, il s'agira surtout d'un problème de ressources intérieures et de prix de revient.

Pour les grands exportateurs, toutefois, la situation est plus complexe. Ils doivent étudier soigneusement les effets d'un accroissement de leurs livraisons sur les prix mondiaux et sur leurs recettes globales, sans perdre de vue que des prix trop élevés stimuleront la recherche de produits de rem-

placement et la pénétration de nouveaux exportateurs compétitifs sur les marchés mondiaux. Il semble qu'il n'y ait d'autre solution pour ces pays que d'éclairer leur décision grâce à une étude continue des tendances à long terme et des fluctuations à court terme de la consommation, des prix et des stocks mondiaux, ainsi que de la production et des exportations de leurs concurrents. Une telle évaluation peut être particulièrement difficile dans le cas des cultures arbustives qui ne produisent qu'au bout de nombreuses années.

OBJECTIFS DE PRODUCTION AGRICOLE

Les projections de la demande, comme on l'a vu plus haut, fournissent un point de départ, mais non le seul, pour la fixation des objectifs de production agricole. Ainsi les projections de la demande de produits alimentaires indigènes (compte tenu, le cas échéant, des programmes spéciaux de nutrition ou des stocks de réserve), plus les besoins prévisibles de matières premières agricoles pour l'industrie nationale et les exportations estimées de produits agricoles, indiquent les besoins globaux de produits agricoles. Une partie sera couverte en général par les importations, ne serait-ce que les denrées qui ne peuvent être produites sur place à cause du climat. Toutefois, le programme d'importation ne sera pas déterminé uniquement en fonction de facteurs principalement agricoles, tels que les coûts de production relatifs. Dans certains pays, d'autres éléments pèseront d'un certain poids: par exemple, considérations de politique intérieure et extérieure; problèmes de balance des paiements; possibilités de recevoir une aide économique et formes de cette aide; enfin, structure du commerce extérieur en ce qui concerne les produits et de l'agriculture et des autres secteurs. Il peut être utile de préparer un programme provisoire d'importation de produits agricoles fondé sur ces considérations. La différence entre l'estimation des besoins globaux de produits agricoles (y compris les exportations) et les prévisions d'importation fournira une première indication de la production agricole qu'il faudrait réaliser. Il peut être utile de faire ce calcul tant pour l'ensemble de la production agricole que pour chacun des produits.

Manifestement, ce n'est là qu'une ébauche de solution, applicable uniquement dans les pays qui disposent d'assez de statistiques pour établir des projections de la demande. En outre, il faudra

s'assurer soigneusement qu'il est techniquement et économiquement possible d'atteindre les objectifs de production ainsi établis, contrôle qui obligera peut-être à réviser les estimations des besoins d'importation, ou même de la consommation.

Une seconde méthode, utilisable dans tout pays disposant de statistiques de base de la production agricole, consiste à établir une simple projection des tendances récentes de la production. Toute économie, si peu développée soit-elle, est en mouvement. Même lorsque les efforts de développement économique sont encore limités, il existe un certain accroissement de la production (bien qu'il puisse rester inférieur à celui de la population) et une lente transformation du système de culture. Une projection simple de la tendance récente de la production, représentée peut-être graphiquement, fournirait une première indication sur les possibilités de développement des principales cultures et, dans la mesure où l'on possède des données, des cultures secondaires et des produits de l'élevage également. De même, les tendances et les projections des superficies et des rendements aideraient à préciser le tableau des tendances courantes¹¹.

La comparaison des estimations provisoires, établies d'après les tendances de la production et les projections de la demande, fournirait une première indication sur la possibilité de couvrir les besoins estimés de la consommation. Elle pourrait également permettre de distinguer les denrées dont il faudrait intensifier le taux d'expansion récent si l'on veut que la production suive la demande estimée, celles qui ne semblent pas demander d'efforts particuliers, et peut-être – troisième groupe – celles dont on peut craindre que la production augmente plus vite que la demande. Dans les pays peu développés, c'est dans le cas de certains produits d'exportation que cette dernière éventualité est le plus probable.

Lorsqu'on adopte des méthodes de planification plus perfectionnées, une comparaison globale des tendances récentes de la production et des projections de la demande peut indiquer jusqu'à quel point le taux récent de développement de l'ensemble du secteur agricole est suffisant.

Pour chaque produit, on pourra préciser ces indications en observant les tendances récentes des importations, des exportations et des prix. Si, sur

plusieurs années, les importations tendent à s'accroître, ce sera la preuve que la production intérieure est en retard sur la demande. Une tendance des exportations à se contracter peut s'interpréter de même, sauf si elle est due à un recul de la demande mondiale ou à l'efficacité de la concurrence d'autres exportateurs. De même, la tendance à la hausse des prix « réels » d'un produit fait penser que l'offre ne suit pas la demande effective, et *vice versa*. Même sans projections de la demande, de telles données, qu'il est assez facile d'obtenir dans la plupart des pays, fourniront des indications assez satisfaisantes sur les tendances de l'offre et de la demande des produits et constitueront une troisième méthode – relativement simple – pour établir des objectifs de production.

On peut utiliser également des méthodes plus techniques. Dans une quatrième formule, par exemple, on chargera un groupe d'agronomes et d'économistes de déterminer de façon assez détaillée l'effort de développement agricole qu'il est souhaitable et possible d'entreprendre, eu égard aux besoins probables de la consommation, aux ressources agricoles nationales et aux moyens financiers et autres sur lesquels on peut probablement compter. Ce groupe pourra également indiquer les facteurs matériels de production et les mesures gouvernementales qui seraient nécessaires pour atteindre les résultats envisagés. On peut pousser plus loin la formule en créant des sous-groupes analogues chargés des différents secteurs de l'agriculture (par exemple, la production végétale, l'élevage, l'irrigation, les forêts et les pêches), comme l'Inde l'a fait lors de la préparation de son troisième plan quinquennal. Des sous-groupes analogues pourront s'occuper en même temps des aspects nutritionnels, sociaux et institutionnels de la production agricole. Plus ils disposeront de renseignements détaillés, plus leurs propositions seront concrètes. Ainsi, des statistiques concernant les ressources agricoles, la gestion de l'exploitation et les facteurs du prix de revient dans les différentes parties du pays leur permettront d'indiquer les régions qui se prêtent le mieux à tel ou tel type de développement. Les conclusions de ces divers sous-groupes seront fondées dans un rapport général.

Une cinquième méthode consiste à renverser la précédente, c'est-à-dire à partir des facteurs de production dont on pense pouvoir disposer, et de calculer le gain de production que l'on peut espérer de leur mise en œuvre. Cette planification à partir des facteurs de production (*input programming*) por-

¹¹ Il serait bon que ces projections soient établies sur des séries assez longues, en particulier dans les pays où rendement et production subissent de fortes variations annuelles.

tera par exemple sur les résultats que l'on peut attendre de grands projets d'irrigation ou de colonisation des terres dont l'exécution est prévue durant la période d'application du plan. Elle tiendra compte également des ressources qu'il est envisagé d'affecter à l'accroissement de l'emploi des engrais, à l'exécution de petits plans d'irrigation et à l'amélioration des pratiques agricoles, et l'on estimera la production probable en se servant de coefficients de conversion établis d'après les travaux expérimentaux antérieurs ou l'expérience acquise.

Cette méthode est très utilisée, parce qu'elle est séduisante à un double titre. D'abord, on peut l'appliquer dans les pays où les données de base sur l'agriculture, statistiques ou économiques, sont encore minces. Ensuite, elle permet de comparer la rentabilité probable des dépenses consacrées à différents types de développement agricole, grâce à des estimations du rapport coût/bénéfice, et aide ainsi à choisir de la manière la plus économique les moyens de production, individuels ou en association.

Cependant, elle a également ses limites. Les coefficients de conversion fondés sur des travaux expérimentaux ou sur les résultats déjà obtenus ne sont pas, lorsqu'on veut évaluer le gain probable de production que permettra de réaliser un projet, un instrument auquel on puisse se fier aveuglement. Cela est particulièrement le cas si on combine ces coefficients: ainsi, les coefficients concernant les engrais azotés, potassiques et phosphatés risquent d'être moins sûrs lorsque les engrais sont utilisés sous forme de mélanges ou associés à d'autres pratiques, par exemple l'irrigation et l'emploi de semences améliorées. Si les objectifs sont fixés pour les diverses productions, rien ne garantit que les engrais recevront l'utilisation prévue et qu'ils ne seront pas appliqués à des cultures de rapport et non aux céréales, par exemple. Ces problèmes et d'autres qui s'attachent à la planification à partir des facteurs de production font l'objet d'un examen plus approfondi ci-dessous, mais il n'empêche que la méthode peut être utile à condition de tenir dûment compte tant de ses possibilités que de ses limites.

Une sixième formule « géographique » est parfois utilisable. On peut constituer par exemple des groupes de fonctionnaires et autres personnalités locales (y compris les représentants des agriculteurs) qui auront un double rôle: examiner le type de développement agricole qui semble convenir le mieux à la zone considérée, ainsi que les investissements et

les moyens de production matériels à mettre en œuvre pour le réaliser, et formuler à cet égard des recommandations, si possible chiffrées. En réunissant les estimations ainsi établies, on obtiendra une autre image pour l'ensemble du pays.

Il va sans dire que l'on peut combiner plusieurs des méthodes précitées. Toutefois, les résultats que fournira chacune apparaîtront presque toujours en désaccord sur de nombreux points et il est probable qu'il faudra de sérieux ajustements avant d'arriver à une série homogène d'objectifs de production. Il faudra peut-être également retoucher les projections de la demande pour les harmoniser avec les possibilités de production et autres. Même dans ce cas, toutefois, les objectifs de production ne pourront être que provisoires, tant que l'on n'aura pas examiné plus à fond la possibilité d'exécuter les projets et les mesures qui pourraient être prises pour cela. Ces projets et mesures sont étudiés dans la section suivante. Ceci pourra obliger à de nouveaux ajustements des objectifs de production durant cette ultime phase.

Avant d'en venir aux méthodes à employer pour atteindre les objectifs, il convient sans doute d'examiner brièvement jusqu'à quel degré de détail il peut être utile de décomposer les objectifs nationaux de production agricole en objectifs régionaux. Ceci représente évidemment le minimum indispensable lorsque (comme c'est le cas en Inde) la réalisation du plan fédéral incombe aux gouvernements d'Etat ou de province. Mais il peut également être souhaitable de ventiler les objectifs de production lorsqu'il existe une grande variété de climat et de topographie dans le pays, ou bien lorsqu'on désire atténuer les disparités régionales, ou concentrer les ressources dans les régions-clés.

Le deuxième plan quinquennal indien prévoit une planification beaucoup plus détaillée:

Un plan agricole devrait être soigneusement établi pour chaque district et, en particulier, chaque région où l'on applique un projet national de vulgarisation ou de développement communautaire. Ce plan devrait indiquer village par village les objectifs à envisager, la répartition générale des terres entre les différentes formes d'utilisation et le programme de développement. Dans le cadre d'une politique globale... ces plans locaux seront utiles pour rationaliser la planification dans les états et les régions et sur l'ensemble du pays. Le système de culture envisagé par ces plans locaux doit être assorti principalement de stimulants tels que l'organisation de l'irrigation, la création de facilités de crédit et de commercialisation, la fourniture d'engrais et l'établissement de rapports étroits entre les cultivateurs, d'une part, et les vulgarisateurs, et particulièrement les agents de village, d'autre part.

Si l'on réussit à inciter les collectivités locales à établir leurs propres objectifs de production dans le cadre général du plan national, cela peut représenter un encouragement supplémentaire pour les efforts locaux. Par contre, vouloir articuler, coordonner et intégrer soigneusement ces plans locaux pour aboutir à des plans d'Etats et à un plan national nécessiterait une paperasserie excessive et inutile étant donné notamment la souplesse qu'il faut toujours laisser dans un plan agricole. En U.R.S.S., avant la décentralisation récemment réalisée, il semble que la planification agricole centrale comportait souvent l'établissement de plans locaux très détaillés, pouvant aller jusqu'à des plans de production pour chaque *soukhose* ou *kolkhoze* et fixant des objectifs pour les superficies cultivées et les effectifs du bétail. On affirme que la planification se perdit ainsi dans le détail au point que d'importantes décisions furent retardées et que le développement de la production en souffrit sérieusement.

Depuis la réorganisation, on établit, pour chaque ferme collective et ferme d'Etat, des plans provisoires qui sont ensuite groupés en plans de district, de république et enfin pour l'ensemble de l'Union. Ce type de planification est jugé plus réaliste que la planification centralisée. Désormais, le seul objectif fixé par les organismes centraux est celui des quantités des principaux produits que chaque district et exploitation doivent obligatoirement livrer à la collecte officielle et il en va de même à l'échelon régional pour les denrées moins importantes. Ces indications garantissent que la tendance de la production correspondra à la demande urbaine prévue. Bien entendu, ces contingents officiels ne correspondent pas aux chiffres de la production totale ou même de la production commercialisée. L'exécution du plan et les décisions y relatives sont laissées de plus en plus à l'initiative locale.

On peut se demander dans quelle mesure une planification détaillée à partir de la base est possible dans les pays où la plus grande partie de la production provient d'une multitude de petits exploitants. Il est toutefois certain que, même s'ils ne sont préparés que dans un nombre relativement faible de villages ou autres collectivités rurales, les plans locaux peuvent fournir d'utiles indications sur les aspirations et les besoins réels des agriculteurs, et cela d'autant plus que les collectivités les auront établis spontanément, sans que l'idée leur en ait été soufflée.

PROBLÈMES DE L'ESTIMATION DES RESSOURCES DISPONIBLES POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Lorsqu'on établit un plan global de développement économique, on commence, d'ordinaire, en s'inspirant dans une large mesure de l'expérience antérieure, par formuler certaines hypothèses sur la proportion du revenu national qui ira aux investissements et sur les rapports capital/production valables pour l'ensemble de l'économie et pour chacun de ses principaux secteurs. Si, par exemple, on investit chaque année 15 pour cent du revenu national et si le rapport moyen capital/production est de 3 pour 1, il est à prévoir que le produit national augmentera d'environ 5 pour cent par an. Si, en même temps, on estime les moyens d'investissement complémentaires qui pourraient venir de l'étranger et la part des ressources totales disponibles qui devrait être affectée aux divers grands secteurs de l'économie, compte tenu des prévisions de la demande, on obtiendra une première idée des objectifs souhaitables et réalisables, en ce qui concerne tant le taux du développement économique que sa structure. On peut en tirer des conclusions provisoires touchant les principaux domaines dans lesquels se feront les investissements publics et la part à réserver au secteur privé. En détaillant le plan, il faudra sans doute ajuster ces estimations jusqu'à aboutir à une série consistante d'objectifs conformes à la politique générale et proportionnés aux ressources escomptées, financières et autres.

Cette méthode de planification ne sera efficace que si l'on dispose d'une abondante documentation économique et statistique. Elle présente en outre des faiblesses dont il faut tenir compte si l'on veut éviter de graves erreurs. Pour s'en tenir à quelques exemples, il se peut que le rapport capital/production enregistré dans le passé diffère sensiblement de la productivité marginale des nouveaux investissements. Cette dernière varie constamment, en particulier dans les secteurs où la productivité s'améliore, en raison par exemple du progrès des techniques. Il est également à prévoir que le rendement des investissements dans un secteur donné dépendra beaucoup d'investissements parallèles dans l'infrastructure: ainsi, le développement industriel sera fortement influencé par les investissements consacrés à la production d'énergie électrique et le développement agricole par les investissements affectés au réseau routier, étant donné la dispersion de l'agriculture et la nécessité de transporter des produits volumineux. Ceci dit, cette méthode a son utilité,

notamment dans l'établissement des plans stratégiques à long terme, en ce sens qu'elle fournit les grandes lignes du plan national. Dans les pays développés, les estimations des investissements et du rapport capital/production peuvent servir en pratique dans l'exécution du plan. Dans les pays moins développés, où les données de base sont bien moins complètes, ces chiffres auront nécessairement une valeur plus conjecturale et devront être employés plus prudemment.

Toutefois, c'est dans la planification agricole que cette méthode comporte le plus d'incertitude et de risque d'erreur. Il est difficile d'obtenir des données de base raisonnablement sûres, même dans des économies assez développées, et le concept d'investissement est bien plus flou en agriculture que dans les autres secteurs. Ces raisons et certaines autres, qui sont examinées plus longuement par la suite, font qu'il est particulièrement difficile d'estimer avec certitude les ressources nécessaires pour réaliser un accroissement donné de la production agricole. Si l'on perd de vue certaines des caractéristiques du secteur, les estimations s'appuyant principalement sur le rapport capital/production risquent de donner une idée fausse des ressources et des programmes nécessaires au développement agricole.

C'est pour cette raison, mais aussi parce qu'un grand nombre de pays insuffisamment développés n'ont pas encore l'expérience ou les données de base que nécessite une méthode globale de planification, que l'on a examiné divers moyens de fixer des objectifs provisoires de production avant d'étudier les ressources et les politiques que postule leur réalisation. Quelques-unes des méthodes décrites pour l'établissement de ces objectifs provisoires ne font pas intervenir le concept d'investissements, même si, bien entendu, les problèmes d'investissement se posent ultérieurement, au moment où l'on examine si les objectifs peuvent être atteints et par quels moyens. En fait, certaines méthodes permettent de fixer des objectifs de production en se servant simplement de statistiques de base du commerce international, des mouvements de prix et de la production agricole, données qui existent plus ou moins dans presque tous les pays.

En agriculture, il semble plus logique, dans la plupart des cas, de commencer par établir une première approximation de l'accroissement de production qui est nécessaire et possible, ainsi que des ressources qu'il faudra pour réaliser cette production grâce à un dosage judicieux de projets et de poli-

tiques, que de partir d'hypothèses assez hasardeuses sur le taux de l'épargne, la part de celle-ci qui est disponible pour l'agriculture et le rapport capital/production. Si on a besoin d'une estimation générale de ce rapport en agriculture, il est d'ordinaire plus réaliste de l'établir dans un deuxième temps, une fois que les moyens d'atteindre les objectifs de production ont été décidés dans leurs grandes lignes. Mais même ainsi, la valeur de ce chiffre demeurera probablement limitée.

La difficulté d'estimer les ressources nécessaires au développement agricole provient notamment du choix exceptionnellement vaste de méthodes qui s'offre à cet égard. Dans l'industrie, par exemple, si l'on veut accroître la production d'acier, il faut évidemment soit construire une nouvelle aciérie, soit agrandir les installations existantes. Peut-être pourra-t-on hésiter entre plusieurs types d'usine, mais le choix reste limité. Prenons au contraire l'accroissement de la production céréalière: il peut être obtenu en restaurant les terres, en labourant les pâturages, en développant l'irrigation (grands ensembles ou petits réseaux), en appliquant plus d'engrais, en améliorant les semences, en luttant plus efficacement contre les mauvaises herbes, les parasites et les maladies et en rationalisant les assolements; mais il se peut également que le gouvernement préfère agir sur un plan plus général en renforçant les services de vulgarisation ou en octroyant des stimulants de prix ou autres, qui laissent aux agriculteurs le soin de décider quels sont les meilleurs moyens d'accroître leur production. En tout cas, les possibilités de combiner dans des proportions variables les facteurs précités sont presque illimitées. On peut alors évaluer les moyens de production nécessaires à un projet donné en utilisant la méthode de mesure examinée plus haut à propos de l'établissement préliminaire des objectifs de production, compte tenu des réserves formulées à cette occasion. Bien que toute appréciation de la combinaison de méthodes la plus efficace et la plus rentable à l'échelle nationale comporte nécessairement une importante marge d'erreur, c'est là, semble-t-il, la formule la plus raisonnable, étant donné que le choix des méthodes peut beaucoup influencer sur l'ampleur et la nature des ressources nécessaires.

Une autre difficulté, peut-être plus fondamentale encore, réside dans les faiblesses du concept d'investissement appliqué en agriculture, et de son corollaire, le rapport capital/production, d'autant plus que les investissements sont généralement mesurés à l'aide des prix du marché exprimés en monnaie

nationale. Certaines de ces faiblesses peuvent être brièvement résumées.

Investissements non monétaires

Une évaluation monétaire des investissements agricoles sera probablement très incomplète, en particulier dans les pays peu développés. D'ordinaire, ces investissements consistent pour beaucoup en une multitude de petites améliorations apportées aux terres grâce à l'effort non rémunéré de l'agriculteur et de sa famille: drainage et nivellement, aménagement de diguettes dans les rizières, construction de granges, de clôtures, etc. Comme ces investissements non monétaires n'exercent pas de pressions inflationnistes et, en règle générale, ne retirent ni main-d'œuvre, ni autres ressources aux autres types de production, ils sont particulièrement utiles dans les pays insuffisamment développés et, si on peut les encourager, ils réduisent le besoin d'investissements monétaires. Inversement, ce besoin augmente lorsque des obstacles d'ordre institutionnel ou autres gênent les investissements non monétaires.

Pénuries de certains facteurs de production

Même lorsqu'il s'agit de paiements monétaires, la comparaison des investissements nécessaires en agriculture et dans d'autres secteurs risque d'être fallacieuse. Ainsi, le développement industriel nécessite, bien plus que le développement agricole, des facteurs de production qui sont d'ordinaire peu abondants dans les pays insuffisamment développés, par exemple les devises étrangères et la main-d'œuvre qualifiée¹². Cette importante différence peut être masquée, car, pour diverses raisons, il arrive souvent que les prix du marché ne reflètent pas exactement la pénurie relative des différents moyens d'investissement. Ainsi, les investissements agricoles, qui peuvent souvent faire appel à des ressources intérieures abondantes, risquent d'apparaître moins rentables si on les exprime d'après

¹² Ce terme est pris ici au sens classique. La main-d'œuvre agricole peut être souvent très qualifiée si l'on entend par là qu'elle doit avoir une longue expérience. Mais cette qualification est généralement plus commune dans les pays peu développés que d'autres aptitudes, par exemple savoir utiliser ou entretenir des machines compliquées.

ce qu'ils coûtent à l'économie au lieu d'utiliser une méthode d'évaluation plus rationnelle¹³.

Capital d'exploitation

Une grande partie du capital nécessaire pour accroître la production en agriculture est constituée par du capital d'exploitation à court terme. Le capital d'exploitation n'est généralement pas inclus dans le rapport capital/production et, si l'on ne tient pas compte de son utilisation en agriculture, on risque de sous-estimer sérieusement les ressources totales en capital que demande le développement agricole.

Bénéfices indirects

La distinction entre capital d'exploitation et capital fixe est en vérité bien moins tranchée en agriculture que dans la plupart des autres secteurs, tout comme, dans une certaine mesure, la distinction entre investissement brut et net. Par exemple, les dépenses d'engrais sont considérées d'ordinaire comme imputables au capital d'exploitation; cependant, les engrais appliqués à une culture ont parfois d'importants effets rémanents qui profitent aux cultures suivantes. De même, on peut sous-estimer le rôle des engrais organiques si l'on s'en tient à leurs effets immédiats, en négligeant leurs effets cumulatifs sur la structure et la fertilité du sol. Dans certains cas, le produit lui-même sera en plus un facteur de production; ainsi les légumineuses enrichissent le sol en azote, ou encore le riz peut être cultivé temporairement pour corriger l'alcalinité des terres. Bref, par leurs effets cumulatifs, certaines pratiques culturales accroissent la productivité des terres, tandis que d'autres la réduisent. En choisissant des méthodes de développement agricole, il importe de tenir compte de l'accroissement ou de la réduction à long terme de la capacité

¹³ Pour éviter les difficultés que comporte le choix des prix qui seront utilisés dans les calculs, on utilise parfois, au lieu des prix du marché, des « prix fictifs » choisis de façon à traduire plus exactement les pénuries relatives des « entrées » et des « sorties ». Ainsi, dans les pays manquant de devises étrangères, on relève le prix courant des biens importés en se servant d'un taux de change moins favorable que le taux officiel. Cette formule peut être utile pour comparer des projets interchangeables encore qu'elle postule inévitablement un certain nombre d'hypothèses arbitraires.

de production, en même temps que des effets à court terme que traduisent les rapports entrées/sorties.

Le facteur temps et l'interdépendance des projets à court terme et à long terme

Il est difficile d'estimer le gain que l'on peut attendre de l'ensemble des investissements agricoles ou de types particuliers d'investissements, parce que certains projets ne rendent qu'après plusieurs années. Un cas extrême à cet égard est le boisement, dont les résultats ne sont parfois mesurables qu'au bout de plusieurs dizaines d'années. Il faut généralement de dix à vingt ans pour que la colonisation des terres ou les grands travaux d'irrigation approchent de leur productivité maximum. Les cultures arborescentes ou l'élevage de bovins de boucherie sont d'autres exemples bien connus de spéculations agricoles qui ne produisent pas immédiatement.

Mais il ne s'agit pas seulement d'une question de temps: en effet, un projet qui ne commence à rendre qu'après de nombreuses années peut exercer des effets indirects sur la production courante. Ainsi, le boisement de terres montueuses, tout en restant longtemps improductif, peut apporter assez rapidement une importante contribution à la conservation du sol, car il maintient ou accroît la productivité des vallées voisines et limite les dégâts des inondations. Le développement rationnel de l'agriculture exige souvent que l'on combine les mesures à court terme et à long terme, ce qui complique l'estimation des ressources nécessaires ou l'utilisation du rapport capital/production.

Ce ne sont pas là les seules difficultés que soulève l'évaluation des projets agricoles sous l'angle des coûts et des bénéfices. Il existe également un problème se rattachant aux prix. Étant donné la longue période de gestation d'un grand nombre de projets, on est amené à comparer l'ensemble des paiements futurs qui devront être effectués pour amortir le capital et couvrir les frais annuels d'exploitation avec les recettes que l'on attend d'un gain de production durant une période donnée. Or, cette comparaison oblige à formuler des hypothèses sur les niveaux auxquels les prix agricoles, tant réels que monétaires, s'établiront durant plusieurs dizaines d'années, hypothèses qui sont nécessairement assez incertaines. Un autre élément d'incertitude naît de la multiplicité des productions possibles:

il est évident que les bénéfices d'un projet d'irrigation seront très différents selon que les terres irriguées seront consacrées aux céréales ou bien à des cultures commerciales ou d'exportation très payantes. Mais l'usage qui sera finalement fait de la terre dépend beaucoup non seulement de facteurs techniques, mais aussi de l'état futur du marché et de la situation économique et sociale des agriculteurs lorsque le projet deviendra productif. De même, pour calculer le coût d'un projet, on doit formuler arbitrairement diverses hypothèses concernant par exemple la valeur du travail fourni par la famille de l'exploitant et les taux d'intérêt «réels», car (comme les prix du marché) les taux courants ne donnent pas forcément une idée fidèle de la pénurie relative de capital dans une économie.

Les résultats que l'on obtient si l'on utilise ces estimations pour calculer dans l'absolu la rentabilité d'un projet n'ont évidemment qu'une validité limitée. Si au contraire on s'en sert pour comparer la rentabilité relative de plusieurs projets interchangeables, la marge d'erreur, tout en restant considérable, est moindre, étant donné que la structure générale de la production et les hypothèses formulées restent les mêmes pour chacun de ces projets.

Interdépendance des projets: Projets auxiliaires

S'il apparaît que l'on ne peut évaluer les ressources nécessaires au développement agricole qu'en procédant projet par projet (et même cette méthode est assez incertaine), il ne faut pas, ce faisant, perdre de vue l'étroite interdépendance des projets. Par exemple, il se peut qu'en encourageant l'élevage on rende possible l'exploitation mixte et un relèvement du niveau général de la productivité, ou encore une culture tout juste rentable par elle-même jouera un rôle important dans un assolement. De même, des projets auxiliaires d'envergure relativement faible peuvent être essentiels pour la réalisation de progrès considérablement plus vastes en agriculture comme dans d'autres secteurs: ainsi, une sucrerie ou une huilerie qui n'aura qu'une rentabilité marginale et n'offrira directement que de faibles possibilités d'emploi peut permettre un fort accroissement de l'emploi et de la production agricoles. De même encore, les moyens de vente, d'entreposage ou de transport peuvent être essentiels pour faire passer une région donnée de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché.

Enfin, les résultats d'un projet de développement dépendent beaucoup de facteurs sociaux, institutionnels et structurels, qui peuvent conditionner la possibilité de le réaliser ou sa rentabilité pour les agriculteurs. Ces facteurs, qui sont étudiés plus longuement par la suite, peuvent déterminer par exemple si l'eau d'irrigation est utilisée intégralement, si les agriculteurs peuvent acheter les engrais ou les semences améliorées qui leur sont offerts ou les utiliser de façon rentable, si enfin ils adopteront les pratiques plus rationnelles préconisées par les vulgarisateurs.

Les observations précédentes ne tendent pas à jeter le doute sur l'intérêt que les analyses économiques peuvent présenter dans l'élaboration de projets de développement agricole. Ces analyses, en effet, sont le seul moyen d'évaluer les ressources nécessaires pour réaliser une expansion donnée de la production, de comparer divers projets agricoles interchangeables ou de se former une opinion valable de leur valeur par rapport à celle d'autres projets non agricoles. Toutes ces démarches sont

évidemment indispensables à la planification du développement économique. On a plutôt cherché à dégager les nombreux facteurs dont il faut tenir compte en agriculture et à souligner qu'une analyse fondée uniquement sur des valeurs monétaires constitue rarement par elle-même une base satisfaisante pour apprécier les possibilités d'exécution d'un projet de développement, même si celui-ci est techniquement valable.

Il est tout aussi important, par exemple, de tenir compte de la situation réelle des agriculteurs afin de prévoir leurs réactions probables aux mesures qui pourraient être proposées, de savoir si un projet pourra être appuyé par une organisation suffisante, spécialement à l'échelon local, ou si les exploitants auront accès au matériel amélioré de plantation, aux engrais, à l'aide technique consultative ou à toutes les autres ressources qui peuvent être nécessaires et que les plans tiennent pour acquises. C'est pourquoi, avant d'étudier plus à fond la question des ressources nécessaires au développement agricole, on a brièvement examiné, dans la section suivante, les rapports entre le cadre économique, social et institutionnel de l'agriculture d'une part, et d'autre part le choix des mesures de développement agricole, ainsi que certains problèmes d'organisation.

Le choix des moyens pour atteindre les objectifs de production

Bien des moyens s'offrent aux gouvernements d'exercer une influence sur les ressources consacrées à l'agriculture, de même que sur le rythme et l'orientation du développement agricole; par exemple:

- a) investissements publics directs en agriculture, pour les grands projets d'irrigation et la colonisation des terres, ou au profit de certains éléments essentiels de l'infrastructure, tels que les voies d'accès;
- b) mesures et politiques visant à encourager les agriculteurs à développer les investissements et la production agricoles (ou à éliminer ou réduire les facteurs négatifs); ces mesures et politiques consistent notamment à renforcer le dispositif de commercialisation et à stabiliser les prix agricoles, à faciliter l'obtention du crédit agricole, à améliorer la structure agraire, à alléger certaines formes de fiscalité, etc.;

- c) mise à disposition de services améliorés pour l'agriculture: services de vulgarisation et de renseignements pour les agriculteurs et, pour des résultats à plus longue échéance, services de recherche et de formation professionnelle en agriculture, par exemple.

Ceci n'est pas la seule classification possible et toutes les mesures ne s'insèrent pas exactement dans l'une ou l'autre de ces catégories. D'une manière générale, cependant, ces trois types de mesures interviennent, en des proportions variables, dans la mise en œuvre des politiques et programmes de développement agricole.

Le choix et la combinaison des mesures qui permettront d'exécuter les plans avec le maximum d'efficacité et d'économie constituent l'aspect le plus important et d'ordinaire le plus délicat de la planification agricole. Les moyens choisis doivent

évidemment être compatibles avec les politiques du pays, avec les objectifs du plan de développement de l'économie nationale dans son ensemble, ainsi qu'avec les ressources financières et autres dont on dispose. Ils doivent aussi tenir compte des aptitudes des cultivateurs, dont dépend en définitive le succès du plan, ainsi que du milieu économique, social et institutionnel dans lequel ils doivent travailler. Enfin, il est nécessaire de ménager à la fois les intérêts des producteurs agricoles et ceux des consommateurs, spécialement dans les pays économiquement peu développés, où l'alimentation constitue le principal poste de dépenses, et il convient d'opter pour des méthodes de développement qui ne risquent pas de compromettre l'expansion d'autres secteurs de l'économie.

CONCEPTION GÉNÉRALE DES POLITIQUES D'EXÉCUTION

Dans toute situation concrète le choix des politiques, projets et mesures diverses est déjà dicté en grande partie par les événements antérieurs. Un certain nombre de projets de développement sont d'ordinaire en cours d'exécution, qu'il ne saurait être question d'interrompre, sauf dans le cas improbable où certains se révéleraient fondamentalement irrationnels. De même, il y a toujours des services déjà en place qu'il s'agit de maintenir ou d'élargir et, sur le plan des politiques, des engagements sur lesquels il serait difficile de revenir à moins de motifs impérieux. Il reste en général, cependant, beaucoup de champ libre, soit que les politiques et mesures n'aient pas encore été arrêtées, soit qu'elles se révèlent manifestement insatisfaisantes.

Il n'est pas facile de définir des critères objectifs sur lesquels baser les décisions touchant la stratégie générale du développement agricole, pas plus que de choisir la combinaison la plus prometteuse des trois grands types de mesures indiqués plus haut, alors que des arguments contradictoires sont avancés par les spécialistes des diverses branches, les partisans de certaines formules ou les représentants d'intérêts particuliers. Les critères économiques, tels que le rapport coût/bénéfice, peuvent être utiles pour apprécier la valeur relative de différents projets d'irrigation ou de colonisation des terres, ou même pour comparer ces projets avec des mesures visant par exemple à développer l'utilisation des engrais, bien que cette méthode appelle certaines réserves déjà signalées. Mais semblables critères économiques

sont d'un maigre secours lorsqu'il s'agit de décider de la place qu'il convient d'accorder, d'une part, à ce type d'investissements concrets, et, d'autre part, aux politiques tendant à stimuler davantage la production ou encore à développer les services de vulgarisation et autres services nécessaires aux agriculteurs.

L'attitude la plus réaliste consiste, dans bien des cas, à considérer l'agriculture d'un pays comme une entreprise vivante et à examiner les formes d'expansion et les ajustements qui peuvent le plus simplement et le plus économiquement donner les résultats recherchés. Plusieurs raisons plaident en faveur de cette méthode. En premier lieu, elle correspond à une situation réelle. Durant la période normalement couverte par un plan (cinq ans environ) il est rare que la production augmente de plus de 10 à 20 pour cent par rapport à ce qu'elle était au début des opérations et l'accroissement est souvent plus modeste. En d'autres termes, même si tous les objectifs sont atteints, la majeure partie de la production continue à être fournie par les ressources dont on disposait déjà au moment où le plan est entré en vigueur.

Si l'on envisage surtout le développement agricole du point de vue des économies et des investissements possibles, il peut exister une certaine tendance à faire une trop large place aux projets nouveaux et spécialement à ceux qui se prêtent à des évaluations monétaires, au détriment peut-être d'éléments moins faciles à mesurer, moins concrets, comme peuvent l'être l'éducation et la vulgarisation, les stimulants économiques ou les réformes visant à éliminer ou à pallier les facteurs institutionnels qui entravent le développement. Il peut y avoir également une certaine tendance à concentrer les dépenses sur de nouveaux projets, en laissant à peine de quoi entretenir et exploiter à fond les ressources existantes, ceci en particulier lorsqu'on évalue les progrès du plan d'après les dépenses de développement. C'est ainsi que l'on peut être tenté de creuser de nouveaux puits alors que les installations existantes ne sont pas pleinement utilisées, de mettre en valeur de nouvelles terres alors que la superficie agricole exploitée ne fournit qu'une fraction de ce qu'elle pourrait produire, même avec les techniques déjà connues dans le pays¹⁴.

¹⁴ Il peut cependant être nécessaire en l'occurrence – principalement pour des raisons d'ordre social – de mettre en valeur de nouvelles terres, pour fournir des moyens de subsistance et un emploi aux cultivateurs sans terres, par exemple.

Dans le cadre de cette méthode, il serait utile de procéder à un inventaire quantitatif assez minutieux des ressources existantes qui sont incomplètement exploitées: eau d'irrigation inutilisée faute de circuits de distribution ou (si les installations sont achevées) non utilisée pleinement pour un système de doubles récoltes; terres qui se prêtent à la culture, mais dont on ne tire pas tout le parti possible faute d'accès aux marchés; petits entrepôts et autres constructions inemployés qui pourraient servir à l'emmagasiner; sucreries et huileries ne travaillant pas au maximum de leur capacité.

On pourrait cependant aller plus loin. Par exemple, il est bien connu que dans tous les pays, mais spécialement dans les pays insuffisamment développés, les rendements obtenus par les agriculteurs les plus capables sont de loin supérieurs, parfois même plusieurs fois supérieurs, à ceux des exploitants moins heureux. Les causes de ce phénomène n'ont cependant guère été analysées. L'équation personnelle joue certainement un grand rôle à cet égard, mais un grand nombre de facteurs économiques et physiques interviennent probablement aussi: manque de crédit, de stimulants, de sources d'énergie motrice. Une analyse des causes, basée sur une enquête objective portant sur un choix d'exploitations, pourrait avoir une valeur considérable pour la planification agricole en faisant ressortir les causes essentielles de la faible productivité dans les conditions propres à un pays ou à un district donné.

Cette conception de la planification du développement agricole soulève certaines questions qui seront étudiées plus loin: moyen d'obtenir des renseignements plus précis sur la situation des agriculteurs pour servir de base aux politiques; incidences du régime foncier sur la mise en œuvre des plans de développement; facteurs qui influencent l'emploi plus intensif de la main-d'œuvre rurale; et enfin problèmes de structure, dans la mesure notamment où ils affectent les politiques de stabilisation des prix, le crédit agricole et autres politiques d'encouragement, ou la fourniture aux agriculteurs de services améliorés (vulgarisation, etc.).

DE L'IMPORTANCE DE BIEN CONNAÎTRE LES PROBLÈMES QUOTIDIENS DES AGRICULTEURS EN VUE DE LA PLANIFICATION AGRICOLE

Il y a lieu de souligner dès l'abord la nécessité de posséder des renseignements précis sur la situation et les difficultés réelles des agriculteurs, si l'on

veut pouvoir choisir sur des bases rationnelles les méthodes qui permettront de réaliser les programmes de production et apprécier la possibilité d'atteindre les objectifs prévus. Ce sont les exploitants et cultivateurs qui décident en dernier lieu des cultures, des dépenses et des méthodes d'exploitation dont dépend l'avenir de la production. Dans la plupart des pays insuffisamment développés, cependant, les agriculteurs opèrent pour la plupart au milieu de difficultés qui risquent fort de les empêcher d'appliquer les mesures nécessaires au développement progressif de l'agriculture. Le succès ou l'échec d'un plan peut dépendre dans une grande mesure de la possibilité de comprendre leurs problèmes et d'y trouver des solutions.

Bon nombre des handicaps dont souffrent les agriculteurs des pays insuffisamment développés ont déjà été évoqués dans le présent chapitre. Ils avaient été brièvement résumés par le Directeur général dans son avant-propos à *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1959*:

Plus on examine la situation attentivement, et plus on est frappé par tout ce qu'elle a de défavorable pour les agriculteurs de nombreux pays insuffisamment développés. Handicapés par l'ignorance, la pauvreté et les dettes, ils sont exposés à de fortes fluctuations de prix et le manque de ressources les contraint en général à vendre dès après la récolte, au moment où les cours sont les plus bas. S'ils améliorent leurs techniques, une grande partie du profit que représente l'accroissement de production va aux commerçants et aux propriétaires fonciers envers qui ils sont débiteurs. Souvent, ils occupent leurs terres dans des conditions si précaires que rien ne les incite vraiment à les améliorer. Tout ceci considéré, il faut s'étonner que la production agricole ait pu augmenter comme elle l'a fait. Aussi longtemps que l'on n'aura pas atténué ces handicaps, les enseignements des vulgarisateurs agricoles tomberont en grande partie sur un terrain stérile.

Ces problèmes se posent naturellement avec plus ou moins de gravité selon les pays. Ils ont été examinés d'assez près dans un chapitre du même rapport intitulé « Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés ». La conclusion en était que les gouvernements devraient, avant tout, viser à créer un climat économique et social favorable à l'expansion de l'agriculture, ceci constituant le complément indispensable, ou même le préambule aux efforts tendant à améliorer les techniques agricoles. L'attention avait été appelée en particulier sur trois facteurs:

- a) prix agricoles raisonnablement stables et d'un niveau rémunérateur, qui ne soit cependant

pas trop élevé pour la masse des consommateurs,

b) moyens de commercialisation adéquats, et

c) régime foncier satisfaisant.

On avait fait valoir que si, par ces moyens ou par d'autres qui peuvent être importants dans certains pays, on créait des conditions favorables au développement agricole, les investissements dans l'agriculture auraient plus de chances de correspondre aux besoins d'un pays désireux d'accroître sa production. De plus, « il est vraisemblable que, de leur propre initiative, les agriculteurs fourniraient, sur le plan non financier, un effort accru afin d'améliorer leurs exploitations. Ils seraient également plus réceptifs aux enseignements des services de vulgarisation, plus disposés à adopter de nouvelles méthodes et plus désireux d'utiliser le crédit à des fins productives. Les mesures directes prises par les gouvernements pour développer la production – par exemple fourniture de semences améliorées ou d'engrais à des prix raisonnables, exécution de travaux d'irrigation, de remise en valeur des terres ou de colonisation – aboutiraient probablement à de meilleurs résultats. »¹⁵

Le fait de ne pas connaître de façon précise la situation et les problèmes réels des agriculteurs, non sur un plan général mais dans les conditions particulières à un pays ou à une zone déterminée, semble être un point faible de la planification agricole commun à maints pays insuffisamment développés. Il existe souvent une cloison étanche entre les responsables de la préparation et de l'exécution des plans de développement et les cultivateurs. Ce phénomène est en général beaucoup plus marqué que dans les pays évolués, pour des raisons faciles à comprendre.

Il est, par exemple, très difficile dans maints pays d'obtenir des renseignements précis au sujet des prix effectivement reçus par les agriculteurs, et ceci davantage encore pour les céréales que pour les produits de cultures de rapport. On connaît d'ordinaire les prix pratiqués sur les marchés de gros, mais nul n'ignore qu'entre ces marchés et les agriculteurs s'interposent souvent des intermédiaires, qui font évidemment payer leurs services. On ne peut valablement estimer les prix agricoles en appliquant aux prix de gros quelque marge constante, car les amples fluctuations saisonnières des prix agricoles encouragent la spéculation et la situation est rendue

encore plus complexe par l'endettement fréquent des agriculteurs et par la pratique courante du remboursement en nature, qui s'effectue sur la base d'un prix fictif ou du prix pratiqué dans le village au moment du paiement de la dette – en général juste après la récolte, lorsque les cours sont bas.

De même, dans les systèmes de métayage, il est très difficile de savoir combien de cultivateurs ont encore des céréales à vendre après s'être acquittés de leur loyer et de leurs dettes et avoir pourvu à leurs propres besoins alimentaires; on sait toutefois qu'ils doivent souvent acheter des céréales avec l'argent gagné hors de l'exploitation pour faire vivre leur famille jusqu'à la récolte suivante. Il est donc difficile d'évaluer le nombre des producteurs qui vendent effectivement des céréales, le pourcentage du total des quantités commercialisées fourni par eux et la proportion des ventes effectuées par les propriétaires fonciers et par d'autres personnes envers lesquelles les agriculteurs sont débiteurs, mais qui ne se soucient guère d'accroître la production.

Ce sont pourtant, de toute évidence, des éléments dont il importe de tenir compte si l'on se propose de stabiliser ou de relever les prix des céréales pour stimuler la production. Ils auraient également leur poids s'il s'agissait de déterminer si les mesures envisagées pour encourager une utilisation plus intense des engrais, l'emploi de semences améliorées et l'adoption d'autres pratiques favorables au développement de la production céréalière sont destinées à exercer sur l'agriculteur un attrait suffisant pour l'inciter à assumer l'effort, la dépense et le risque supplémentaires, ou au contraire s'il est plus probable que les engrais, par exemple, seront revendus pour servir à des cultures plus rémunératrices. On pourrait citer bien d'autres cas où des renseignements plus précis seraient d'un grand secours pour choisir le mode d'exécution d'un plan ou pour prendre d'autres décisions administratives. Nul n'ignore, par exemple, que dans les pays insuffisamment développés une grande partie de la main-d'œuvre rurale est en chômage ou sous-employée, au moins de façon saisonnière, et bien des écrits ont été consacrés à la manière de l'utiliser plus complètement. Rares sont cependant les données quantitatives sur la masse de main-d'œuvre disponible à différentes époques de l'année, sur les conditions dans lesquelles elle pourrait être employée et autres renseignements indispensables pour trouver le moyen de mieux utiliser cette ressource en puissance.

D'une enquête effectuée récemment en Inde il

¹⁵ *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1959.*

ressort que les trois-quarts environ des agriculteurs travaillant pour leur propre compte sont occupés à plein temps, mais que moins de la moitié de la main-d'œuvre rétribuée est employée à plein temps, tandis que plus de 20 pour cent des ouvriers agricoles travaillent pendant moins du quart de l'année¹⁶. La même enquête révèle un degré comparable de chômage dans l'industrie textile et dans certaines autres industries urbaines. Peu de pays disposent cependant de renseignements de cet ordre.

Il serait de même souvent très utile pour la planification agricole d'être pleinement documenté, du point de vue du cultivateur, sur la sécurité d'occupation des terres et les conditions exactes des baux ruraux, sur l'ampleur de l'endettement rural, y compris les anciennes dettes accumulées qui dépassent la capacité de remboursement des débiteurs et, le cas échéant, l'action administrative ou légale nécessaire pour aménager ces dettes. Il serait également important de savoir à quelles fins des prêts sont nécessaires, de connaître les méthodes de financement des achats de biens de production, les raisons qui s'opposent au succès des méthodes coopératives dans la plupart des pays insuffisamment développés et les caractéristiques, favorables et défavorables, du dispositif de commercialisation existant. Autrement on en est réduit à supputer les réactions probables des agriculteurs à des mesures particulières, sur la base d'hypothèses plus ou moins gratuites ou tout au plus d'indications vagues.

Certains renseignements de cet ordre peuvent être obtenus auprès des groupes consultatifs d'agriculteurs ou, lorsqu'il en existe, des organisations agricoles. Même dans les pays évolués, cependant, ces groupes et organisations tendent à être dominés par les gros exploitants et leurs opinions, bien qu'intéressantes, peuvent ne pas être pleinement représentatives. Dans les pays insuffisamment développés, ce risque serait sans doute plus grand encore.

Les études sur la gestion des exploitations (assez rares dans les pays insuffisamment développés) constituent souvent une source précieuse de renseignements objectifs sur la situation réelle des agriculteurs; il faut cependant assembler et analyser la comptabilité des exploitations, de sorte que les ré-

sultats ne soient disponibles qu'après un laps de temps assez considérable. Etant donné la masse de travail minutieux que comportent ces études, elles ne couvrent généralement qu'un nombre relativement limité d'exploitations.

Les enquêtes portant sur un échantillon d'agriculteurs, de villages ou de zones représentatifs constituent peut-être, dans bien des cas, un moyen plus simple de recueillir les renseignements indispensables en vue de la planification. C'est ainsi qu'une grande enquête par sondage effectuée par l'Indian Reserve Bank a mis en évidence l'endettement des agriculteurs indiens et montré à quel point ils sont tributaires des prêts qu'ils obtiennent de parents ou de marchands, de prêteurs et de propriétaires fonciers, d'ordinaire à un taux d'intérêt ruineux. L'enquête de caractère continu qu'effectue régulièrement le Département de l'agriculture japonais au sujet des dépenses agricoles et de la consommation des ménages fournit des renseignements de la plus haute utilité sur quantité de questions qui forment la base de jugements éclairés. En plus des intéressants renseignements qu'elles apportent sur les problèmes de nutrition et de gestion agricole, ces enquêtes permettraient sans doute d'évaluer les effets probables des variations des prix et des revenus agricoles sur les quantités de produits commercialisées.

Des enquêtes plus restreintes et moins complexes que les précédentes, si elles sont bien conçues et visent des problèmes particuliers qui surgissent au cours de la planification agricole, pourraient souvent fournir des renseignements précieux pour choisir les mesures opportunes en vue de la mise en œuvre des politiques de développement agricole; elles permettraient en effet de se faire une idée plus précise des difficultés fondamentales des cultivateurs et suggéreraient les moyens d'y remédier. Pour que les résultats soient dignes de foi, ces enquêtes devraient toutefois être préparées avec soin et effectuées par des techniciens intègres et expérimentés, jouissant de la confiance des cultivateurs. Les fonctionnaires résidant dans la zone considérée – à l'exclusion, bien entendu, des agents du fisc – sembleraient tout désignés pour se charger de cette tâche. Les enquêtes pourraient aussi être organisées, de façon peut-être plus régulière, par des universités par exemple, et porter sur un groupe choisi de villages où les enquêteurs pourraient se rendre régulièrement de manière à se faire connaître des cultivateurs et à gagner leur confiance. Des mesures basées sur des renseignements de cet

¹⁶ *Indian finance*, 29 août 1959. La situation des ouvriers agricoles et de leur famille est également décrite dans le *Report of the Agricultural labour enquiry of the government of India*, Ministry of Labour, New Delhi, mai 1954.

ordre auraient beaucoup plus de chances d'assurer le succès des plans de développement agricole que les systèmes improvisés à la hâte ou s'inspirant de ceux qu'appliquent, dans des conditions agricoles et sociales très différentes, les pays plus évolués.

LE RÉGIME FONCIER ET LE CHOIX DES MÉTHODES DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le choix des méthodes auxquelles il est possible de recourir pour encourager le développement agricole, et en particulier les décisions touchant les stimulants propres à déterminer un accroissement de la production, peuvent être considérablement influencés par le régime foncier, y compris la dimension des exploitations. Le développement agricole, et spécialement l'accroissement de la production destinée au marché, présentent fatalement des difficultés lorsque la masse des produits provient d'une multitude de petites exploitations, parfois formées de parcelles dispersées et qui permettent à peine de dépasser le niveau de subsistance. Bien que des rendements très élevés aient été atteints dans certains pays, notamment au Japon et dans la Région égyptienne de la République arabe unie, où cependant les exploitations sont fort petites et morcelées, ces caractéristiques constituent toujours un sérieux handicap et l'obtention de rendements élevés nécessite un emploi très intensif de la main-d'œuvre et d'autres facteurs de production. Dans des circonstances différentes et à un niveau plus élevé du revenu national, des pays comme le Danemark et les Pays-Bas ont atteint une très haute productivité à l'hectare avec une structure dont la petite exploitation constitue l'élément caractéristique¹⁷. Il est naturellement encore plus difficile d'atteindre un niveau élevé de productivité par travailleur lorsque les exploitations sont de petites dimensions, bien qu'il existe même dans ce cas un certain nombre de possibilités: double récolte ou spécialisation dans l'élevage intensif et la production horticole. A cet égard, également, le Danemark et les Pays-Bas

¹⁷ Il n'est pas nécessaire de revenir ici sur le problème familier de ce qu'on entend par petite exploitation. Ce concept n'est évidemment pas basé uniquement sur la notion de superficie, mais varie considérablement avec le sol, le climat, l'intensité de cultivation et le niveau de développement social et économique du lieu considéré; l'expression « petite exploitation » a donc plus de sens et se prête davantage aux définitions dans les cas concrets que sur un plan général.

sont en tête. Ces possibilités n'existent cependant que lorsque ces formes de production spécialisée trouvent sans peine des débouchés satisfaisants, ce qui est rarement le cas dans les pays insuffisamment développés, sauf aux abords immédiats des grandes villes. En outre, pour se spécialiser dans les produits de qualité, il est souvent nécessaire d'importer une grande partie des céréales destinées à l'alimentation humaine et animale.

Le remembrement des exploitations a plus de chance de justifier un traitement prioritaire dans les plans agricoles des pays économiquement évolués, où l'élévation des revenus agricoles au moyen d'une amélioration de la productivité par homme constitue un objectif essentiel des politiques. Le remembrement ne modifie pas sensiblement la dimension moyenne des exploitations et est évidemment réalisable même lorsque la densité de la population rurale est très forte. Il peut parfois déterminer des augmentations substantielles de la production en rendant possible, par exemple, l'exécution de petits projets d'irrigation, mais son principal intérêt réside dans le fait qu'il autorise une plus forte productivité par homme. Le remembrement des terres peut cependant peser lourdement sur les ressources administratives et financières de l'Etat, toujours restreintes dans les pays insuffisamment développés. Dans les premières phases du développement économique, il est souvent encore plus important d'accroître la production à l'hectare que d'augmenter la productivité par homme, de sorte que la priorité accordée au remembrement des terres dépendra en grande partie de l'utilisation que l'on estimera devoir faire des ressources disponibles pour obtenir une augmentation maximum de la production. A un stade ultérieur du développement économique, le relèvement de la productivité agricole par homme acquiert relativement plus d'importance et le remembrement des terres justifierait alors une plus haute priorité.

La création d'exploitations plus étendues et économiquement plus viables peut aussi être importante et possible dans certaines circonstances. Toutefois, dans les pays insuffisamment développés et à forte densité de population, en Asie notamment, le manque de terres et l'augmentation continue de la population agricole en chiffres absolus excluent cette possibilité. A vrai dire, il pourrait même être difficile de faire en sorte que la superficie des exploitations ne continue pas à diminuer. A cet égard, la situation est moins préoccupante dans de vastes portions de l'Afrique ou de l'Amérique latine, où

la superficie agricole est moins exigüe par rapport au chiffre de la population.

On préconise parfois le recours à des formes coopératives d'exploitation pour donner aux petits agriculteurs certains des avantages de la grosse production. D'intéressants systèmes de ce genre ont été appliqués en Nigeria et au Soudan, par exemple : une station centrale de machines se charge des opérations agricoles mécaniques, tandis que chaque cultivateur conserve sa propre parcelle et effectue la majeure partie des travaux. A cet égard, ces systèmes diffèrent des exemples bien connus d'agriculture coopérative, comme celui d'Israël, où un grand nombre d'exploitations coopératives opèrent collectivement.

Le statut des locataires ruraux constitue dans maints pays insuffisamment développés un important obstacle au développement agricole et, même si une réforme agraire n'est pas immédiatement réalisable, certaines modifications des systèmes en vigueur mériteraient peut-être une haute priorité dans les plans de développement agricole. Si par exemple les conditions d'occupation des terres n'offrent pas de sécurité ou si le locataire congédié n'a droit à aucun dédommagement pour les améliorations de caractère permanent qu'il a apportées au fonds, il est évident qu'il n'est guère encouragé à entreprendre ces améliorations ou à accroître la fertilité du sol, puisque le fruit de ses efforts risque d'échoir à d'autres.

Les cultivateurs peuvent se sentir encore bien moins portés à adopter des méthodes améliorées et à accroître la production lorsqu'une grande partie des terres est soumise au régime du métayage. L'intérêt que peut avoir l'occupant à intensifier la production est d'autant plus restreint que la part de la récolte qui lui revient est faible (il n'a droit souvent qu'à la moitié de la récolte et parfois à moins). Dans ces conditions, l'accroissement de la production destinée aux marchés peut dépendre en grande partie d'une minorité d'exploitations en faire-valoir direct ou louées à bail ; ces exploitations ont généralement une dimension supérieure à la moyenne.

La pauvreté de la plupart des métayers entraîne de sérieuses conséquences, car ils n'ont pas les moyens d'adopter des méthodes améliorées et l'insécurité des conditions d'occupation fait qu'il leur est souvent difficile d'obtenir du crédit d'autre source que du propriétaire foncier ou du prêteur local. Tout dépend naturellement de la manière dont est appliqué le système du métayage. Dans un

bon nombre de pays insuffisamment développés, les propriétaires fonciers ne contribuent pas, en règle générale, au coût des opérations culturales, ni même à l'achat d'éléments susceptibles d'accroître les rendements, tels qu'engrais ou semences améliorées. Le bénéfice que le cultivateur peut tirer de semblables dépenses se trouve donc réduit en proportion de la part qu'il doit verser au propriétaire. Si la moitié du supplément de production obtenu grâce aux engrais passe dans le loyer, l'investissement auquel a procédé le métayer ne lui fournit que la moitié du bénéfice qu'en tirerait un exploitant propriétaire ou un locataire à bail. On pourrait en partie remédier à cette situation par des dispositions légales en vertu desquelles le coût des moyens de production nécessaires à l'augmentation des rendements serait réparti entre propriétaire et occupant au prorata du montant du loyer. Le bénéfice du propriétaire et du locataire serait alors proportionnellement le même que celui d'un exploitant en faire-valoir direct, par exemple. Ces dispositions étant dans l'intérêt des deux parties, il devrait être possible de les faire appliquer.

L'effet stimulant des mesures de stabilisation des prix risque aussi de se trouver considérablement atténué par le système du métayage. On a déjà vu qu'il ne reste rien ou presque rien à vendre au locataire une fois qu'il a payé son loyer et pourvu aux besoins de sa famille, de sorte que la stabilité des prix constituerait pour lui un maigre avantage. Le gros de la production destinée au marché appartient le plus souvent aux propriétaires fonciers, aux prêteurs ou aux marchands que les cultivateurs endettés ont remboursés en nature. Ces groupes, plus expérimentés en matière de commerce, pourraient tirer avantage de prix plus stables, mais ils ne s'intéressent guère d'ordinaire à l'amélioration des méthodes de production des cultivateurs. Dans ces conditions, les mesures de soutien des prix n'auraient sans doute que des effets mineurs en tant que stimulants de la production. On pourrait théoriquement tourner cette difficulté en fixant de quelque manière le taux maximum des loyers (la moitié de la récolte ou tant de quintaux à l'hectare par exemple, le montant dû correspondant à la plus petite de ces deux quantités).

Il n'est pas rare que le système du métayage s'applique uniquement à la principale culture, les céréales en général, et non à celles qui peuvent suivre la récolte du produit principal. Si le système de la double récolte pouvait être plus largement pratiqué en pareil cas, avec des espèces végétales à

croissance rapide en terrain irrigué, cela pourrait constituer une source supplémentaire de revenu pour les locataires. La plupart des pays insuffisamment développés appartiennent à des régions où une deuxième récolte de céréales, ou mieux encore de légumineuses ou d'oléagineux, peut être obtenue sous irrigation. Même des cultures dérobées de légumineuses, pour la consommation familiale principalement, et de fourrage vert pour le bétail du locataire, pourraient contribuer de façon considérable à améliorer le niveau de vie du cultivateur non propriétaire. Les services de vulgarisation pourraient utilement s'occuper de la question.

Le métayage est encore très répandu dans de vastes portions de l'Asie, de l'Afrique du Nord et de l'Amérique latine, bien qu'à l'échelle mondiale son importance ait diminué après la guerre du fait des réformes agraires intervenues en Inde, au Japon et dans la République arabe unie, par exemple. Cependant, même lorsqu'il a été officiellement aboli, le système du métayage peut encore être très largement pratiqué dans le cadre d'arrangements privés. Les petits exploitants louent souvent sur cette base tout ou partie de leur fonds à des agriculteurs ou des cultivateurs sans terre du voisinage (même si la chose n'est pas licite), soit parce qu'ils ne sont pas capables de cultiver eux-mêmes leurs terres, soit parce qu'ils désirent pouvoir se consacrer à d'autres occupations. Ces petits propriétaires fonciers sont souvent encore plus exigeants que les grands, spécialement s'ils n'ont guère d'autres ressources.

Dans de nombreux pays, dont les Philippines et l'Irak, un maximum légal a été fixé en ce qui concerne la part de la récolte qui peut être exigée sous forme de loyer, mais il est presque impossible de faire respecter semblable législation lorsque les terres sont rares et la main-d'œuvre abondante. Les mesures destinées à accroître la sécurité des conditions d'occupation des terres peuvent même, dans certains cas, se retourner contre les cultivateurs, car les propriétaires fonciers peuvent juger bon (si une durée minimum d'occupation est prévue avant que l'occupant puisse prétendre à des droits plus étendus) de changer de locataire tous les deux ou trois ans pour éviter de perdre en partie la libre disposition de leur bien.

La principale question qui se pose ici est celle de savoir comment rendre efficaces les stimulants à la production, lorsque le régime foncier est basé sur la petite exploitation, le fermage et particulièrement le métayage. Les problèmes plus larges du

régime foncier et de la réforme agraire débordent en grande partie le cadre du présent chapitre; mais il est incontestable que, lorsque le statut des locataires ruraux est de nature à susciter des troubles politiques et sociaux, il se crée des conditions gravement préjudiciables au développement agricole, même si les techniques d'exploitation sont efficaces, comme c'est le cas dans certaines plantations. Lorsqu'au mécontentement provoqué par les conditions faites au locataire s'ajoute l'incapacité d'utiliser de façon efficace une grande partie des meilleures terres, comme c'est le cas dans les grands domaines de certains pays de l'Amérique latine, les obstacles au développement agricole sont évidemment beaucoup plus grands encore.

Il est très fréquent d'envisager surtout la réforme agraire comme un problème social ou politique, en faisant passer au second plan les effets qu'elle peut avoir sur la production et le développement agricoles et les exigences à satisfaire dans ce domaine. En fait, on procède souvent à une simple redistribution des terres, sans prévoir les mesures ultérieures nécessaires, telles que fourniture de crédit, d'installations de commercialisation et de services de vulgarisation. Une situation d'urgence ou un climat révolutionnaire peuvent empêcher l'étude préalable attentive des incidences économiques que peuvent avoir les formes nouvelles de propriété. Il semble cependant que la possibilité existe dans certains pays de procéder à une réforme agraire qui tiendrait compte des objectifs économiques aussi bien que sociaux. Des mesures sont à l'étude dans certains pays de l'Amérique latine, par exemple, touchant la redistribution des terres appartenant à de grands domaines. De même, dans certains pays d'Afrique et dans quelques zones du Proche-Orient, se dessine une tendance à confirmer les droits de propriété individuelle dans les zones où différents systèmes de caractère tribal ou communautaire ont perdu leur raison d'être et sont en voie de disparition, soit parce qu'ils cèdent à la pression démographique, soit parce que le régime foncier tribal est incompatible avec les cultures arboricoles qui ont été installées de façon permanente sur de vastes étendues.

Il existe cependant de nombreuses régions où sont encore en vigueur diverses formes de régime foncier tribal qui peuvent fort bien s'adapter aux exigences du développement économique. Lorsque les institutions tribales conservent leur autorité, le fait de créer des organisations coopératives adaptées aux traditions de la tribu peut cons-

tituer un moyen naturel de favoriser le développement agricole.

On peut à vrai dire se demander si, d'une manière générale, le passage à la petite propriété privée (programmes du type « la terre à ceux qui la cultivent ») constitue toujours la solution la plus satisfaisante, même si elle répond aux aspirations des agriculteurs les plus entreprenants. Cette question se pose surtout lorsque les méthodes agricoles sont encore assez primitives. Les petites exploitations familiales en faire-valoir direct ont montré dans maints pays qu'elles se prêtaient à un prompt accroissement de la productivité. Historiquement, toutefois, les progrès rapides de l'agriculture ont souvent été le fait des grands domaines, en Angleterre par exemple, où à la fin du dix-huitième siècle et au début du dix-neuvième des propriétaires fonciers éclairés faisaient de l'adoption d'un système de rotation et de pratiques agricoles satisfaisants une condition de la location, et jetaient dans la balance le poids de leurs propres connaissances techniques et de leurs capitaux.

Cette conception paternaliste n'a plus cours dans la plupart des pays. Cependant, plutôt que de laisser les petits exploitants se débattre de leur mieux, il peut être préférable d'adopter quelque forme de location par l'Etat ou par la communauté garantissant la sécurité d'occupation à ceux qui pratiquent, avec un degré raisonnable d'efficacité, un système d'agriculture spécifié; en même temps, il convient d'aider les cultivateurs en leur fournissant par exemple des avis techniques, du crédit à court terme et des installations de commercialisation, ainsi qu'en les déchargeant de certaines opérations (travaux culturaux et lutte contre les parasites) pour lesquelles il est préférable de mettre en œuvre des moyens supérieurs à ceux dont les intéressés disposent individuellement.

Un exemple intéressant est fourni par les *partnership schemes* du Production Development Board de la région occidentale de la Nigeria, qui fournit les moyens financiers, les avis techniques et l'équipement, en association avec une coopérative ou avec une communauté locale dont les membres cèdent leurs terres pour 50 ans. Sur un plan plus large, les *plantation schemes* qu'appliquent ce Board et des organisations analogues dans d'autres territoires africains sont intéressants du point de vue du régime foncier, en ce sens qu'ils tendent à obtenir les avantages économiques d'une production massive comme celle des plantations sans abandon des terres à des entreprises privées.

Le plan de production cotonnière appliqué au Soudan avec la participation du gouvernement, du Gezira Board et des locataires ruraux offre un autre exemple de bons résultats qu'il est possible d'obtenir par cette méthode. Le gouvernement, qui a pris les terres à bail pour une période prolongée et s'est chargé des travaux d'aménagement, est responsable des principaux canaux d'irrigation. Le Gezira Board est responsable de la gestion, y compris les canaux subsidiaires d'irrigation, la préparation du sol, les semences, les engrais, la lutte contre les parasites, la direction et la comptabilité des exploitations, le crédit, les transports, l'égrenage et la commercialisation du produit. Les locataires effectuent le travail sous contrôle et doivent appliquer un système de rotation fixe – coton à fibre longue/sorgho, doura/lubia (une légumineuse) – en laissant en jachère la moitié des terres environ. Ils peuvent vendre pour leur compte sorgho et lubia, mais le coton ne peut être vendu que par l'intermédiaire du Board. Les recettes cotonnières sont réparties à raison de 44 pour cent au gouvernement, 44 pour cent aux locataires, 10 pour cent au Board et 2 pour cent à un fonds de développement social au bénéfice des locataires.

On compte maintenant environ 31 000 locataires dans 950 villages. Chacun exploite une superficie d'environ 16 hectares qu'il occupe sur une base annuelle, bien que les évictions soient rares et admises seulement pour incapacité. On a reproché à ce système de ne pas éveiller chez le cultivateur le désir d'améliorer le fonds. En outre, la surveillance se limite en pratique à la culture du coton et l'on s'occupe fort peu du bétail, bien qu'un *Village Farming Experiment* en faveur de l'exploitation mixte, intéressant 60 à 70 familles, ait été entrepris à Wad Naim en 1953. Quoi qu'il en soit, les agriculteurs qui participent au plan ont des revenus très supérieurs à la moyenne enregistrée dans les pays qui se trouvent au même stade de développement; par ailleurs, les exportations de coton fournissent une contribution vitale à l'économie du pays. On peut se demander si les mêmes résultats auraient pu être atteints sans une organisation aussi poussée.

UTILISATION PLUS COMPLÈTE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Ce chapitre étant consacré à la planification du développement agricole, on a surtout envisagé les moyens d'utiliser davantage la main-d'œuvre rurale, dans les exploitations, spécialement par des

mesures de nature à encourager cette utilisation, ou dans le cadre de projets communautaires faisant appel à une main-d'œuvre bénévole ou rétribuée pour accroître le potentiel agricole, par exemple en creusant des canaux d'alimentation pour la distribution locale des eaux d'irrigation ou en construisant des voies d'accès. Les grands projets d'irrigation ou de remise en valeur des terres absorberaient aussi une bonne partie de la main-d'œuvre rurale insuffisamment employée, mais comme il s'agit en général d'ouvriers salariés qui sont souvent appelés en pareil cas à travailler loin de chez eux, il faudrait leur procurer des moyens de transport et des abris. On peut formuler un certain nombre d'autres observations au sujet de l'utilisation plus complète de la main-d'œuvre, en premier lieu dans le secteur agricole proprement dit (problèmes de la diversification et de la mécanisation de l'agriculture), en second lieu pour l'amélioration du confort et des niveaux de vie dans les campagnes.

Le sous-emploi dont souffre la main-d'œuvre rurale dans la plupart des pays insuffisamment développés n'est pas seulement dû au fait qu'il y a trop de bras et trop peu de terre. Ce phénomène tient aussi en partie à des facteurs techniques. Ainsi, dans les pays qui connaissent chaque année une longue saison sèche, pendant laquelle rien ne pousse et la terre est trop dure pour être labourée, les travaux champêtres sont pratiquement interrompus durant des semaines entières. En dehors des emplois à temps partiel dans d'autres secteurs, le principal moyen de créer des sources supplémentaires d'activité réside dans l'irrigation, qui rendrait possible une deuxième récolte.

Le fait que la monoculture est encore si répandue dans maints pays insuffisamment développés constitue une autre cause des variations saisonnières de l'emploi en agriculture. Si une grande partie de la superficie agricole est consacrée aux céréales, il y a relativement peu à faire entre l'époque des semis et celle des récoltes. Une production plus diversifiée permettrait de mieux répartir la main-d'œuvre agricole tout au long de l'année et par conséquent de l'utiliser plus pleinement. C'est là une des raisons importantes de la forte productivité de la main-d'œuvre dans certaines zones d'exploitation mixte. Diversifier davantage la production ne constitue cependant pas uniquement un problème technique. Sauf pour la partie destinée à la consommation familiale, une production diversifiée n'est concevable que lorsqu'il existe un marché pour une gamme assez étendue de produits. Comme les pro-

duits de l'élevage et la plupart des produits végétaux sont plus coûteux que les céréales, la diversification n'est possible sur une aire étendue que dans les pays où les niveaux du revenu sont assez élevés pour que ces produits puissent trouver des débouchés. Il est cependant utile de l'encourager même à un stade assez précoce du développement économique, notamment en mettant sur pied un dispositif de commercialisation permettant de réduire le coût à la consommation et d'améliorer la qualité et l'aspect de produits tels que le lait, les fruits et les légumes. Car une diversification plus poussée de la production comporte au moins des avantages de trois ordres: elle peut élever le niveau nutritionnel, aider à accroître la fertilité du sol et, ainsi qu'on l'a déjà souligné, améliorer la productivité et les revenus agricoles.

L'abondance de la main-d'œuvre rurale dans la plupart des pays insuffisamment développés est un facteur qui a un poids évident lorsqu'il s'agit de déterminer dans quelle mesure la mécanisation de l'agriculture se justifie, tant pour les opérations agricoles que pour les travaux d'irrigation, de remise en valeur des terres, etc. C'est là un problème de quelque importance du point de vue de la planification de l'agriculture comme de l'économie en général.

Le degré de mécanisation à envisager dans le cadre d'un projet agricole donné dépend en premier lieu de facteurs techniques. Il existe des opérations, comme par exemple certains labours profonds pour la remise en valeur des terres, qui ne peuvent être effectuées de façon satisfaisante sans l'aide de machines.

En laissant de côté les considérations d'ordre technique, une simple comparaison du coût de la main-d'œuvre et des machines montre à quel point la situation diffère dans les pays évolués et dans les pays insuffisamment développés. Economiquement, le degré de mécanisation qui se justifie dans un pays est fonction de la rareté relative de la main-d'œuvre et des capitaux. Les taux de salaire et d'intérêt fournissent à cet égard une indication, très approximative il est vrai. Ainsi, dans les pays industrialisés, où les salaires sont relativement élevés et les taux d'intérêt généralement bas, la mécanisation reste avantageuse à un degré beaucoup plus poussé que dans les pays économiquement moins développés où les salaires sont généralement bas et les taux d'intérêt élevés. Bien que cette théorie coïncide en général avec les données d'expérience, la situation peut se compliquer dans certains cas, lorsque par

exemple les taux officiels d'intérêt ou d'escompte, fixés en fonction d'une politique d'ensemble, sont très inférieurs à ceux du marché. D'un autre côté, ces derniers, spécialement dans le secteur agricole, peuvent être anormalement élevés en raison du risque que comporte le crédit et de la position de force qu'occupent les bailleurs de fonds vis-à-vis de la plupart des agriculteurs et des cultivateurs. Les techniciens, et en particulier ceux qui ont été formés dans les pays industrialisés, ne tiennent pas toujours pleinement compte de ces différences dans les conditions économiques et ont parfois tendance à recommander une mécanisation plus poussée qu'il ne convient à un pays insuffisamment développé¹⁸.

Il peut cependant y avoir des cas où une mécanisation plus poussée se justifie davantage que ne le donnerait à penser le rapport des coûts : lorsque, par exemple, la demande de main-d'œuvre agricole a un caractère très saisonnier et que l'on manque de bras à l'époque des récoltes ou à d'autres moments d'activité intense, ou encore lorsqu'il importe d'accélérer le transfert de la main-d'œuvre du secteur agricole au secteur industriel.

Dans les années récentes, on s'est beaucoup intéressé aux moyens d'employer la main-d'œuvre agricole insuffisamment utilisée, qui ne peut encore être absorbée par d'autres secteurs, pour améliorer les conditions de vie dans les zones rurales. En même temps, on s'est élevé contre le point de vue trop simple selon lequel cette main-d'œuvre pourrait être utilisée sans gros frais pour la communauté, car il faut de toute manière la nourrir, la vêtir et la loger. Si l'on donne du travail, rétribué ou non, à la main-d'œuvre rurale inactive, il faudra la nourrir davantage. Si les ouvriers sont payés, ils chercheront à se procurer en outre d'autres articles de consommation. Même si un cultivateur exécute des travaux supplémentaires non rétribués en vue d'améliorer son propre fonds, il le fera dans l'espoir d'en tirer par la suite quelque bénéfice – mais dans ce cas, il est vrai, seulement lorsque le supplément de travail aura fourni un supplément de production.

Une activité plus intense dans le secteur rural, si elle n'est pas immédiatement productive, peut donc avoir des répercussions qui risquent d'aggra-

ver les pressions inflationnistes. L'un des moyens d'obtenir un supplément de production en réduisant au minimum l'effet inflationniste consisterait à utiliser la main-d'œuvre rurale partiellement inactive pour lui faire produire ce qui est essentiel à ses propres besoins, de telle façon que cela n'entraîne pas, ou guère, d'augmentation de la demande d'articles manufacturés. Les projets de développement communautaire qui font appel à une main-d'œuvre bénévole pour construire des routes rurales, accroître les disponibilités d'eau ou même aménager des bâtiments scolaires représentent une formule maintes fois appliquée avec succès. Elle exige cependant une direction éclairée et beaucoup de persévérance de la part de la communauté rurale. Dans les siècles passés, c'est précisément ce genre de travaux qui étaient souvent exécutés en Europe occidentale par une main-d'œuvre organisée non rétribuée, mais le travail obligatoire est de moins en moins concevable de nos jours, même si ceux qui l'accomplissent en tirent eux-mêmes avantage.

Une autre méthode intéressante, qui mérite plus ample examen, est celle qui consiste à créer dans les villages une sorte de système de troc grâce auquel les travailleurs ruraux partiellement inactifs pourraient entreprendre une production qui, sans trouver à s'écouler sur un marché saturé, leur permettrait de satisfaire leurs propres besoins essentiels. Ainsi, un ouvrier qui ne trouverait pas d'emploi rétribué en espèces pourrait se charger de placer un toit de chaume sur la hutte d'un agriculteur et de réparer sa clôture, en échange de quoi il recevrait des légumes ou des produits laitiers pour lesquels l'exploitant n'obtiendrait pas un prix rémunérateur sur le marché. Un tisserand de village pourrait s'entendre avec le menuisier local pour échanger avec lui de l'étoffe contre des pièces de mobilier, chacun d'eux fabriquant ces marchandises en plus de ce qu'ils peuvent écouler sur le marché contre paiement en espèces. Le supplément de production de chaque travailleur pourrait ainsi créer un marché privé pour l'excédent de produits qui peut être fourni par un ou plusieurs autres.

Pour que semblables transactions puissent se développer, il faut, d'une part, créer une monnaie d'échange spéciale pour les ventes à crédit de l'excédent de production entre les producteurs eux-mêmes et, d'autre part, faire en sorte que les produits en cause se substituent à des articles analogues actuellement achetés contre paiement en espèces. Si l'industrialisation est à la longue un avantage majeur pour la population rurale des pays insuffi-

¹⁸ Dans les pays insuffisamment développés, où la plupart des machines doivent être importées, le problème des capitaux peut se poser en pratique à peu près dans les mêmes termes que celui des devises étrangères. Si un projet (ou la manière de l'exécuter) est de nature à permettre une économie de capitaux, il sera sans doute de nature aussi à épargner les importations.

samment développés, à brève échéance et durant la période de transition, lorsqu'il existe une forte disparité entre la productivité des zones urbaines et celle des zones rurales, l'économie des villages est souvent dans le même rapport avec l'économie urbaine qu'un pays insuffisamment développé avec un pays industrialisé. La sagesse serait donc pour les villages de consacrer l'argent que leur procurent les ventes sur les marchés urbains à des achats de biens de capital provenant des villes – outils perfectionnés et équipement, par exemple – et d'utiliser leur propre capacité productive pour couvrir ceux de leurs besoins qui n'exigent pas le recours aux industries urbaines. Ceci pourrait être réalisé simplement en pratiquant les transactions à crédit plutôt qu'en espèces au sein d'un petit groupe de villageois commerçant entre eux. Une expérience de ce genre avait été tentée dans les zones de développement communautaire du Bengale occidental¹⁹, en Inde, mais elle a peu duré, malgré des débuts prometteurs, peut-être pour n'avoir pas été suffisamment guidée et soutenue. Ces méthodes peuvent paraître d'assez peu de conséquence du point de vue de la planification du développement agricole proprement dit; mais, outre qu'elles ont leur importance pour la solution des problèmes plus larges posés par la productivité rurale, elles servent à convaincre les producteurs ruraux de l'efficacité de leurs propres efforts en vue d'améliorer leur sort.

MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES

Problèmes financiers et problèmes d'organisation, telles sont les deux grandes catégories de difficultés que rencontrent les gouvernements des pays insuffisamment développés dans la réalisation du développement agricole. On parle beaucoup des problèmes financiers, mais bien souvent les problèmes d'organisation apparaissent encore plus difficiles à résoudre. Il est clair que les choses dépendent dans une grande mesure de la méthode de développement qui aura été choisie.

Etant donné la dispersion de la production agricole, la quasi-totalité des mesures et projets de modernisation de l'agriculture dans les pays sous-développés exigent, pour être mis en œuvre, une

vaste organisation locale qui soit en contact quotidien avec les exploitants. Il est rare que cette organisation soit entièrement gouvernementale et, généralement, les organismes semi-officiels ou coopératifs et l'entreprise privée en constituent un important élément. Le succès de tout programme de développement agricole dépend pour beaucoup de la solidité de l'organisation locale et de l'usage qui en est fait.

C'est évidemment lorsqu'il s'agit de vulgarisation ou d'autres services s'adressant aux agriculteurs, ou encore d'amélioration des systèmes de crédit et de commercialisation agricoles, qu'une telle organisation est le plus nécessaire. En règle générale, elle est cependant tout aussi essentielle si l'on veut exécuter efficacement des plans de stabilisation des prix ou de réforme agraire, par exemple. Même les grands projets d'investissements publics nécessitent souvent une vaste organisation locale, par exemple la construction de canaux qui apporteront l'eau d'irrigation à chaque exploitation. Dans les pays insuffisamment développés, où le niveau de l'instruction et des revenus est bas, il est particulièrement difficile de mettre sur pied une organisation d'envergure nationale offrant les qualités voulues d'efficacité et d'intégrité, et ceci a constitué la pierre d'achoppement de nombreux plans et projets de développement agricole.

Dans bien des cas, la faiblesse principale réside en ce que les fonctionnaires locaux responsables du développement rural et agricole, qui sont peu nombreux, sont chargés de beaucoup plus de tâches qu'ils n'en peuvent exécuter efficacement. Il est rare qu'on leur demande s'ils sont en mesure d'assumer de nouvelles fonctions, et lorsqu'ils sont consultés sur ce point, il leur est souvent difficile de les refuser; de toute manière, ils ne peuvent pas évaluer à l'avance le surcroît de travail qui en résultera pour eux. En outre, une grande partie de leur temps est consacrée à des tâches d'administration courante, ce qui réduit le temps qu'ils peuvent consacrer au travail pratique de vulgarisation ou d'organisation parmi les agriculteurs. Le problème a été mis clairement en évidence dans un rapport préparé par la Fondation Ford au sujet des problèmes d'alimentation en Inde²⁰. L'extrait ci-après se rapporte aux agents de villages du plan indien de développement communautaire, mais les mêmes observations s'appliquent aux vulgarisateurs et aux fonc-

¹⁹ Voir *The village exchange program for industrial extension in West Bengal*, publié par le Département du développement du gouvernement du Bengale occidental, Calcutta; et Sushil Dey, *Industrial development – A new approach*, Calcutta, 1955.

²⁰ *Report on India's food crisis and steps to meet it*. Gouvernement de l'Inde, avril 1959.

tionnaires agricoles travaillant dans les zones rurales de nombreux pays.

Une fois que les objectifs généraux du programme de développement communautaire et d'amélioration de la technologie agricole ont été formulés par les nombreux ministères et organismes opérant au niveau du pays tout entier, des Etats, des districts ou des « blocs », c'est en définitive l'agent de village qui doit les unifier, les coordonner et les intégrer pour en faire un programme à l'intention des villageois. Même s'il en était capable, il n'aurait pas le temps de faire tout ce que l'on attend de lui et il est donc contraint à choisir entre de nombreuses possibilités... Rien d'étonnant donc si son activité réelle diffère tant de ses tâches théoriques... Etant donné les étroites relations et la familiarité qu'il entretient avec les villageois, il a l'occasion d'apporter des modifications dans le sens des objectifs tant immédiats qu'à long terme. Il est impératif que tous les fonctionnaires supérieurs se rendent compte que c'est là la tâche la plus importante de l'agent de village et qu'ils considèrent ce dernier comme étant au service du village et non pas comme la bonne à tout faire de ses chefs hiérarchiques... Parmi les tâches qui détournent le plus les agents de villages et autres vulgarisateurs de leur rôle essentiel d'éducateur figurent des services tels que fourniture de semences et d'engrais, perception de droits, administration de prêts, etc. On est tenté de dire que le vulgarisateur devrait éviter ces corvées, mais bien souvent, il n'existe personne d'autre pour s'en charger... Souvent, ces services sont tellement importants qu'il faut absolument les assurer sous peine de voir échouer le programme. Dans ces conditions, on est forcé de conclure qu'il faut fournir ces services essentiels uniquement durant la période minimum nécessaire et prendre des mesures immédiates pour trouver d'autres moyens de les assurer.

Ces observations sur le travail de développement communautaire et la vulgarisation s'appliquent tout autant à d'autres services indispensables à la modernisation de l'agriculture. L'insuffisance de l'organisation locale peut beaucoup ralentir la réalisation des projets de réforme agraire, ce qui allonge la période initiale d'incertitude, au détriment de la production. De même, il peut arriver que la mise en service d'un réseau d'irrigation ou d'un système amélioré de crédit et de commercialisation, pour se limiter à deux exemples, se fasse avec beaucoup de retard ou dans de mauvaises conditions parce que le personnel local responsable de ces activités, qui n'est pas toujours très expérimenté, est trop peu nombreux ou surchargé de travail. Dans de nombreux cas, il faudrait sans nul doute étoffer considérablement ce personnel. Souvent, la solution définitive consiste cependant moins à accroître fortement l'effectif des fonctionnaires centraux ou locaux qu'à déléguer un nombre aussi grand que possible de ces tâches à d'autres organismes: coopératives d'agriculteurs et autres organisations de producteurs, comité locaux, travailleurs bénévoles ou secteur privé.

Stabilisation des prix

De nombreux problèmes d'organisation locale sont clairement mis en évidence par les difficultés que les gouvernements des pays insuffisamment développés éprouvent à stabiliser les prix des céréales à la production. On admet généralement que, dans un grand nombre de ces pays, une plus grande stabilité des prix à la ferme serait un puissant stimulant pour les producteurs, même si ces prix étaient maintenus à un niveau n'entraînant pas d'augmentation du prix moyen annuel de détail. Comme on l'a déjà souligné, la plupart des producteurs sont contraints de vendre à bas prix peu après la moisson, ou même de donner leur production en gage aux commerçants avant d'avoir effectué la récolte parce qu'ils n'ont pas assez de liquidités pour pouvoir garder leur excédent commercialisable jusqu'à un moment où, plus avant dans l'année, les prix sont habituellement plus élevés. Ainsi des prix plus stables signifieraient pour eux de meilleures recettes.

On reconnaît aussi très généralement que le meilleur moyen de stabiliser les prix des céréales dans les pays insuffisamment développés est le système des stocks-tampons²¹. Pour stabiliser les

²¹ C'est-à-dire que le gouvernement ou un organisme officiel est prêt à acheter les céréales si les prix tombent au-dessous d'un certain minimum, soit dans le pays tout entier, soit dans des régions plus limitées, et à mettre des disponibilités sur le marché si les prix dépassent un certain maximum. Dans ce cas, l'objectif est moins de réaliser un niveau fixe de prix que d'atténuer suffisamment les fluctuations pour éviter une situation difficile pour les producteurs ou pour les consommateurs. Une autre formule, qui a été largement appliquée en période de pénurie et de rationnement et qui subsiste encore dans certains pays, consiste à fixer les prix des céréales à tous les stades de la distribution.

Ces problèmes sont examinés plus longuement dans les rapports du Centre FAO/ECAFE sur les problèmes de soutien et de stabilisation des prix et des revenus agricoles en Asie et en Extrême-Orient (New Delhi, mars-avril 1958) et du Centre sur les politiques de stabilisation et de soutien des prix des produits agricoles et alimentaires en Amérique latine (Santiago du Chili, février 1959). Le premier de ces rapports, en particulier, contient une étude exhaustive des facteurs dont il faut tenir compte en établissant le niveau de stabilisation des prix, même si, en dernière analyse, ce niveau ne peut être déterminé qu'à l'expérience. S'il est trop élevé, il en résultera probablement une production supérieure à la demande et, du coup, un gonflement incessant des stocks et une lourde charge pour le budget de l'Etat. Si au contraire il est trop bas ou si les cultivateurs ne bénéficient pas d'un soutien des prix efficace, la production sera vraisemblablement inférieure à la demande, d'où des pressions inflationnistes en présence desquelles il faudra accroître les im-

prix à la consommation, il faut que la réserve ou le stock-tampon soit assez considérable pour ne pas s'épuiser trop facilement lorsque des quantités sont prélevées pour être mises sur le marché en période de hausse des prix. Une partie au moins de cette réserve devrait être installée à proximité des grands centres de consommation.

Cependant, la présence de vastes silos à grains auprès de ces centres ne contribuera guère à stabiliser les prix à la production dans les pays où les circuits commerciaux sont défectueux et où la plupart des cultivateurs sont pratiquement dépourvus de liquidité. Pour que le système donne des résultats, il est nécessaire que tous les producteurs puissent accéder sans difficulté à des centres officiels d'achat, où ils soient assurés qu'à tout moment leurs livraisons leur seront payées au moins au prix minimum garanti. Il faut donc tout un réseau de points d'achat dotés d'entrepôts et un personnel local très dispersé si l'on veut que les mesures de stabilisation des prix stimulent la production tout en protégeant les consommateurs. Les achats locaux peuvent être effectués par l'organisme officiel compétent ou par des agents de coopératives (comme au Japon) ou par des sociétés privées (comme en Nigeria et parfois en Inde) opérant pour le compte du gouvernement. Ce qui importe, c'est de veiller à ce que les producteurs aient la certitude de recevoir le prix minimum.

Ceylan est un pays où les prix ont été stabilisés (à un niveau relativement élevé)²² en vue de stimuler la production céréalière; les achats sont effectués par quelque 900 coopératives de production et de vente de produits agricoles, qui jouent le rôle d'agents du gouvernement. Les résultats n'ont toutefois pas répondu aux espérances, en grande partie parce qu'on n'est pas parvenu à assurer le paiement effectif du prix minimum garanti aux agriculteurs. Dans son rapport pour 1956, le Commissaire à la commercialisation indique que « tout un ensemble de facteurs ressortissant à la structure de l'économie agraire, à l'endettement rural et aux difficultés de transport, empêchent le cultivateur de bénéficier pleinement du programme »²³. Ces

portations (ou diminuer les exportations); en pareil cas, on pourra rarement constituer un stock de réserve, sauf peut-être en faisant appel aux importations.

²² En grande partie avec l'aide des recettes provenant de l'exportation d'autres produits agricoles.

²³ *Administrative report of the Commissioner for the development of marketing*. Colombo, 1956.

difficultés ont été analysées de plus près par le Groupe de travail technique du développement de la production de paddy²⁴.

On soutient souvent que les producteurs ne reçoivent pas intégralement le prix d'achat; on dit que les intermédiaires acquièrent la récolte des producteurs à prix réduit et la vendent aux centres d'achat au prix garanti... Si au moment où [le cultivateur] désire vendre, il ne peut pas obtenir le prix garanti à cause des déficiences dans l'organisation et se trouve forcé en conséquence de céder sa production à un intermédiaire à un prix moindre, l'effet stimulant sur la production s'en trouve sérieusement affaibli. La plupart des intermédiaires peuvent opérer du fait que le centre d'achat est éloigné, que les transports sont difficiles et que le centre n'est pas en mesure de recevoir le produit et de le payer en argent liquide lorsque le cultivateur le livre. En conséquence, il est plus simple pour ce dernier de vendre à un intermédiaire. En outre, de nombreux producteurs sont endettés auprès des intermédiaires, des commerçants, etc., parce qu'ils ne peuvent pas obtenir de la coopérative tout le crédit dont ils ont besoin, ce qui les oblige à se libérer par des livraisons en nature.

Cette situation est signalée, officiellement ou non, dans un grand nombre d'autres pays. Dans certains, on prétend qu'il y a souvent collusion entre les fonctionnaires des organismes d'achat et les commerçants privés. Les *Statutory Marketing Boards* de l'Ouest africain, qui confient à des sociétés privées le soin d'effectuer les achats, s'efforcent de protéger les producteurs en désignant deux ou trois agents dans chaque localité, de manière que les exploitants puissent comparer et choisir.

Crédit et marketing

En présence de résultats tels que ceux qui viennent d'être décrits pour Ceylan, on voit combien il importe de constituer une bonne organisation locale, si l'on considère les soutiens de prix destinés à stimuler la production comme un moyen d'exécuter un plan de développement²⁵. Mais ceci s'applique également à l'amélioration du système de crédit agricole, spécialement si l'on désire

²⁴ National Planning Council, *First interim report*. Colombo, 1957.

²⁵ Diverses mesures ont été proposées pour accroître l'efficacité de l'organisation locale à Ceylan: contrôles pour s'assurer que l'on achète uniquement à de véritables exploitants; paiement rapide des livraisons de paddy; délivrance de reçus d'achat aux producteurs et création de nouveaux centres co-opératifs d'achat dans les régions insuffisamment desservies (*Administrative report of the Commissioner for the development of marketing*, 1956).

mettre du crédit à la disposition des petits cultivateurs, car les gros exploitants éprouvent généralement moins de difficultés à en obtenir. Cette observation vaut en outre lorsque la distribution des engrais et autres biens de production se fait par des voies officielles. Etant donné le manque de personnel qualifié, il a souvent été suggéré que toutes ces tâches soient confiées à une organisation unique. Telle a été la conclusion de l'enquête sur le crédit agricole en Inde, effectuée en 1955 par la Reserve Bank of India, qui a préconisé la mise sur pied d'un plan intégré de crédit et de commercialisation agricoles. Les recommandations suivantes ont été formulées : instituer des sociétés de crédit à responsabilité limitée qui soient assez importantes pour occuper un directeur à plein temps et être économiquement viables, mais qui, en même temps, desservent une région suffisamment restreinte pour être facilement accessible à tous les exploitants ; préférer les récoltes à la terre comme nantissement des prêts, les emprunteurs s'engageant à commercialiser leur production par l'intermédiaire de la coopérative de crédit ou par la coopérative affiliée de commercialisation et de fournitures ; autant que possible, enfin, octroyer le crédit en nature pour garantir qu'il sera utilisé à des fins productives. On comptait, en 1959, 6 000 « grandes »²⁶ coopératives qui avaient été organisées en application de ces recommandations.

Ces aspects, comme d'autres qui présentent un intérêt général, se retrouvent dans l'association japonaise de coopératives agricoles à fins multiples. Ces coopératives sont parmi celles qui ont donné les meilleurs résultats en dehors des pays occidentaux économiquement avancés. Elles assurent à l'heure actuelle la commercialisation de près de 55 pour cent de tous les produits agricoles vendus et fournissent de 40 à 50 pour cent de tout le crédit accordé

aux cultivateurs, principalement sous forme de prêts à court terme. Ces coopératives possèdent environ 31 000 magasins pour leurs opérations de commercialisation et en tirent un revenu appréciable. En outre, elles distribuent 70 pour cent environ des importantes quantités d'engrais consommées au Japon et près de 80 pour cent des pesticides, ainsi que d'autres biens de production tels que les machines agricoles et les aliments du bétail. Au total les exploitants japonais achètent par l'intermédiaire de leurs coopératives plus de 40 pour cent de leurs biens de production et près de 11 pour cent de leurs biens de consommation.

Des prêts destinés par exemple à l'achat d'engrais et d'autres biens de production peuvent être accordés avec la garantie de cinq sociétaires, au taux de 9 pour cent environ, la vente des céréales par l'intermédiaire de la coopérative constituant le moyen de remboursement. Les conditions de prêt diffèrent quelque peu selon le but de l'emprunt. Les commandes d'engrais sont faites à l'avance par les exploitants, puis centralisées par les associations préfectorales et nationales, et les engrais sont livrés aux coopératives locales où les cultivateurs peuvent les prélever au moment voulu. Le paiement des céréales et autres produits que les coopératives achètent en qualité d'agents du gouvernement se fait par la Banque centrale. Pour faire face aux besoins considérables de fonds que créent ces achats, le gouvernement émet d'ordinaire des bons à court terme, qui sont souscrits en majorité par la Banque du Japon.

Associations de producteurs

Des organisations efficaces de producteurs, qu'il s'agisse de coopératives ou d'offices gouvernementaux agréés, peuvent être très utiles pour la réalisation des programmes de développement agricole et il vaut peut-être la peine d'examiner certaines des conditions de leur succès.

Il faut indiquer tout de suite que beaucoup dépend de l'usage que le gouvernement lui-même fait de ces organisations. Lorsque des coopératives de producteurs et autres organisations d'agriculteurs ont été créées dans les pays insuffisamment développés, l'impulsion initiale est presque toujours venue des gouvernements, qui exercent habituellement un certain contrôle sur leurs activités. L'utilisation des associations d'agriculteurs comme organismes officiels chargés de l'achat des céréales

²⁶ Par opposition aux « petites » coopératives primaires, qui desservent d'ordinaire un seul village. Ces sociétés non seulement étaient trop petites pour être viables, mais il arrivait souvent qu'elles fussent dominées par une ou deux personnes. Comme il est dit dans le rapport de la Reserve Bank of India : « Lorsque la coopération locale tombe aux mains du prêteur de village, et plus particulièrement du propriétaire terrien combiné au prêteur, cette personne devient la société, le dépositaire et l'emprunteur, exerçant ces trois fonctions simultanément ou successivement avec autant d'aise que le Dieu unique apparaît sous les dehors de Brahma, de Vishnou et de Çiva – créateur, protecteur et destructeur – dans l'expression la plus pittoresque de la philosophie hindoue, ou avec autant de rigueur que la matière et l'énergie échangent leurs rôles, selon les découvertes les plus récentes de la physique nucléaire. »

(comme au Japon) ou de la distribution des engrais et du recouvrement des annuités dues pour les acquisitions de la terre dans les plans de réforme agraire (comme à Taïwan) va évidemment bien plus loin.

L'intérêt de ces étroites relations de travail est qu'elles confèrent aux groupements d'agriculteurs un statut, une fonction permanente et, surtout, un revenu régulier dont ils ne jouiraient pas autrement. Ces avantages peuvent être décisifs dans les pays insuffisamment développés, où les groupements d'agriculteurs, avec leurs effectifs et leurs moyens réduits, ont du mal à soutenir la concurrence des commerçants privés, qui disposent de ressources bien supérieures, spécialement lorsqu'ils s'organisent sous une forme ou sous une autre pour contre-carrer l'expansion des coopératives. En revanche, il existe le danger de voir les associations de producteurs se transformer pratiquement en organismes gouvernementaux, ce qui ne peut être évité qu'en leur laissant une large autonomie dans la gestion de leurs propres affaires.

Cette formule, dont on trouve des variantes intéressantes dans l'Ouest africain, où des offices agréés sont chargés de la commercialisation, ou encore au Royaume-Uni, où des offices analogues ont la responsabilité d'effectuer les paiements de compensation prévus par le système de garantie des prix, mériterait, semble-t-il, d'être attentivement prise en considération dans les pays insuffisamment développés. En effet, elle permet et d'alléger les tâches administratives des ministères, et de stimuler le développement des organisations d'agriculteurs.

Les gouvernements peuvent influencer le développement des organisations de producteurs d'une deuxième manière, qui consiste à intervenir dans le domaine du crédit. S'il s'agit d'améliorer les circuits de distribution, il n'y aura généralement pas besoin de fournir du crédit supplémentaire, puisque les négociants en trouvent déjà auprès de sources commerciales pour financer leurs opérations. Le problème sera plutôt de transférer ce crédit, au moins en partie, des négociants privés aux organisations de producteurs. Un des moyens qu'a utilisé le gouvernement de l'Inde pour mettre un frein à la spéculation sur les céréales en période de hausse des prix est de limiter le crédit accordé par les banques commerciales pour l'achat et le stockage des grains. Si l'on considère qu'une commercialisation ordonnée, s'effectuant par l'intermédiaire des organisations de producteurs, et que des prix agri-

coles plus stables sont utiles pour encourager le développement de l'agriculture, la plupart des gouvernements pourront faire en sorte qu'une partie plus importante du crédit destiné à la commercialisation des produits agricoles soit, par exemple, octroyée par une banque coopérative centrale aux diverses coopératives de producteurs. On a déjà parlé de la méthode analogue qui est appliquée au Japon pour financer les achats coopératifs de produits agricoles au moment de la récolte.

Il est évident que là n'est pas tout le problème. Si l'amélioration du marketing détermine un certain relèvement du revenu agricole, les agriculteurs dépenseront davantage tant en biens de consommation qu'en biens de production. Dans les conditions qui sont celles de la plupart des pays insuffisamment développés, ceci pourrait constituer en grande partie un transfert de pouvoir d'achat des négociants, des propriétaires terriens et des prêteurs aux exploitants, mais il en résulterait néanmoins une modification de la structure des dépenses. Le problème se pose plus directement avec l'octroi de crédit agricole supplémentaire destiné à des fins productives, car ce crédit aboutira à un accroissement des achats de biens de production de la part des agriculteurs, et souvent des investissements fixes. Cet aspect est examiné dans une autre section.

Un autre aspect important est le type et la taille des organisations. L'expérience enregistrée dans d'autres pays semble confirmer abondamment la conclusion de l'enquête sur le crédit rural en Inde, à savoir que ces organisations doivent être assez importantes pour justifier l'emploi d'un directeur à plein temps, mais également assez nombreuses pour que tous les cultivateurs y aient accès sans difficulté. On est ainsi amené à concevoir des coopératives dont chacune desservira de petits groupes de villages voisins, dont chacun, par exemple, élirait un directeur. On voit également l'intérêt des coopératives à fins multiples, qui offrent un double avantage: d'une part, avoir un chiffre d'affaires plus important; d'autre part, permettre aux exploitants de régler au même endroit tous leurs problèmes de commercialisation, de crédit et d'achats.

De nombreux rapports soulignent que des méthodes simples et expéditives sont très importantes pour le succès des coopératives de producteurs, notamment dans les opérations de crédit. Dans de nombreux pays, les emprunteurs se plaignent des complications bureaucratiques et de la lenteur avec laquelle sont accordés les prêts, ce qui explique dans

une certaine mesure qu'ils continuent à s'adresser aux prêteurs privés qui, s'ils coûtent très cher, peuvent néanmoins satisfaire immédiatement les demandes de crédit sans en référer à personne. Les associations d'agriculteurs ne pourront les égaler en rapidité que si on leur laisse un degré raisonnable de liberté d'action, ce qui n'est toutefois possible que lorsque les directeurs sont suffisamment dignes de confiance. Un aspect essentiel à cet égard, comme d'ailleurs dans toute tentative pour intégrer le crédit et la commercialisation, est d'accepter les récoltes comme garantie des prêts, sans exiger que l'emprunteur donne sa terre en gage. Dans de nombreux pays, cette exigence détourne automatiquement du crédit institutionnel une grande partie des cultivateurs.

Pour que les organisations de producteurs réussissent dans le domaine de la commercialisation, il n'est pas moins essentiel que les livraisons de produits soient rapidement réglées aux membres, condition qui est soulignée dans le rapport précité du Commissaire pour l'amélioration de la commercialisation à Ceylan. Le succès de la coopérative des producteurs de lait du district de Kaira (Inde), qui fournit du lait au célèbre Plan laitier de Bombay, s'explique en partie du fait que le lait livré par les coopérateurs leur est payé séance tenante. Lorsque cela n'est pas possible, on peut assurer immédiatement aux producteurs une certaine rétribution soit en procédant à un paiement partiel, soit en leur délivrant des reçus négociables. Ainsi, la coopérative indigène du Kilimanjaro, au Tanganyika, qui commercialise la plus grande partie de la production de café de la région, verse un paiement initial à la livraison et le solde à la fin de la campagne, lorsque la commercialisation est achevée. Cette coopérative achète également des biens de production à l'intention de ses membres, accepte des dépôts et encourage l'entraide.

Si le crédit agricole est octroyé sous forme liquide, on peut évidemment craindre qu'il soit utilisé en grande partie à des fins qui n'ont rien à voir avec la production. Dans certains pays, principalement en Amérique latine, on pare à ce danger grâce à un système de crédit contrôlé et consenti pour des buts spécifiés, l'inconvénient étant que cela nécessite un nombreux personnel d'administrateurs qualifiés. Il est probable qu'une méthode plus simple est celle que recommande le rapport de l'enquête sur le crédit rural en Inde, à savoir octroyer en nature une importante proportion du crédit agricole. A Taïwan, par exemple, le crédit est accordé en

partie sous forme d'engrais, et le remboursement se fait également en nature sur la base d'un rapport convenu riz/engrais, qui est avantageux et pour les producteurs et pour le gouvernement. Le programme agricole triennal que le gouvernement indonésien a lancé en 1960 prévoit l'octroi de crédit par l'intermédiaire de quelque 500 «centres de riziculture», le crédit étant octroyé en partie sous forme de plants à haut rendement et d'engrais et remboursable en riz après la récolte.

Dernière observation: le crédit institutionnel, qu'il soit remboursable en nature ou autrement, peut être un facteur important dans l'application de politiques de stabilisation des prix, car une condition des prêts nantis sur récoltes sera que le producteur s'engage à commercialiser son excédent de production par l'intermédiaire de l'organisation d'agriculteurs. L'idéal serait que les paiements puissent se faire au choix en espèces ou en nature. Par exemple, toutes les quantités de céréales, de coton ou d'autres produits idoines qui seraient livrées par les producteurs, soit pour être commercialisées, soit en remboursement d'un prêt, seraient portées à leur crédit au prix minimum garanti. Si toutefois la vente effective se faisait à un prix supérieur, ils recevraient plus tard un versement complémentaire. De même, si l'on confiait aux associations de producteurs le soin de percevoir, par exemple, les impôts fonciers, les redevances pour l'eau d'irrigation ou les annuités dues pour achats de terres, les exploitants pourraient payer soit en espèces, soit par une livraison de produits dont la valeur serait calculée au prix minimum garanti, en choisissant la formule qu'ils préfèrent. Cette méthode établirait un prix-plancher pour une partie considérable de la production, et, convenablement appliquée, elle constituerait souvent un vigoureux stimulant pour la production.

Ces questions débordent le cadre de la planification du développement général, mais certainement pas celui de la planification agricole, car elles sont à la base même de nombreux problèmes d'organisation qui sont cruciaux pour le progrès de l'agriculture. L'aspect qu'il convient de souligner particulièrement est que si l'on réussit à mettre sur pied dans les pays insuffisamment développés de solides organisations de producteurs, il devrait être possible de leur confier un grand nombre des tâches de détail que nécessite l'administration des mesures de développement agricole. Ceci permettrait d'appliquer des mesures et de fournir des services qui ne pourraient pas être appliqués ou fournis

autrement, et de libérer pour d'autres tâches les fonctionnaires gouvernementaux, y compris les vulgarisateurs expérimentés.

Il faut cependant souligner que, si ces organisations sont mises sur pied avec précipitation et se voient confier d'importantes fonctions sans posséder une structure solide et un personnel convenable, on s'expose à l'échec. C'est ainsi que, malgré sa longue histoire, le mouvement coopératif japonais doit encore organiser des cours de formation à l'intention des fonctionnaires des coopératives, pratique qui est également suivie par exemple en Inde et dans les territoires britanniques d'Afrique. Dans certains

cas, ce sont non seulement les fonctionnaires, mais également les directeurs des coopératives qui reçoivent une formation. En outre, celle-ci doit être complétée par une expérience pratique, ce qui interdit encore la précipitation. Si toutefois les conditions sont favorables – et cela dépend en grande partie des plans conçus et des mesures appliquées par le gouvernement – on relève dans des régions très différentes du monde assez d'exemples de succès pour prouver que les coopératives et autres organisations de producteurs peuvent apporter une contribution majeure au développement de l'agriculture.

Choix possibles

Dans une section précédente (p. 141), on a classé en trois grandes catégories les projets et mesures en vue du développement agricole:

- a) investissements directs des gouvernements;
- b) stimulants à la production (y compris l'élimination ou l'atténuation des facteurs qui la découragent);
- c) services consultatifs et autres, destinés à accroître l'efficacité du secteur agricole.

D'autres classifications concevables pourraient certes être plus logiques à certains égards, mais celle-ci résume bien les choix qui s'offrent aux ministères de l'agriculture, aux commissariats au plan ou, peut-être plus encore, aux ministères des finances. Il serait utile maintenant, à la lumière de l'analyse précédente, d'examiner les conditions qui militent en faveur de telle ou telle de ces grandes catégories, ainsi que les rapports existant entre elles.

Investissements directs des gouvernements

Dans de nombreux pays insuffisamment développés, notamment ceux qui en sont aux débuts de leur mise en valeur économique, les investissements directs absorbent une grande partie des crédits que le gouvernement affecte au développement: en agriculture, le cas typique est celui des grands projets de colonisation agraire ou d'aménagement de réseaux d'irrigation, associés parfois à la produc-

tion d'électricité. Etant donné qu'il existe dans beaucoup de ces pays de vastes superficies incultes ou privées d'eau pendant une grande partie de l'année, ces projets sont souvent le moyen le plus évident de réaliser de forts accroissements de la production agricole, bien qu'en règle générale, ils ne donnent de résultats substantiels qu'au bout de quelques années. En outre, ils frappent davantage les esprits que certains projets moins spectaculaires et ils servent à faire comprendre au public que le développement économique a démarré.

En raison de leur coût, seul l'Etat est d'ordinaire capable de financer ces projets, et ainsi la place importante faite aux investissements gouvernementaux dans les programmes de développement reflète les besoins réels du pays. Mais, même si les programmes de développement ne comportent pas de tels projets, il peut arriver que le gouvernement doive procéder à des investissements directs considérables dans les conditions qui sont caractéristiques de la plupart des pays se trouvant aux débuts de leur développement économique: par exemple, si les disponibilités intérieures de capital privé sont trop faibles ou trop dispersées pour permettre un développement efficace; si une grande partie de ce capital s'investit à des fins improductives ou non indispensables; si les travaux les plus nécessaires ne se prêtent pas aux investissements privés (par exemple la construction de routes); si l'investissement comprend un important élément de devises étrangères que les bailleurs de capitaux privés ne pourraient obtenir que difficilement; ou encore s'il y a pénurie de personnel administratif et tech-

nique bien qualifié²⁷. Dans ces conditions, les investissements gouvernementaux directs peuvent représenter le seul moyen de financer même des projets d'ampleur moyenne, qui, dans des pays plus développés, seraient souvent laissés au capital privé, par exemple la fabrication d'engrais ou de machines agricoles. Ce qui est évident, aussi, c'est que l'ampleur des investissements gouvernementaux directs dépend en partie de la doctrine politique du gouvernement.

Stimulants

Il arrive cependant que les projets financés directement par le gouvernement ne puissent pas produire tous leurs résultats potentiels s'ils ne sont pas assortis de mesures pour stimuler plus vigoureusement l'effort de production agricole ou pour éliminer les obstacles de caractère institutionnel et autres qui freinent le développement de l'agriculture. Pour tout dire, il peut être difficile, en l'absence de telles mesures, d'accroître substantiellement la production destinée au marché. Il faudra avoir recours aux stimulants dans les cas où, par suite des conditions économiques et sociales du pays, les ressources et les efforts consacrés au secteur agricole ne sont pas en rapport avec les besoins d'une production alimentaire accrue. Comme on l'a déjà dit, ces difficultés résultent le plus souvent des défauts des systèmes de commercialisation, de régime foncier et de crédit, aggravés encore par l'exiguïté des entreprises agricoles et par la très faible position de marchandage dans laquelle se trouvent les producteurs.

Dans une grande mesure, les stimulants accordés dans les pays insuffisamment développés constituent un effort du gouvernement pour enfoncer les barrières que la structure économique et sociale du pays impose à une utilisation plus rationnelle des ressources. Ces stimulants sont souvent le premier pas indispensable pour tirer la paysannerie de l'état d'apathie et de découragement où l'ont plongée des siècles d'exploitation. Les mesures de soutien

des prix ou de réforme agraire peuvent être nécessaires pour donner aux producteurs une assurance qu'ils n'avaient jamais eue auparavant, à savoir que tout effort ou dépense supplémentaire qu'ils consentiront leur procurera un profit proportionnel.

Amélioration des services agricoles

De même, il est souvent essentiel d'améliorer les services (vulgarisation et autres) chargés d'enseigner aux cultivateurs des méthodes modernes et plus efficaces, si l'on veut que les investissements gouvernementaux ou les stimulants fournis à l'agriculture produisent des résultats correspondant à peu près à ceux que l'on peut en attendre. L'activité des services gouvernementaux agricoles dans les pays insuffisamment développés ne doit pas nécessairement avoir un caractère uniquement consultatif. Dans de nombreux cas, ils ont été utilisés avec succès pour fournir aux petits exploitants des machines agricoles, des reproducteurs améliorés ou des moyens de lutte contre les maladies et les parasites des végétaux et des animaux, par exemple. Souvent, cette lutte ne réussira que si elle est organisée sur le plan national, voire international, comme dans le cas de la fièvre aphteuse ou des criquets pèlerins.

Application des politiques de stimulants et des mesures d'amélioration des services agricoles

En règle générale, la proportion des dépenses totales consacrées à l'agriculture que le gouvernement affecte à la politique des stimulants et à l'amélioration des services agricoles tend à s'accroître à mesure que le pays progresse au point de vue économique. Ceci correspond en partie au passage graduel de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché, car c'est sur ce dernier type d'agriculture que les stimulants exercent leur principal effet. Cependant, ces mesures ne peuvent relever la production que pour autant qu'elles aboutissent à des méthodes d'agriculture plus productives et qu'elles amènent les cultivateurs à consacrer plus de ressources à la production. L'accroissement des investissements, en particulier dans les pays insuffisamment développés, se fera probablement sous forme de travail, et principalement de travail non rémunéré, fourni par l'exploitant et par sa famille. Etant donné que dans la plupart des pays insuffi-

²⁷ Ce dernier aspect peut sembler paradoxal. Cependant, les projets faisant intervenir des investissements gouvernementaux directs demandent souvent une organisation locale moins vaste que les nombreux projets du type « stimulant ». En outre, les grands projets de développement sont souvent exécutés par contrats passés avec des sociétés étrangères, qui assurent la direction technique.

samment développés la main-d'œuvre agricole est abondante, il est souhaitable, en règle générale, de développer au maximum cette entrée. Cependant, l'accroissement des investissements agricoles comprend d'ordinaire un élément monétaire en ce sens que les agriculteurs dépensent davantage en biens de production provenant tant du secteur agricole (animaux de trait ou semences améliorées, par exemple) que d'autres secteurs (outils de ferme, matériaux de construction, engrais²⁸, produits antiparasitaires).

Ainsi, lorsqu'un gouvernement concentre son effort sur une politique de stimulants à la production ou d'amélioration des services agricoles, cela ne le dispense pas d'assurer aux cultivateurs des fournitures rapides et suffisantes de biens de production. A cet égard, il se trouve dans la même position qu'un gouvernement qui se borne à mettre à la disposition des exploitants des biens de production sans prendre de mesures spéciales pour en encourager l'utilisation. La principale différence entre les deux formules est que: *a*) les stimulants donnent plus de certitude que les biens de production supplémentaires seront utilisés ou que les exploitants en acquerront davantage et les utiliseront pour les fins les plus nécessaires, et *b*) les stimulants encouragent les investissements non monétaires bien plus que ne le fait la fourniture pure et simple de biens de production. Ainsi, ils représentent une force de plus qui joue en faveur des mesures techniques de développement agricole. Dans de nombreux pays insuffisamment développés, cette impulsion supplémentaire peut être nécessaire pour faire démarrer le développement agricole ou pour imprimer à l'agriculture une accélération qui lui permette de faire face à la demande commerciale croissante dont ses produits font l'objet. Jusqu'à quel point doit-on considérer ainsi les stimulants? La réponse dépend en grande partie de la mesure dans laquelle les faiblesses existant sur le plan social, économique et institutionnel freinent la production agricole nécessaire.

La mise en œuvre efficace d'une politique de stimulants suscite bon nombre de difficultés pratiques. On a souligné dans une section précédente les problèmes complexes qui se posent en matière d'organisation et ce sont probablement les plus difficiles. En outre, les stimulants déterminent d'ordinaire une certaine amélioration du revenu des agriculteurs. Dans les pays insuffisamment

développés, ceci peut réduire quelque peu le montant net des fonds qui passent de l'agriculture vers les autres secteurs. Il peut y avoir un certain transfert de revenu des propriétaires terriens, des prêteurs et des négociants au profit des agriculteurs.

Comme il est naturel, les exploitants utiliseront une partie de l'accroissement de leur revenu pour augmenter leur consommation personnelle, ce qui est effectivement un des objectifs du développement économique. S'il en était autrement, l'effet stimulant serait faible. A de très bas niveaux de revenu, il se peut même qu'un accroissement de la consommation alimentaire soit indispensable à l'intensification de l'effort des exploitants. En général, toutefois, si l'on veut que les stimulants contribuent au maximum au développement de l'agriculture, il importe de trouver des mesures (ou des moyens d'application de cette politique) de nature à augmenter la part qui, dans tout accroissement du revenu agricole, sera affectée à des investissements productifs.

Dans les pays économiquement développés, la solution consistera souvent en grande partie en dispositions d'ordre fiscal, par exemple modification de la progressivité de l'impôt sur le revenu ou des déductions pour amortissement. Dans les pays insuffisamment développés, une solution de cette nature est d'ordinaire moins généralement applicable et il faut trouver d'autres méthodes. Ainsi, certains pays se servent du crédit agricole contrôlé pour garantir que les fonds octroyés en vue d'investissements productifs ne seront pas dépensés en biens de consommation, mais ce système est d'une administration coûteuse. Une autre solution consiste à fournir la plus grande partie du crédit sous forme de biens de production agricole. D'autres méthodes, qui ne s'inscriront pas nécessairement dans le cadre du crédit, se concevront dans la situation particulière à tel ou tel pays.

Pour autant que l'investissement est non monétaire et consiste en travail, il ne saurait y avoir diversion de fonds vers des achats de consommation, au moins jusqu'à ce que « l'investissement » ait porté ses fruits. Ceci est un des mérites principaux de certaines mesures du type « stimulant » et en particulier de la réforme agraire, qui incitent puissamment les agriculteurs à intensifier leur effort de production sur leur propre exploitation. Dans bon nombre de pays, on accorde aux agriculteurs des prêts ou des subventions pour les encourager à effectuer certains investissements directs, concernant par exemple les bâtiments de ferme ou de

²⁸ On a expliqué plus haut pourquoi les dépenses consacrées aux engrais sont assimilables à des investissements.

petits réseaux d'irrigation, dans l'espoir qu'une contribution gouvernementale modique provoquera de leur part un investissement plus considérable tant monétaire que non monétaire.

On a déjà souligné que le succès des politiques de stimulants exige que les exploitants puissent se procurer sans difficulté et en quantités suffisantes les biens de production dont ils ont besoin. S'il en est autrement, en effet, leurs efforts pour accroître la production risquent de se trouver frustrés en grande partie. Ainsi, dans certains pays d'Amérique latine on s'est beaucoup plaint, à un moment donné, que le développement agricole souffre sérieusement de l'insuffisance des allocations gouvernementales de devises étrangères pour l'importation de machines agricoles et en particulier de pièces de rechange. D'ordinaire, c'est uniquement dans les pays industrialisés que l'on peut sans inconvénient laisser cette responsabilité à l'entreprise privée. Dans les pays insuffisamment développés, par contre, il est presque toujours nécessaire que le gouvernement intervienne au moins dans une certaine mesure.

Il faudra prendre des décisions sur des questions telles que celle de savoir s'il est préférable d'importer les engrais et autres biens de production ou de les produire dans le pays ²⁹. Il faudra également décider, en ce qui concerne la production nationale de ces biens, quelle part peut être laissée en toute tranquillité au secteur privé et quelle part devrait plutôt être assurée par des investissements publics directs. Des considérations techniques aussi bien que financières entrent en jeu dans ces cas-là. Par exemple, le contrôle de la multiplication de semences de haute qualité et autre matériel végétal amélioré, ou encore de la production de vaccins vétérinaires, peut exiger plus de personnel qualifié que n'en peut fournir le secteur privé dans un grand nombre de pays insuffisamment développés. Il se peut encore que les produits en question doivent être vendus aux cultivateurs à des prix qui ne laisseraient à l'entreprise privée qu'un bénéfice faible, voire nul. En pareil cas, le gouvernement devra nécessairement créer des fermes de production de semences ou des laboratoires de fabrication de vaccins.

Il peut également être important de prévoir dès le début des crédits pour l'amélioration de l'ensei-

gnement, de la recherche et de la vulgarisation agricoles. En effet, ces services ne sauraient être improvisés à la hâte et il faudra organiser suffisamment à l'avance la formation du personnel nécessaire, soit dans le pays, soit à l'étranger, si l'on veut mettre sur pied un service efficace.

INVESTISSEMENTS ET DÉPENSES

Dans tout ce chapitre, on a insisté sur le caractère complémentaire des diverses mesures de développement agricole et les rapports étroits qui lient développement agricole et développement économique général, à défaut duquel il n'est pas de progrès agricole. Cependant, s'ils sont au fond complémentaires, tous les projets, de nature agricole ou autre, sont en un certain sens concurrents. En effet, tous se disputent les fonds limités disponibles pour investissement et les crédits budgétaires courants, ainsi que les ressources sur le plan de l'administration et de l'organisation, lesquelles, dans de nombreux pays, peuvent constituer un facteur limitant tout autant que l'insuffisance des moyens financiers.

Les exigences des différents plans ou projets peuvent varier considérablement selon leur type. La principale conséquence est qu'en règle générale les pays donnent la préférence aux projets (et aux moyens de les exécuter) qui mettent principalement en œuvre les ressources dont ils sont le plus abondamment dotés. Il peut également s'ensuivre que, dans certains cas, le choix se porte sur des combinaisons de projets qui soient complémentaires non seulement dans leur effet sur la production, mais également complémentaires (ou tout au moins aussi peu compétitifs que possible) sous le rapport des ressources que demande leur exécution.

Dans le tableau ci-après, on a voulu indiquer brièvement les principales ressources (investissements, crédits budgétaires et moyens d'organisation) qu'exigent quelques projets et politiques de développement représentatifs. Ceci servira à mettre en lumière certains des principaux aspects et rapports, même si, pour ne pas compliquer à l'excès le tableau, on a omis la plupart des effets secondaires, par exemple, les effets inflationnistes que peuvent exercer les grands projets d'investissement gouvernementaux. Lorsqu'une politique de stimulants renforce la demande d'engrais, par exemple, les observations qui figurent dans le tableau, en ce qui concerne l'accroissement des disponibilités

²⁹ En dehors de l'intensité de la demande du secteur agricole, les facteurs déterminants en pareil cas sont principalement non agricoles: par exemple, questions de devises étrangères, coût relatif de la fabrication, disponibilité de main-d'œuvre qualifiée, etc.

TABLEAU SCHEMATIQUE DES RESSOURCES QUE NECESSITENT QUELQUES PROJETS ET MESURES TYPQUES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Projet ou mesure	Investissement non agricole (gouvernement et secteur privé)		Dépenses d'investissement et de production des exploitants		Dépenses du budget courant		Organisation locale nécessaire
	Devises étrangères	Monnaie nationale	Monétaires	Main-d'œuvre (en grande partie non monétaires)	Devises étrangères	Monnaie nationale	
INVESTISSEMENT DIRECT							
Grands ensembles d'irrigation	*** Importation de matériel de construction, de pompes, de turbines, éventuellement de ciment et d'acier.	*** Salaires des ouvriers. Matériaux de construction de provenance locale.	* Tout autre équipement nécessaire à la culture irriguée.	*** Terrassement et creusement de canaux.	-	-	** Organisation et surveillance des travaux (creusement et terrassement) de la culture irriguée, etc.
Petits projets d'irrigation avec l'aide du gouvernement	** Importation de pompes et autres équipements.	*** Norias, pompes ou autre matériel d'irrigation simple, fabriqué dans le pays.	* Ditto	*** Ditto; également installation.	-	-	** Ditto; aussi contrôle des prêts et subventions.
Augmentation des disponibilités d'engrais azotés							
a) Fabriqués dans le pays	*** Importation de matériaux et d'équipement pour les usines.	*** Main-d'œuvre et matériaux locaux pour la construction des usines et entrepôts.	** Achat d'engrais.	* Application des engrais.	-	{ Eventuellement octroi de subventions aux exploitants, pour l'achat d'engrais. }	** Distribution (qui ne sera pas nécessairement gouvernementale).
b) Importés	-	-	-	-	*** Importation d'engrais.	-	-
Amélioration du matériel végétal	-	** Création de fermes de production de semences, etc.	* Achat des semences.	-	-	Ditto	** Organisation sur place de la multiplication et de la distribution des semences (non nécessairement gouvernementale).

STIMULANTS						
Stabilisation des prix intérieurs et amélioration du marketing	-	***	Création d'un réseau de points d'achats et d'entrepôts. Constitution d'un fonds de roulement.	***	Encouragera probablement les dépenses de production et les investissements ¹ .	*** Encouragera probablement les investissements non monétaires et l'effort de production ¹ .
	-	***	Points de distribution. Constitution d'un fonds de roulement.	*** Ditto ¹	* Ditto	Ditto
Crédit agricole	-	***	Points de distribution. Constitution d'un fonds de roulement.	*** Ditto ¹	* Ditto	Ditto
Réforme agraire	-	-	-	*** Ditto ¹	*** Ditto	Indemnisation des propriétaires (selon les modalités de financement).
	-	-	-	*** Ditto ¹	*** Ditto	Gouvernementale mais non permanente.
SERVICES DE RECHERCHE, DE VULGARISATION ET D'ENSEIGNEMENT	* Faibles importations de matériel.	* Création de stations de recherche.	*** Ditto ¹	*** Ditto ¹	*** Ditto	Normallement techniciens gouvernementaux expérimentés.

NOTE: Pour simplifier, on n'a pas tenu compte du coût que représentent les services administratifs et techniques centraux et les techniciens étrangers. Ont été également omis les coûts d'exploitation et le travail des exploitants, par exemple, le surcroît d'effort que demande la cultivation (par exemple, deux cultures au lieu d'une) et la récolte de la production plus abondante que fournissent les terres irriguées ou fertilisées. On n'a compris que le coût de construction des grands ensembles d'irrigation: une fois qu'ils entrent en service, il faut faire face aux dépenses courantes de fonctionnement, qui sont normalement couvertes par les redevances sur l'eau. Le nombre d'astérisques est proportionnel à l'importance des divers éléments, mais il ne s'agit que d'indications *grasso modo*, permettant une comparaison approximative. Enfin, le tableau ne tient pas compte des effets secondaires tels que les pressions inflationnistes.

¹ Accroissement des achats d'engrais, de semences améliorées, d'outils et machines agricoles, etc.

d'engrais, représentent un effet indirect et secondaire.

Le tableau peut également servir à montrer plus nettement les dépenses monétaires et les autres efforts que devront consentir les gouvernements, les organismes privés ou semi-privés et les exploitants, si l'on veut que la mesure ou la politique considérée se traduise par un relèvement de la production. Ainsi, un plan de stabilisation des prix n'exercera complètement son effet stimulant que si l'on a prévu des centres locaux d'achats, dotés du personnel et des moyens financiers nécessaires et facilement accessibles à la plupart des cultivateurs. Il en sera de même d'un plan d'accroissement des disponibilités d'engrais, s'il n'existe pas un système satisfaisant de distribution, si les exploitants ne trouvent pas de crédit pour acheter ces produits et si les rapports de prix n'en rendent pas l'utilisation lucrative.

Les dépenses consacrées aux investissements et à la production par les exploitants individuels ainsi que les investissements non monétaires qu'engendrent les stimulants ont été indiqués à part des investissements extérieurs au secteur agricole proprement dit. Ce dernier poste, ainsi que les dépenses budgétaires courantes, ont été ventilés pour qu'on puisse discerner l'élément « devises étrangères ». Quant aux organisations locales, en contact avec les exploitants, il leur a été réservé une colonne, d'une part pour en souligner l'importance, d'autre part parce que le gouvernement n'aura pas fatalement à assurer la totalité des besoins et des dépenses à ce titre: une grande partie peut en effet être couverte par les coopératives de production, de crédit ou de commercialisation, ou encore par l'initiative privée.

On peut signaler rapidement certains des aspects qui ressortent du tableau. Peu de projets intéressant le secteur agricole nécessitent la dépense directe de grosses sommes de devises étrangères. Au contraire, le développement agricole aide souvent de manière importante à accroître les rentrées de devises ou à éviter des importations. Les projets intéressant l'irrigation et la production d'engrais sont, parmi ceux qui figurent dans le tableau, les seuls qui d'ordinaire entraîneront pour les pays insuffisamment développés des dépenses substantielles de devises étrangères; toutefois, il en sera habituellement de même des projets concernant le machinisme agricole, la production de produits antiparasitaires, etc.

Les stimulants ou l'amélioration des services agricoles ne demandent pas, en règle générale, d'importants investissements monétaires directs. Un plan de stabilisation des prix suppose la création d'un

réseau de points d'achats et d'entrepôts, qui peuvent entraîner un investissement important³⁰. Les stations de recherche agricole et les écoles d'agriculture demanderont certains investissements. De manière générale, toutefois, les principales dépenses seront les paiements courants à effectuer au titre des salaires. Malgré l'importance d'une organisation satisfaisante (spécialement au niveau local) et des services techniques, leur coût direct est d'ordinaire faible par comparaison avec celui des projets de développement, y compris le coût des entrées. En fait, la dépense principale ne résulte pas d'ordinaire des stimulants eux-même, mais du fait qu'il faut satisfaire l'accroissement que peut déterminer cette politique dans la demande des exploitants à l'égard des biens de production et également des biens de consommation. Toutefois, l'augmentation des dépenses des exploitants se rapportera d'ordinaire à des projets produisant rapidement des résultats (par exemple, création de petits réseaux d'irrigation, développement de l'utilisation des engrais ou des semences améliorées), tandis que l'investissement sera non monétaire en grande partie. Il y aura donc rarement accroissement des dépenses personnelles tant que les cultivateurs n'auront pas récolté et vendu une production accrue. Il ne devrait donc guère en résulter de pressions inflationnistes.

Certaines mesures du type « stimulant » peuvent nécessiter d'autres déboursments substantiels, qui seront cependant plus importants du point de vue du Trésor public, pour ainsi dire, que par leur impact général sur l'économie: exemple, les indemnités d'expropriation dans un plan de réforme agraire. En dehors des fonds initiaux que demande une politique de crédit agricole, il peut y avoir des pertes du fait de mauvais payeurs. Il peut également se produire des pertes dans un plan de stabilisation des prix intérieurs³¹, spécialement au début, lorsque

³⁰ Il pourra également être nécessaire de faire face aux dépenses que comporte la détention d'un stock, par exemple de céréales.

³¹ Dans certains pays, les soutiens de prix servent à relever les revenus agricoles pour des raisons sociales et il peut y avoir des transferts substantiels de fonds vers le secteur agricole, soit que le gouvernement effectue des paiements directs, soit (et c'est plus souvent le cas) qu'il maintienne artificiellement le niveau des prix agricoles. La pauvreté de la plupart des consommateurs exclut de telles politiques dans la plupart des pays insuffisamment développés, où il se produit le plus souvent une sortie nette de fonds du secteur agricole vers les autres secteurs. Néanmoins, les mesures de stabilisation des prix peuvent

le personnel manque d'expérience. Tout cela représente au fond des paiements de transfert, qui redistribuent le revenu national mais n'affectent guère son niveau, bien qu'ils puissent modifier la structure des dépenses. Néanmoins, il faut assurer un grand nombre de ces paiements, soit à l'aide des recettes courantes, soit par émission de bons. Dans l'un ou l'autre cas, il peut en résulter des difficultés pour le ministère des finances dans les pays insuffisamment développés.

LA CONCENTRATION DES RESSOURCES

Tout pays dans lequel un programme vigoureux de développement économique et d'investissement impose une charge appréciable aux ressources économiques se trouvera probablement menacé d'inflation. Il viendra nécessairement un moment où l'addition de nouveaux projets, pour désirables qu'ils soient, sera incompatible avec le degré de stabilité que devrait raisonnablement avoir sa monnaie. Ceci s'applique particulièrement aux projets dont les effets ne se font pas sentir rapidement et qui nécessitent de gros investissements. Lorsque ce stade est atteint, toute expansion du programme d'investissement dépendra de l'aide économique qui pourra être trouvée à l'étranger.

Naturellement, cette aide est la plus utile si elle est octroyée sous forme de devises étrangères convertibles, mais on peut élargir le programme de développement grâce à d'autres types d'aide (y compris les livraisons de biens et l'assistance technique), si ces types permettent d'éliminer les facteurs limitants dans le pays bénéficiaire. Depuis quelque temps, on s'intéresse beaucoup à la possibilité d'employer les excédents agricoles pour contribuer au développement économique. Des livraisons de ces excédents, effectuées à des conditions spéciales, peuvent effectivement accroître les ressources dont le pays dispose pour son développement économique, si le renforcement de la demande

fréquemment relever les recettes des exploitants sans augmenter les prix de détail, en réduisant les coûts de distribution, y compris les gains spéculatifs que les distributeurs réalisent souvent lorsque les prix agricoles accusent de fortes fluctuations saisonnières. Il n'est pas rare, toutefois, dans les pays insuffisamment développés, que l'on aide un secteur de l'agriculture aux frais d'un autre: en instituant une taxe à l'exportation de certains produits agricoles pour financer un prix d'encouragement à la production (ou une subvention à la consommation), en ce qui concerne par exemple les céréales pour la consommation intérieure.

des consommateurs provoqué par les investissements engendre des pénuries alimentaires et des pressions inflationnistes auxquelles le seul autre moyen de parer est d'importer des aliments payés en devises étrangères. Cependant, tous les «fonds de contrepartie» produits par la vente des excédents ne représentent par un surcroît de ressources d'investissement, car le gouvernement aurait toujours pu se procurer des fonds en monnaie nationale, soit par des emprunts, soit par d'autres moyens. Une mise en garde s'impose peut-être: si par exemple des mesures de réforme agraire, d'amélioration de la commercialisation ou de stabilisation des prix intérieurs sont nécessaires au développement sain de l'agriculture du pays bénéficiaire, il importerait que le répit acquis vis-à-vis des pénuries alimentaires et des pressions inflationnistes grâce aux importations d'excédents agricoles soit utilisé pour effectuer ces améliorations, et non pas comme prétexte pour différer des réformes nécessaires.

Dans l'analyse précédente, on a tenté d'indiquer les principaux facteurs dont il faut tenir compte au moment de faire un choix définitif parmi les projets et mesures de développement de l'agriculture. Cependant, on a également souligné que les divers projets et mesures se complètent et se renforcent mutuellement. Si le choix implique que l'on renonce à certains types de projets, on s'expose à perdre cet avantage. D'un autre côté, vouloir tout faire à la fois peut aboutir à disperser les ressources au point qu'elles seront en grande partie gaspillées. Tel est le dilemme perpétuel du planificateur.

Ces difficultés se manifestent et dans le secteur agricole, et dans ses rapports avec le reste de l'économie. Un projet d'irrigation aura le plus de probabilités de réussir si, en même temps, des services de vulgarisation bien organisés peuvent conseiller les exploitants sur les méthodes de culture irriguée, si des moyens de crédit leur permettent d'appliquer ces méthodes, s'ils peuvent obtenir les biens de production nécessaires, si le régime foncier les encourage à sacrifier leur argent et leur peine pour améliorer leur exploitation, si enfin des circuits commerciaux efficaces et une stabilité raisonnable des prix leur assurent un juste bénéfice. Qu'une ou plusieurs de ces conditions ne soient pas remplies, et tous les autres facteurs s'en trouveront affaiblis, ce qui ralentira le développement.

De même, le développement agricole sera le plus rapide si un progrès parallèle des industries urbaines assure aux cultivateurs, d'une part un

débouché plus vaste pour leur production et, d'autre part, des disponibilités croissantes de biens de production et de consommation à des prix abordables. Ainsi, le développement de l'agriculture et celui de l'industrie vont de pair. Ce n'est pas par hasard que l'agriculture des pays industrialisés est souvent la plus productive ou que, compte tenu des limitations imposées par le climat et par le sol, l'agriculture la plus efficace se trouve dans ces pays au voisinage de grands centres où l'influence urbaine est la plus forte.

Pour ne rien perdre des avantages que représentent ces influences bénéfiques réciproques et une accumulation suffisante de ressources, on peut faire porter une grande partie de l'effort total de développement sur une zone ou sur un secteur déterminé du pays. Un plan global de développement s'appliquant à une zone limitée permet en effet une concentration de ressources qui serait impossible si celles-ci étaient étalées sur l'ensemble de l'économie. Dans la planification générale, on peut choisir des zones limitées qui feront l'objet d'un effort plus intensif de développement. Dans un pays qui se trouve en cours de développement, par exemple, il serait raisonnable de se concentrer sur une région favorable, où les investissements produiraient les résultats les plus importants et les plus rapides. S'il s'agit d'un pays qui se trouve à un stade plus avancé, un plan de développement localisé pourra aider une région arriérée à rattraper son retard par rapport au reste du pays, comme par exemple les projets exécutés en Italie méridionale par la Cassa per il Mezzogiorno.

Si l'on applique la même formule en se limitant au secteur agricole, deux solutions sont possibles. On peut dresser un plan complet pour accroître la production ou la productivité d'une culture donnée, présentant une importance particulière pour le pays, ou bien choisir une zone limitée qui fera l'objet d'un effort global de mise en valeur agricole.

Les exemples de cultures particulières qui font l'objet d'une attention spéciale ne manquent pas. La production de jute a été rapidement développée en Inde après la bipartition et, plus récemment, la production indienne de canne à sucre a remarquablement réagi à l'institution de prix minimums garantis aux producteurs, à la distribution de semences améliorées et à d'autres mesures. Le caoutchouc, le cacao et d'autres cultures d'exportation ont également fait l'objet d'efforts particuliers, visant parfois à accroître la production ou, ce qui est plus fréquent depuis quelque temps, à aug-

menter la productivité et, par conséquent, la capacité de concurrence des exportations sur les marchés mondiaux. On peut citer les programmes – en grande partie autofinancés – qui sont appliqués à Ceylan et dans la Fédération de Malaisie pour rénover les plantations de caoutchouc à l'aide de variétés à haut rendement.

Etant donné que, dans bien des cas, les cultures sont fortement concentrées dans des régions favorables, il se trouve que, dans la pratique, ces plans sont souvent automatiquement localisés. Cependant, lorsqu'il y a surtout besoin d'accroître la production d'une culture de base, par exemple de céréales produites dans toutes les parties du pays, il faudra choisir une zone géographique limitée si l'on veut réaliser une concentration efficace des ressources.

Suivant une suggestion formulée dans un rapport établi par des spécialistes sous les auspices de la Fondation Ford ³², il est proposé que, dans le cadre du troisième plan quinquennal indien, on choisisse dans chaque Etat un district qui fera l'objet d'un effort global. Il est prévu de fournir aux exploitants de ces districts les principaux moyens indispensables à l'accroissement de la production: eau d'irrigation, engrais, produits antiparasitaires, semences sélectionnées, services de vulgarisation renforcés et systèmes de crédit et de commercialisation améliorés. Dans le choix des districts, on a tenu compte des moyens d'irrigation existants, de leur immunité relative vis-à-vis des vicissitudes atmosphériques et de l'importance de la contribution qu'ils fournissent déjà aux approvisionnements de céréales qui passent par les circuits commerciaux.

Cette formule peut être utile à bien des égards. Elle peut accroître substantiellement la production. Elle peut constituer un secteur-pilote ou expérimental, où seront essayées de nouvelles solutions dont l'application pourra être étendue si les résultats sont satisfaisants. En outre, ce sera l'occasion d'entraîner des administrateurs, des techniciens et du personnel local. Les secteurs-pilotes ont également été utilisés à plus petite échelle pour mettre à l'essai des projets plus limités, par exemple celui de l'assurance-récoltes à Ceylan. Ces projets-pilotes sont également utiles parce qu'ils permettent de mettre au point des méthodes administratives appropriées et de souligner les difficultés, bien qu'ils n'offrent naturellement pas l'avantage des inter-

³² *Report on India's food crisis and steps to meet it*. Gouvernement de l'Inde, avril 1959. La Fondation Ford contribuerait au financement de ce plan.

actions entre différents types de projets, qui constituent un des aspects les plus intéressants de la méthode globale.

Il faudrait une expérience plus grande des efforts localisés de développement intensif de l'agriculture. Ces plans ont toutefois les plus grandes probabilités de succès lorsqu'ils sont un élément de plans plus vastes de développement global intensif. En principe, il importerait que les périmètres choisis, tout en étant assez restreints pour permettre une concentration suffisante des ressources, soient en même temps assez vastes pour constituer une zone représentative et non un village de démonstration. Normalement, plusieurs années seraient nécessaires pour exécuter convenablement l'expérience. D'un autre côté, il peut facilement surgir des difficultés si on la poursuit assez longtemps pour que l'écart entre les secteurs de développement et le reste du pays devienne très prononcé. Pour éviter les jalousies locales, il conviendrait de bien préciser dès le départ qu'il s'agit de projets expérimentaux, qui seront étendus à d'autres régions du pays s'ils donnent de bons résultats.

Il est clair que cette formule ne représente qu'un expédient à appliquer lorsque les ressources disponibles sont notoirement insuffisantes pour entreprendre un effort de développement de portée nationale. Elle peut permettre d'obtenir un effet de rupture dans une zone limitée, résultat qui pourra ultérieurement être étendu au reste du pays. Pour des raisons politiques et sociales, il est difficile de pousser trop loin l'application de la méthode et on ne peut affecter à cette action de choc qu'une partie seulement des ressources du pays. Dans un certain sens, toutefois, cette formule reproduit de manière coordonnée le processus qui s'est déroulé jadis dans la plupart des pays actuellement développés, en raison de l'inégalité de la répartition des marchés et des ressources naturelles. Dans ces pays également, il y eut alors des zones de développement économique rapide et des zones qui restèrent relativement à l'écart. En règle générale, c'est seulement depuis quelques dizaines d'années que les pays économiquement développés ont entrepris consciemment de réduire l'écart entre leurs régions avancées et leurs régions arriérées.

Bibliographie choisie sur la préparation des programmes agricoles

Alors que la planification du développement économique général a fait l'objet de nombreuses publications, la littérature consacrée au développement agricole est moins abondante.

On trouvera dans la première section de la présente bibliographie les titres de quelques études sur le développement économique général, dont la plupart touchent en passant les problèmes de développement agricole. Pour des bibliographies plus complètes sur la question du développement en général, voir: NATIONS UNIES, *Bibliographie de l'industrialisation dans les pays sous-développés* (New York, 1956; N° de vente: 1956. II. B2); ORGANISATION EUROPÉENNE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE, *Pays en voie de développement* (Paris, 1960, Bibliographie spéciale N° 34); HAZLEWOOD, Arthur, *The economics of underdeveloped areas* (Londres, Oxford university press, 1959).

La deuxième section indique les ouvrages qui traitent non seulement de la planification agricole dans son ensemble, mais également d'aspects précis et importants de cette planification.

I. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL ET PROGRAMMATION

- AGARWALA, A. N. & SINGH, S. P., eds. *The economics of under-development*. Londres, Oxford university press, 1958.
- AHUMADA, Jorde. *Teoría y programación del desarrollo económico*. Université de Buenos Aires et Commission économique pour l'Amérique latine, 1958. (Miméo.)
- BUCHANAN, N. S. & ELLIS, H. S. *Approaches to economic development*. New York, Twentieth century fund, 1955.
- CLARK, Colin. *The conditions of economic progress*. Londres, Macmillan, 1957.
- HIRSCHMAN, A. O. *The strategy of economic development*. New Haven, Conn., Yale university press, 1958.
- KINDLEBERGER, C. P. *Economic development*. New York, McGraw-Hill, 1958.
- KUZNETS, Simon, MOORE, W. E. & SPENGLER, J. J., eds. *Economic growth; Brazil, India, Japan*.

- Durham, N. C., Duke university press, 1955.
- LEIBENSTEIN, H. *Economic backwardness and economic growth. Studies in the theory of economic development.* New York, Wiley, 1957.
- LEWIS, W. A. *The theory of economic growth.* Londres, Allen & Unwin, 1957.
- MYRDAL, G. *Economic theory and underdeveloped regions.* Londres, Duckworth, 1957.
- NATIONS UNIES. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE. *Problèmes relatifs aux techniques de programmation du développement dans les pays d'Afrique.* Addis-Abéba, 1959.
- . COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE. *Advice and assistance to governments in programming economic development.* New York, 1959.
- . ———. *Analysis and projections of economic development. I. An introduction to the technique of programming.* New York, 1955.
- . ———. *Manual on economic development projects.* New York, 1958.
- . COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT. *Economic development and planning in Asia and the Far East. Problems and techniques. Economic bulletin for Asia and the Far East 6 : 3 : 1-70,* 1955.
- . ———. *Economic development and planning in Asia and the Far East. Policies and means of implementation. Economic bulletin for Asia and the Far East 7 : 3 : 1-69,* 1956.
- NURKSE, R. *Problems of capital formation in underdeveloped countries.* Oxford, Blackwell, 1953.
- ROSTOW, W. W. *The process of economic growth.* New York, Norton, 1952.
- TINBERGEN, J. *The design of development.* Baltimore, Johns Hopkins press, 1958.
- II. DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET PROGRAMMATION
- AZIZ, U. A. *The interdependent development of agriculture and other industries. Malayan economic review 4 : 1 : 21-33,* 1959.
- CALCATERRA, E. *L'agricoltura nello sviluppo delle economie arretrate.* Milan, Giuffrè, 1954.
- NATIONS UNIES. COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE. *The selective expansion of agricultural production in Latin America. Joint report of the Economic Commission for Latin America and the Food and Agriculture Organization of the United Nations.* New York, 1957.
- . COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT. *Le crédit agricole et les petits cultivateurs en Asie et en Extrême-Orient. Etude de la Division de l'agriculture CEAE/FAO.* Genève, 1957.
- . ———. *Economic development and planning in Asia and the Far East. The agricultural sector. Economic bulletin for Asia and the Far East 8 : 3 : 1-77,* 1957. (Rapport conjoint de la CEAE/FAO.)
- . ———. *Some aspects of agricultural development planning in Asia and the Far East. (Etude de la Division de l'agriculture CEAE/FAO.) Economic bulletin for Asia and the Far East 11 : 1,* 1960.
- OHKAWA, K. *Economic growth and agriculture, with special reference to the productivity-employment problem. Annals of the Hitotsubashi Academy, Tokyo 7 : 1 : 46-60,* 1956.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. *Documentation préparée pour le Center on land problems in Asia and the Far East, held in Bangkok, Thailand, 22 November - 11 December 1954, under the FAO Extended Technical Assistance Program.* Rome, 1955.
- . *Enquête FAO sur la planification au Proche-Orient. Rapport général sur les méthodes et l'organisation de la planification du développement agricole au Proche-Orient.* Rome, 1960.
- . *Enquête sur les problèmes relatifs aux mesures de stabilisation des prix agricoles et de soutien de l'agriculture.* Rome, 1960.
- . *Les problèmes de la commercialisation et leurs solutions.* Rome, 1958. (Collection FAO: La commercialisation. Cahier N° 1.)
- . *Problèmes de l'expansion de l'alimentation et de l'agriculture au Proche-Orient.* Rome, 1955.
- . *Problèmes de l'expansion de l'alimentation et de l'agriculture en Extrême-Orient.* Rome, 1956.
- . *Projet de développement méditerranéen. Développement agro-sylvicole et expansion économique dans les pays méditerranéens.* Rome, 1959. (Un rapport d'ensemble et dix rapports nationaux.)
- . *Rapport sur la Réunion technique sur la commercialisation en Asie et en Extrême-Orient.* Rome, 1959.
- . *Report of the FAO/ECAFE Centre on policies to support and stabilize agricultural prices and incomes in Asia and the Far East.* Rome, 1959.
- . *Report of the Latin American Centre on food and agricultural price stabilization and support policies.* Rome, 1959.

———. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*.

1956. Chap. III. Certains facteurs qui influent sur le développement des échanges des produits agricoles.

1957. Chap. III. Facteurs influençant les tendances de la consommation alimentaire.

1959. Chap. III. Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique.

Chap. IV. Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre.

SEN, S. R. The strategy for agricultural development. *Agricultural situation in India* 14: 1068-1078, 1960.

WARRINER, D. *Land reform and development in the Middle East. A study of Egypt, Syria and Iraq*. Londres, Oxford university press, 1957.

TABLEAUX ANNEXES

TABLEAU ANNEXE 1A. - INDICES DU VOLUME DE LA PRODUCTION AGRICOLE, PAR RÉGION ET PAYS

	1952/53	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
	..... Moyenne 1952/53-1956/57 = 100						
EUROPE OCCIDENTALE	93	100	101	103	103	107	109
Autriche	91	102	97	103	107	110	120
Belgique-Luxembourg	93	96	104	107	100	105	110
Danemark	99	101	101	97	102	110	110
Finlande	98	105	100	97	100	106	109
France	91	99	104	104	101	103	105
Allemagne occidentale	95	101	101	100	102	105	108
Grèce	79	102	100	108	111	127	120
Irlande	95	98	106	99	103	115	102
Italie	92	104	96	105	104	101	113
Pays-Bas	99	99	100	104	98	104	109
Norvège	97	99	100	97	108	101	103
Portugal	87	106	104	102	101	105	99
Espagne	101	95	103	98	103	108	110
Suède	104	104	101	91	101	100	94
Suisse	100	101	102	99	98	101	113
Royaume-Uni	96	98	99	99	108	108	105
Yougoslavie	70	108	94	125	103	137	116
AMÉRIQUE DU NORD	99	99	97	101	103	98	106
Canada	110	103	78	99	109	92	98
Etats-Unis	98	98	99	101	103	99	107
AMÉRIQUE LATINE	95	96	100	102	106	112	115
Argentine	99	97	99	97	107	109	108
Bésil	93	95	99	106	106	115	122
Chili	100	95	102	101	102	110	110
Colombie	98	100	98	102	102	110	113
Cuba	99	97	94	99	111	114	115
Mexique	85	88	103	111	113	121	126
Pérou	98	100	102	103	97	98	98
Uruguay	97	108	102	99	95	101	93
EXTRÊME-ORIENT (non compris la Chine continentale)	93	98	100	104	107	105	109
Birmanie	102	98	97	96	107	92	107
Ceylan	94	95	101	108	102	105	108
Chine: Taiwan	96	97	100	101	108	114	117
Fédération de Malaisie	95	93	99	105	108	108	110
Inde	91	101	101	103	105	104	106
Indonésie	93	98	106	102	102	103	105
Japon	96	85	94	114	110	115	118
Corée du Sud	86	105	105	106	98	107	109
Pakistan	99	97	102	98	105	103	100
Philippines	93	98	99	101	109	111	111
Thaïlande	89	106	85	105	115	93	106
AFRIQUE	94	98	100	102	106	103	107
Algérie	91	101	106	95	108	98	95
Maroc: ancienne zone française	92	102	106	100	100	85	93
Tunisie	94	109	103	81	113	98	136
Union sud-africaine	91	96	101	104	108	107	108
PROCHE-ORIENT	94	100	97	100	109	112	116
Iran	90	98	98	104	109	114	115
Israël	81	92	100	103	123	128	132
Turquie	99	107	87	101	106	109	121
R.A.U.: Région égyptienne	96	92	102	103	107	114	115
OCÉANIE	96	98	98	104	105	102	116
Australie	97	97	97	104	105	99	119
Nouvelle-Zélande	97	96	100	103	104	106	109

NOTE: Ces indices peuvent ne pas correspondre avec ceux publiés par les pays, en raison de différences dans la portée, la pondération et les méthodes de calcul.

TABLEAU ANNEXE IB. — INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE PAR HABITANT, PAR RÉGION ET PAYS

	1952/53	1953/54	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59 (prov.)
..... Moyenne 1952/53-1956/57 = 100							
EUROPE OCCIDENTALE	95	101	101	102	102	105	106
Autriche	91	102	96	103	108	110	121
Belgique-Luxembourg	94	96	104	107	100	106	112
Danemark	99	101	101	97	102	110	110
Finlande	98	105	100	97	100	106	109
France	91	100	104	104	101	103	105
Allemagne occidentale	95	101	101	100	102	105	109
Grèce	81	105	100	103	110	123	120
Irlande	95	98	106	99	103	115	102
Italie	91	103	96	105	104	102	114
Pays-Bas	99	99	101	103	98	105	110
Norvège	97	99	100	97	108	101	103
Portugal	87	106	104	102	101	105	99
Espagne	101	95	103	98	102	109	110
Suède	104	104	101	91	101	100	94
Suisse	100	101	102	99	98	101	113
Royaume-Uni	96	98	99	99	108	108	105
Yougoslavie	70	109	93	125	103	137	117
AMÉRIQUE DU NORD	103	100	97	99	101	96	102
Canada	111	104	78	99	107	91	96
Etats-Unis	98	97	100	101	104	103	112
AMÉRIQUE LATINE	99	99	101	99	103	103	103
Argentine	98	96	100	98	108	108	108
Brésil	89	95	101	103	111	115	119
Chili	100	95	102	101	102	110	110
Colombie	97	97	97	106	102	105	108
Cuba	100	97	94	98	111	113	116
Mexique	87	91	103	106	113	120	123
Pérou	100	102	101	102	95	97	95
Uruguay	95	109	101	99	95	100	94
EXTRÊME-ORIENT (non compris la Chine continentale)	95	100	100	102	104	100	103
Birmanie	102	98	96	96	107	92	108
Ceylan	97	90	101	113	99	99	101
Chine: Taïwan	96	97	100	100	107	113	117
Fédération de Malaisie	90	89	102	104	115	113	109
Inde	90	102	101	103	104	103	105
Indonésie	90	98	106	102	104	104	107
Japon	97	85	94	114	110	115	119
Corée du Sud	86	107	104	106	98	108	110
Pakistan	96	100	103	96	105	102	100
Philippines	94	99	100	101	107	110	111
Thaïlande	90	108	83	104	114	89	104
AFRIQUE	99	101	100	99	101	96	96
Algérie	91	99	106	95	110	98	95
Maroc: ancienne zone française	91	102	106	100	101	85	99
Tunisie	95	110	103	80	113	99	137
Union sud-africaine	91	96	100	104	108	107	108
PROCHE-ORIENT	97	103	97	98	105	105	105
Iran	92	98	98	103	109	114	114
Israël	82	92	101	103	122	126	130
Turquie	99	108	86	100	106	111	123
R.A.U.: Région égyptienne	86	93	103	105	113	115	111
OCÉANIE	103	103	99	101	95	92	105
Australie	98	101	99	104	98	95	120
Nouvelle-Zélande	98	96	100	103	102	104	105

NOTE: Ces indices peuvent ne pas correspondre avec ceux publiés par les pays, en raison de différences dans la portée, la pondération et les méthodes de calcul.

TABLEAU ANNEXE 2A. - PRODUCTION MONDIALE ¹ DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
..... Millions de tonnes								
Blé	95,0	113,6	119,2	124,2	123,1	126,2	139,0	135,5
Orge	28,5	36,1	44,8	46,3	52,4	49,9	51,6	51,5
Avoine	37,5	42,5	42,3	45,7	43,9	40,8	43,2	37,5
Maïs	94,1	119,6	123,5	130,2	137,0	139,4	150,0	166,6
Riz (équivalent de riz usiné)	70,2	75,0	82,5	88,6	93,0	86,7	95,1	99,0
Sucre (centrifugé)	20,0	26,6	31,7	32,3	33,8	35,5	39,1	38,8
Agrumes	11,1	15,1	17,8	18,2	18,0	18,1	19,7	20,0
Pommes	11,0	12,7	13,8	12,8	14,7	9,0	19,0	12,2
Bananes	8,1	11,4	12,7	12,9	13,4	14,2	14,3	14,2
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	9,2	11,7	13,3	13,4	14,9	14,8	15,3	15,2
Graisses animales	3,01	4,14	4,72	5,02	5,33	5,29	5,12	5,29
Café	2,41	2,25	2,43	2,84	2,51	3,17	3,48	4,53
Cacao	0,74	0,75	0,82	0,83	0,90	0,77	0,92	0,98
Thé	0,47	0,56	0,67	0,70	0,70	0,72	0,76	0,76
Vin	18,0	17,6	21,2	21,4	20,8	16,8	21,7	21,9
Tabac	1,96	2,46	2,78	2,88	2,91	2,78	2,71	2,77
Coton (fibre)	5,29	5,78	6,48	6,82	6,51	6,18	6,36	6,98
Jute	1,95	2,04	1,67	2,32	2,31	2,23	2,41	2,11
Laine (en suint)	1,51	1,57	1,75	1,81	1,91	1,87	1,96	2,04
Caoutchouc (naturel)	1,00	1,74	1,85	1,95	1,92	1,93	1,95	2,09
Lait (total)	193,6	205,2	227,4	229,3	233,6	238,4	240,1	242,6
Viande ²	26,9	30,5	35,4	37,2	38,9	39,3	39,1	39,8
Œufs	5,82	7,48	8,70	8,85	9,06	9,33	9,50	9,66
..... Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100								
Indices de tous les produits agri- coles	77	89	99	102	105	104	109	112
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)	
..... Millions de mètres cubes								
PRODUITS FORESTIERS								
Bois ronds	1 470	1 552	1 601	1 658	1 663	1 664	1 670	
Sciages	267,0	274,5	296,3	294,2	289,6	295,0	303,0	
Contre-plaqué	8,3	9,0	10,8	11,3	11,8	13,0	14,1	
..... Millions de tonnes								
Pâte de bois	39,1	42,4	46,6	49,8	50,3	50,2	51,7	
Papier journal	9,8	10,4	11,2	12,0	12,3	12,1	12,6	
Autres papiers et cartons	38,6	41,0	45,7	48,0	49,3	50,5	52,0	

¹ Non compris l'U.R.S.S., l'Europe orientale et la Chine continentale, sauf pour les produits forestiers. - ² Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 2B. - EXPORTATIONS MONDIALES ¹ DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	15,36	25,03	22,64	24,72	31,64	29,47	27,55	28,74
Orge	1,74	3,23	5,47	5,16	7,04	6,35	6,51	6,16
Avoine	0,72	1,23	1,48	0,91	1,33	1,44	1,47	1,39
Mais	9,33	4,34	5,42	4,68	5,88	7,12	8,80	9,63
Riz (équivalent de riz usiné)	9,67	4,40	4,29	4,85	5,46	5,61	5,03	4,83
Sucre (équivalent de sucre brut) ²	9,64	10,74	11,90	13,31	13,52	14,67	14,33	13,24
Agrumes ³	2,07	1,89	2,60	2,84	2,39	2,69	2,76	3,08
Pommes	0,69	0,57	0,70	0,98	0,87	1,14	0,86	1,22
Bananes	2,48	2,35	2,93	3,05	2,96	3,25	3,49	3,55
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) ⁴	4,19	3,63	4,51	4,61	4,98	5,15	4,82	5,04
Café	1,66	1,94	1,80	2,08	2,34	2,24	2,23	2,59
Fèves de cacao	0,69	0,70	0,72	0,72	0,76	0,80	0,66	0,75
Thé	0,40	0,42	0,51	0,44	0,52	0,50	0,54	0,52
Vin	1,94	1,64	2,39	2,69	2,49	2,79	2,74	2,47
Tabac	0,49	0,54	0,59	0,64	0,64	0,68	0,66	0,64
Coton (fibre)	3,01	2,36	2,64	2,39	2,85	3,09	2,63	2,77
Jute	0,82	0,86	0,90	1,00	0,89	0,82	0,93	0,87
Laine (poids effectif)	1,08	1,10	1,04	1,17	1,21	1,23	1,17	1,39
Caoutchouc (naturel) ⁵	1,04	1,82	1,87	2,07	2,07	2,05	2,14	2,33
Viande (fraîche, réfrigérée et congelée) ⁶	1,15	0,96	1,11	1,18	1,35	1,43	1,49	1,59
Œufs (en coque)	0,25	0,24	0,34	0,35	0,35	0,38	0,39	0,43
<i>Millions de mètres cubes</i>								
PRODUITS FORESTIERS								
Bois ronds ⁷		^a 18,4	21,3	27,0	26,6	27,3	25,5	26,0
Sciages		^a 28,7	32,1	35,7	31,8	33,9	33,1	34,4
Contre-plaqués		^a 0,5	0,8	1,0	0,9	1,1	1,1	1,2
<i>Millions de tonnes</i>								
Pâte de bois		^a 6,0	6,9	7,6	7,8	7,8	7,7	7,9
Papier journal		^a 6,0	6,2	6,6	7,0	6,9	6,8	6,9
Autres papiers et cartons		^a 2,3	2,8	3,2	3,2	3,6	3,5	3,7

¹ Y compris les exportations du reste du monde à destination de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine continentale, mais non compris les exportations de ces pays, sauf pour les produits forestiers. - ² Non compris les échanges entre les Etats-Unis et leurs territoires. - ³ Oranges et citrons seulement. - ⁴ Non compris le coprah importé en Malaisie et à Singapour et destiné à être réexporté, mais y compris le coprah introduit en contrebande d'Indonésie et du Bornéo du Nord en Malaisie et à Singapour. - ⁵ Non compris les importations de la Malaisie et de Singapour destinées à être réexportées, mais y compris le caoutchouc introduit en contrebande d'Indonésie en Malaisie et à Singapour. - ⁶ Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc. - ⁷ Grumes, bois à pâte, bois de mine, bois de chauffage, poteaux, pilotis et pieux. - ^a 1953.

TABLEAU ANNEXE 3A. — EUROPE OCCIDENTALE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
Blé	31,07	30,32	35,70	37,81	32,00	40,57	39,09	42,57
Seigle	7,49	6,65	7,64	6,69	7,14	7,21	6,98	7,15
Orge	9,08	10,93	13,72	14,74	19,04	17,50	17,69	20,38
Avoine	16,44	14,84	14,58	14,78	15,98	13,23	12,87	12,64
Maïs	9,73	7,15	8,55	9,72	10,11	12,19	11,04	14,16
Sucre (centrifugé)	4,02	5,14	6,53	6,89	6,49	7,03	8,16	7,24
Pommes de terre	69,87	76,26	80,93	73,04	84,07	78,58	72,42	81,39
Agrumes	1,99	2,10	2,63	2,54	1,84	2,76	2,89	3,11
Pommes	7,42	8,74	9,49	8,69	10,29	4,22	13,73	7,19
Huile d'olive	0,81	0,86	0,85	0,72	0,90	1,08	0,86	1,07
Graisses animales	1,04	0,89	1,18	1,25	1,31	1,37	1,42	1,44
Vin	14,13	13,10	15,33	16,08	15,58	11,52	16,01	16,31
Tabac	0,19	0,25	0,29	0,34	0,30	0,37	0,31	0,31
Lait (total)	77,02	77,17	90,92	89,74	91,27	95,18	95,69	97,40
Viande ¹	8,56	7,53	10,23	10,51	10,68	11,07	11,25	11,54
Œufs	1,95	2,10	2,66	2,71	2,84	2,99	3,06	3,12
<i>Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100</i>								
Indices de tous les produits agricoles	82	87	101	103	103	107	109	113
	1938	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de standards</i>								
PRODUITS FORESTIERS								
Sciages de résineux	10,24	9,87	10,72	11,13	10,84	10,62	10,61	10,42
<i>Millions de mètres cubes</i>								
Sciages de feuillus	9,07	9,08	9,92	10,69	10,70	10,80	10,95	10,97
Contre-plaqués	1,09	1,24	1,86	1,95	1,91	2,10	2,13	2,30
<i>Millions de tonnes</i>								
Panneaux de fibres (durs et isolants)	0,17	0,67	1,05	1,19	1,27	1,38	1,45	1,51
Pâte de bois (chimique)	6,67	5,96	7,66	8,37	8,69	9,24	9,12	9,48
Pâte de bois (mécanique) ²	3,95	3,46	4,40	4,66	4,96	5,08	5,07	5,22
Papier journal	2,80	2,33	2,86	3,12	3,43	3,53	3,51	3,64
Autres papiers et cartons	8,29	8,85	12,11	13,18	13,67	14,76	15,02	15,65

¹ Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc. — ² Y compris l'Europe orientale. — ³ Comprend seulement une partie de la production de pâte éclatée et défibrée.

TABLEAU ANNEXE 3B. — EUROPE OCCIDENTALE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
EXPORTATIONS BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	1,47	0,77	2,31	3,40	2,31	3,10	3,89	3,22
Sucre (équivalent de sucre brut)	0,86	1,37	1,68	1,83	1,56	1,84	1,36	1,29
Agrumes ¹	1,18	0,91	1,26	1,40	0,86	0,97	1,20	1,35
Pommes	0,19	0,31	0,41	0,66	0,53	0,74	0,40	0,80
Vin	0,50	0,48	0,77	0,76	0,93	0,86	1,11	0,75
Bacon, jambon et porc salé	0,26	0,14	0,27	0,29	0,28	0,30	0,30	0,28
Œufs (en coque)	0,20	0,17	0,26	0,27	0,28	0,31	0,31	0,35
Laine (poids effectif)	0,23	0,11	0,09	0,10	0,11	0,11	0,10	0,13
<i>Millions de mètres cubes</i>								
Grumes de résineux ²	2,39	1,71	0,88	0,92	0,63	0,67	0,94	0,93
Grumes de feuillus ²	0,50	0,45	0,67	0,94	0,66	0,66	0,58	0,77
Bois à pâte ²	3,03	3,53	4,11	5,74	5,22	5,18	3,94	4,45
Bois de mine ²	3,16	3,00	2,44	3,00	3,03	3,13	2,56	1,93
Sciages de résineux ²	13,86	12,66	14,88	15,39	14,05	14,26	13,05	15,18
Contre-plaqués ²	0,36	0,30	0,45	0,50	0,40	0,44	0,41	0,51
<i>Millions de tonnes</i>								
Pâte de bois ²	4,55	3,51	4,39	4,70	4,97	4,90	4,82	5,08
Papier journal ²	0,92	0,87	1,02	1,12	1,30	1,29	1,33	1,36
Autres papiers et cartons ²	1,20	1,51	2,24	2,46	2,48	2,72	2,68	2,96
IMPORTATIONS BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	11,95	14,42	12,88	13,19	15,78	14,04	12,22	12,78
Orge	2,41	2,53	3,95	3,58	5,06	4,62	4,69	4,75
Maïs	8,46	4,03	4,27	4,51	5,02	4,78	6,32	7,65
Riz (équivalent de riz usiné)	1,31	0,35	0,42	0,59	0,59	0,51	0,52	0,61
Sucre (équivalent de sucre brute)	3,47	4,25	3,79	4,07	4,41	5,38	4,87	4,63
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	3,00	2,52	3,02	3,09	3,43	3,57	3,30	3,33
Oranges	1,28	1,33	1,92	2,06	1,73	1,95	2,10	2,24
Café	0,69	0,48	0,61	0,68	0,75	0,76	0,80	0,88
Fèves de cacao	0,36	0,33	0,40	0,40	0,39	0,45	0,39	0,43
Thé	0,26	0,23	0,28	0,26	0,27	0,31	0,30	0,27
Vin	1,68	1,39	2,00	2,40	2,13	2,53	2,64	2,18
Tabac	0,37	0,34	0,39	0,41	0,40	0,41	0,41	0,40
Coton (fibre)	1,76	1,40	1,58	1,42	1,51	1,72	1,43	1,43
Caoutchouc (naturel)	0,36	0,59	0,71	0,80	0,76	0,79	0,77	0,69
Viande (fraîche, réfrigérée et congelée) ³	1,12	0,81	0,77	0,93	1,14	1,18	1,12	1,09
Viande en conserve	0,08	0,18	0,20	0,20	0,19	0,23	0,24	0,24
Bacon, jambon et porc salé	0,39	0,21	0,31	0,31	0,32	0,34	0,35	0,36
Beurre	0,57	0,39	0,32	0,40	0,44	0,45	0,46	0,47
Fromages	0,23	0,27	0,28	0,28	0,30	0,31	0,33	0,34
Œufs (en coque)	0,31	0,21	0,29	0,31	0,32	0,34	0,36	0,41

¹ Oranges et citrons seulement. — ² Y compris l'Europe orientale. Les chiffres d'avant-guerre se rapportent à 1938. — ³ Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 4A. - EUROPE ORIENTALE ET U.R.S.S.: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1949-53	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>							
EUROPE ORIENTALE ¹							
Toutes céréales ²	38,3	37,5	44,5	38,8	47,0	41,2	45,6
Blé	11,9	9,7	12,0	10,8	13,3	11,9	12,8
Seigle	10,9	9,8	11,1	10,7	11,4	11,2	11,3
Orge	4,4	4,3	5,2	4,7	5,3	4,8	5,0
Avoine	5,2	4,7	5,3	5,0	5,3	5,3	5,3
Maïs	5,9	9,0	10,9	7,6	11,7	8,0	11,2
Pommes de terre	56,0	64,2	51,6	66,2	64,5	58,5	...
Betteraves à sucre	20,9	23,5	24,1	19,8	26,3	27,1	25,5
Raisins	1,7	1,6	2,2	1,4	2,1	3,0	2,3
Graines de tournesol	0,59	0,70	0,72	0,56	0,55	0,61	0,93
Lait	20,3	22,3	23,4	23,7	25,3	26,9	...
Œufs ³	9,6	10,6	11,6	12,7	13,6	14,3	...
Tabac	0,12	0,10	0,18	0,21	0,22	0,21	...
Lin (fibre)	0,23	0,10	0,10	0,11	0,09	0,09	...
Coton (brut)	0,11	0,17	0,09	0,07	0,08	0,08	0,08
U.R.S.S.							
Toutes céréales ⁴	80,9	85,6	106,8	127,6	105,0	141,2	124,8
Blé	34,5	42,4	47,3	67,4	58,1	76,6	68,6
Seigle	...	...	...	14,1	14,5	15,8	...
Orge	...	...	...	12,9	8,5	13,0	...
Avoine	...	...	...	13,2	12,7	13,4	...
Maïs	...	3,7	14,7	12,5	7,0	16,7	...
Pommes de terre	75,7	75,0	71,8	96,0	87,8	86,5	86,4
Légumes	10,0	11,9	14,1	14,3	14,8	14,9	14,3
Fruits	2,2	...	...	...	...	3,4	3,8
Raisins	0,8	...	...	...	...	1,7	1,7
Betteraves à sucre	21,1	19,8	31,0	32,5	39,7	54,4	43,9
Graines de tournesol	2,0	1,9	3,8	3,9	2,8	4,6	2,9
Lait	35,7	38,2	43,0	49,1	54,7	58,7	62,0
Beurre	0,50	...	...	...	0,75	0,78	0,84
Viande (poids à l'abattage)	4,9	6,3	6,3	6,6	7,4	7,7	8,9
Viande de porc	1,7	2,7	2,5	2,7	3,3	3,3	3,6
Œufs ³	12,9	17,2	18,5	19,5	22,3	23,0	25,0
Coton (brut)	3,5	4,2	3,9	4,3	4,2	4,4	4,7
Laine (fibre)	0,23	0,22	0,38	0,52	0,44	0,44	0,39
Laine	0,20	0,23	0,26	0,26	0,29	0,32	0,35

SOURCES: Principalement les statistiques officielles des pays intéressés.

¹ Albanie (sauf pour le lait et les œufs), Allemagne orientale, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie et Tchécoslovaquie. Pour certains produits, la production de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Roumanie et de l'Allemagne orientale en 1959 a été estimée. - ² Blé, seigle, orge, avoine, maïs. - ³ Millions. -⁴ Y compris les légumineuses.

TABLEAU ANNEXE 4B. — EUROPE ORIENTALE ¹ ET U.R.S.S.: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Exportations				Importations			
	1955	1956	1957	1958	1955	1956	1957	1958
<i>Milliers de tonnes</i>								
Blé	2 373,2	1 608,6	5 468,2	3 943,2	2 739,6	2 208,2	4 389,3	3 403,1
Seigle	728,6	622,1	442,4	461,0	601,8	791,1	342,0	416,9
Orge	565,0	785,4	1 214,0	278,3	776,0	769,0	1 066,7	600,5
Mais	487,5	492,8	184,6	300,0	680,8	535,1	142,3	667,1
Avoine	75,6	164,3	223,5	261,1	40,0	87,0	150,0	133,0
Riz (équivalent de riz usiné)	21,4	37,9	55,3	50,0	652,5	805,3	571,9	677,6
Autres céréales fourragères	—	—	—	—	233,0	129,0	423,0	69,0
Sucre (équivalent de sucre brut)	1 127,2	525,6	605,2	1 072,9	1 094,5	405,2	706,7	446,2
Agrumes	0,4	0,4	0,3	0,2	152,1	155,9	205,7	274,2
Oléagineux	99,0	88,1	60,2	63,7	1 149,3	1 164,9	1 151,4	952,5
Huiles végétales	52,4	71,3	66,6	72,6	256,6	181,5	117,1	158,1
Viande	153,0	169,5	203,9	178,2	409,5	357,9	291,7	314,7
Beurre	12,9	31,4	54,2	55,6	38,6	41,8	55,9	55,2
Fromage	3,1	3,5	11,2	4,5	11,0	9,8	16,3	11,5
Œufs	43,9	44,5	40,1	51,0	27,2	26,3	30,7	29,4
Thé	5,7	6,4	5,7	4,3	14,2	20,1	27,7	31,9
Tabac	31,7	50,0	48,3	45,2	106,9	127,4	149,1	140,9
Laine (équivalent de laine desuintée)	15,0	13,4	14,5	17,3	91,7	94,9	113,3	114,3
Coton (fibre)	336,9	309,5	318,7	310,9	334,3	358,6	463,3	495,2
Lin	4,5	27,5	35,7	29,7	2,0	2,3	2,1	2,3
Caoutchouc (naturel)	—	—	—	—	103,8	226,6	255,9	377,2
Café	—	—	—	—	15,3	21,4	25,4	28,0
Cacao	—	—	—	—	35,1	38,5	68,1	39,5

¹ Albanie, Allemagne orientale, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie.

TABLEAU ANNEXE 4C. — U.R.S.S.: PRODUCTION ET EXPORTATIONS DE PRODUITS FORESTIERS

	Moyenne 1948-52	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de standards</i>								
PRODUCTION								
Sciages de résineux	8,80	12,08	12,55	13,75	13,93	14,92	17,10	18,01
<i>Millions de mètres cubes</i>								
Sciages de feuillus	7,30	9,96	10,35	11,34	11,49	12,30	14,10	14,85
Contre-plaqués	0,66	0,95	1,02	1,05	1,12	1,15	1,23	1,30
<i>Millions de tonnes</i>								
Panneaux de fibres	0,02	0,04	0,05	0,05	0,07	0,09	0,11	0,13
Pâte de bois (chimique)	1,08	1,56	1,68	1,74	1,85	1,96	2,09	2,22
Pâte de bois (mécanique)	0,43	0,61	0,66	0,72	0,77	0,79	0,81	0,84
Papier journal	0,24	0,29	0,32	0,36	0,36	0,38	0,39	0,41
Autres papiers et cartons	0,92	1,76	1,95	2,04	2,22	2,41	2,57	2,79
<i>Millions de mètres cubes</i>								
EXPORTATIONS								
Bois à pâte	0,05	—	—	0,55	0,53	0,59	0,82	0,99
Bois de mine	0,29	0,44	0,78	0,84	0,64	0,82	0,99	1,13
Sciages de résineux	0,82	1,30	1,74	2,32	2,21	3,46	3,63	4,40
Contre-plaqués	0,05	0,05	0,06	0,09	0,05	0,10	0,11	0,13

TABLEAU ANNEXE 5A. — AMÉRIQUE DU NORD: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
..... Millions de tonnes								
Blé	26,65	44,54	35,81	39,57	42,93	36,37	49,90	41,96
Avoine	18,99	25,30	25,19	28,11	24,97	24,75	26,73	22,03
Maïs	53,20	82,36	78,24	82,84	83,48	87,68	97,31	111,57
Riz (équivalent de riz usiné)	0,62	1,25	1,89	1,65	1,46	1,27	1,31	1,57
Pommes de terre	11,94	12,83	11,41	12,14	12,98	12,91	13,93	12,63
Agrumes	3,62	6,41	7,32	7,47	7,57	6,44	7,42	7,33
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	1,19	2,66	2,86	3,20	3,60	3,38	4,01	3,78
Graisses animales	1,30	2,40	2,58	2,78	3,01	2,85	2,66	2,85
Tabac	0,62	1,02	1,10	1,06	1,06	0,83	0,88	0,89
Coton (fibre)	2,76	3,11	2,98	3,21	2,90	2,39	2,51	3,17
Lait (total)	54,44	59,55	63,03	63,63	64,67	65,24	64,91	64,75
Viande ¹	8,09	10,83	12,37	13,15	13,76	13,28	12,77	13,66
Œufs	2,42	3,77	3,95	3,94	4,01	3,98	3,97	4,01
..... Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100								
Indices de tous les produits agri- coles	70	93	97	101	103	98	106	109
	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
..... Millions de standards								
PRODUITS FORESTIERS								
Sciages de résineux	11,86	18,14	18,43	19,99	19,04	17,36	17,38	18,20
..... Millions de mètres cubes								
Sciages de feuillus	12,08	18,10	17,80	18,68	18,77	14,89	16,01	17,10
Contre-plaqués	0,82	3,49	4,99	6,52	6,71	6,75	7,69	8,15
..... Millions de tonnes								
Panneaux de fibres (durs et iso- lants)	0,64	1,21	1,50	1,67	1,72	1,63	1,71	1,80
Pâte de bois (chimique)	5,20	13,70	17,02	19,16	20,50	20,14	20,19	21,80
Pâte de bois (mécanique)	3,44	7,23	8,32	8,87	9,32	9,10	8,88	9,24
Papier journal	3,38	5,74	6,51	6,92	7,32	7,40	7,10	7,45
Autres papiers et cartons	10,05	20,50	23,31	26,04	27,19	26,34	26,58	27,90

¹ Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc. — ² Y compris la pâte éclatée et défibrée.

TABLEAU ANNEXE 5B. - AMÉRIQUE DU NORD: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
EXPORTATIONS BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	6,07	18,54	13,25	13,64	21,98	20,27	19,15	19,61
Orge	0,50	1,44	2,15	2,96	3,56	2,55	4,25	3,83
Maïs	0,80	2,31	1,96	2,78	3,02	4,52	4,56	5,57
Riz (équivalent de riz usiné)	0,07	0,54	0,56	0,52	0,82	0,74	0,57	0,69
Oranges	0,15	0,23	0,33	0,30	0,41	0,33	0,16	0,26
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0,02	0,41	0,85	0,84	1,17	1,31	1,09	1,28
Tabac	0,20	0,22	0,22	0,27	0,25	0,24	0,23	0,23
Coton (fibre)	1,29	1,03	0,94	0,56	1,03	1,57	1,00	0,80
<i>Millions de mètres cubes</i>								
Grumes de résineux .....	...	0,33	0,60	0,71	0,72	0,54	0,63	0,63
Grumes de feuillus .....	...	0,23	0,25	0,22	0,26	0,24	0,27	0,29
Bois à pâte .....	...	5,68	4,64	4,87	5,21	4,81	3,51	4,00
Sciages de résineux .....	...	8,41	11,14	12,59	10,79	10,22	10,76	12,20
<i>Millions de tonnes</i>								
Pâte de bois	0,80	1,83	2,38	2,72	2,63	2,64	2,48	2,60
Papier journal	2,80	4,50	5,14	5,42	5,55	5,51	5,27	5,53
IMPORTATIONS BRUTES								
Sucre (équivalent de sucre brut) ¹	3,21	3,88	4,05	4,22	4,45	4,43	5,00	4,85
Agrumes ²	0,11	0,19	0,22	0,21	0,21	0,21	0,20	0,24
Bananes	1,35	1,49	1,61	1,58	1,67	1,70	1,76	1,82
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0,90	0,55	0,52	0,56	0,54	0,52	0,54	0,56
Café	0,81	1,27	1,07	1,23	1,33	1,30	1,26	1,45
Fèves de cacao	0,26	0,29	0,25	0,24	0,27	0,25	0,21	0,23
Thé	0,06	0,06	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07
Jute	0,07	0,08	0,06	0,05	0,08	0,06	0,04	0,07
Sisal	0,15	0,18	0,17	0,18	0,16	0,16	0,15	0,21
Laine (poids effectif)	0,10	0,29	0,15	0,17	0,17	0,13	0,12	0,18
Caoutchouc (naturel)	0,52	0,81	0,65	0,70	0,64	0,61	0,52	0,63

¹ Non compris le commerce des Etats-Unis avec leurs territoires. - ² Oranges et citrons seulement.

TABLEAU ANNEXE 6A. - OCÉANIE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
Blé	4,38	5,30	4,70	5,39	3,74	2,76	6,04	4,91
Sucre (centrifugé)	0,94	1,04	1,48	1,36	1,36	1,51	1,64	1,59
Laine (en suint)	0,59	0,69	0,79	0,85	0,93	0,88	0,97	1,03
Lait (total)	10,18	10,43	10,52	11,28	11,76	11,46	11,34	11,80
Viande ¹	1,42	1,58	1,79	1,88	1,86	1,97	2,10	2,21
<i>Indices, moyenne 1952/53 - 1956/57 = 100</i>								
Indices de tous les produits agricoles	78	90	98	104	105	102	116	116
		Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de mètres cubes</i>								
PRODUITS FORESTIERS								
Sciages		4,19	4,73	4,85	4,59	4,50	4,72	4,80

¹ Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 6B. - OCÉANIE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
EXPORTATIONS BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	2,82	3,13	1,99	2,55	3,57	2,56	1,42	2,72
Orge	0,07	0,26	0,63	0,36	0,63	0,64	0,32	0,89
Avoine	0,01	0,19	0,03	0,11	0,20	0,09	0,07	0,40
Sucre (équivalent de sucre brut)	0,56	0,47	0,81	0,80	0,82	0,98	0,89	0,84
Coprah et huile de coco (équivalent d'huile)	0,13	0,13	0,16	0,17	0,17	0,16	0,17	0,16
Viande de bœuf	0,15	0,13	0,17	0,25	0,24	0,28	0,28	0,32
Viande de mouton et d'agneau	0,27	0,30	0,34	0,33	0,31	0,30	0,34	0,39
Beurre	0,24	0,21	0,18	0,24	0,25	0,21	0,24	0,28
Fromage	0,10	0,12	0,11	0,11	0,11	0,10	0,10	0,10
Laine (poids effectif)	0,49	0,66	0,62	0,71	0,72	0,80	0,73	0,87
IMPORTATIONS BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	0,06	0,21	0,26	0,28	0,32	0,34	0,32	0,27
Sucre (équivalent de sucre brut)	0,09	0,11	0,12	0,12	0,11	0,12	0,13	0,11
Caoutchouc (naturel)	0,01	0,04	0,05	0,06	0,05	0,04	0,05	0,05

TABLEAU ANNEXE 7A. - AMÉRIQUE LATINE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
..... Millions de tonnes								
Blé	8,62	7,97	11,70	9,47	11,09	10,33	10,72	9,72
Maïs	18,00	15,04	17,36	19,05	18,39	20,16	21,39	21,06
Riz (équivalent de riz usiné)	1,33	3,08	3,80	3,63	4,13	4,00	3,95	4,23
Sucre (centrifugé)	6,89	12,52	13,15	13,14	14,60	15,09	16,75	17,04
Agrumes	3,28	3,73	4,03	4,20	4,40	4,53	4,75	4,71
Bananes	4,20	7,80	9,26	9,38	9,80	10,60	10,50	10,50
Café	2,11	1,88	1,94	2,23	1,88	2,48	2,74	3,72
Cacao	0,24	0,25	0,32	0,29	0,30	0,29	0,34	0,33
Tabac	0,21	0,31	0,35	0,38	0,40	0,39	0,40	0,40
Coton (fibre)	0,59	0,86	1,12	1,28	1,16	1,27	1,26	1,20
Lait (total)	12,22	14,59	17,42	18,27	18,92	19,79	20,06	20,20
Viande ¹	5,03	6,10	6,14	6,45	7,10	7,27	7,30	6,75
Œufs	0,48	0,58	0,75	0,78	0,79	0,89	0,93	0,95
..... Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100								
Indices de tous les produits agri- coles	73	89	100	102	106	112	115	117
	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)	
..... Millions de mètres cubes								
PRODUITS FORESTIERS								
Sciages	8,10	9,12	9,24	8,27	8,74	9,06	9,20	
..... Millions de tonnes								
Pâte de bois	0,22	0,30	0,32	0,37	0,37	0,40	0,42	
Tous papiers et cartons	0,69	0,88	1,15	1,24	1,36	1,47	1,52	

¹ Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 7B. - AMÉRIQUE LATINE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
EXPORTATIONS BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	3,45	2,00	3,38	4,23	3,03	2,83	2,45	2,50
Maïs	6,61	1,20	2,27	0,53	1,11	0,84	1,73	2,74
Riz (équivalent de riz usiné)	0,10	0,25	0,16	0,13	0,25	0,13	0,17	0,17
Sucre (équivalent de sucre brut) ¹	4,05	7,06	6,56	7,70	7,90	8,64	8,84	8,14
Bananes	2,04	1,92	2,34	2,38	2,32	2,55	2,81	2,89
Graines et huile de lin (équivalent d'huile)	0,55	0,19	0,29	0,18	0,08	0,17	0,18	0,23
Café	1,40	1,61	1,35	1,57	1,70	1,57	1,56	1,88
Fèves de cacao	0,21	0,18	0,22	0,22	0,21	0,20	0,19	0,17
Coton (fibre)	0,34	0,39	0,73	0,69	0,76	0,52	0,59	0,72
Laine (poids effectif)	0,19	0,19	0,16	0,17	0,19	0,13	0,18	0,19
Viande (fraîche, réfrigérée et congelée) ²	0,59	0,34	0,25	0,28	0,49	0,50	0,52	0,48
Viande en conserve	0,12	0,12	0,10	0,10	0,10	0,14	0,13	0,10
<i>Millions de mètres cubes</i>								
Grumes de feuillus .....	...	0,40	0,34	0,40	0,43	0,37	0,34	0,35
Sciages de résineux .....	...	1,25	1,19	1,12	1,10	1,76	1,54	1,56
<i>Millions de tonnes</i>								
IMPORTATIONS BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	1,69	2,84	3,39	3,79	3,47	3,55	3,40	3,91
Riz (équivalent de riz usiné) ...	0,39	0,37	0,30	0,22	0,22	0,32	0,40	0,33
Sucre (équivalent de sucre brut)	0,25	0,36	0,43	0,47	0,28	0,48	0,35	0,32
Pommes de terre	0,18	0,24	0,21	0,19	0,20	0,21	0,16	0,15

¹ Non compris les échanges entre les Etats-Unis et leurs territoires. - ² Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 8A. — EXTRÊME-ORIENT (NON COMPRIS LA CHINE CONTINENTALE): PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
Blé	12,13	11,35	13,45	13,96	13,78	14,72	12,96	15,49
Millet et sorgho	14,94	13,28	18,11	15,42	15,46	16,60	17,82	16,80
Riz (équivalent de riz usiné)	65,28	66,73	72,31	78,91	82,90	76,59	85,27	88,50
Sucre (centrifugé)	4,18	3,14	4,66	5,04	5,23	5,59	5,94	6,08
Sucre (non centrifugé)	3,67	4,04	4,46	4,88	5,34	5,12	5,85	5,93
Racines féculentes	21,62	26,06	31,76	33,62	33,79	34,94	36,71	37,52
Légumineuses	6,78	7,12	8,23	9,34	9,16	9,92	8,85	10,77
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	3,96	4,02	5,05	4,86	5,19	5,08	5,12	5,08
Thé	0,46	0,54	0,63	0,66	0,66	0,67	0,70	0,70
Tabac	0,79	0,61	0,74	0,78	0,84	0,85	0,77	0,82
Coton (fibre)	1,22	0,90	1,30	1,20	1,26	1,31	1,23	1,17
Jute	1,94	1,99	1,64	2,28	2,26	2,18	2,36	2,06
Caoutchouc (naturel)	0,97	1,65	1,74	1,82	1,77	1,78	1,80	1,93
Viande ¹	1,65	1,77	2,00	2,22	2,30	2,38	2,41	2,44
Lait (total)	23,23	25,25	26,74	26,48	26,45	26,24	26,60	26,90
<i>Indice, moyenne 1952/53-1956/57 = 100</i>								
Indices de tous les produits agri- coles	86	87	100	104	107	105	109	113
	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)	
<i>Millions de mètres cubes</i>								
PRODUITS FORESTIERS								
Sciages de résineux	16,86	21,03	24,52	30,02	31,91	30,71	34,00	
Contre-plaqués	0,25	0,67	0,83	1,03	1,20	1,31	1,49	
<i>Millions de tonnes</i>								
Pâte de bois	0,78	1,65	1,93	2,21	2,47	2,35	2,55	
Papier journal	0,16	0,45	0,48	0,55	0,59	0,61	0,68	
Autres papiers et cartons	0,90	1,77	2,09	2,42	2,84	2,91	3,24	

¹ Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 8B. - EXTRÊME-ORIENT (NON COMPRIS LA CHINE CONTINENTALE): EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS
DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
EXPORTATIONS BRUTES								
Riz (équivalent de riz usiné)	8,96	3,05	3,08	3,55	3,51	4,06	3,40	3,52
Sucre (équivalent de sucre brut)	3,31	1,01	1,83	1,86	2,00	1,97	1,96	1,80
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile) ¹	1,71	1,32	1,24	1,51	1,52	1,42	1,41	1,12
Thé	0,36	0,39	0,47	0,40	0,47	0,44	0,49	0,45
Coton (fibre)	0,68	0,27	0,19	0,28	0,24	0,18	0,18	0,12
Jute	0,79	0,84	0,89	0,99	0,87	0,81	0,91	0,85
Caoutchouc (naturel) ²	0,96	1,69	1,75	1,92	1,81	1,83	1,83	2,12
<i>Millions de mètres cubes</i>								
Grumes de feuillus .....	...	0,76	2,20	2,50	2,98	3,27	3,40	3,45
Sciages de feuillus .....	...	0,56	0,89	1,08	1,09	1,06	1,08	1,10
Contre-plaqués .....	...	0,02	0,17	0,24	0,30	0,35	0,40	0,45
<i>Millions de tonnes</i>								
IMPORTATIONS BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	1,03	4,95	4,15	4,49	5,68	7,87	7,84	8,38
Riz (équivalent de riz usiné)	6,13	3,12	3,40	3,11	4,03	4,04	4,08	3,39
Orge	0,05	0,69	0,82	0,61	1,20	1,12	1,07	0,55
Mais	0,21	0,20	0,24	0,44	0,49	0,68	0,83	1,16
Sucre (équivalent de sucre brut)	1,68	1,16	2,56	2,30	2,07	1,89	2,07	1,94
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0,37	0,25	0,38	0,49	0,48	0,54	0,51	0,56
.....	0,90	0,52	0,74	0,66	0,86	0,89	0,76	0,90
Coton (fibre)	0,05	0,27	0,25	0,29	0,23	0,18	0,13	0,10
Jute								

¹ Non compris le coprah importé en Malaisie et à Singapour et destiné à être réexporté, mais y compris le coprah introduit en contrebande d'Indonésie et du Bornéo du Nord en Malaisie et à Singapour. - ² Non compris les importations de la Malaisie et de Singapour destinées à être réexportées, mais y compris le caoutchouc introduit en contrebande d'Indonésie en Malaisie et à Singapour

TABLEAU ANNEXE 9A. - PROCHE-ORIENT: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
Blé	9.50	10.95	13.56	14.08	15.21	17.80	16.54	16.29
Orge	4.24	4.67	5.87	5.40	6.10	7.45	6.39	5.96
Riz (équivalent de riz usiné)	1.09	1.34	1.50	1.35	1.65	1.81	1.41	1.67
Toutes céréales ¹	19.07	22.05	26.59	27.54	29.32	33.39	31.01	30.15
Sucre (centrifugé)	0.22	0.42	0.59	0.69	0.72	0.79	0.86	1.00
Légumineuses	0.70	0.78	0.84	0.85	0.84	0.90	0.80	0.84
Agrumes	0.79	0.85	1.12	1.25	1.19	1.31	1.50	1.49
Dattes	0.87	0.85	1.06	1.01	1.11	1.10	1.09	1.10
Bananes	0.05	0.07	0.08	0.10	0.11	0.11	0.12	0.11
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	0.32	0.41	0.52	0.50	0.62	0.51	0.63	0.62
Tabac	0.09	0.12	0.14	0.15	0.15	0.16	0.15	0.15
Coton (fibre)	0.56	0.66	0.74	0.76	0.81	0.80	0.95	0.99
Lait (total)	9.70	10.36	10.17	11.16	11.70	11.52	12.42	12.50
Viande ²	0.65	0.85	1.01	1.06	1.20	1.22	1.16	1.13
<i>Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100</i>								
Indices de tous les produits agricoles	72	84	97	100	109	112	116	116

¹ Blé, orge, avoine, maïs, millet, sorgho, riz, seigle et mélanges de céréales. - ² Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 9B. - PROCHE-ORIENT: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
EXPORTATIONS BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	0.24	0.27	1.28	0.33	0.42	0.44	0.29	0.44
Orge	0.36	0.46	1.03	0.46	0.78	0.53	0.58	0.26
Riz (équivalent de riz usiné)	0.15	0.27	0.13	0.25	0.25	0.32	0.41	0.06
Toutes céréales ¹	0.94	1.11	2.65	1.11	1.54	1.41	1.36	0.90
Agrumes ²	0.30	0.20	0.36	0.30	0.35	0.37	0.39	0.45
Tabac	0.04	0.07	0.07	0.06	0.07	0.09	0.06	0.07
Coton (fibre)	0.47	0.47	0.52	0.57	0.51	0.55	0.54	0.77
IMPORTATIONS BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	0.29	1.43	0.86	1.32	2.20	2.51	2.30	3.64
Toutes céréales ¹	0.52	1.79	1.13	1.85	2.71	3.06	2.89	3.70
Sucre (équivalent de sucre brut)	0.33	0.54	0.73	0.86	0.94	0.93	1.02	0.95
<i>Millions de mètres cubes</i>								
Sciages de résineux		0.38	0.71	0.62	0.47	0.51	0.50	0.53

¹ Y compris blé et farine de blé, orge, maïs, avoine, sorgho, millet, seigle et riz. - ² Oranges et citrons seulement.

TABLEAU ANNEXE 10A. — AFRIQUE: PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954/55	1955/56	1956/57	1957/58	1958/59	1959/60 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
Blé	2,66	3,16	4,30	3,91	4,33	3,71	3,93	3,72
Orge	2,60	3,18	3,77	2,81	3,69	2,18	3,24	2,50
Maïs	4,62	7,01	8,63	8,74	9,25	8,66	9,23	8,85
Millet et sorgho	9,31	10,67	11,38	11,14	11,17	10,99	11,03	11,06
Riz (équivalent de riz usiné)	1,11	1,72	1,89	1,96	1,92	2,09	2,06	2,00
Sucre (centrifugé)	0,95	1,36	1,74	1,93	1,97	2,15	2,23	2,30
Racines féculentes	35,40	45,43	51,41	52,31	48,75	50,25	50,44	49,38
Légumineuses	1,02	1,42	1,61	1,51	1,51	1,34	1,39	1,35
Agrumes	0,38	0,77	1,00	1,09	1,16	1,26	1,16	1,29
Bananes	0,30	0,31	0,43	0,50	0,50	0,55	0,55	0,55
Arachides (équivalent d'huile)	0,56	0,71	0,82	0,94	0,98	1,18	1,05	1,00
Huiles végétales et oléagineux (équivalent d'huile)	1,73	2,20	2,51	2,52	2,78	2,84	2,89	2,74
Café	0,14	0,29	0,38	0,49	0,51	0,54	0,59	0,65
Cacao	0,49	0,50	0,49	0,53	0,58	0,46	0,57	0,63
Vin	2,14	1,72	2,51	2,07	2,49	2,16	2,05	1,98
Coton (fibre)	0,14	0,22	0,26	0,26	0,28	0,31	0,30	0,31
Sisal	0,16	0,23	0,29	0,30	0,31	0,33	0,35	0,36
Lait (total)	6,82	7,87	8,65	8,72	8,84	8,94	9,07	9,10
Viande ¹	1,52	1,84	1,89	1,99	2,05	2,07	2,10	2,10
<i>Indices, moyenne 1952/53-1956/57 = 100</i>								
Indices de tous les produits agri- coles	70	88	100	102	106	103	107	106
	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)	
<i>Millions de mètres cubes</i>								
PRODUITS FORESTIERS								
Sciages	1,30	1,79	1,80	1,91	1,96	1,88	1,97	

¹ Viande de bœuf et de veau, de mouton et d'agneau, de porc.

TABLEAU ANNEXE 10B. - AFRIQUE: EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS

	Moyenne 1934-38	Moyenne 1948-52	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
<i>Millions de tonnes</i>								
EXPORTATIONS BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	0,52	0,33	0,53	0,63	0,35	0,30	0,36	0,22
Orge	0,21	0,55	0,64	0,46	0,48	0,10	0,25	0,25
Maïs	0,67	0,36	0,79	1,02	1,31	1,39	1,56	0,82
Sucre (équivalent de sucre brut)	0,69	0,71	1,00	1,05	1,08	1,15	1,18	1,10
Oranges	0,15	0,40	0,53	0,66	0,56	0,76	0,69	0,74
Bananes	0,14	0,22	0,34	0,36	0,35	0,39	0,38	0,34
Arachides et huile d'arachide (équivalent d'huile)	0,33	0,32	0,51	0,46	0,59	0,55	0,67	0,64
Palmistes et huile de palmiste (équivalent d'huile)	0,30	0,33	0,37	0,36	0,37	0,36	0,39	0,38
Huile de palme	0,24	0,33	0,39	0,37	0,38	0,35	0,37	0,40
Café	0,13	0,28	0,35	0,43	0,50	0,51	0,54	0,57
Fèves de cacao	0,46	0,48	0,47	0,48	0,52	0,57	0,44	0,55
Vin	1,41	1,12	1,59	1,90	1,53	1,90	1,53	1,63
Tabac	0,03	0,07	0,09	0,08	0,09	0,08	0,08	0,10
Coton (fibre)	0,13	0,19	0,24	0,24	0,26	0,24	0,27	0,29
Sisal	0,16	0,22	0,27	0,29	0,30	0,32	0,34	0,36
<i>Millions de mètres cubes</i>								
Grumes de feuillus .....	...	1,19	1,88	2,36	2,32	2,64	2,86	3,30
<i>Millions de tonnes</i>								
IMPORTATION BRUTES								
Blé et farine de blé (équivalent de blé)	0,28	0,75	0,77	0,79	0,98	0,97	0,84	1,61
Riz (équivalent de riz usiné)	0,39	0,18	0,23	0,35	0,34	0,46	0,38	0,53
Sucre (équivalent de sucre brut)	0,41	0,55	0,87	0,94	0,95	1,00	1,00	1,05

TABLEAU ANNEXE II. — QUANTITÉS TOTALES (POIDS VIF) DE POISSONS, CRUSTACÉS, MOLLUSQUES, ETC., PÊCHÉES PAR CERTAINS PAYS

	1938	Moyenne 1953-57	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
..... Milliers de tonnes									
TOTAL MONDIAL	20 500,0	28 210,0	25 240,0	27 010,0	28 350,0	29 850,0	30 830,0	32 100,0	35 600,0
A. Quantités pêchées (moyenne 1953-57): 1 000 000 de tonnes et plus									
Japon	3 562,0	4 828,1	4 521,6	4 544,6	4 912,8	4 762,6	5 399,0	5 505,0	5 875,0
Etats-Unis (y compris l'Alaska) ..	2 253,1	2 791,5	2 666,2	2 771,3	2 783,4	2 981,9	2 754,9	2 703,6	2 889,7
Chine continentale .....	...	2 494,4	1 900,0	2 294,0	2 518,0	2 640,0	3 120,0	4 060,0	5 020,0
U.R.S.S.	1 523,0	2 376,6	1 983,0	2 258,0	2 495,0	2 616,0	2 531,0	2 621,0	2 756,0
Norvège	1 152,5	1 879,0	1 557,1	2 068,2	1 813,4	2 201,3	1 754,8	1 438,8	1 607,2
Royaume-Uni	1 198,1	1 071,5	1 122,0	1 070,2	1 100,4	1 050,4	1 014,7	999,0	988,9
Canada (y compris Terre-Neuve)	836,8	1 004,0	924,2	1 027,4	965,0	1 105,4	997,1	1 000,7	1 050,6
B. Quantités pêchées (moyenne 1953-57): de 500 000 tonnes à moins de 1 000 000									
Inde .....	...	946,3	819,0	828,5	839,0	1 012,3	1 233,0	1 064,4	...
Allemagne occidentale	776,5	775,2	764,9	703,9	814,8	800,6	791,7	743,1	765,0
Espagne (y compris Ceuta et Melilla)	423,5	712,4	635,1	665,5	770,3	761,6	777,7	844,9	...
Indonésie	472,0	671,3	616,9	628,5	669,8	713,9	727,4	685,0	723,3
Union sud-africaine (y compris le Sud-Ouest africain)	66,7	597,3	638,8	623,1	607,1	536,9	580,6	649,9	...
France (y compris l'Algérie)	530,3	519,1	520,3	500,2	522,7	537,9	514,5	519,7	511,0
C. Quantités pêchées (moyenne 1953-57): de 100 000 tonnes à moins de 500 000									
Islande	327,2	476,1	424,7	455,4	480,3	517,3	502,7	580,4	639,9
Portugal	247,2	446,2	425,2	438,7	424,7	472,2	470,3	455,5	427,4
Danemark	97,1	424,8	342,8	359,4	425,3	463,0	533,3	598,1	673,7
Philippines	80,9	377,0	311,9	364,6	385,2	416,0	407,5	447,3	517,5
Pays-Bas	256,2	320,2	343,3	339,2	319,5	298,1	300,8	313,8	319,6
Angola	26,2	317,6	220,4	261,2	290,4	420,5	395,5	278,2	...
Corée du Sud	838,3	306,4	260,9	255,0	262,2	346,0	408,1	395,1	382,1
Corée du Nord	925,2	290,4	122,0	235,0	312,0	...	...	...	...
Pakistan .....	...	267,9	249,0	259,7	270,9	277,0	282,8	283,7	290,1
Thaïlande	161,0	220,0	205,0	229,8	213,0	217,9	234,5	196,3	...
Italie	181,2	215,7	208,4	217,6	218,0	219,6	210,3	209,3	...
Pérou .....	...	212,9	147,8	176,1	213,3	297,3	483,1	930,2	2 000,0
Suède	129,2	205,9	199,7	201,1	219,5	197,4	222,1	238,0	...
Brésil	103,3	189,4	160,7	172,0	190,3	208,0	216,2	215,0	...
Chili	32,2	173,2	107,2	143,5	214,3	188,3	213,1	225,8	...
Chine: Taïwan	89,5	172,8	130,4	152,2	180,3	193,2	208,0	229,7	246,3
Cambodge .....	...	150,0	...	150,0	150,0	150,0	...	...	...
Fédération de Malaisie .....	...	139,6	147,0	137,3	136,8	138,5	138,3	139,5	145,9
Viet-Nam	180,0	128,3	...	...	120,0	130,0	135,0	143,0	153,5
Pologne	12,5	126,1	107,4	117,9	126,9	139,3	138,8	145,1	159,7
Maroc	43,7	118,0	138,8	103,5	94,3	108,2	145,1	161,7	144,4
Turquie	76,0	117,9	102,5	119,4	111,5	139,5	116,7	101,3	96,7
Mexique	17,1	102,2	...	90,9	105,8	134,8	117,5	164,0	...
Iles Féroé	63,0	101,1	88,8	89,4	105,6	116,3	105,6	106,7	...
Birmanie .....	...	100,0	...	...	...	100,0	100,0	...	...
Mascate et Oman .....	...	100,0	...	...	...	100,0	...	...	...

TABLEAU ANNEXE II. - QUANTITÉS TOTALES (POIDS VIF) DE POISSONS, CRUSTACÉS, MOLLUSQUES, ETC., PÊCHÉES PAR CERTAINS PAYS (fin)

	1938	Moyenne 1953-57	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959 (prov.)
D. Quantités pêchées (moyenne 1953-57): de 50 000 tonnes à moins de 100 000	Milliers de tonnes								
Congo	0,9	90,8	70,2	78,9	86,1	96,2	122,4	136,6	153,4
Argentine	55,3	78,3	77,2	78,2	79,0	75,4	81,6	80,6	88,6
Belgique	42,8	71,8	74,4	72,6	80,0	69,1	62,9	64,3	57,5
Allemagne orientale .....	...	73,0	62,3	62,8	68,6	74,9	96,5	...	...
Venezuela	21,7	65,9	63,3	51,8	69,6	61,3	83,1	78,3	83,3
Finlande	44,4	63,1	62,1	65,5	63,3	60,2	64,5	61,5	67,4
R.A.U.: Région égyptienne	38,1	63,5	52,1	56,7	63,4	70,3	75,2	80,0	85,6
Grèce	25,0	59,7	46,0	52,5	60,0	65,0	75,0	80,0	82,0
Australie	33,5	52,6	52,0	53,7	52,5	49,9	55,3	53,6	...
Tanganyika	16,0	52,5	50,0	50,0	52,4	55,0	55,0	55,0	60,0
E. Quantités pêchées (moyenne 1953-57): moins de 50 000 tonnes ¹									
Hong-kong .....	...	55,7	44,8	51,9	57,5	57,2	67,2	69,5	67,0
Aden .....	...	41,4	75,8	51,9	34,8	21,8	22,6	21,5	24,4
Nouvelle-Zélande	27,0	38,5	36,6	36,9	39,2	...	...	...	...
Ouganda .....	...	36,1	23,4	25,0	34,9	45,7	51,3	52,8	55,6
Ceylan .....	...	33,1	25,5	29,7	31,3	40,3	38,5	40,7	47,6
Groenland	4,7	26,9	25,0	24,9	25,8	27,4	31,5	33,5	34,6
Irlande	12,8	26,2	19,0	21,5	23,6	30,5	36,6	37,5	38,8
Yougoslavie	16,8	26,1	25,7	23,0	22,6	28,4	30,7	31,4	29,4
Féd. d'Éthiopie et d'Erythrée ...	...	20,8	20,5	25,2	18,1	...	...	...	...
Colombie	10,0	20,3	16,0	16,0	18,0	21,2	30,1	25,0	21,1
Kenya .....	...	31,2	...	36,8	30,1	32,6	25,4	22,4	22,5
Iles Ryukyu	12,0	13,3	8,8	15,1	13,6	13,7	15,8	16,5	21,0
Cuba	10,0	14,4	10,2	11,5	12,8	15,6	22,0	21,9	28,2
Soudan	8,8	12,4	12,1	12,9	13,6	13,5	19,9	19,2	...
Tunisie	9,6	11,6	11,5	13,6	10,8	11,9	14,0	15,2	...
Israël	1,7	8,9	7,7	9,2	10,7	10,3	11,6	12,6	13,2
Singapour	1,5	8,3	5,7	6,3	6,2	9,6	13,8	12,3	...
Hawaï	7,0	7,5	8,6	9,3	7,0	7,5	4,9	5,1	7,5
St-Pierre-et-Miquelon	1,9	7,3	5,9	6,8	6,8	9,3	7,9	8,3	9,4
Ruanda-Urundi .....	...	6,1	4,2	5,6	5,6	5,4	9,7	11,5	11,0
Uruguay	3,6	4,9	3,4	4,0	4,9	5,4	6,9	6,4	...
Ile Maurice	2,0	1,7	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,6	1,3
Malte ed Gozo	1,1	0,9	1,0	0,8	0,8	0,8	1,0	1,1	1,1

¹ Des 143 pays appartenant au groupe E, 23 seulement publient régulièrement des statistiques annuelles sur les quantités de poisson qu'ils pêchent.

TABLEAU ANNEXE 12. — VARIABILITÉ DE LA PRODUCTION ET DES RENDEMENTS DE CERTAINS PRODUITS, PAR RÉGION, 1948/49-1959/60

	Europe occidentale	Amérique du Nord	Océanie	Amérique latine	Extrême-Orient ¹	Proche-Orient	Afrique
	Pourcentage ²						
PRODUCTION							
Blé	5,5	12,6	17,2	15,3	5,9	8,3	8,6
Riz	12,2	13,7	—	3,7	4,3	17,4	2,7
Maïs	13,5	8,9	—	5,1	7,8	5,8	6,5
Pommes de terre	6,5	10,0	10,3	6,1	5,1	5,4	—
Sucre (centrifugé)	8,0	6,2	9,6	5,7	7,3	6,6	6,6
Soja	—	11,6	—	12,4	5,1	—	—
Arachides	—	17,3	—	8,8	7,3	—	7,8
Tabac	7,4	8,7	—	2,6	4,5	7,9	5,0
Coton	—	13,4	—	6,6	8,1	6,6	3,8
Cacao	—	—	—	8,6	—	—	8,2
Café	—	—	—	9,0	—	—	7,2
Thé	—	—	—	—	2,5	—	8,7
RENDEMENT PAR HECTARE							
Blé	3,5	7,8	16,1	8,8	4,2	7,5	7,9
Riz	3,3	8,5	—	3,0	3,4	6,2	2,5
Maïs	13,1	7,5	—	3,7	5,1	4,2	4,4
Pommes de terre	4,8	3,1	8,0	4,6	4,1	5,9	—
Soja	—	7,0	—	9,9	2,4	—	—
Arachides	—	11,3	—	5,7	7,7	—	2,7
Tabac	3,5	4,2	—	4,0	7,1	6,0	6,0
Coton	—	9,4	—	5,2	18,1	9,9	4,6

¹ Non compris la Chine continentale. — ² Ecart moyen annuel par rapport à la ligne de tendance (erreur-type d'estimation) en pourcentage de la production ou du rendement annuel moyen.

TABLEAU ANNEXE 13. — OPÉRATIONS DE LA COMMODITY CREDIT CORPORATION DES ETATS-UNIS: QUANTITÉS EN STOCKS ET MONTANT DES INVESTISSEMENTS ¹

	Quantités (30 avril)						Valeur (30 avril)							
	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
..... <i>Milliers de tonnes</i> <i>Millions de dollars</i>														
Blé	24 208	28 156	29 073	24 453	24 174	33 937	35 512	2 155	2 633	2 795	2 411	2 402	3 105	3 253
Riz	58	763	1 322	804	732	535	455	6	98	232	107	104	81	65
Orge	622	2 044	1 987	1 774	2 698	3 242	2 383	34	107	92	87	114	155	113
Avoine	589	1 052	1 222	650	732	1 376	646	32	58	60	32	32	57	27
Mais	20 568	22 255	29 192	34 801	37 211	39 206	45 291	1 296	1 437	1 926	2 289	2 414	2 486	2 786
Sorgho à grains	1 029	2 927	2 887	2 040	8 295	13 498	14 964	60	167	128	105	393	706	833
Beurre	165	149	34	16	45	20	27	245	212	44	21	60	26	35
Fromage	164	176	130	87	74	5	4	146	156	111	73	62	4	3
Lait en poudre	298	101	81	65	70	59	108	109	38	30	24	26	20	34
Graines de lin	382	201	41	351	59	279	18	56	25	5	42	7	31	2
Huile de lin	31	37	26	—	—	—	14	13	14	9	—	—	—	4
Huile de graines de coton ...	469	170	5	—	—	27	—	185	64	2	—	—	7	—
Coron, linters	279	318	141	20	—	—	—	58	67	31	5	—	—	—
Coton, upland	1 674	1 817	2 839	2 056	973	1 628	1 174	1 268	1 439	2 268	1 580	642	1 260	947
Laine	55	70	54	24	—	—	—	81	103	82	35	—	—	—
Tabac	281	366	402	451	427	414	317	270	406	535	609	590	594	441
Autres produits								175	237	287	396	405	401	290
Total								6 189	7 261	8 633	7 816	7 251	8 933	8 832
..... <i>Pourcentage</i> ²														
Variations par rapport à l'année précédente	+ 97	+ 17	+ 19	— 9	— 7	+ 23	— 1							

SOURCE: *Report of Financial Conditions and Operations*, United States Department of Agriculture, Commodity Credit Corporation, avril 1955, 1956, 1957, 1958, 1959 et 1960.

¹ Stocks détenus en garantie de prêts à rembourser et stocks acquis en vue du soutien des prix.

TABLEAU ANNEXE 14A. - DENRÉES ALIMENTAIRES DISPONIBLES POUR LA CONSOMMATION HUMAINE DANS CERTAINS PAYS

Pays	Année	Céréales	Racines féculentes	Sucre	Légumi- neuses	Légumes	Fruits	Viande	Œufs	Poisson ¹	Lait ²	Graisses
EUROPE OCCIDENTALE		..... Kilogrammes par habitant et par an										
Autriche	1948/-50/	130	108	23	3	61	47	30	4	2	170	15
	1951/-53/	116	101	26	3	61	50	41	6	2	201	16
	1958/59	116	93	36	4	64	85	50	10	3	217	18
Belgique-Luxembourg	1948/-50/	106	148	28	4	60	60	47	12	7	141	21
	1951/-53/	104	147	28	4	66	76	49	13	7	160	22
	1958/59	93	147	32	4	67	55	56	15	6	187	22
Danemark	1948/-50/	104	141	36	7	62	48	62	9	18	272	18
	1951/-53/	95	137	41	6	64	54	58	8	13	269	25
	1958/59	78	128	48	5	67	57	71	8	16	233	26
Finlande	1949/-50/	122	119	31	2	18	17	29	5	12	343	15
	1951/-53/	120	115	34	2	29	21	29	7	10	356	17
	1957/58	116	102	41	2	19	30	31	7	11	323	18
France	1948/-50/	121	133	23	6	140	...	56	10	6	142	14
	1951/-53/	116	122	26	6	139	46	61	11	6	148	16
	1958/59	113	100	30	6	126	45	68	10	5	188	17
Allemagne occidentale	1948/-50/	114	209	24	4	51	38	29	5	8	166	16
	1951/-53/	99	172	25	3	46	66	41	8	7	192	23
	1958/59	90	149	29	4	47	74	52	12	7	200	25
Grèce	1948/-50/	154	34	9	15	66	76	11	3	6	78	15
	1951/-53/	149	41	10	16	68	85	14	3	6	88	15
	1957/58	151	41	11	16	110	104	19	5	7	108	15
Irlande	1948-50	133	190	35	2	53	26	53	12	3	250	18
	1951-53	133	184	40	2	53	26	53	15	3	258	20
	1958	117	136	43	3	63	26	60	15	4	281	20
Italie	1948/-50/	149	38	12	13	81	53	15	6	4	93	10
	1951/-53/	146	40	14	15	93	66	18	7	4	100	12
	1958/59	140	53	19	11	117	68	24	9	5	111	16
Pays-Bas	1948/-50/	98	159	36	4	68	47	28	5	7	262	23
	1951/-53/	95	116	36	4	64	53	33	6	6	255	26
	1958/59	87	89	40	4	66	53	43	9	5	250	25
Norvège	1948/-50/	116	128	24	3	28	28	33	7	25	287	23
	1951/-53/	103	107	32	3	30	39	34	7	20	275	26
	1958/59	88	104	38	4	37	55	39	8	19	261	26
Portugal	1948-50	120	108	12	13	107	56	16	3	16	22	14
	1951-53	125	117	14	11	111	54	15	3	17	23	15
	1958	121	109	16	10	102	74	16	3	21	25	15
Suède	1948/-50/	88	120	44	4	25	51	49	10	16	...	20
	1951/-53/	83	111	41	3	25	57	50	10	18	312	20
	1958/59	74	100	40	4	26	55	52	10	17	251	20
Suisse	1948/-50/	117	89	38	8	73	96	44	9	2	319	15
	1951/-53/	109	80	38	9	73	96	48	9	2	304	15
	1958/59	95	73	40	10	81	96	55	10	3	298	19
Royaume-Uni	1948/-50/	106	115	39	5	61	40	50	13	11	204	21
	1951/-53/	97	104	40	5	56	42	55	12	10	202	21
	1958/59	84	93	50	6	59	46	68	14	11	206	22
AMÉRIQUE DU NORD												
Canada	1948/-50/	75	75	46	7	70	50	70	15	6	254	20
	1951/-53/	75	67	43	5	71	61	73	15	6	253	20
	1958/59	70	66	44	5	72	65	75	17	...	257	19
Etats-Unis	1948-50	77	52	41	8	105	89	82	22	5	253	20
	1951-53	73	50	40	8	100	85	84	22	5	260	20
	1958	67	47	41	7	96	77	90	20	5	270	21

TABLEAU ANNEXE 14A. — DENRÉES ALIMENTAIRES DISPONIBLES POUR LA CONSOMMATION HUMAINE DANS CERTAINS PAYS (suite)

Pays	Année	Céréales	Racines féculentes	Sucre	Légumi- neuses	Légumes	Fruits	Viande	Œufs	Poisson ¹	Lait ²	Graisses
Kilogrammes par habitant et par an												
AMÉRIQUE LATINE												
Argentine	1948	126	88	35	2	40	58	116	7	2	145	16
	1951-53	105	79	32	4	45	59	103	9	2	144	18
	1958	104	75	33	2	41	81	118	9	4	140	13
Brésil	1948	79	123	30	26	24	81	39	3	2	73	6
	1951-52	91	118	33	25	25	90	28	3	2	...	7
	1958	90	73	33	26	...	114	29	5	...	58	65
Chili	1948	134	80	25	6	54	41	38	2	7	65	6
	1951-52	129	61	27	9	56	41	30	5	9	83	8
	1958	125	64	33	13	...	31	...	...	31	92	7
Colombie	1948	72	98	62	8	12	105	29	4	1	127	3
	1957	75	63	51	5	18	55	35	2	2	73	5
Equateur	1954-56	78	61	25	12	23	275	11	3	2	76	4
Mexique	1954-56	141	10	25	21	10	39	12	4	2	70	10
	1958	156	8	27	17	19	61	...	7	...	78	9
Paraguay	1958	81	260	16	14	...	159	49	...	...	73	13
Uruguay	1949	96	43	36	4	20	70	114	7	1	137	15
	1952-53	96	59	32	2	27	59	123	7	1	167	16
	1958	105	46	37	1	35	55	...	...	...	182	18
Venezuela	1949	85	90	44	13	3	79	22	3	8	107	5
	1953	82	94	45	15	10	39	22	4	9	67	6
	1958	81	82	33	15	10	...	25	6	15	120	10
EXTRÊME-ORIENT												
Ceylan	1952-53	118	35	16	32	42	4	3	2	5	15	4
	1958	117	23	14	39	42	8	3	1	7	13	4
Chine: Taïwan	1948-50	137	73	9	7	62	22	11	1	6	—	2
	1951-53	145	63	9	9	62	18	17	2	9	—	3
	1958	153	72	9	12	60	20	19	2	11	—	4
Inde	1949-50	112	8	12	23	16	13	1	0,1	1	47	^a 3
	1951-53	121	11	11	24	16	13	1	0,2	1	46	^a 3
	1957-58	124	11	14	26	...	12	2	0,2	1	45	^a 4
Japon	1948-50	157	62	4	18	61	14	2	1	13	4	1
	1951-53	147	57	10	28	69	13	3	2	19	8	2
	1958	151	65	13	31	73	21	5	4	22	18	3
Pakistan	1949-50	161	...	12	8	18	14	4	0,4	1	55	^a 3
	1951-53	153	...	13	8	18	33	4	0,4	1	56	^a 4
	1957-58	149	...	17	12	21	14	4	0,4	2	56	^a 3
Philippines	1952-53	131	50	14	12	16	—	12	3	8	5	3
	1957-58	128	51	12	7	8	26	10	3	9	17	9
PROCHE-ORIENT												
Israël	1950/-51 /	133	45	19	8	103	104	15	19	16	153	15
	1951/-53 /	150	39	21	7	116	120	12	13	12	147	15
	1957/58	124	45	27	9	123	118	26	19	8	152	16
Turquie	1948/-50 /	188	16	6	9	56	62	14	1	1	79	7
	1951/-53 /	197	28	8	11	67	66	14	1	1	84	7
	1958/59	149	39	10	14	77	89	13	2	2	85	8
République arabe unie: Région égyptienne	1948/-50 /	174	11	13	12	46	42	10	1	3	60	^a 3
	1951/-53 /	176	9	14	10	51	58	11	1	3	47	^a 4
	1957/58	188	10	12	12	107	64	14	1	6	43	^a 5

TABLEAU ANNEXE 14A. — DENRÉES ALIMENTAIRES DISPONIBLES POUR LA CONSOMMATION HUMAINE DANS CERTAINS PAYS (*fin*)

Pays	Année	Céréales	Racines féculentes	Sucre	Légumi- neuses	Légumes	Fruits	Viande	Œufs	Poisson ¹	Lait ²	Graisses
..... Kilogrammes par habitant et par an												
AFRIQUE												
Libye: Cyrénaïque...	1957	115	6	33	7	21	41	8	2	1	108	6
	1958	109	8	33	6	17	43	8	2	1	125	5
Ile Maurice	1955	128	18	39	13	29	2	5	—	6	45	8
	1958	129	16	37	11	29	33	5	2	5	49	10
Maroc: Ancienne zone française	1952/-55/	147	9	34	4	62	39	20	5	—	168	4
Rhodésie et Nyassa- land, Féd. de: Rho- désie du Sud.	1951-53	184	12	13	14	26	9	30	1	2	36	2
	1953	201	10	12	16	26	9	29	1	2	37	2
Union sud-africaine..	1948-50	156	16	39	3	34	26	42	3	5	79	5
	1951-53	161	13	36	3	35	28	40	3	8	79	6
	1957	148	16	43	4	37	31	45	3	8	86	6
OCÉANIE												
Australie	1948/-50/	97	50	53	5	66	79	110	12	4	185	15
	1951/-53/	94	51	51	4	60	70	108	10	3	180	16
	1957/58	87	55	51	4	66	75	113	11	3	192	16
Nouvelle-Zélande ...	1948/50	90	52	50	4	79	53	103	13	7	253	16
	1951-53	86	43	43	5	86	52	106	12	6	267	20
	1958	86	59	42	4	70	57	105	15	7	277	20

¹ Poids comestible estimé. — ² Lait et produits laitiers estimés en équivalent de lait. — ³ Non compris le beurre.

TABLEAU ANNEXE 14B. — TENEUR EN CALORIES ET EN PROTÉINES DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES MOYENNES DE CERTAINS PAYS

Pays	Année	Calories	Total protéines (g)	Protéines animales (g)
<i>Par habitant et par jour</i>				
EUROPE OCCIDENTALE				
Autriche	1948/-50/	2 670	77	30
	1951/-53/	2 700	80	38
	1958/59	3 050	87	43
Belgique-Luxembourg	1948/-50/	2 890	84	38
	1951/-53/	2 950	87	47
	1958/59	2 930	86	45
Danemark	1948/-50/	3 240	105	60
	1951/-53/	3 340	95	54
	1958/59	3 350	92	57
Finlande	1949/-50/	2 980	96	52
	1951/-53/	3 070	96	53
	1957/58	3 070	92	50
France	1948/-50/	2 800	92	40
	1951/-53/	2 840	93	43
	1958/59	2 950	96	49
Allemagne occidentale	1948/-50/	2 730	79	32
	1951/-53/	2 870	77	39
	1958/59	2 990	80	45
Grèce	1948/-50/	2 490	76	17
	1951/-53/	2 500	78	19
	1957	2 650	85	23
Irlande	1948-50	3 430	96	47
	1951-53	3 520	96	49
	1958	3 500	96	39
Italie	1948/-50/	2 350	70	19
	1951/-53/	2 480	72	21
	1958/59	2 650	76	26
Pays-Bas	1948/-50/	2 930	82	39
	1951/-53/	2 840	81	41
	1958/59	2 940	78	43
Norvège	1948/-50/	3 100	99	53
	1951/-53/	3 100	90	50
	1958/59	3 080	86	50
Portugal	1948-50	2 320	67	21
	1951-53	2 410	68	21
	1958	2 430	71	26
Suède	1948/-50/	3 150	90	56
	1951/-53/	3 060	90	57
	1958/59	2 890	81	52
Suisse	1948/-50/	3 170	96	51
	1951/-53/	3 120	94	51
	1958/59	3 180	93	52
Royaume-Uni	1948/-50/	3 130	90	45
	1951/-53/	3 100	84	44
	1958/59	3 260	85	50
AMÉRIQUE DU NORD				
Canada	1948/-50/	3 110	93	57
	1951/-53/	3 050	93	58
	1958/59	3 110	95	62
Etats-Unis	1948-50	3 180	91	61
	1951-53	3 150	92	63
	1958	3 100	93	65

TABLEAU ANNEXE 14B. - TENEUR EN CALORIES ET EN PROTÉINES DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES MOYENNES DE CERTAINS PAYS (suite)

Pays	Année	Calories	Total protéines (g)	Protéines animales (g)
..... Par habitant et par jour				
AMÉRIQUE LATINE				
Argentine	1948	3 240	110	66
	1951-53	2 980	97	60
	1958	3 020	101	64
Brésil	1948	2 360	63	24
	1951-52	2 400	60	18
	1958	2 500	62	20
Chili	1948	2 370	73	23
	1951-52	2 430	74	25
	1958	2 450	78	27
Colombie	1948	2 280	56	26
	1957	2 050	48	22
Equateur	1954-56	2 130	51	13
Mexique	1954-56	2 380	64	13
	1958	2 560	71	17
Paraguay	1958	2 570	66	27
Uruguay	1949	2 920	93	59
	1952-53	2 950	99	66
	1958	3 110	100	65
Venezuela	1949	2 160	57	23
	1951	2 270	59	21
	1958	2 120	61	26
EXTRÊME-ORIENT				
Ceylan	1952-53	1 990	42	6
	1958	2 010	48	12
Chine: Taïwan.....	1948-50	1 980	43	8
	1951-53	2 140	50	12
	1958	2 330	57	15
Inde	1949-50	1 640	43	5
	1951-53	1 750	47	6
	1957-58	1 800	47	6
Japon	1948-50	1 900	49	9
	1951-53	1 960	58	13
	1958	2 210	67	17
Pakistan	1949-50	2 040	49	8
	1951-53	2 010	47	8
	1957-58	2 010	49	8
Philippines	1952-53	1 960	43	10
	1957-58	1 980	36	11
PROCHE-ORIENT				
Israël	1950/51	2 680	88	34
	1951 /-53 /	2 780	87	27
	1957 /58	2 750	84	33
Turquie	1948 /-50 /	2 530	81	15
	1951 /-53 /	2 700	87	17
	1958 /59	2 850	90	15
République arabe unie: Région égyptienne	1948 /-50 /	2 370	70	12
	1951 /-53 /	2 410	70	11
	1957 /58	2 640	78	13

TABLEAU ANNEXE 14B. — TENEUR EN CALORIES ET EN PROTÉINES DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES MOYENNES DE CERTAINS PAYS (*fin*)

Pays	Année	Calories	Total protéines (g)	Protéines animales (g)
..... Par habitant et par jour				
AFRIQUE				
Libye: Cyrénaïque	1957	2 110	55	16
	1958	2 091	55	18
Ile Maurice	1955	2 220	47	11
	1958	2 230	45	10
Maroc: Ancienne zone française	1952 /-55 /	2 350	72	18
Rhodésie ¹⁰⁰ et Nyassaland, Féd. de:				
Rhodésie du Sud	1951-53	2 450	75	16
	1953	2 630	81	16
Union sud-africaine	1948-50	2 640	73	27
	1951-53	2 680	74	27
	1957	2 660	74	31
Océanie				
Australie	1948 /-50 /	3 220	97	66
	1951 /-53 /	3 170	92	61
	1957 /58	3 200	91	60
Nouvelle-Zélande	1948-50	3 360	100	67
	1951-53	3 350	103	70
	1958 /59	3 430	106	72

TABLEAU ANNEXE I.5. - COMMERCE INTERRÉGIONAL DE DENRÉES ALIMENTAIRES, PRODUITS POUR BOISSONS ET TABAC

Provenance \ Destination	Amérique du Nord		Europe occidentale ¹		Amérique latine		Europe orientale		Extrême-Orient		Chine continentale		Autres régions ²		Total des régions	
	1953	1958	1953	1958	1953	1958	1953	1958	1953	1958	1953	1958	1953	1958	1953	1958
Millions de dollars aux prix courants																
Amérique du Nord	580	700	1 372	1 565	481	529	1	61	620	715	-	7	253	278	3 312	3 855
Europe occidentale ¹	389	535	2 561	3 343	101	124	148	206	158	96	-	3	664	935	4 021	5 242
Amérique latine	2 180	1 940	1 236	1 283	357	270	17	49	105	101	-	13	56	67	3 951	3 723
Europe orientale	12	25	256	363	3	7	...	...	4	7	...	...	30	62	305	464
Extrême-Orient	300	339	407	595	6	8	2	45	415	344	2	13	414	409	1 545	1 753
Chine continentale	1	2	25	49	-	-	...	...	52	58	-	-	92	171	170	280
Autres régions ²	285	430	2 103	2 561	12	9	23	40	269	189	1	3	548	566	3 241	3 798
TOTAL DES RÉGIONS	3 747	3 971	7 960	9 759	960	947	191	401	1 623	1 510	3	39	2 062	2 488	16 546	19 115

SOURCE: Nations Unies, *Annuaire statistique du commerce international*, 1958, Vol. II.
¹ Y compris la Turquie. - ² Proche-Orient, Afrique et Océanie.

TABLEAU ANNEXE 16. - VALEURS UNITAIRES MOYENNES A L'EXPORTATION DES PRODUITS AGRICOLES

	Moyenne					1958	1959	1958				1959			
	1947-49	1950-51	1952-53	1954-55	1956-57			I	II	III	IV	I	II	III	IV
	Indices, moyenne 1952-53 = 100														
Tous produits agricoles	92	105	100	97	93	87	85	90	88	87	87	83	85	85	87
Alimentation humaine et alimenta- tion animale	107	96	100	91	90	87	87	87	87	86	89	85	88	88	88
Céréales	109	87	100	81	75	73	71	73	73	74	74	67	73	71	71
Huiles comestibles et oléagineux	112	109	100	92	91	90	98	90	91	89	90	96	101	100	97
Viande	79	87	100	101	101	104	107	99	102	105	110	111	106	105	103
Produits laitiers	107	88	100	95	94	80	93	82	76	76	85	83	90	91	105
Produits pour boissons et tabac	74	94	100	115	99	100	88	101	101	103	97	90	89	87	87
Matières premières agricoles	80	129	100	93	93	79	79	86	78	76	77	74	78	79	84
Dollars U.S. par tonne															
Blé	94	73	79	67	63	63	60	63	63	63	62	52	62	63	62
Farine de blé	129	100	113	98	87	81	79	80	85	80	80	77	82	79	77
Orge	84	64	69	53	51	49	50	45	47	49	53	54	50	48	49
Maïs	79	69	78	61	58	51	50	52	51	51	49	51	51	50	49
Riz (usiné)	153	131	175	132	116	120	110	118	118	125	123	114	116	108	105
Sucre (brut)	102	111	105	98	108	101	96	102	99	97	104	101	96	96	91
Pommes	108	94	95	101	124	148	105	180	211	88	115	101	92	118	109
Bananes	100	102	99	99	101	93	94	93	93	92	92	93	94	94	95
Oranges et mandarines	117	104	99	103	123	120	102	114	122	162	124	95	92	122	123
Raisins	263	251	215	224	277	327	309	322	314	317	345	347	338	327	274
Coprah	200	207	168	161	142	167	207	155	166	167	174	212	222	198	204
Palmistes	130	146	155	130	123	130	168	129	128	129	136	161	170	170	169
Soja	124	111	111	104	93	87	85	89	91	90	84	85	87	87	83
Arachides (décortiquées)	194	176	221	199	200	171	164	179	175	161	164	158	164	169	167
Huile d'olive	875	677	603	563	722	607	473	627	622	601	577	432	457	546	496
Huile de coco	360	364	283	263	237	279	349	269	270	274	304	340	366	343	346
Huile de palme	239	258	216	192	219	200	205	214	207	196	188	192	200	226	202
Huile de palmitiste	340	330	274	253	239	253	317	243	243	254	267	298	321	333	312
Huile de soja	464	390	309	319	339	302	257	317	323	286	277	267	265	252	244
Huile d'arachide	468	442	408	362	406	362	328	365	378	359	340	323	337	342	308
Bovins	110	127	114	125	123	129	141	120	131	135	130	135	134	151	151
Viande de bœuf et de veau	331	407	471	458	430	505	576	452	497	519	545	572	575	590	564
Viande de mouton et d'agneau	288	257	308	402	433	415	366	443	389	402	406	437	371	317	293
Bacon	724	627	702	657	701	689	655	614	704	703	737	688	616	663	652
Viande en conserve	596	803	921	890	848	848	899	825	829	847	898	899	899	897	900
Fromage	722	604	670	660	734	633	752	602	585	605	730	741	705	736	819
Beurre	1 010	847	958	959	858	633	917	678	582	588	673	703	947	904	1 085
Œufs (en coque)	768	624	706	648	637	600	533	595	580	574	631	515	468	510	605
Lait (concentré et évaporé)	352	309	340	312	326	312	310	333	317	289	311	309	298	303	330
Lait (en poudre)	553	389	487	394	404	373	359	403	349	375	371	337	351	370	373
Pommes de terre	57	50	59	49	56	60	58	52	70	57	56	59	56	50	61
Tourteaux	84	73	74	71	62	55	66	55	51	53	58	63	63	67	71
Café	528	1 019	1 124	1 250	1 043	922	754	996	950	928	836	780	771	734	735
Cacao	548	639	679	946	575	846	746	805	899	942	815	787	751	733	691
Thé	1 152	1 024	981	1 384	1 256	1 221	1 210	1 174	1 188	1 271	1 226	1 158	1 179	1 218	1 251
Vin	245	173	168	145	165	217	174	183	207	259	247	181	171	168	176
Tabac (non manufacturé)	1 128	1 115	1 199	1 251	1 287	1 285	1 299	1 345	1 303	1 212	1 287	1 278	1 299	1 319	1 299
Graines de lin	192	155	147	120	130	125	131	131	128	122	123	127	126	128	143
Huile de lin	563	385	314	186	281	251	213	247	275	229	242	213	182	217	250
Coton	769	1 005	887	816	742	691	601	728	683	669	684	620	643	574	581
Jute	312	284	212	183	198	196	178	207	175	193	190	191	173	165	181
Sisal	278	341	290	165	148	140	174	139	136	140	144	151	168	185	191
Laine (en suint)	975	2 065	1 507	1 459	1 491	1 135	1 091	1 311	1 172	1 073	978	973	1 034	1 133	1 242
Caoutchouc (naturel)	386	881	592	579	626	525	665	539	489	505	561	572	638	691	746

TABLEAU ANNEXE 17. — VALEURS UNITAIRES MOYENNES DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES DE L'U.R.S.S.,
ET COMPARAISON AVEC LES MOYENNES MONDIALES

	Valeurs unitaires moyennes à l'exportation				Valeurs unitaires moyennes à l'importation			
	1955	1956	1957	1958	1955	1956	1957	1958
<i>Dollars U.S. par tonne</i>								
Blé								
U.R.S.S.	83	76	80	74	91	62	58	63
Monde ¹	66	63	63	63	78	78	76	71
Orge								
U.R.S.S.	66	64	64	59	—	—	—	—
Monde ¹	54	52	49	49				
Avoine								
U.R.S.S.	63	61	61	48	—	—	—	—
Monde ¹	58	50	44	41				
Maïs								
U.R.S.S.	70	71	67	68	73	70	70	70
Monde ¹	62	60	55	51	74	75	69	59
Riz (usiné)								
U.R.S.S.	—	—	—	—	130	130	120	131
Monde ¹					138	135	130	139
Beurre								
U.R.S.S.	1 192	1 164	1 150	854	994	993	912	635
Monde ¹	950	920	797	633	979	925	791	640
Œufs								
U.R.S.S.	—	—	—	—	562	587	553	447
Monde ¹					660	648	607	590
Citrons								
U.R.S.S.	—	—	—	—	184	172	192	156
Monde ¹					173	193	184	197
Sucre (brut)								
U.R.S.S.	—	—	—	—	69	68	134	78
Monde ¹					119	120	140	116
Sucre (raffiné)								
U.R.S.S.	116	119	150	123	98	100	148	117
Monde ¹	118	124	159	123	125	127	153	127
Graines oléagineuses								
U.R.S.S.	141	145	146	119	131	126	113	116
Monde ¹	139	139	138	141	161	162	163	160
Huiles végétales								
U.R.S.S.	371	432	428	349	296	322	356	320
Monde ¹	272	304	307	290	293	333	334	311
Cacao								
U.R.S.S.	—	—	—	—	999	668	518	896
Monde ¹					906	633	620	912

TABLEAU ANNEXE 17. — VALEURS UNITAIRES MOYENNES DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES DE L'U.R.S.S.,
ET COMPARAISON AVEC LES MOYENNES MONDIALES (*fin*)

	Valeurs unitaires moyennes à l'importation				Valeurs unitaires moyennes à l'exportation			
	1955	1956	1957	1958	1955	1956	1957	1958
<i>Dollars U.S. par tonne</i>								
Café								
U.R.S.S.	—	—	—	—	1 393	1 336	1 280	1 086
Monde ¹					1 236	1 186	1 149	1 010
Thé								
U.R.S.S.	691	763	562	621	1 037	1 078	1 229	1 366
Monde ¹	1 431	1 268	1 245	1 221	1 554	1 351	1 360	1 283
Tabac								
U.R.S.S.	—	—	—	—	985	914	936	879
Monde ¹					1 318	1 321	1 394	1 375
Coton (fibre)								
U.R.S.S.	884	880	802	767	1 008	1 050	1 130	951
Monde ¹	804	740	743	691	854	783	739	705
Laine								
U.R.S.S.	2 333	2 695	1 972	1 986	1 930	1 855	2 229	1 950
Monde ¹	1 917	1 864	2 120	1 492	1 922	1 875	2 061	1 629
Caoutchouc (naturel)								
U.R.S.S.	—	—	—	—	760	780	721	593
Monde ¹					763	739	679	565

NOTE: Il y a lieu de remarquer que les valeurs à l'importation pour l'U.R.S.S. sont f.o.b. frontière du pays exportateur ou port d'expédition, alors que pour les moyennes mondiales on utilise généralement la valeur c.i.f. Les roubles ont été convertis au cours officiel du change, soit 4 roubles pour un dollar U.S.

¹ Non compris l'Europe orientale, l'U.R.S.S. et la Chine continentale.

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

CHAPITRES SPÉCIAUX

Depuis 1956, ce rapport présente chaque année, outre l'étude habituelle de la situation récente de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde, un ou plusieurs chapitres spéciaux consacrés à des problèmes d'intérêt plus permanent. Les sujets ainsi traités ont été les suivants:

- 1956 Certains facteurs qui influent sur le développement des échanges de produits agricoles.
Pêches mondiales: Tendances et perspectives – Exemples pris dans certains pays.
- 1957 Facteurs influençant les tendances de la consommation alimentaire.
Changements survenus après la guerre dans certains facteurs institutionnels affectant l'agriculture.
- 1958 Evolution de la situation alimentaire et agricole en Afrique au sud du Sahara.
Le développement des industries forestières et ses répercussions sur les forêts du monde.
- 1959 Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique.
Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre.
-

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Allemagne
 Argentine
 Australie
 Autriche
 Belgique
 Birmanie
 Bolivie
 Brésil
 Canada
 Ceylan
 Chili
 Colombie
 Corée
 Costa Rica
 Cuba
 Danemark
 Equateur

 Espagne

 Etats-Unis d'Amérique
 Ethiopie
 Fédération de Malaisie
 Finlande
 France
 Grèce
 Guatemala
 Haïti
 Hong-kong
 Inde

 Indonésie
 Irak
 Irlande
 Islande
 Israël
 Italie

 Japon
 Liban
 Maroc
 Mexique
 Nigeria
 Norvège
 Nouvelle-Zélande

 Pakistan

 Panama
 Paraguay
 Pays-Bas
 Pérou
 Philippines
 Pologne
 Portugal
 République arabe unie
 Royaume-Uni et Colonies de la Couronne

 Salvador
 Suède

 Suisse
 Taïwan
 Thaïlande
 Turquie
 Union sud-africaine
 Uruguay
 Venezuela

 Yougoslavie

 Autres pays

Paul Parey, Lindenstrasse 44-47, Berlin S.W. 61.
 Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires.
 Melbourne University Press, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C. I.
 Wilhelm Frick Buchhandlung, Graben 27, Vienne I.
 Agence et Messageries de la Presse, 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
 (Vente en gros): Orient Longmans Private Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13. Inde.
 Libreria y Editorial «Juventud», Plaza Murillo 519, La Paz.
 Livraria Agir, Rua Mexico 98-B, Rio de Janeiro.
 Imprimeur de la Reine, Ottawa.
 M.D. Gunasena and Co., Ltd., 217 Norris Road, Colombo II.
 Sala y Grijalbo, Ltda., Bandera 140 F. Casilla 180D, Santiago.
 «Agricultura Tropical», Carrera 13, N° 13-17, Bogotá; Libreria Central, Calle 14, N° 6-88, Bogotá.
 The Eul-Yoo Publishing Co. Ltd., 5, 2-Ka, Chong-ro, Séoul.
 Imprenta y Libreria Trejos S.A., Apartado 1313, San José.
 René de Smedt, La Casa Belga, O'Reilly 455, La Havane.
 Ejnar Munksgaard, Norregade 6, Copenhague K.
 «La Hacienda», Escobedo N° 1003 y P. Icaza, Casilla N° 3983, Guayaquil; Librería Muñoz Hnos. y Cia., Apartado 522, Quito.
 Libreria Mundi-Prensa, Castelló 37, Madrid; José Bosch Librero, Ronda Universidad 11, Barcelone; Libreria General, Independencia 8, Saragosse.
 Columbia University Press, International Documents Service, 2960 Broadway, New York 27, N.Y.
 International Press Agency, P.O. Box 120, Addis-Abebä.
 Caxton Stationers Ltd., 13 Market Street, Kuala Lumpur.
 Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.
 Les Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, Paris 5°.
 «Eleftheroudakis», place de la Constitution, Athènes.
 Sociedad Económico Financiera, Edificio Briz, Despacho 207, 6ª Av. 14-33, Zona 1, Guatemala.
 Max Bouchereau, Librairie «A la Caravelle», B.P. 111B, Port-au-Prince.
 Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.
 (Vente en gros): Orient Longmans Private Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13; Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1; 36A Mount Road, Madras 2; Kanson House, 24/1 Asaf Ali Road, Post Box 386, New Delhi; Gunfoundry Road, Hyderabad 1; (Vente au détail): Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi; 17 Park Street, Calcutta.
 Pembangunan Ltd., 84, Gunung Sahari, Djakarta.
 Mackenzie's Bookshop, Bagdad.
 The Controller, Stationery Office, Dublin.
 Halldor Jonsson, Mjostaeti 2, Reykjavik; Jonsson et Juliusson, Garöstraeti 2, Reykjavik.
 Blumstein's Bookstores Ltd., P.O. Box 4101, Tel-Aviv.
 Libreria Internazionale Ulrico Hoepli, Galleria Piazza Colonna, Rome; A.E.I.O.U., Via Mervigli 16, Milan.
 Maruzen Company Ltd., Tori-Nichome 6, Nihonbashi, Tokyo.
 Librairies Antoine, B.P. 656, Beirout.
 Centre de diffusion documentaire du B.E.P.I., 8 rue Michaux-Bellaire, Rabat.
 Manuel Gómez Pezuela e Hijo, Donceles 12, Mexico, D.F.
 University Bookshop Nigeria Ltd., University College, Ibadan.
 Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7a, Oslo.
 Whitcombe et Tombs Ltd., Auckland, Wellington, Hamilton, Christchurch, Dunedin, Invercargill, Timaru.
 Occidental: Mirza Book Agency, 9-A, Shah Alam Market, Lahore.
 Oriental: Orient Longmans Private Ltd., 17 Nazimuddin Road, Dacca.
 Agencia Internacional de Publicaciones, J. Menéndez, Plaza de Arango N° 3, Panamá.
 Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pte. Franco N° 39-43, Asunción.
 N.Y. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye.
 Libreria Internacional del Peru, S.A., Casilla 1417, Lima.
 The Modern Book Company, 518-520 Rizal Avenue, Manille.
 Ars Polona, Krakowskie Przedmiescie 7, Varsovie.
 Livraria Bertrand S.A.R.L., rua Garrett 73-75, Lisbonne.
 Librairie de la Renaissance d'Egypte, 9 Sh. Adly Pacha, Le Caire.
 H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, Londres, S.E.1. Succursales: 13a Castle Street, Edinburgh 2; 2 Edmund Street, Birmingham 3; Tower Lane, Bristol 1; 39 King Street, Manchester 2; 109 St. Mary Street, Cardiff; 80 Chichester Street, Belfast.
 Manuel Navas y Cia., 1ª Avenida Sur 35, San Salvador.
 C.E. Fritze, Fredsgatan 2, Stockholm 16; Henrik Lindstahls Bokhandel, Odengatan 22, Stockholm; Gumperts A.B., Goeteborg.
 Librairie Payot S.A., Lausanne et Genève; Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zurich I.
 The World Book Company Ltd., 99 Chungking South Road, Section 1, Taïpeh.
 S'adresser au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Bangkok.
 Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.
 Van Schaik's Book Store Pty. Ltd., P.O.B. 724, Pretoria.
 Héctor d'Elia, Oficina de Representación de Editoriales, Plaza Cagancha 1342, Montevideo.
 Suma S.A., Sabana Grande 102, El Recreo, Caracas; Libreria Politécnica, Apartado del Este, 4845, Caracas.
 Drzavno Preduzeće, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Belgrade; Cankarjeva Založba, B.P. 41, Ljubljana.
 Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des dépositaires n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à: Section de distribution et de vente, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, Rome.

Prix: \$2,00 ou 10s.

Le prix des publications de la FAO est indiqué en dollars U.S. et en livres sterling; le paiement peut être effectué aux dépositaires en monnaie locale.

DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE LA FAO

Allemagne
 Argentine
 Australie
 Autriche
 Belgique
 Birmanie
 Bolivie
 Brésil
 Canada
 Ceylan
 Chili
 Colombie
 Corée
 Costa Rica
 Cuba
 Danemark
 Equateur

 Espagne

 Etats-Unis d'Amérique
 Ethiopie
 Fédération de Malaisie
 Finlande
 France
 Grèce
 Guatemala
 Haïti
 Hong-kong
 Inde

 Indonésie
 Irak
 Irlande
 Islande
 Israël
 Italie

 Japon
 Liban
 Maroc
 Mexique
 Nigéria
 Norvège
 Nouvelle-Zélande

 Pakistan

 Panama
 Paraguay
 Pays-Bas
 Pérou
 Philippines
 Pologne
 Portugal
 République arabe unie
 Royaume-Uni et Colonies de la Couronne

 Salvador
 Suède

 Suisse
 Taïwan
 Thaïlande
 Turquie
 Union sud-africaine
 Uruguay
 Venezuela

 Yougoslavie

 Autres pays

Paul Parey, Lindenstrasse 44-47, Berlin S.W. 61.
 Editorial Sudamericana, S.A., Alsina 500, Buenos Aires.
 Melbourne University Press, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C. I.
 Wilhelm Frick Buchhandlung, Graben 27, Vienne I.
 Agence et Messageries de la Presse, 14-22 rue du Persil, Bruxelles.
 (Vente en gros): Orient Longmans Private Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13, Inde.
 Librería y Editorial «Juventud», Plaza Murillo 519, La Paz.
 Livraria Agir, Rua Mexico 98-B, Rio de Janeiro.
 Imprimeur de la Reine, Ottawa.
 M.D. Gunasena and Co., Ltd., 217 Norris Road, Colombo II.
 Sala y Grijalbo, Ltda., Bandera 140 F. Casilla 180D, Santiago.
 «Agricultura Tropical», Carrera 13, No 13-17, Bogotá; Librería Central, Calle 14, No 6-88, Bogotá.
 The Eul-Yoo Publishing Co. Ltd., 5, 2-Ka, Chong-ro, Séoul.
 Imprenta y Librería Trejos S.A., Apartado 1313, San José.
 René de Smedt, La Casa Belga, O'Reilly 455, La Havane.
 Ejnar Munksgaard, Norregade 6, Copenhague K.
 «La Hacienda», Escobedo No 1003 y P. Icaza, Casilla No 3983, Guayaquil; Librería Muñoz Hnos. y Cia., Apartado 522, Quito.
 Librería Mundi-Prensa, Castelló 37, Madrid; José Bosch Librero, Ronda Universidad 11, Barcelone; Librería General, Independencia 8, Saragosse.
 Columbia University Press, International Documents Service, 2960 Broadway, New York 27, N.Y.
 International Press Agency, P.O. Box 120, Addis-Abéba.
 Caxton Stationers Ltd., 13 Market Street, Kuala Lumpur.
 Akateeminen Kirjakauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki.
 Les Editions A. Pedone, 13 rue Soufflot, Paris 5^e.
 «Eleftheroudakis», place de la Constitution, Athènes.
 Sociedad Económico Financiera, Edificio Briz, Despacho 207, 6^a Av. 14-33, Zona 1, Guatemala.
 Max Bouchereau, Librairie «A la Caravelle», B.P. 111B, Port-au-Prince.
 Swindon Book Co., 25 Nathan Road, Kowloon.
 (Vente en gros): Orient Longmans Private Ltd., 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13; Nicol Road, Ballard Estate, Bombay 1; 36A Mount Road, Madras 2; Kanson House, 24/1 Asaf Ali Road, Post Box 386, New Delhi; Gunfoundry Road, Hyderabad 1; (Vente au détail): Oxford Book and Stationery Co., Scindia House, New Delhi; 17 Park Street, Calcutta.
 Pembangunan Ltd., 84, Gunung Sahari, Djakarta.
 Mackenzie's Bookshop, Bagdad.
 The Controller, Stationery Office, Dublin.
 Halldor Jonsson, Mjostraeti 2, Reykjavik; Jonsson et Juliusson, Garöstraeti 2, Reykjavik.
 Blumstein's Bookstores Ltd., P.O. Box 4101, Tel-Aviv.
 Libreria Internazionale Ulrico Hoepli, Galleria Piazza Colonna, Rome; A.E.I.O.U., Via Mervigli 16, Milan.
 Maruzen Company Ltd., Tori-Nichome 6, Nihonbashi, Tokyo.
 Librairies Antoine, B.P. 656, Beirout.
 Centre de diffusion documentaire du B.E.P.I., 8 rue Michaux-Bellaire, Rabat.
 Manuel Gómez Pezuela e Hijo, Donceles 12, Mexico, D.F.
 University Bookshop Nigeria Ltd., University College, Ibadan.
 Johan Grundt Tanum Forlag, Kr. Augustsgt. 7a, Oslo.
 Whitcombe et Tombs Ltd., Auckland, Wellington, Hamilton, Christchurch, Dunedin, Invercargill, Timaru.
 Occidental: Mirza Book Agency, 9-A, Shah Alam Market, Lahore.
 Oriental: Orient Longmans Private Ltd., 17 Nazimuddin Road, Dacca.
 Agencia Internacional de Publicaciones, J. Menéndez, Plaza de Arango No 3, Panamá.
 Agencia de Librerías de Salvador Nizza, Calle Pre. Franco No 39-43, Asunción.
 N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye.
 Librería Internacional del Peru, S.A., Casilla 1417, Lima.
 The Modern Book Company, 518-520 Rizal Avenue, Manille.
 Ars Polona, Krakowskie Przedmiescie 7, Varsovie.
 Livraria Bertrand S.A.R.L., rua Garrett 73-75, Lisbonne.
 Librairie de la Renaissance d'Egypte, 9 Sh. Adly Pacha, Le Caire.
 H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, Londres, S.E.1. Succursales: 13a Castle Street, Edinburgh 2; 2 Edmund Street, Birmingham 3; Tower Lane, Bristol 1; 39 King Street, Manchester 2; 109 St. Mary Street, Cardiff; 80 Chichester Street, Belfast.
 Manuel Navas y Cia., 1^a Avenida Sur 35, San Salvador.
 C.E. Fritz, Fredsgatan 2, Stockholm 16; Henrik Lindstahls Bokhandel, Odengatan 22, Stockholm; Gumperts A.B., Göteborg.
 Librairie Payot S.A., Lausanne et Genève; Hans Raunhardt, Kirchgasse 17, Zurich I.
 The World Book Company Ltd., 99 Chungking South Road, Section I, Taipei.
 S'adresser au Bureau régional de la FAO pour l'Asie et l'Extrême-Orient, Maliwan Mansion, Bangkok.
 Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.
 Van Schaik's Book Store Pty. Ltd., P.O.B. 724, Pretoria.
 Héctor d'Elia, Oficina de Representación de Editoriales, Plaza Cagancha 1342, Montevideo.
 Suma S.A., Sabana Grande 102, El Recreo, Caracas; Librería Politécnica, Apartado del Este, 4845, Caracas.
 Drzavno Preduzece, Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11, Belgrade; Cankarjeva Založba, B.P. 41, Ljubljana.
 Les commandes ou les demandes de renseignements émanant de pays pour lesquels des dépositaires n'ont pas encore été désignés peuvent être adressées à: Section de distribution et de vente, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Viale delle Terme di Caracalla, Rome.

Prix: \$2,00 ou 10s.

Le prix des publications de la FAO est indiqué en dollars U.S. et en livres sterling; le paiement peut être effectué aux dépositaires en monnaie locale.